PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

JUL 8 - 1936

REVUE DE PARIS

15 JUIN 1936

ANDRÉ GIDE.	*Geneviève.* — I	721
PAUL CAMBON.	*Lettres de Turquie*	757
PIERRE DE PRESSAC.	*Origines du Socialisme en France.*	786
G. JEAN-AUBRY.	*Le Chevalier Huber.* — II.	807
BRUNO BREHM.	*C'est ainsi que cela commença* (fin).	822
CHARLES SAROLEA.	*Seize ans de Société des Nations.*	856
GEORGES KIMPFLIN.	*Pétrole et Carburants.*	875
ED. GISCARD D'ESTAING.	*Ce que les Riches paient.*	896
PAUL ALFASSA.	*L'Exposition Cézanne*	906
FRANÇOIS PORCHÉ.	*Le Théâtre.*	915
FRANÇOIS LEUWEN.	*La Situation politique.*	929
HENRY BIDOU.	*Henri de Régnier.*	935
ALBERT FLAMENT.	*Tableaux de Paris.*	945

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Frs.

43e ANNÉE *NUMÉRO 12*

La REVUE DE PARIS il y a cent ans
(Première REVUE DE PARIS)

La livraison de juin 1836. — D'une chronique intitulée Courses de Versailles *nous extrayons les passages suivants :*

Versailles va renaître. Le roi Louis-Philippe vient de doter le château d'une galerie historique dont le monde entier viendra étudier les tableaux, les portraits, les meubles, les bronzes, les dorures : quand la *Revue de Paris* aura recueilli assez d'indications pour parler, à coup sûr, de ces magnificences encore secrètes, elle ne sera pas la dernière à les divulguer. Ce qui apparaît extérieurement jusqu'ici de tous ces travaux, c'est d'abord la statue du *Petit Caporal* en empereur romain, placée près de l'escalier de l'Orangerie; puis un cheval de bronze renversé les quatre fers en l'air, au beau milieu de la cour, et qui, une fois mis sur ses pieds, doit porter le grand roi Louis XIV. Mais voilà que le *Jockey-Club*, cette association nomade qui, toujours sûre d'être bien reçue, porte où elle veut, ses tentes, ses pavillons, ses chevaux, ses jockeys, et son cortège de parieurs, d'éleveurs, de voitures, de femmes, de spectateurs, vient aussi de fonder des courses à Versailles, choisissant cette ville et lui jetant le mouchoir, parmi toutes celles qui lui crient : « Nous avons à notre service un maître charmant, un préfet ravissant, une garde nationale superbe et des prix de mille deux cents francs. » Voilà donc pour Versailles deux principes de vie nouvelle, les embellissements du château et la fondation des courses. Nous avons bien entendu parler d'un certain chemin de fer projeté de Paris à Versailles, et qui doit donner à cette dernière ville une importance incalculable; quand nous verrons ce chemin, nous y croirons.

... Vendredi, les courses ont commencé sur le champ de manœuvres de Satory disposé en hippodrome : le chemin qui conduit là est superbe; c'est une chaussée pavée que borde un grand bois, et qui part d'une porte de la ville. En voyant les équipages, les cavaliers, les chaises de poste, qui traversaient le quartier Saint-Louis, et broyaient le pavé sonore de ces rues droites et spacieuses, les habitants se frottaient les yeux, ouvraient les oreilles à tout ce bruit, et semblaient se réveiller d'une léthargie séculaire. Cette procession de voitures, longue, bruyante et poudreuse, se hâtait autant que le permet la côte rapide qui conduit au champ de manœuvres. Car, cette fois, grâces en soient rendues au ciel, ou à qui de droit, l'heure précise des courses avait été déterminée; et les jockeys qui n'auraient pas été à cheval *après le dernier coup de cloche*, et non pas *après la cloche*, comme disait le programme, devaient être considérés comme distancés : cette exactitude est une innovation; qu'elle soit constatée.

A une heure et demie, *la Perle* à M. de Cambis, *Indiana* à lord Seymour, *miss Tandem* à M. Lacoulteux, *Arlette* à M. Fasquel, étaient dans l'arène pour disputer le prix de Versailles. *La Perle* a battu ses concurrents.

Une course de *gentlemen rider*, c'est-à-dire de particuliers montant des chevaux en tenue de course, et sans admettre parmi eux de jockeys de profession, a eu lieu pour un prix de 500 francs entre MM. Edgard Ney montant *Coroner*, M. Jules Fleury montant *Alunda*, et M. Émile Fleury montant *Little-Boy*. MM. d'Hinnisdal et Lecoulteux s'étaient retirés avec leurs chevaux *Sweeper* et *miss Tandem*...

... La grande course du jour était attendue avec impatience. Il s'agissait du prix offert par la Société d'encouragement, et que devaient disputer *miss Annette*, *Sylvine*, *Volante*, *Albion* et *miss Tandem*. *Albion* a prouvé qu'il avait du cœur et du fond, car près du but, il a si bien *rendu* au coup de fouet du jockey, qu'il a suivi à la distance d'une tête la *victorieuse Volante*.

GENEVIÈVE

OU LA CONFIDENCE INACHEVÉE

Peu de temps après la publication, dans cette revue même, de l'*Ecole des Femmes*, puis de *Robert*, j'ai reçu, en manuscrit, le début d'un récit en quelque sorte complémentaire, c'est-à-dire pouvant être considéré, s'ajoutant aux deux autres, comme le troisième volet d'un triptyque.

Après avoir longtemps attendu la suite, je me décide à donner ce début tel quel, avec, en manière d'introduction, la lettre qui l'accompagnait.

ANDRÉ GIDE

Août 1931.

Monsieur,

Puis-je espérer que vous consentirez à couvrir de votre nom, comme déjà vous avez fait pour le journal de ma mère, puis pour la défense de mon père, le livre que je vous envoie?

Je crains que ce livre ne soit pas du tout de nature à vous plaire. N'étant guère friande de littérature, je ne vous ai pas beaucoup lu, je l'avoue; assez toutefois pour me convaincre que les questions qui m'intéressent vous laissent indifférent; du moins je n'en trouve pas trace dans vos livres. Les sujets que vous y abordez échappent autant qu'il se peut à ce que vous semblez considérer comme des « contingences » indignes de votre attention, tandis que vous ne trouverez ici, exposés sans art, que des problèmes d'ordre pratique. Votre esprit

Copyright 1936 *Revue de Paris.*

plane dans l'absolu; je me débats dans le relatif. La question n'est point pour moi, comme pour les héros que vous peignez et pour vous-même, d'une façon vague et générale, *que peut l'homme?* mais bien, d'une manière toute matérielle et précise : Qu'est-ce que, de nos jours, une femme est en mesure et en droit d'espérer?

N'est-il pas naturel que ce « problème » paraisse, pour la femme encore jeune que je suis, de première importance? Si important soit-il, ce n'est que de nos jours qu'il commence vraiment à se dresser. Oui, ce n'est que depuis la guerre, où tant de femmes ont fait preuve d'une valeur et d'une énergie dont les hommes ne les eussent point cru capables, que l'on commence à leur reconnaître, et qu'elles-mêmes commencent à revendiquer, leurs droits à des vertus qui ne soient pas simplement privatives, de dévouement, de soumission et de fidélité; de dévouement à l'homme, de soumission à l'homme, de fidélité à l'homme; car il semblait jusqu'à présent que toute les vertus affirmatives dussent demeurer l'apanage de l'homme et que l'homme se les fût toutes réservées. Je crois que nul ne peut contester aujourd'hui que la situation de la femme a changé considérablement depuis la guerre. Et peut-être ne fallait-il pas moins que cette catastrophe effroyable pour permettre aux femmes de rendre manifestes des qualités qui semblaient jusqu'à ce jour exceptionnelles; pour permettre à la valeur des femmes d'être prise en considération.

Le livre de ma mère s'adresse à une génération passée. Du temps de la jeunesse de ma mère, une femme pouvait souhaiter sa liberté; à présent il ne s'agit plus de la souhaiter, mais de la prendre. Comment et à quelles fins! c'est ce qui importe et que je vais tâcher de dire, du moins pour ce qui est de moi.

Je ne me pose certes pas en exemple; mais il me semble que le simple récit que je veux faire de ma vie peut avertir; je le donne comme une suite au journal de ma mère, comme une *Nouvelle École des Femmes.* Et pour bien indiquer que ce n'est là qu'un exemple entre maints autres, qu'un exemple particulier, je l'intitulerai *Geneviève,* nom d'emprunt sous lequel je figure déjà dans le journal de ma mère.

I

En 1913, comme je venais d'avoir quinze ans, ma mère me fit entrer au lycée, malgré la vive désapprobation de mon père; mais, de volonté faible en dépit de ses airs assurés, mon père cédait toujours, quitte à se payer de sa défaite en une menue monnaie de critiques continuelles. Cette éducation de lycée fut responsable, selon lui, de ce qu'il appela mes « écarts de pensée », puis, plus tard, de mes « écarts de conduite ».

Je tiens de ma mère un certain goût pour le travail, et une assiduité naturelle qu'elle encourageait en feignant de s'instruire à travers moi. Lorsque je rentrais du lycée, elle m'aidait à mes devoirs, apprenait avec moi mes leçons, et je lui rapportais tout ce que j'avais appris en classe, comme d'autres raconteraient ce qu'ils ont vu ou entendu dans une sortie en ville. C'est ce qui lui donna, je crois, l'illusion que je pusse avoir eu sur elle plus d'influence qu'elle n'en avait eu sur moi. Cette illusion — si c'en est une — elle cherchait à me la donner à moi-même, et rien ne servit plus à me mûrir, à entretenir mon zèle et une certaine confiance en soi, qui lui manquait.

Je dois également à ma mère un ardent désir, un besoin de me rendre utile, et si déjà ce désir existait naturellement en moi, sommeillant, elle sut l'éveiller, l'aviver sans cesse. Il était alimenté chez ma mère par un extraordinaire amour pour les pauvres, les souffrants et tous ceux que mon père appelait (que ma mère se refusait d'appeler) « nos inférieurs ». J'ai d'autant plus à cœur de le dire que ni le journal de ma mère, ni le plaidoyer de mon père, n'en laisse rien connaître. Ma mère se dépensait et se dévouait non seulement sans ostentation, mais même en se cachant, comme de tout ce qui eût pu lui attirer quelques louanges. Cette pudeur extrême et cette modestie (que je n'ai pas héritées d'elle, il faut bien que je l'avoue) étaient telles que l'on pouvait vivre près d'elle longtemps sans se douter de ses vertus. Mon père avait, tout au contraire, un aussi constant souci de se faire valoir que ma mère de s'effacer. Il semblait qu'il attachât plus de prix à l'apparence de la vertu qu'à la vertu même. Je ne pense pas qu'il fût précisément un hypocrite et qu'il ne cherchât pas à devenir tel qu'il se montrait; mais chez lui le geste ou la parole précé-

dait toujours l'émotion ou la pensée, de sorte qu'il restait toujours en retard et comme endetté envers lui-même. Ma mère souffrait beaucoup de cela; et je l'aimais trop pour ne pas détester mon père.

En classe, ma voisine de droite était, de toutes mes camarades, celle qui attirait et retenait le plus mon regard. De peau brune, ses cheveux noirs bouclés, presque crépus, cachaient ses tempes et une partie de son front. On n'eût pu dire qu'elle était précisément belle, mais son charme étrange était pour moi beaucoup plus séduisant que la beauté. Elle s'appelait Sara et insistait pour qu'on ne mît pas d'h à son nom. Lorsque, un peu plus tard, je lus *les Orientales*, c'est elle que j'imaginais, « belle d'indolence », se balancer dans le hamac. Elle était bizarrement vêtue, et l'échancrure de son corsage laissait voir une gorge formée. Ses mains rarement propres, aux ongles rongés, étaient extraordinairement fluettes.

— Qu'est-ce que vous avez à me reluquer comme ça? — me dit-elle brusquement le premier jour.

Je détournai les yeux en rougissant beaucoup et n'osai lui dire que je la trouvais ravissante. Les autres élèves ne semblaient pas de mon avis et, dans les conversations que je surpris, on s'accordait à critiquer son teint de « bohémienne ». Son air grave et le presque constant froncement de ses sourcils, qui plissait légèrement son beau front, semblaient indiquer une tension de volonté singulière, une attention... j'aurais voulu savoir à quoi, car ce n'était certes pas au cours. Lorsqu'il arrivait qu'on l'interrogeât, on se rendait aussitôt compte qu'elle n'avait rien écouté; et si, dans ses moments de tension, elle paraissait plus âgée qu'aucune de nous, encore qu'elle me dît être exactement de mon âge, de brusques élans de joie, des sortes de transes de gaîté, la replongeaient aussitôt après dans l'enfance.

Dès les premiers jours, je m'épris pour elle d'un sentiment confus que je n'avais jamais encore éprouvé pour personne et qui me paraissait si neuf, si étrange, que je doutais si c'était bien moi, Geneviève, qui l'éprouvais, et si ne m'envahissait pas une personnalité étrangère qui me dépossédait de ma volonté et de mon corps. Cependant Sara semblait me remarquer à peine, et je ne sais de quelle extravagance je me sentais

capable pour attirer son attention. Je cherchais ce qui pouvait lui plaire; elle semblait malheureusement insensible à tous les succès scolaires et je me dépitais qu'elle parût si peu remarquer les miens. Lorsque je lui parlais, elle me répondait à peine; ce que je lui disais ne semblait jamais l'intéresser. Elle était certes loin d'être sotte et son prestige, à mes yeux, était tel que je ne pouvais croire qu'elle ne fût pas supérieure dans quelque domaine; mais je ne pouvais découvrir en quoi. Certain jour de concours de récitation, j'eus une brusque révélation. Après que plusieurs élèves et moi-même nous eûmes plus ou moins péniblement ressassé les stances du *Cid*, le songe d'*Athalie* ou le récit de Théramène, sans autre souci que de ne point trébucher et comme si ces vers n'eussent été écrits qu'en vue d'exercer notre mémoire, notre maîtresse de français appela Sara :

— Quittez votre place, venez devant la chaire et montrez-nous comment on doit dire les vers.

Sara, sans gêne aucune, s'avança puis, face aux élèves, commença de réciter la première scène de *Britannicus*. Sa voix, plus pleine et plus grave que d'ordinaire, prenait une sonorité que je ne lui connaissais pas encore. Ainsi que les autres élèves j'avais appris ces vers par cœur; notre maîtresse nous les avait commentés, en avait fait valoir les mérites, mais je ne m'étais pas encore avisée de leur beauté. Celle-ci m'apparut soudain à travers la récitation de Sara; et un frisson quasi-religieux coula le long de mon dos, me secoua tout entière tandis que les larmes emplissaient mes yeux. La maîtresse elle-même semblait émue.

— Mademoiselle Keller, — dit-elle enfin, après que la récitation fut finie, — nous vous remercions toutes. Avec les dons que vous avez, vous êtes inexcusable de ne pas travailler davantage.

Sara fit une courte révérence ironique, une sorte de pirouette, et rejoignit sa place auprès de moi.

J'étais toute tremblante d'une admiration, d'un enthousiasme que j'eusse voulu pouvoir lui exprimer, mais il ne me venait à l'esprit que des phrases que je craignais qu'elle ne trouvât ridicules. La classe était près de finir. Vite, je déchirai le bas d'une feuille de mon cahier; j'écrivis en tremblant sur

ce bout de papier : « Je voudrais être votre amie » et glissai vers elle gauchement ce billet.

Je la vis froisser le papier; le rouler entre ses doigts. J'espérais un regard d'elle, un sourire, mais son visage restait impassible et plus impénétrable que jamais. Je sentis que je ne pourrais supporter son dédain et m'apprêtais à la haïr.

— Déchirez donc ça, — lui dis-je d'une voix contractée. Mais, soudain, elle redéplia le papier, passa sa main dessus pour l'aplanir, et comme ayant pris une résolution... A ce moment, j'entendis mon nom : la maîtresse m'interrogeait. Je dus me lever, je récitai de manière machinale un court poème de Victor Hugo qu'heureusement je savais fort bien. Dès que je fus rassise, Sara glissa dans ma main le billet au verso duquel elle avait écrit : « Venez chez nous dimanche prochain, à trois heures. » Mon cœur se gonfla de joie et, enhardie :

— Mais je ne sais pas où vous habitez!

Alors elle :

— Passez-moi le papier.

Et, tandis que, la classe finie, les élèves rassemblaient leurs affaires et se levaient pour partir, elle écrivit au bas du billet : « Sara Keller, 16, rue Campagne-Première. »

J'ajoutai prudemment :

— Je ne sais pas encore si je pourrai; il faut que je demande à maman.

Elle ne sourit pas précisément, mais les coins de ses lèvres se relevèrent. Ça pouvait être de la moquerie; aussi ajoutai-je bien vite :

— Je crains que nous ne soyons déjà invitées.

Habitant dans un tout autre quartier et assez loin du lycée, je devais me séparer de Sara dès la sortie; d'ordinaire je m'en allais seule et très vite. Ma mère, qui voulait me marquer sa confiance, ne venait pas me chercher, mais elle m'avait fait promettre de rentrer toujours directement et de ne m'attarder point à causer avec les autres élèves. Ce jour-là je courus durant la moitié du trajet, tant j'étais pressée de lui faire part de la proposition de Sara. Je n'étais pas du tout sûre que ma mère acceptât, car, en dehors du lycée, elle ne me laissait que rarement sortir seule. D'ordinaire je n'avais rien de caché

pour ma mère; pourtant je ne sais quelle pudeur m'avait jusqu'alors retenue de lui parler de Sara. Je dus tout dire en une fois : et la récitation de *Britannicus* et mon enthousiasme que je ne cherchai pas à cacher, et même cette attirance singulière que j'aurais été bien incapable de taire et qui se marquait malgré moi dans mon récit. Comme j'avais enfin demandé : « Est-ce que tu me permettras d'y aller? » maman ne répondit pas aussitôt. Je savais qu'elle avait toujours peine à me refuser quelque chose :

— Je voudrais d'abord en savoir un peu plus sur ta nouvelle amie et sur ses parents. Lui as-tu demandé ce que faisait son père?

J'avouai que je n'y avais pas songé, et promis de m'en informer. Deux jours nous séparaient encore du dimanche.

— Demain, je viendrai te chercher à la sortie, — ajouta ma mère; — tu tâcheras de me présenter cette enfant; je voudrais la connaître.

Ce samedi, j'observai Sara en me demandant anxieusement l'impression que maman pourrait avoir d'elle. Il me parut que sa mise était plus négligée qu'à l'ordinaire; en particulier sa coiffure était dans un grand désordre.

— Arrangez un peu vos cheveux, — lui dis-je enfin craintivement.

— Pourquoi?

— Parce que maman va venir me chercher. Elle voudrait vous connaître.

— Oui; avant de savoir si elle doit vous laisser venir dimanche, n'est-ce pas?

Je ne pus protester; pourtant je n'aurais pas voulu paraître trop sous la tutelle de ma mère.

— Peut-être, — dis-je — Oh! je voudrais tant que vous lui plaisiez! Je me retins d'ajouter : « et qu'elle vous plaise aussi... » mais aussitôt je m'inquiétai de la robe et du chapeau qu'aurait mis ma mère.

— Ça ne m'amuse pas beaucoup, cet examen, — dit Sara.

Pourtant, à la sortie, elle ne s'échappa point, comme je le craignais. Maman était devant la porte. Je pense qu'elle-même était soucieuse de plaire à mon amie; jamais elle ne m'avait paru plus charmante.

— Geneviève m'a beaucoup parlé de vous, — dit-elle à Sara, avec une affabilité exquise. — J'aurais voulu vous entendre réciter ces vers de Racine. Ils sont si beaux... Mais je pense que vous ne les auriez pas si bien dits si vous ne les aimiez pas.

Manifestement elle cherchait ce qui pût inviter l'autre à parler. Sara était certainement beaucoup moins troublée que moi.

— Oh! oui, — dit-elle aussitôt; — mais j'aurais préféré réciter du Baudelaire.

Je n'avais encore rien lu de Baudelaire et craignais que maman ne le connût pas davantage; allait-elle le laisser paraître?

— Quoi, par exemple?

— Oh! de préférence *la Mort des Amants*.

Je sentis que je rougissais. Sûrement ce titre allait scandaliser ma mère. Je la regardai. Elle souriait :

— Mais ce n'est sans doute pas de la poésie pour lycée, — dit-elle. — Vous avez des frères et des sœurs?

— Un frère plus âgé qui fait son service militaire en Algérie; puis, comme allant au-devant d'une question de ma mère : — Mon père est peintre.

— Quoi, — s'écria maman, — vous seriez la fille d'Alfred Keller dont tout le monde admirait les toiles au Salon dernier? Cela m'explique vos goûts d'artiste.

J'étais ravie d'apprendre que le père de Sara était célèbre; mais soudain le front de maman se rembrunit et, à ma consternation, elle ajouta :

— Je sais que vous avez invité Geneviève pour dimanche; malheureusement elle ne sera pas libre.

Et, comme Sara ripostait un peu sèchement :

— Je regrette.

— Ce sera pour une autre fois, — dit ma mère en lui tendant la main.

Et, sitôt que Sara nous eut quittées :

— Mais, tu ne m'avais pas dit... C'est une juive!

Ce mot ne signifiait presque rien pour moi. Je connaissais l'Histoire Sainte, je savais ce que les juifs avaient été autrefois, mais point du tout ce qu'ils pouvaient être aujourd'hui. Une

imperceptible nuance dans le ton de sa voix m'avait heurté douloureusement le cœur.

— Une juive? — m'écriai-je. — A quoi reconnaît-on cela?

— Il m'a suffi de la voir. Elle est du reste très jolie. — Et, comme suivant à la fois deux idées : — Du reste il y a beaucoup de juives au lycée.

Alors je hasardai :

— Est-ce parce qu'elle est juive que tu ne me laisses pas aller chez elle? Pourquoi lui as-tu dit que je n'étais pas libre? Tu sais bien que ça n'est pas vrai.

— Mon enfant, je ne pouvais pas lui dire brutalement que nous refusions son invitation. Ce n'est pas sa faute si elle est juive et si son père est un artiste. Je ne voulais pas la peiner. D'ailleurs, — ajouta-t-elle en voyant mes yeux pleins de larmes, — les juifs ont beaucoup de qualités et certains d'entre eux sont très remarquables. Mais je préfère ne pas te laisser aller dans un milieu si différent du nôtre, avant d'avoir pris quelques renseignements.

— Oh! maman, j'aurais tant voulu...

— Mon enfant, pas cette fois. N'insiste pas. Du reste, il est trop tard... — Puis, plus tendrement : — Voyons, Geneviève, tu sais bien que cela me fait de la peine de te peiner.

Oui, je le savais bien; mais ma mère, en me refusant, me paraissait céder à des raisons de convenances, et qui venaient moins d'elle-même que de notre entourage, de notre situation, de notre rang social; je sentais cela vaguement; et d'ordinaire elle m'enseignait à ne pas tenir compte de ces raisons-là. Pourtant il était tout naturel qu'elle ne me laissât pas fréquenter, si jeune et si malléable encore, des inconnus peut-être peu recommandables. Cela aussi je le sentais vaguement; et, au fond de moi, sans doute j'approuvais sa décision. Mais il me semblait qu'un amoncellement de conventions me séparait de ma nouvelle amie, et j'en éprouvais une tristesse affreuse.

— Du reste, — reprit ma mère après un long silence, — je ne t'empêche pas de voir ta camarade; peut-être même pourras-tu l'inviter à venir chez nous. Je te dirai cela plus tard.

Certainement elle se désolait d'avoir dû me causer ce chagrin; on eût dit qu'elle cherchait à s'en excuser presque et

qu'elle eût voulu l'adoucir. Mais il devait s'y ajouter bientôt une peine encore plus vive. Lorsque je revis Sara, le lundi suivant :

— C'est dommage que votre mère ne vous ait pas laissé venir, — me dit-elle aussitôt. Puis, avec une sorte de cruauté, et comme s'amusant à mêler aux regrets que je pouvais avoir l'amer poison de la jalousie : — Gisèle était là. Papa nous a menés au Palais de Glace. Gisèle s'est foulé le pied. C'est pour ça qu'elle n'a pas pu venir en classe ce matin. Mais nous nous sommes royalement amusées.

Gisèle Parmentier était la meilleure élève de notre classe. Son père, mort depuis longtemps, avait été un remarquable professeur au Collège de France, avais-je entendu dire. Sa mère était anglaise. Gisèle, son unique enfant, parlait l'anglais aussi bien que le français. Son intelligence était plutôt profonde que vive. Il ne semblait pas qu'elle eût à faire aucun effort pour se maintenir à la tête des autres élèves du lycée. Mais c'était plutôt encore son intimité avec Sara qui me l'avait fait remarquer. Toutes deux avaient ensemble de longs entretiens, et Sara ne causait guère qu'avec elle. Gisèle, par contre, aux récréations était souvent fort entourée et ne semblait faire nulle attention à moi, « la nouvelle ». Elle occupait une place à l'autre extrémité de la classe et je ne pouvais l'approcher que pendant les minutes de récréation où les élèves s'égaillaient dans une vaste cour plantée d'arbres. Certain jour, comme je m'approchais d'un groupe fort animé dont Gisèle occupait le centre, une élève brusquement, se tournant vers moi, me demanda mon avis sur je ne sais plus quel sujet épineux sur lequel il semblait qu'on ne pût se mettre d'accord, et comme je ne répondais pas aussitôt, une autre élève s'était écriée :

— Vous voyez bien que mademoiselle est beaucoup trop bien élevée pour oser se prononcer. Elle craindrait de se compromettre.

Cette apostrophe m'apparut la plus injuste du monde. Je me sentis aussitôt capable de tout pour prouver à Gisèle que je méritais une estime qu'on semblait ne point vouloir m'accorder; pour lui prouver, et me prouver à moi-même, que la peur de me compromettre ne m'arrêterait point, en dépit

de ma réserve et de mon air « trop bien élevé ». Capable de... mais précisément : je ne savais de quoi. Je haussai les épaules et murmurai :

— Celles qui parlent le plus ne sont pas celles...

— Qu'est-ce qu'elle dit, qu'est-ce qu'elle dit? — s'écrièrent confusément plusieurs.

— Ne sont pas toujours celles qui agissent.

Aussitôt dite, ma phrase me parut absurde. Heureusement elle ne fut pas relevée.

Quand Sara m'annonça que Gisèle s'était foulé le pied, je sentis une mauvaise joie. Quelques jours de répit, pensai-je. Gisèle et Sara étaient les deux seules élèves avec qui je souhaitais me lier. Dédaignée par l'une et contrainte par ma mère de refuser les avances de l'autre, je sentais péniblement ma solitude et m'enfonçais dans la mélancolie lorsque ma mère, qui certainement remarquait ma tristesse, m'annonça qu'elle avait décidé mon père à écrire au père de Sara pour le convier avec elle à une de nos réunions du jeudi soir.

Ma mère n'avait pas de « jour » et même professait, pour toutes les obligations mondaines, une aversion que mon père ne cessait de lui reprocher. Il la tenait pour responsable de ses échecs; car, comme ceux qui n'ont pas grande valeur personnelle, il se plaisait à croire que tout s'obtient par intrigue ou par entregent. Je crois que le plus clair de ce qu'il appelait pompeusement son « travail » consistait en courbettes à faire ou à recevoir, dont il tenait compte très exact. Je comprends de reste que ma mère ne se pliât pas à ces pratiques où, disait-elle, s'émousse la conscience et certain sentiment de probité morale et intellectuelle qu'elle souhaitait préserver en moi. Aucune raison ne peut me retenir de juger mon père encore plus sévèrement qu'elle ne fait elle-même dans son journal. J'estime que rien ne peut fausser davantage le caractère d'un enfant que de lui imposer un respect de commande pour des parents, dès que ceux-ci ne sont pas respectables. Ma mère, par contre, méritait ma vénération, et mon amour pour elle était presque de la dévotion. Quant à mon père, je cessai vite de le prendre au sérieux. Sans doute les réflexions que voici n'étaient point encore celles de l'enfant que j'étais alors. Mais déjà je m'impatientais de l'entendre se contredire, soutenir comme

siennes des opinions que je savais empruntées, mettre en avant des sentiments sublimes qu'il était incapable d'alimenter ou faire étalage de convictions intransigeantes qui cachaient mal le caractère le plus pliable et le plus complaisant qui soit. Il appelait volontiers ses menus essoufflements moraux : du « savoir-vivre », et excellait à mettre ses déconvenues sur le compte de sa délicatesse, de sa probité « excessive », de ses scrupules, avec une ingéniosité et une ingénuité qui exaspéraient ma pauvre mère. Elle en parle d'ailleurs beaucoup mieux que je ne saurais le faire et ce que j'en dis n'y ajoute rien.

Combien de lecteurs vont s'indigner de m'entendre m'exprimer aussi librement sur mon père! Ce n'est pas pour ces lecteurs que j'écris, et je suis bien décidée à passer outre toutes les considérations de prétendue convenance, de décence ou de pudeur. Mon récit n'a raison d'être que parfaitement franc; si cette franchise prend parfois couleur de cynisme, je crois que cela vient surtout de l'habitude invétérée qu'on a de regarder de travers et de n'aborder point, ou qu'avec un tas de circonlocutions rassurantes, certains sujets que je me propose de regarder en face, comme ils méritent de l'être.

Je crois (mais ce sont mes réflexions d'aujourd'hui dont je fais part) je crois de plus en plus fermement qu'il est bien peu de nos maux qui ne soient dus à l'ignorance et dont le remède puisse être cherché sans un préalable éclairement net et cru des questions. Les considérations de pudeur et de morale n'ont que faire ici; elles ne tendent qu'à fausser tous les problèmes. Et certains de ceux-ci nous ne les abordons encore qu'avec une paralysante réserve, comparable à cette retenue qui empêcha le progrès de la médecine et toute connaissance anatomique exacte, aussi longtemps que l'examen du corps humain put être considéré comme indécent et attentatoire. L'examen attentif de ce qui est doit précéder tout acheminement vers ce qui pourrait être, vers toutes réformes et améliorations tant sociales qu'individuelles. Ce n'est pas un roman que j'écris ici et je me laisserai volontiers entraîner à des considérations qui couperont mon récit, mais qui m'importent, je l'avoue, beaucoup plus que ce récit lui-même. L'expérience que je fis de la vie, je ne la raconte que dans

l'espoir qu'elle puisse être de quelque enseignement ou de quelque secours. Je ne retiendrai donc point les commentaires, dût la « qualité artistique » de ces pages en souffrir. J'ai déjà dit que je n'avais pas grand goût pour la littérature. Il me semble même que certaine perfection, que je me défends de souhaiter, ne saurait être obtenue qu'aux dépens de la vérité. Celle-ci, dès qu'il ne s'agit plus d'abstraction mais de vie, demeure complexe, trouble, incertaine, et ne prête pas à l'épure... pour laquelle je n'ai du reste aucun don. Peu m'importe si ce que j'écris ici n'a qu'un intérêt passager. Je n'ai nullement l'intention, l'illusion, de fixer rien d'éternel, et si ce qui m'angoissait hier, ce qui m'occupe aujourd'hui, cesse bientôt d'être de quelque intérêt que ce soit, j'en suis aise.

Nous voici bien loin, M. Gide, des considérations qui dictent vos livres. Vous disiez, il m'en souvient : « J'écris pour être relu »; quant à moi, tout au contraire, j'écris ceci pour aider celui ou celle qui me lit à passer outre. Tout ce qui peut aider au progrès, tout ce qui peut aider l'homme à s'élever un peu au-dessus de son état actuel, doit être bientôt repoussé du pied comme un échelon sur lequel on a d'abord pris appui.

Une fois par semaine mon père conviait à dîner certains personnages dont il souhaitait conquérir le bon-vouloir. Ces soirs-là, j'allais dîner chez nos cousins de Froberville. Le lendemain, notre déjeuner bénéficiait des reliefs du festin de la veille et des échos des conversations. Mon père semblait alors plus pénétré que jamais de son importance.

En plus de ces réceptions, nous avions coutume d'ouvrir nos portes, chaque jeudi soir, à quelques fidèles amis dont le docteur Marchant et sa femme qui, je m'en rendais compte, étaient beaucoup plutôt les amis de ma mère que de mon père. Laquestion s'était posée (m'avait redit ma mère) : Inviterait-on le père de Sara à l'un des dîners cérémonieux ou à l'une de nos soirées intimes? Le dîner lui en imposerait davantage; mais on ne savait trop à qui réunir ce nouveau venu... Car papa avait une terrible peur que Keller ne « marquât mal ». Papa professait volontiers une grande liberté d'esprit; par pure affectation du reste, car il était d'autre part fort ancré dans des idées de commande. Il disait, à qui voulait l'entendre, que

le talent excusait tout; mais, sans talent lui-même, il n'excusait rien; et rien ne le gênait plus que ce qu'il appelait le « manque de savoir-vivre », car il n'avait guère d'autre savoir. De plus, sans être antisémite déclaré, il avait en suspicion tous les juifs. Admettre Keller à une de nos petites soirées intimes n'engageait à rien; et, somme toute, cette invitation n'avait d'autre but que de nous réunir, Sara et moi, malgré l'ennui non dissimulé de mon père de voir sa fille se lier avec quelqu'un qui ne fût pas « de notre monde ».

Mon père se félicita plus encore de sa décision, lorsqu'une réponse de Keller nous avertit qu'il « ne sortait jamais sans sa femme ». Madame Keller accompagnerait donc Sara.

Cette soirée dont je m'étais promis tant de joie fut pour moi l'occasion d'une souffrance indicible. Il apparut même à mes yeux d'enfant, et dès l'entrée de nos nouveaux hôtes, que leur présence dans notre salon bourgeois était parfaitement déplacée. Je n'appris (et mes parents n'apprirent) que longtemps ensuite, que Keller n'était pas authentiquement marié et que la mère de Sara, de très basse origine (ainsi que lui-même d'ailleurs), avait été son modèle avant de devenir sa compagne. A entendre parler mon père, « épouser son modèle » semblait un comble d'abjection; son mépris pourtant augmenta lorsqu'il apprit que Keller « ne l'avait même pas épousée ». De cela nous ne savions rien encore et sinon, déclarait mon père plus tard, « on ne les aurait naturellement pas invités ». J'appris aussi, par la suite, que le couple formait un ménage profondément uni; mais, disait mon père plus tard, « cela ne change rien à l'affaire ». Madame Keller avait dû être très belle; elle l'était encore, bien que fâcheusement empâtée. Sa mise trop voyante pour notre milieu terne, trop somptueuse, « extravagante » disait mon père le lendemain matin, fit valoir aussitôt la discrétion modeste de madame Marchant et de ma mère. Mais, par contraste, les robes sombres et montantes de celles-ci me parurent aussitôt désuètes, étriquées, et ennuyeusement « comme il faut ». Quant à moi-même, qui avais revêtu ce soir-là une toilette claire mais des plus modestes, je me sentis toute guindée auprès de Sara qu'enveloppait harmonieusement et comme négligemment une souple soie rouge sombre, dont le ton

chaud faisait valoir l'éclat ambré de sa peau. Ce n'est pas que j'attachasse grande importance au costume, mais au contact de la grâce et de l'aisance de Sara, et par l'effet d'une extrême sympathie qui me fit voir avec ses yeux à elle notre intérieur, ce milieu dans lequel j'avais vécu jusqu'alors laissa paraître son insignifiance et sa conventionnelle banalité. Le lustre, les tentures, les fauteuils, le mobilier, tout se désenchanta soudain, s'embourgeoisa, se ternit. Ce n'était pas pourtant que notre intérieur fût particulièrement déplaisant; ni mon père même, ni, ma mère n'avait ce qu'on nomme communément « mauvais goût », mais l'un et l'autre sacrifiaient à l'usage; la décence même du style bourgeois qui les contentait, combien les toilettes de madame Keller et de Sara faisaient paraître cela médiocre et bêtement timoré.

— Ce que c'est cossu, chez vous! — me dit Sara; et ce furent les premières paroles qu'elle m'adressa, d'un ton indéfinissable où entrait un mélange d'étonnement admiratif et de je ne sais quelle ironie, un peu méprisante, me sembla-t-il, qui me fit aussitôt rougir.

Mon père, qui s'était renseigné, nous avait dit que Keller vendait fort bien ses tableaux et fort cher. Mais, lorsque je pénétrai peu de temps ensuite dans l'atelier du père de mon amie, je n'y vis rien qui marquât précisément la fortune. Chez nous, au contraire, tout semblait raconter indiscrètement le chiffre de nos revenus.

Que les Keller fissent mauvaise impression à mes parents, c'est ce dont je ne pouvais douter; cela me sautait aux yeux, si enfant que je fusse encore; mais aussi le grand effort que faisaient mes parents pour n'en rien laisser paraître. Chacun avait souci, ce soir-là, de paraître parfaitement à son aise et vraiment je crois que j'étais seule à souffrir de la disparate; c'était aussi sans doute à cause de la sincérité de mes sentiments pour Sara. Je l'avais aussitôt prise à part, tandis que la conversation de nos parents prenait prétexte de quelques tableaux accrochés aux murs. C'étaient, pour la plupart, des toiles de notre ami Bourgsweildorf que mon père avait ressorti de ses armoires après la mort récente de celui-ci, car les marchands et le public s'étaient alors brusquement avisés de leur valeur. Papa, du reste, qui s'occupait alors d'une

revue d'art, avait beaucoup fait — disait-il — pour le « lancer », et lui obtenir posthumément la gloire qui lui fut refusée de son vivant.

— Vous savez, — me dit Sara, — papa fait semblant de trouver cela bien; mais, au fond, il a horreur de cette peinture.

— Et vous? — demandai-je craintivement.

— Oh! moi, la peinture ne m'intéresse pas. J'en vois trop. Je n'aime que la musique et la poésie.

J'étais extrêmement désireuse de trouver « bien » les parents de mon amie; mais combien, auprès de ma mère et de madame Marchant, madame Keller me paraissait vulgaire! Elle riait trop haut, et à propos de tout, rejetant la tête en arrière et pouffant derrière un grand éventail déployé. Je fus amenée plus tard à la connaître pour une excellente femme, mais assez sotte et d'une insondable ignorance. Quant à Keller, je ne sais comment il pouvait à la fois ressembler à sa fille et être aussi laid. Je ne me souviens d'aucun des propos qu'il lançait avec une grande assurance, mais bien de l'agacement très apparent qu'en ressentait le docteur Marchant.

Lorsqu'on nous apporta des rafraîchissements, Marchant profita de la diversion pour demander à Sara si elle ne nous réciterait pas quelque chose.

— Geneviève nous a parlé de votre extraordinaire talent, — dit-il. — Je crois que nous sommes ici quelques-uns qui goûterions les vers dits par vous, beaucoup mieux que n'ont pu faire vos camarades de classe.

Sara ne se fit nullement prier. Mais, comme elle hésitait et demandait ce que nous souhaiterions entendre :

— Eh bien, — dit gentiment ma mère, — pourquoi ne pas réciter cette *Mort des Amants*, que vous m'avez dit l'autre jour que vous aimiez particulièrement?

— Un des sommets de la poésie française, — déclara sentencieusement papa. — Voulez-vous le livre, mademoiselle?...

Puis il ajouta que Baudelaire était son poète préféré et qu'il avait toujours *les Fleurs du Mal* auprès de lui. Il tira aussitôt d'une petite bibliothèque tournante, sur le piano, un volume dont sans doute il avait souci de faire admirer la reliure, car il devait bien penser que Sara réciterait par cœur. Elle s'appuya de dos contre le piano à queue, prit une expression comme

douloureuse et souriante à la fois, qui la rendit plus belle encore, et récita d'une voix égale, riche mais extraordinairement douce et voilée, ce poème admirable, que je ne connaissais pas. Je ne suis pas très sensible à la poésie, je l'avoue, et sans doute serais-je restée indifférente devant ces vers, si je les avais lus moi-même. Ainsi récités par Sara, ils pénétrèrent jusqu'à mon cœur. Les mots perdaient leur sens précis, que je ne cherchais qu'à peine à comprendre; chacun d'eux se faisait musique, subtilement évocateur d'un paradis dormant; et j'eus la soudaine révélation d'un autre monde dont le monde extérieur se serait que le pâle et morne reflet.

— Sara, — lui disais-je plus tard, — ce n'est pas dans ce monde poétique, si beau qu'il soit, que nous habitons et pouvons agir. Pourquoi nous en donner la nostalgie?

— Mais il ne tient qu'à nous d'y vivre, — me répondait-elle.

J'appris, ce même soir, que Sara se destinait au théâtre. Je raconterai comment je la vis, par la suite, lentement se laisser habiter, posséder, par des personnalités d'emprunt, jusqu'à perdre tout caractère individuel. Je pense aujourd'hui qu'il n'est pas bon (j'allais dire : honnête) de déshabiter ainsi les misères de notre terre, comme certains mystiques font dans un rêve de vie future, et cet échappement au réel m'apparaît une sorte de désertion. Mais ce soir je ne cherchai pas à réagir; je m'abandonnais au charme de la voix de Sara, comme à une incantation.

Sara, sur la demande de mon père, récita encore *l'Invitation au Voyage* et *le Jet d'Eau*. Je fus tout heureusement surprise d'entendre mon père formuler quelques appréciations sur Baudelaire qui m'émerveillèrent; opinions d'autrui qu'il faisait siennes, comme toujours.

— C'est déjà une actrice, cette petite. Les comédiens, c'est bon sur la scène. Je n'aime pas te voir fréquenter ce monde-là, — déclara mon père le lendemain. Il n'osa pourtant me défendre d'accepter l'invitation des Keller, qui tinrent à nous rendre notre politesse.

— Voilà ce que c'est de les avoir introduits chez nous, — dit-il. — Maintenant nous ne pouvons pas refuser.

Mon père, toujours soucieux de correction, estimait indécent de se soustraire à ce qu'il considérait comme des obliga-

tions mondaines. Mais, celles qui l'ennuyaient trop, il s'en déchargeait sur ma mère; de sorte qu'il ajouta :

— Vous irez seules toutes les deux. J'aurai un empêchement.

C'était tout ce que je pouvais souhaiter.

La réunion chez les Keller était nombreuse. Artistes et gens de lettres pour la plupart, il y eut, quand nous entrâmes dans l'atelier, une douzaine de présentations. L'atmosphère de la vaste pièce, bizarrement décorée, était pour moi on ne peut plus dépaysante; pour maman aussi, sans doute, car elle me dit le lendemain qu'elle s'y était sentie un peu « perdue » et qu'elle ne souhaitait décidément pas entrer en relations suivies avec les parents de mon amie. Leur « genre » ne lui plaisait pas. Il faut dire que, malgré sa grande liberté de pensée, ma mère restait extrêmement réservée.

— Pourtant, — ajouta-t-elle, — ton amie me paraît charmante et je ne voudrais pas t'empêcher de la voir. Elle est certainement intelligente et remarquablement douée. Mais ses dons me paraissent si différents des tiens que je m'étonnerais bien que vous puissiez longtemps vous entendre. Tu ne pourras la suivre où elle va et, si tu t'attaches à elle, cela sera pour toi, plus tard, une cause de tristesse. L'autre (comment l'appelles-tu?)... me paraît beaucoup plus proche de tes goûts.

Cette autre c'était Gisèle Parmentier, que je m'étais si longtemps désolée de ne pouvoir approcher. J'ai dit qu'elle n'avait pas d'autre amie que Sara. Et je n'aurais su dire de laquelle des deux j'étais jalouse, également éprise de l'une et de l'autre, quoique d'une façon très différente. Il n'était point question avec Gisèle d'un attrait physique comme celui de Sara; mais de quelque chose de profond, d'indéfinissable. Non, ce que je jalousais, c'était leur amitié. Ce soir, pour la première fois près d'elles, j'étais gênée comme une intruse et ne trouvais rien à leur dire, encore que le cœur débordant. J'espérais entendre Sara réciter des vers; mais une jeune fille, à peine un peu plus âgée que nous, s'approcha du piano et commença de chanter en s'accompagnant elle-même. Sara nous entraîna, Gisèle et moi, dans une autre pièce, vide et éclairée, qu'une portière retombée séparait de l'atelier.

— Mes parents lui demandent de chanter, — nous dit-elle,

— pour tâcher de lui décrocher des élèves. Elle gagne sa vie en donnant des leçons de piano et de chant. Mais je ne peux supporter ni sa voix ni sa façon de jouer. Papa non plus du reste; mais il est si bon... Et vous, — ajouta-t-elle en se tournant vers moi, — est-ce que vous êtes bonne?

Il me parut imprudent de répondre : oui. Au surplus, je ne savais pas du tout si j'étais « bonne ». Heureusement qu'elle n'attendit pas ma réponse; mais, continuant :

— Gisèle, elle, s'efforce d'aimer tout le monde. Je dis que ça n'est plus de l'amour; c'est ce que Vedel (un de nos professeurs) appelle de la *philanthropie.*

— Non, je ne m'efforce pas, — protesta Gisèle. — Mais maman dit toujours...

— Oh! madame Parmentier, — interrompit Sara, — c'est la bonté même. Chaque fois qu'on bèche quelqu'un devant elle, elle proteste et ne consent à voir que ce qui peut excuser ses défauts. Alors, qu'est-ce qu'elle dit ta mère?

— Qu'il y a beaucoup plus de gens aimables qu'on ne croit, et qu'il suffit souvent, pour mieux aimer, de mieux comprendre et pour mieux comprendre, de mieux regarder.

Gisèle avait énoncé cet axiome sans pédanterie aucune, mais avec une gravité charmante. Il me sembla que si je ne parlais pas aussitôt, je serais condamnée au silence pour le reste de la soirée. Le son de ma voix, par avance, me faisait peur; je la sentais toute contractée et c'est avec un grand effort que je lançai :

— Je crois que je ne suis pas naturellement bonne, mais que je suis capable d'aimer beaucoup.

Je voulais ajouter qu'il me semblait que l'amour devait être d'autant plus fort qu'il se faisait plus exclusif et ne se répandait pas sur tous. J'aurais voulu surtout qu'en parlant de n'aimer que quelques-uns, Gisèle et Sara pussent se sentir désignées. Mais comment formuler ma pensée d'une façon qui ne parût pas prétentieuse? Cette déclaration que je souhaitais faire et qui restait à m'étrangler, me fit rougir comme si je l'avais prononcée. Gisèle et Sara me regardèrent; mais, comme plus un mot ne consentait à sortir de ma bouche, Sara reprit :

— Il y a beaucoup de façons d'aimer. Je crois que je

n'ai aucune vocation pour l'amour conjugal, par exemple.

— Qu'est-ce que tu peux en savoir? — dit Gisèle. — Le jour où tu rencontreras...

Sara l'interrompit de nouveau :

— Oh! je ne veux pas dire que je ne m'éprendrai jamais de quelqu'un. Mais sacrifier pour lui mes goûts, ma vie propre; ne plus m'occuper qu'à lui être agréable, qu'à le servir...

— Quelle drôle d'idée tu te fais du mariage!

— Mais non; je t'assure que c'est presque toujours comme ça. Une fois mariée, on n'a plus de temps pour rien de ce qui vous intéressait d'abord. Il n'y en a plus que pour le ménage; et pour les enfants, si l'on en a. Regarde Émilie N... (c'était la sœur aînée d'une « ancienne » de notre lycée) : elle ne vivait que pour la musique. Elle a obtenu le Premier Prix au Conservatoire. Depuis qu'elle est mariée, elle n'a plus rouvert son piano.

— Elle ne pouvait pourtant pas l'emporter dans son voyage de noces.

— Non, non; elle me l'a dit; elle l'a dit à maman : abandonné pour toujours... et qu'elle avait maintenant bien trop à faire; et qu'elle ne tenait pas à se perfectionner dans un art qui la séparait de son mari. Ce sont là ses propres paroles.

— Elle n'avait qu'à épouser un musicien, — hasardai-je. Et cette fois c'est la niaiserie de ma réflexion qui me fit de nouveau rougir.

— C'est encore plus prudent de n'épouser personne, — répliqua Sara.

Et comme je reprenais que ça ne devait pas être bien gai de vivre seule, elle ajouta :

— On n'est pas forcément seule pour cela.

Je n'aurais sans doute pas remarqué ce propos, si Gisèle ne s'était aussitôt récriée, de sorte que Sara riposta :

— Avec ça que tu ne penses pas comme moi! C'est seulement à cause de Geneviève que tu protestes.

Alors, sans trop comprendre ni savoir à quoi ce que j'allais dire m'engageait, et par immense désir de ne pas être tenue à l'écart, de témoigner ma sympathie, je m'écriai :

— Mais moi aussi, je pense comme Sara. Il ne faut pas avoir peur de moi; je sais mal m'exprimer parce que jusqu'à

présent je n'ai pu causer avec personne; mais, si vous me connaissiez, vous comprendriez que je peux être votre amie.

J'avais sorti cela tout d'un trait, dans un immense effort. Tout étonnée et confuse de ce que je venais d'oser dire, le cœur battant, je saisis à la fois une main de Gisèle et l'épaule de Sara contre laquelle je pressai mon front comme pour cacher ma honte. Je sentis l'autre main de Gisèle caresser doucement mes cheveux. Quand je relevai le front, j'étais en larmes, mais parvins pourtant à sourire.

— Écoutez, — dit Sara; — nous pourrions dans ce cas former à nous trois une ligue; une ligue secrète; la ligue pour l'indépendance des femmes. Il faudrait commencer par se promettre de ne parler de ça à personne. Gisèle, jure tout de suite de ne rien raconter à ta mère.

— Mais qu'est-ce que tu voudrais que je lui dise? Il n'y a rien à raconter du tout.

— Comment, « rien »! Tu appelles ça « rien » de nous associer toutes les trois et de nous promettre solennellement de rester fidèles à notre programme?

— Mais, quel programme?

— Nous nous occuperons plus tard de le rédiger. Mais il faut d'abord jurer de ne parler de cela à personne.

Jusqu'à présent, je n'avais jamais eu de secrets pour ma mère, mais je consentis que celui-ci fût le premier.

— Seulement, — dis-je, — avant de prêter serment, je voudrais savoir à quoi l'on s'engage.

A présent je riais et commençais à me sentir parfaitement à mon aise. Sara reprit :

— Notre ligue s'appellera : l'IF; des initiales de l'Indépendance Féminine. Notre emblème sera un rameau d'if. Comme nous sommes les fondatrices, personne ne pourra faire partie de l'IF sans être accepté par nous trois. Les nouvelles paieront une cotisation.

— Pourquoi faire? — demanda Gisèle.

— Pour faire face... On ne peut pas savoir d'avance à quoi. Dans les ligues, il y a toujours une trésorerie. Par exemple, pour secourir les filles-mères.

Gisèle partit d'un grand éclat de rire; et rien ne me parut

plus charmant que de voir s'ensoleiller soudain la gravité de son visage.

— J'attendais ça! — s'écria-t-elle. — Chez Sara, c'est une idée fixe. Eh bien! non, ma chère! Je ne veux pas m'engager à ne jamais me marier. Je prétends que, même dans le mariage, une femme peut garder sa liberté; et que d'ailleurs elle ne la garde pas forcément dans les unions libres, où les enfants ne sont pas moins une charge que dans les ménages légalisés.

Cette protestation m'éclaira un peu. Je n'aurais pas compris, sinon, quelle pouvait être l'idée fixe de Sara; mais je n'osais demander des explications, par crainte de paraître trop ignorante ou trop niaise. J'entendais pour la première fois l'expression : « fille-mère »; elle n'avait aucun sens précis pour moi; et si elle me choquait un peu, je n'aurais su dire pourquoi. J'avais longtemps cru, candidement, que, pour avoir des enfants, le mariage était une condition *sine qua non*. Pourtant je n'ignorais point qu'ils sont le fruit naturel d'un rapport étroit des deux sexes. Ma mère avait jugé bon de m'en instruire et de me dire qu'en cela l'homme ne différait point des animaux. Mais, ces rapports intimes, je les associais si bien à l'état conjugal, que je ne pensais pas qu'ils fussent admissibles en dehors du mariage. Et pourtant je savais bien qu'il arrivait à des hommes et à des femmes de vivre ensemble sans être mariés. La simple réflexion eût pu m'avertir; mais précisément je n'y avais jamais réfléchi. Les quelques connaissances théoriques que je pouvais avoir restaient sans relations directes avec la vie.

La présence de Gisèle et de Sara paralysait ma pensée, je remettais l'examen de la question à plus tard. Ceci seulement m'apparaissait nettement : Sara ne voulait pas se marier, mais ne prétendait pas pour cela rester seule. Je m'abritai derrière la résistance de Gisèle.

— Pour m'engager, j'attendrai que tu te sois décidée, — dis-je.

Malgré moi, je l'avais tutoyée. J'espérais, en réponse, un « tu » de sa part, mais, se tournant vers son amie :

— Vois-tu, Sara : nous pouvons très bien faire une ligue; mais on s'y engagerait seulement à ne rien faire contre sa conscience et par imitation.

— Ou pour se conformer aux usages, — reprit Sara.

— Ou...i, — dit Gisèle avec un peu d'hésitation. Puis, se tournant vers moi : — Je crois que nous pouvons promettre cela. Maintenant nous allons unir nos mains droites, comme pour le serment du Grütli et dire : je jure de rester fidèle à l'IF.

Ainsi fut fait dans un grand sérieux.

Puis il y eut un assez long silence, comme après la Communion. Et, brusquement, Sara à Gisèle :

— A quoi penses-tu?

— Je pense, — dit celle-ci, — que, en anglais, *If* veut dire : *si*..., et que notre engagement reste un peu conditionnel...

— Oh! si tu commences déjà à te défiler...

A ce moment la mère de Sara souleva la portière qui séparait de l'atelier la pièce où nous étions :

— Mes enfants, je viens vous chercher. On a besoin de jeunes filles pour servir les rafraîchissements.

Je crois avoir rapporté fidèlement nos propos. Ils me paraissent aujourd'hui bien enfantins. Mais ils étaient alors pour moi de la plus haute importance, et, les jours qui suivirent, je ne pus cesser d'y penser.

Lorsqu'il fut temps de prendre congé de nos hôtes, maman s'approcha de Gisèle et, à ma surprise :

— J'ai appris que vous habitiez près d'ici, mais c'est sur notre route. Voulez-vous que nous vous reconduisions? — lui dit-elle.

J'avais déjà parlé de Gisèle à maman et elle savait combien cette proposition me ferait plaisir. Elle-même souhaitait de causer avec Gisèle,tout comme elle avait voulu connaître Sara.

— Votre mère vous laisse sortir seule, — dit maman quand nous fûmes dehors. — Elle a en vous une confiance que vous méritez, j'en suis sûre.

— J'ai si grand désir de la mériter que je n'ose jamais rien faire, — dit Gisèle en souriant. — Je crois que je la mériterais beaucoup moins si j'étais tenue plus sévèrement.

Gisèle s'exprimait d'une façon charmante, avec un parfait naturel et une grâce enjouée qui certainement devaient plaire à ma mère. Je le sentais et j'en étais ravie. Elle reprit :

— Mais vous non plus, madame, vous n'êtes pas sévère pour Geneviève, j'en suis sûre. Vous ne l'accompagnez pas

toujours. Elle vient seule au lycée. (Se pouvait-il qu'elle l'eût remarqué!)

— Je l'accompagne le plus possible... — dit ma mère, — non par absence de confiance mais parce que j'aime être avec elle. Elle me manquera beaucoup le jour où elle ne sera plus près de moi.

— C'est ce que je me dis aussi pour maman.

Le ton de Gisèle était redevenu très sérieux. Je compris que Gisèle aimait tendrement sa mère et soudain me reprochai de n'aimer pas assez la mienne. Nous marchames quelque temps sans rien dire. Je ne savais pas où habitait ma nouvelle amie et m'attristai en entendant maman dire soudain :

— Je crois que nous voici déjà devant votre porte. Mademoiselle Gisèle, serez-vous assez gentille pour dire à votre mère que j'aimerais bien la connaître?

Dès que Gisèle nous eut laissées, je pressai maman contre moi.

— Qu'est-ce qui te prend, ma petite Geneviève? Mais tu vas me faire tomber! — dit-elle en m'embrassant aussi.

— Je crois que c'est seulement ce soir que je comprends combien tu es gentille.

Elle fit semblant de rire pour cacher son émotion. Puis, comme si de rien n'était :

— Après la fumée de cet atelier, ouf! ça fait du bien de marcher un peu.

Je n'ai pas encore parlé de mon frère. Bien qu'il ne fût que d'un an plus jeune que moi, il ne tenait pas une grande place dans ma vie. Comme il était de santé délicate, on l'avait choyé plus que moi. Je ne crois pas que ce fût là ce qui m'indisposait contre lui; mais plutôt certaine façon qu'il avait de flatter mon père pour obtenir de lui ce qu'il voulait. Il y réussissait toujours. Jamais mon père n'avait levé la main sur lui; tandis que je n'oubliais pas qu'il m'avait une fois giflée. Il venait, comme Salomon, de nous conseiller à mon frère et à moi de prendre exemple sur la fourmi; je n'avais que neuf ans alors et j'avais osé lui répondre : « Mais, papa, tu nous dis souvent de ne pas ressembler aux animaux. »

Oh! je n'en ai pas à la gifle (j'ai souvent usé de châtiments

corporels avec mon fils) mais je sentais trop que papa me giflait parce qu'il ne trouvait rien d'autre à répondre, et pour me punir d'avoir remarqué son inconséquence. Quant à Gustave, l'inconséquence ne le gênait guère; comme mon père et à son exemple il prenait peu à peu l'habitude de modifier ses propos, ses goûts, ses pensées, selon l'opportunité du moment. J'ai dit qu'il flattait mon père; c'était en ayant l'air d'admirer tout ce qui sortait de sa bouche; mais je crois que ce qu'il admirait surtout c'était cette aisance avec laquelle mon père changeait d'opinion comme on change de vêtement.

Cela permettait à Gustave de le citer à tout propos, et de s'abriter sans cesse derrière un « comme dit papa », dont il se servait d'autant plus qu'il savait que cela m'exaspérait. Il cessa vite d'appliquer sa pensée à rien qui ne lui parût utile et dont il ne pût tirer profit — j'entends le profit le plus pratique et le plus immédiat. Bien que vivant ensemble, nous ne nous parlions guère; il ne partageait aucun de mes goûts. Je croyais de sa part à de l'indifférence. Je ne soupçonnais pas la sourde hostilité qui grandissait lentement contre moi. Elle éclata brusquement peu de temps après le moment où j'en suis venue de mon histoire. Une exposition particulière des plus récentes œuvres de Keller venait de s'ouvrir. Les journaux en parlaient et louaient particulièrement la toile la plus importante : « l'Indolente », dont *l'Illustration* donnait la reproduction : étendue sur un divan, une jeune femme nue se regardait dans un miroir à main qui cachait sa face.

J'avais entendu Keller déclarer que le sujet d'un tableau n'avait pour lui nulle importance; seule importait la qualité de la peinture. On s'accordait à trouver celle-ci « magnifique » et j'en étais heureuse à cause de Sara. J'ai dit que mon père ne voyait pas mon amitié pour elle d'un bon œil. Gustave trouva le moyen de flatter mon père en desservant lâchement mon amie. Il savait que je la voyais fréquemment, en dehors des heures de lycée, que je m'attachais à elle de plus en plus; enfin j'avais eu l'imprudence de la louer devant lui, et de là son désir de la rabaisser.

La scène eut lieu sitôt après le déjeuner. Celui-ci s'était passé dans un silence gros de menaces. Mon père avait cette habitude de lire le journal pendant le repas. Il coupait d'ordinaire sa

lecture de réflexions sur la politique, comme pour atténuer ainsi ou excuser ce que cette lecture avait de désobligeant pour ma mère. Chaque jour il trouvait le journal à côté de son assiette; mais, ce matin, il l'avait laissé sans l'ouvrir. Les sourcils froncés, le regard dur, on sentait qu'il se taisait non parce qu'il n'avait rien à dire mais parce qu'il ne voulait rien dire, qu'il remettait à plus tard. Un orage chauffait, et c'était moi qu'il menaçait; je n'en pouvais douter, car Gustave, qui savait sans doute à quoi s'en tenir, me regardait d'un air gouailleur. Nous prenions le café dans le bureau de mon père. Je dis « nous » parce que le café de papa était une cérémonie collective; mais il était seul à en prendre. En quittant la salle à manger :

— Laisse-nous, — dit-il à Gustave, qui, je l'ai su ensuite, se tint dans la pièce voisine, l'oreille collée à la porte, pour ne rien perdre de la scène qu'il avait sournoisement préparée.

Mon père savait fort bien qu'il n'avait aucune prise sur moi; prévoyant ma résistance il en appelait à ma mère pour en triompher et c'est à elle qu'il s'adressa; éclatant soudain et frappant, non du poing ce qui eût été vulgaire, mais du plat de la main, sur la table devant laquelle il s'était assis :

— Je ne tolérerai pas plus longtemps que Geneviève fréquente la petite Keller.

C'était dit sur un ton qui n'admettait pas de réplique; mais maman, de sa voix la plus calme :

— Tu ne prétends pourtant pas la retirer du lycée?

Papa ne se sentait pas de force à lutter contre nous deux à la fois; je sentais maman de mon côté et cela me donnait un grand courage; mais lui, comme pour se l'associer :

— Nous la retirerons du lycée s'il le faut. En attendant, je m'oppose formellement (c'était un de ses mots préférés) à ce qu'elle voie cette petite en dehors des heures de classe. — Et de nouveau, frappant du plat de la main, mais d'une façon si malheureuse que sa cuillère à café lui bondit au nez :

— C'est entendu, n'est-ce pas?

Comme une fée maligne, la petite cuillère lui faisait rater son effet. J'eus du mal à réprimer un fou rire. Papa savait du reste que je ne le prenais plus au sérieux. Mais ceci mit le comble à sa fureur.

— Ah! ce n'est guère le moment de plaisanter, — dit-il. — Je me précipitai pour ramasser la cuillère, puis, me relevant et sans le regarder pour ne pas avoir trop l'air de le braver et désireuse plutôt d'atténuer mon insolence :

— Je n'ai pas l'intention de t'obéir.

Il y eut un pénible silence. Je pus voir que maman était très pâle et que les mains de papa tremblaient.

— Geneviève, — dit-il enfin, — prends garde. Tu vas nous forcer à recourir à... — Mais ne sachant sans doute à quoi recourir, il se reprit : « nous forcer à sévir ».

Puis, se tournant vers ma mère, qu'il voussoyait dans les grandes occasions afin de faire plus solennel : « Lisez ceci. »

Et papa sortit de la poche intérieure de son veston une feuille de journal, ou plus exactement de revue, qu'il déplia et lui tendit.

— Lisez à haute voix, je vous prie.

— C'est Gustave qui t'a remis ça? — dit maman sans prendre la feuille. Et elle ajouta plus bas : Le misérable.

— C'est ça, — s'écria papa avec emportement; — c'est lui que tu vas accuser maintenant.

Alors maman, toujours très calme en apparence, mais si pâle que je m'attendais à la voir se trouver mal :

— D'ailleurs j'ai déjà lu ce sale article.

— Alors pourquoi ne nous en as-tu pas fait part?

— Parce que je n'ai pas trouvé qu'il y eût à en tenir compte.

— Mais enfin de quoi s'agit-il? — demandai-je en m'emparant de la feuille qui était tombée à terre.

Voici ce que j'y lus, sous la rubrique : *On raconte que :*

Mademoiselle Sara Keller, la propre fille du peintre illustre, aurait posé pour ce « nu glorieux » que tout le monde admire au Salon. Toutes nos félicitations au peintre et au modèle. C'est un morceau des plus savoureux, et nous remercions l'artiste de nous initier ainsi à l'intimité de sa famille. Si la morale bourgeoise s'en effarouche, nous redirons à Alfred Keller, avec Baudelaire :

Laisse du vieux Platon se froncer l'œil austère,
Pour peindre le secret de cette vierge en fleur.

L'art n'a jamais fait bon ménage avec la pudeur.

Je haussai les épaules :

— Et c'est pour cela que tu veux m'empêcher de voir Sara?

Papa se tourna de nouveau vers ma mère :

— Est-il admissible, je vous le demande, que Geneviève continue à fréquenter une fille sans vergogne, qui ne craint pas de s'exposer toute nue aux regards du public?

— Si ce sale journaliste s'était tu, personne n'aurait pu se douter que c'est elle, — dis-je; réflexion imprudente qui me mit en mauvaise posture et permit à mon père de riposter :

— Quand personne n'en aurait rien su, le fait n'en aurait pas moins été là. Ce n'est pas l'opinion des autres, c'est la chose elle-même qui m'importe, tu le sais bien.

Je savais exactement le contraire : mon père se souciait beaucoup de l'opinion; il ne se souciait guère que d'elle; mais je l'avais laissé prendre barre sur moi. Il continua :

— Mais, permets... alors, toi, tu le savais?

— Non, je ne le savais pas. Mais, si je l'avais su, ça n'aurait rien changé à mes sentiments pour Sara. Et, si je l'avais su, j'aurais eu soin de ne rien t'en dire.

— Geneviève! — dit sévèrement ma mère.

Papa feignit l'étonnement :

— Comment, tu ne prends pas son parti?

— Je n'ai jamais approuvé son insolence.

— C'est pourtant chez toi toujours qu'elle prend appui contre moi. Mais la question n'est pas là... Alors, Geneviève, tu es bien décidée à ne pas m'obéir?

— Parfaitement décidée.

Il sembla hésiter quelque temps, puis, comme s'il s'était ressaisi, et d'un ton vraiment supérieur :

— C'est bien. Je sais ce qui me reste à faire.

Il ne le savait pas du tout; et, somme toute, il ne fit rien.

En disant à mon père que mes sentiments pour Sara n'auraient pas changé si j'avais su qu'elle avait posé nue devant son père, j'avais menti. C'est ce que je compris aussitôt que je me retrouvai seule. Le cœur gonflé d'une angoisse que je ne m'expliquais pas encore, je courus au salon pour y rechercher le numéro de *l'Illustration* qui venait de donner une reproduction du tableau de Keller. Ce tableau, je ne l'avais pas vu. Je ne le connaissais que par cette photographie. A présent que je savais que cette femme nue c'était Sara,

je voulais la revoir; je ne l'avais pas assez regardée. Le numéro de *l'Illustration* était sur la table mais, lorsque je l'ouvris, je constatai avec stupeur que la reproduction avait été enlevée, soigneusement découpée... par Gustave, pensai-je aussitôt. Je bondis à sa chambre. Sans doute il venait de s'installer devant sa table, mais il feignit d'être plongé dans le travail.

— Tu pourrais bien frapper avant d'entrer, — dit-il sans lever le nez de dessus un atlas.

Je m'efforçais au calme, mais l'indignation faisait trembler ma voix.

— C'est toi qui as pris la photo de *l'Illustration*?

— Quelle photo? — dit-il avec une naïveté jouée, et un demi-sourire des plus provocants.

— Ne fais pas l'innocent. Tu sais très bien ce que je veux dire. Qui est-ce qui t'a permis de découper cette photo?

Il me regarda d'un air de défi gouailleur.

— Je devais peut-être te demander la permission?

— Gustave, tu vas me rendre cette photo tout de suite.

— Cette photo! cette photo!... D'abord elle n'est pas à toi cette photo.

Je me précipitai sur lui, hors de moi. Avant qu'il ait eu le temps de se garer, j'avais soulevé l'atlas; l'image était dessous; je m'en emparai. Mais Gustave qui s'était dressé brusquement me l'arracha des mains et, la déchirant en petits morceaux :

— Voilà ce qu'elle mérite, mademoiselle Sara Keller, ta belle amie...

Nous restâmes un instant, les yeux dans les yeux, prêts à bondir l'un sur l'autre et pantelants. Gustave n'était pas plus fort que moi. Je crois que, dans une lutte, j'aurais eu le dessus. Mais ensuite?... Du reste il ne me laissa pas le temps de réfléchir; comme pris de peur, il courut à la porte et commença de crier : au secours.

J'entendis la porte du bureau de mon père s'ouvrir. Je n'eus que le temps de courir à ma chambre, m'y enfermai et me jetai sur mon lit en sanglotant. J'avais un violent mal de tête et m'efforçai de ne penser à rien. Ce qui me faisait le plus souffrir c'était de ne pouvoir m'insurger sincère-

ment contre le jugement de mon père, de me sentir, en dépit de moi, scandalisée à l'idée que Sara avait pu s'exposer ainsi, se laisser voir sans vêtements, et devant son père. Le titre même que le peintre donnait au tableau « l'Indolente » ne désignait-il pas déjà, évoquant la baigneuse des *Orientales*, cette Sara

« belle d'indolence »

à laquelle j'ai dit que mon amie me faisait penser.

J'étais à présent dans le noir; j'avais fermé mes rideaux, fermé les yeux; mais des images du beau corps ambré tourbillonnaient autour de moi.

J'entendis frapper discrètement à ma porte, puis la voix douce de maman :

— Ma petite Geneviève, mon enfant... Ouvre-moi.

Elle me prit dans ses bras, posa sa main sur mon front, me calma comme un enfant. Elle était venue, dit-elle, craignant que je ne fusse souffrante. Elle ne me dit pas un mot de la scène de tout à l'heure, mais eut soin de m'apprendre que mon père était sorti avec Gustave. Ceci se passait un jeudi; il n'y avait pas de lycée.

— Il fait très beau; nous devrions sortir aussi. Sais-tu... si nous allions voir l'exposition de Keller? Nous pourrions y aller à pied; cela te ferait du bien de marcher.

Je l'embrassai de tout mon cœur, lavai mes yeux rougis, m'apprêtai, puis chuchotai à son oreille :

— Sara disait qu'il n'y a pas meilleure que madame Parmentier; mais c'est parce qu'elle ne te connaît pas.

Quand nous fûmes près d'entrer chez le marchand de tableaux où les toiles de Keller se trouvaient exposées :

— Tout de même, — dit maman, en s'arrêtant brusquement, — j'aimerais être sûre que nous n'allons pas rencontrer là les Keller... ni ton père.

Elle avait de ces petites craintes subites; il semblait alors qu'une partie de son être cessât de donner assentiment à sa témérité naturelle; mais celle-ci reprenait vite le dessus. Comme prenant une résolution et avec une sorte de gaminerie enjouée :

— Et puis tant pis!... Nous verrons bien. Lançons-nous.

Il n'y avait heureusement personne de connaissance dans la

galerie. Et heureusement aussi, un certain nombre de paysages, de natures mortes et de portraits dispersait l'attention des visiteurs et permettait de ne point rester en arrêt devant le « nu magnifique ». Exposé en place d'honneur, il attirait d'abord le regard. Maman le contempla sans témoigner d'aucune gêne, et cela me rassurait. Je l'entendis murmurer :

— C'est bien beau.

J'étais habituée aux nudités des musées et admirais sans arrière-pensées l'Odalisque, la Source, l'Olympia, ou le Déjeuner sur l'herbe. Mais je ne pouvais cesser de penser que cette jeune femme que je voyais là toute dévêtue, c'était Sara, ma Sara, et, pour cela sans doute, cette toile me paraissait d'une indécence extrême.

J'aurais voulu être seule dans la salle; les regards des autres visiteurs me gênaient; il me semblait, dès que je contemplais la grande toile, qu'ils m'observaient. Pourtant j'étais attirée malgré ma souffrance et ma gêne par l'extraordinaire beauté de cette « indolente » qui m'emplissait d'un trouble étrange et tel que jusqu'alors je n'en avais jamais ressenti.

Quelqu'un s'était approché sans bruit derrière moi, et tout à coup je sentis se poser sur mes yeux deux mains fraîches. Je me retournai. C'était Gisèle.

— Comme c'est gai de se retrouver ici! — s'écria-t-elle. Elle aperçut ma mère.

— J'ai fait votre commission à maman qui m'a dit qu'elle aussi serait heureuse de vous connaître. Justement elle m'accompagne. Seulement je ne sais pas du tout présenter. Puis, prenant ma mère par le bras et l'amenant près de nous, avec gaucherie :

— Maman... Madame X, la mère de ma nouvelle amie; c'est vrai, tu ne connais pas encore Geneviève... Eh bien, c'est elle.

La mère de Gisèle était charmante et je sentis aussitôt qu'elle plaisait à ma mère. Elle parlait fort bien le français, mais avec un accent très prononcé, qui du reste n'était pas sans charme, et semblait ajouter à sa distinction naturelle. Nous étions devant le grand tableau.

— Il faut reconnaître que monsieur Keller a bien du talent. — dit maman après échange de quelques banales politesses.

— Et lui du moins ne craint pas de choisir de beaux modèles. Les peintres, de nos jours, semblent si souvent avoir peur de la beauté.

Je me demandais avec beaucoup d'inquiétude si madame Parmentier était au courant du scandale. Mais le ton de sa voix me rassura. Il ne permettait de soupçonner dans ses propos ni ironie ni sous-entendus. Quant à reconnaître Sara, non cela n'était pas possible. Maman me paraissait aussi rassurée, car elle avait certainement partagé mon inquiétude.

— Et peur aussi de faire un tableau qui représente vraiment quelque chose, — dit-elle. — Il semble que les peintres d'aujourd'hui cherchent surtout à nous égarer.

Je n'écoutais plus nos parents; tandis qu'ils continuaient une conversation si heureusement commencée, j'entraînai Gisèle un peu à l'écart.

Que savait-elle? D'une voix tremblante, et si troublée que je la voussoyai de nouveau, je demandai confusément :

— Vous saviez que Sara... — Mais elle ne me laissa pas achever :

— J'ai même été la voir poser, — dit-elle, comme si c'eût été la chose du monde la plus naturelle.

Cette petite phrase entra comme un coup de couteau dans mon cœur. Il y avait donc entre mes deux meilleures, mes deux seules amies, une intimité que je ne soupçonnais pas. Pourquoi Sara me tenait-elle à l'écart? Oh! sans doute j'aurais été gênée de la voir nue. Mais elle n'avait pas à tenir compte d'une pudeur que j'étais prête à renier moi-même. Et, gênée, je l'étais bien davantage encore à l'idée qu'elle s'était montrée nue à Gisèle. Mais ce n'était plus ici de la pudeur; non, c'était de la jalousie.

— Pas un mot à maman. Elle ne se doute de rien, — ajouta Gisèle. Et comme je lui disais qu'un méchant article avait mis ma mère au courant :

— J'espère au moins qu'elle ne va pas en parler!

Je la rassurai vite.

Au sortir de l'exposition, madame Parmentier eut la bonne idée de nous inviter à prendre le thé dans une pâtisserie voisine. Ma mère et elle semblaient fort bien s'entendre et n'arrêtaient pas de parler; mais Gisèle et moi demeurions silen-

cieuses. Au moment de nous quitter je voulus rendre à madame Parmentier le catalogue de l'exposition qu'elle m'avait prêté; mais elle refusa de le reprendre :

— Non, Geneviève, conservez-le en souvenir de cette agréable journée.

J'étais heureuse de le garder, à cause de la très bonne reproduction du tableau qui s'y trouvait, et, sitôt de retour à la maison, je m'enfermai dans ma chambre pour le contempler à loisir. Mon imagination faisait effort pour revêtir ce beau corps souple de la robe que Sara portait d'ordinaire en classe; cette robe de tous les jours dans laquelle je la revis le lendemain et dont il me fut beaucoup plus facile de l'imaginer dépouillée. Oui, mon regard, malgré moi, la dévêtait et je l'imaginais en « nonchalante ». Une angoisse inconnue me décomposait, que je ne savais pas être du désir parce que je ne pensais pas que l'on pût éprouver du désir sinon pour un être de l'autre sexe; et par instants, sur le pupitre devant nous où je voyais la main de Sara posée, ma main s'approchait de la sienne, involontairement car j'avais perdu tout empire sur moi, puis se retirait brusquement si Sara remarquait mon avance; et toute cette matinée du vendredi, je restai sans lui dire un seul mot, sans rien dire non plus à Gisèle que je vis, au sortir du lycée, s'éloigner en compagnie de Sara, avec un déchirement de cœur et en proie à une abominable tristesse : maman ne m'avait-elle pas dit, la veille au soir, que je devais cesser de fréquenter Sara en dehors de nos heures de classe?

Oui, ce jeudi soir, peu de temps après notre retour de l'exposition, maman était venue me retrouver dans ma chambre.

— Ma petite Geneviève, mon enfant chérie, — commençait-elle de sa voix la plus tendre, qui me faisait fondre le cœur et me laissait sans résistance — j'ai beaucoup réfléchi à ce que je vais te dire; il m'en coûte beaucoup de devoir te peiner...

Elle hésita quelques instants mais déjà je savais ce qui allait suivre, et je commençai de murmurer : « Je ne peux pas. Je ne peux pas. » Elle reprit :

— Je ne voudrais pas que tu te méprennes. C'est pour ton bien que je dois te demander cela. Ton amitié pour Sara m'inquiète. Je crains qu'elle ne te réserve pour plus tard beaucoup de souffrances et qu'elle ne t'entraîne plus loin que tu ne voudrais aller.

Elle s'était assise et m'avait prise sur ses genoux, comme autrefois. La tête sur son épaule, à présent, je sanglotais :

— Oh! maman, tu ne comprends pas. Tu ne peux pas comprendre.

Mais elle ne se méprenait assurément pas sur la violence de ma passion; et c'est là même ce qui l'inquiétait :

— Ma petite Geneviève, je crois que je ne te comprends que trop bien, et peut-être mieux que tu ne te comprends toi-même. C'est bien pour cela qu'il me faut t'avertir. Je crains que tu ne t'engages sur un chemin dangereux, que plus tard il te serait beaucoup plus difficile que maintenant d'abandonner.

Certainement elle n'osait s'exprimer complètement et je devais comprendre sa pensée entre ses paroles. Alors, ne trouvant pas d'autre argument, je lui sortis une phrase absurde et que tout aussitôt je regrettai :

— Mais maman, si je cesse de la voir, j'aurai l'air d'obéir à papa.

— Oh! Geneviève, — dit-elle, — cette vilaine pensée n'est pas digne de toi. Je suis sûre que déjà tu en as honte.

— Et puis... Et puis, — repris-je en sanglotant, — comment veux-tu que je fasse? Tu sais que je la vois chaque jour au lycée, elle est assise auprès de moi... Qu'est-ce que tu veux que je lui dise?...

— Je puis demander à la directrice de te faire changer de place.

— Oh! non, maman, je t'en supplie, ne fais pas cela; que je puisse au moins la voir.

— Mais c'est cela qui te fait du mal, ma pauvre petite. Ah! je voudrais tellement t'aider, contre toi-même...

Ce que fut cette matinée du lendemain, je l'ai dit. Je ne pus prêter au cours aucune attention. Lorsque je rentrai pour déjeuner, j'étais dans un tel état d'agitation que je vis bien que maman s'en alarmait. Quant à mon père il avait trouvé le moyen de me punir : c'était de ne plus avoir l'air de s'apercevoir de ma présence; mais que pouvais-je souhaiter de mieux? Après le repas maman vint me retrouver dans ma chambre où je m'étais retirée.

— Es-tu malade, ma pauvre Geneviève? Tu es toute tremblante et tu n'as rien pu manger...

Malade, mon cœur l'était certainement. Pourtant je rassurai ma mère mais la suppliai de ne plus me faire retourner au lycée. Continuer à voir Sara et lui battre froid, alors que tout mon être s'élançait vers elle, c'était vraiment au-dessus de mes forces. Le péril devait paraître bien grand à ma mère, car elle accepta de me garder près d'elle. Mon père eut un triomphe facile. Il avait toujours désapprouvé le lycée. A l'entendre, les femmes n'avaient pas tant besoin d'instruction que de bonnes manières; et il ajouta que, du reste, c'était ce que pensaient, avec Molière, tous les gens sensés. Ce n'était point là mon avis, ni celui de ma mère, fort heureusement. J'avais grand appétit de savoir. Tout ce qu'on m'enseignait au lycée m'intéressait beaucoup; et ne serait-ce pas mon instruction, pensais-je déjà confusément, qui, plus tard, permettrait mon indépendance? Le baccalauréat n'était que pour l'an prochain; je comptais bien m'y présenter et ne pas m'arrêter là. Il fut convenu que je quitterais le lycée pour des raisons de santé. Devrais-je cesser de voir Gisèle? Madame Parmentier avait beaucoup plu à ma mère; Gisèle aussi du reste. Ma mère estima qu'on leur devait une explication de mon absence. Le gênant, c'est que Gisèle était l'amie de Sara. Je vécus quelques jours dans un grand désarroi. J'acceptais de me soumettre aux décisions de ma mère. Je la sentais en opposition constante avec mon père et ma résistance à l'autorité paternelle se fortifiait de ma soumission filiale envers elle. Mais l'amitié n'avait-elle pas aussi ses devoirs, même sans le serment solennel prononcé lors de la constitution de l'IF? Et qu'allaient penser de moi Gisèle et Sara? Quelle estime garderais-je de moi-même, si je les laissais croire que je les rayais soudain de mon cœur. Je suppliai maman de me laisser parler à Gisèle. Elle-même irait voir madame Parmentier qui me ménagerait un entretien secret avec sa fille. Ce que maman put dire à madame Parmentier, je ne sais; mais, quand elle revint de sa visite, un air joyeux et malicieux mettait une fossette à chacune de ses joues.

— Sais-tu ce que m'a proposé madame Parmentier? —

me dit-elle aussitôt. — De te donner chaque jour une leçon d'anglais. Tu irais chez elle aux heures de lycée; car elle pense comme moi qu'il vaut mieux que Gisèle et toi, à cause de Sara, ne vous rencontriez pas trop souvent.

— Alors, tu lui as parlé de Sara? Tu lui as dit?...

— Ma petite Geneviève, je n'ai rien eu à lui apprendre. Gisèle avait tout raconté à sa mère, le lendemain de notre visite à l'exposition.

— Elle m'avait pourtant bien recommandé de ne lui en rien dire.

— Eh bien, tu vois que la confiance en sa mère a été la plus forte, — dit maman. Puis, elle ajouta un peu naïvement : « Il est vrai que madame Parmentier venait de prendre connaissance du vilain article. »

— Mais madame Parmentier, elle, n'a pas défendu à Gisèle de voir Sara.

— En effet. Cela montre que nous n'avons pas tout à fait les mêmes idées sur ce point. Et puis elle sait que Gisèle est plus raisonnable que toi.

— Ou qu'elle aime Sara moins que moi.

— Moins passionnément que toi; oui, sans doute.

Si je me suis attardée à cette première passion de ma jeunesse, c'est en raison du confus éveil de mes sens. Sitôt après ce que j'en ai dit, je tombai malade. La scarlatine où, comme dirait Freud, se réfugiait le désarroi de tout mon être, secourut à la fois ma mère et moi-même. Ma mère me dit plus tard que, durant mon délire des premiers jours (car j'avais une très forte fièvre), l'image de Sara me hantait. Mais, quand je commençai de me remettre, mes idées avaient pris un autre cours.

ANDRÉ GIDE

(*A suivre.*)

LETTRES DE TURQUIE

Les lettres qui suivent ont été écrites par Paul Cambon lorsqu'il dirigeait l'ambassade de France à Constantinople. Les unes sont adressées à sa mère, les autres à madame Paul Cambon, enfin quelques-unes à son fils. Elles ont trait pour la plupart aux événements qui se sont déroulés en Turquie de 1894 à 1897 : massacres d'Arménie, insurrection crétoise, guerre gréco-turque. Cela seul indique que nulle publication n'était mieux désignée que la *Revue de Paris* pour en donner connaissance au public. C'est elle, en effet, qui, dans cette période troublée, a, par d'inlassables efforts, grâce à la plume de Victor Bérard, de Georges Gaulis et d'autres encore, indiqué à l'opinion la voie traditionnelle de la politique française, celle que voulait suivre Paul Cambon.

En raison de son caractère familial et intime on trouve dans cette correspondance l'expression sincère et confiante des vues, des sentiments, et parfois des amertumes que tour à tour les circonstances inspirèrent au grand diplomate. Les bouleversements et les préoccupations qui depuis lors ont absorbé l'Europe ont relégué dans le passé les événements d'Orient dont il est ici question et estompé leur souvenir, mais au moment où ils se produisirent ils constituaient le point de mire des Chancelleries.

A cette époque la seule chance de salut durable pour l'empire turc eût été l'adoption et la mise en application sincère des réformes dont l'Europe, à intervalles réguliers, lui proposait le programme. Mais pas plus cette fois que les précédentes, le Sultan ne consentit à changer les procédés de son gouvernement. Comme en 1839, en 1867 et en 1876, ses prédécesseurs avaient éludé les propositions des puissances après un simulacre de réorganisation, Abdul Hamid préféra s'en tenir aux moyens traditionnels du gouvernement de Constantinople, le fer et le feu. Il ne se rendait pas compte que tout a un terme; et d'ailleurs le spectacle que lui donnait le concert européen devait le confirmer dans ce sentiment que sa méthode était la bonne. Les rivalités des puissances,

les vues égoïstes de certaines d'entre elles, et la faiblesse de certaines autres lui permirent de se faufiler entre des actions politiques divergentes et de se dérober.

Paul Cambon, avec son coup d'œil et son expérience, eut la vision nette de ce qu'annonçaient les premiers massacres d'Arménie. Il comprit la portée du défi lancé par le Sultan à l'Europe, par le Khalife à la Chrétienté. Il eut l'intuition du rôle de premier plan que pouvait jouer la France que tout désignait pour la direction d'une action diplomatique efficace : sa tradition de protectrice des Chrétiens en Orient et l'absence de visées politiques personnelles qui écartait d'elle toute suspicion.

Mais la diplomatie française à cette époque était en partie faussée par sa subordination exagérée aux vues du gouvernement de Saint-Pétersbourg.

Par ailleurs le Sultan disposait à Paris d'intermédiaires actifs — en particulier de son ambassadeur, — dotés de tous les moyens nécessaires pour imposer le silence à la presse et l'ignorance à l'opinion publique. Il fallut pour éclairer celle-ci les révélations de deux *Livres Jaunes*, l'intervention parlementaire du comte Albert de Mun, de Denys Cochin et de Jaurès, qui par d'admirables discours révélèrent à la France les événements dont l'Asie Mineure était le théâtre. Enfin dans le monde des lettres d'ardents champions, comme Albert Vandal ou Victor Bérard, contribuèrent par leurs écrits ou leurs conférences à déchirer le voile dont on avait tenté de couvrir tant de crimes, comme à mettre en lumière les initiatives et les actes de courage dont s'était honoré le personnel diplomatique et consulaire français.

Malgré les défaillances des gouvernements européens, le Sultan avait trouvé devant lui dans la personne de l'ambassadeur de France, un justicier dont il ne sut jamais éluder l'emprise. Cet ascendant qui était connu de tous contribuait à assurer à Paul Cambon dans le monde diplomatique une prééminence que nul ne contestait. Aujourd'hui encore, lorsqu'à Constantinople on évoque le souvenir de ces événements, les Turcs le désignent par les termes de « Buyuk Eltchi », le grand ambassadeur.

H. C.

Prinkipo, 27 mai 1893.

A M. Develle[1].

Mon cher ami,

Vous avez insisté à nouveau pour me faire accepter l'ambassade de Londres. Je vous ai déjà parlé de la santé de ma femme qui rendait impossible mon acceptation. Aucune considéra-

1. Ministre des Affaires étrangères.

tion ne peut prévaloir à mes yeux contre celle-là et vous êtes assez mon ami pour le comprendre.

Mais vous n'êtes pas seulement mon ami. Vous êtes aussi le directeur suprême de notre politique extérieure et vous devez chercher où sont nos vrais intérêts à l'étranger. Eh bien! en vous plaçant à ce point de vue je vous assure que vous devez repousser toute idée d'un changement d'ambassadeur à Constantinople.

On ne se préoccupe à Paris que de pourvoir à la difficulté de l'heure présente, on vit au jour le jour et on s'imagine que partout ailleurs il en est de même. Mais non; partout il y a des traditions, des habitudes, des affaires de longue haleine, des vues d'avenir, des préparations nécessaires, et ici plus qu'ailleurs. Tous les gouvernements le comprennent si bien qu'ils ne changent jamais que sous le coup d'une nécessité absolue leurs représentants auprès de la Porte. Il a fallu la mort pour nous débarrasser de sir William White que tous les Cabinets anglais, libéraux ou conservateurs, avaient conservé. Il a fallu la querelle personnelle de l'Empereur et de Bismarck pour amener l'éloignement de Radowitz. Encore était-il là depuis dix ans et a-t-il été remplacé par un homme de confiance de Guillaume II, ancien conseiller dans le poste. Nos collègues ont tous dix ou quinze ans de séjour ici et l'un des motifs les plus certains de la défiance des Turcs à notre égard est le peu d'assiette de nos ambassadeurs.

Je vous prie de croire que je ne suis pas ici sur un lit de roses. Il ne faut pas se laisser leurrer par les démonstrations extérieures dont nous sommes l'objet, par les réceptions du Sultan, ses assurances d'amitié. Au fond il déteste, non la France, mais la République, le régime démocratique, les idées que nous représentons et qui pénètrent malgré lui, malgré nous-mêmes, dans tout l'Empire.

La langue française est tellement répandue en Orient que le Sultan n'a plus que des journaux et des livres français. J'en ai eu la preuve tout récemment. Le *Daily Mail Gazette* a inséré une perfidie à son sujet, il n'y a pris garde. Le *Temps* de Paris a reproduit la perfidie pour la signaler comme telle et la démentir. Le Sultan était hors de lui, puisque, disait-il, personne ne lit le *Daily Mail* et que tout le monde lit les

journaux de France. Il veut donc bien nous accabler de politesses, de décorations et de protestations, mais hait nos idées et les redoute. Ajoutez que nous l'inquiétons doublement étant à la fois démocrates et libres penseurs en France et catholiques en Orient. Il est autocrate, ce chef de religion, il a entrepris la restauration de l'Islam, il a essayé en 1882 de se mettre à la tête d'un mouvement panislamique et il a fallu l'ignorance profonde de nos gouvernants d'alors en matière orientale pour ne pas tenir compte de ce fait capital dans la question d'Égypte.

Depuis cette époque le Sultan continue sa propagande musulmane, il inonde l'Islam de corans en turc, en arabe, en persan, en chaldéen, etc., imprimés à ses frais; il a autour de lui à Yildiz des cheikhs à turban venus de toutes les parties de l'Empire et qui constituent son vrai conseil privé. Il n'y a plus ni grand vizir ni ministre des Affaires étrangères, ni Porte; il y a le Palais et dans ce palais un homme nerveux, impressionnable, dévoré de peur, tremblant pour sa couronne et pour sa vie, fanatique par conviction autant que par politique, et par conséquent inaccessible au raisonnement.

Cet homme ne subit aucune influence continue, mais suivant les circonstances il s'abandonne à tel ou tel directeur religieux. Au moment de notre entrée en Tunisie et jusqu'à la pacification, son conseiller intime était ce cheikh Zaffer de Tripoli qui nous a fait beaucoup de mal, mais avec qui je me suis accommodé depuis. Aujourd'hui c'est le cheikh Aboulouda d'Alep qui combat notre influence en Syrie et met des bâtons dans les roues de notre chemin de fer de Damas. Nous sentons l'effet de ces influences religieuses dans toutes les questions d'écoles, de couvents, d'églises. Sur certains points les gouverneurs directement protégés par les personnages religieux se livrent à de vraies persécutions contre nos établissements et se moquent des sévérités que j'arrache contre eux à la Porte.

Nous sommes donc menacés et dans notre influence politique, parce que nos idées démocratiques font peur, et dans notre protectorat catholique, parce que le clergé musulman domine au Palais. Nous n'avons pas assez compté avec ce double péril et nous nous sommes trop laissé payer de mots depuis une douzaine d'années. Je pourrais envoyer au dépar-

tement comme on l'a fait trop souvent des dépêches optimistes et vous faire croire que le Sultan nous est acquis. Je dis ce que je vois. Je l'ai dit dès le premier jour de mon arrivée ici; mes observations trop sincères n'ont pas toujours plu parce qu'à Paris on aime à vivre dans une douce quiétude, mais je les maintiens. Nous trouvons ici l'ennemi sur tous les points. Le coup de 1870 nous a accablés, l'abandon de nous-mêmes en 1882 au moment des affaires d'Égypte et notre brouille avec l'Angleterre nous a achevés et ce n'est pas le souvenir du Panama qui nous fournira des armes de combat.

Au lieu d'adopter l'attitude béate de l'homme qui se paie de mots et de sourires, j'ai dès le début essayé de tirer au clair notre situation avec tout le monde, j'ai exigé des preuves effectives de bon vouloir, j'ai ennuyé beaucoup le Sultan, les Turcs, mon collègue d'Allemagne, j'ai obtenu quelques résultats, mais ils ne sont pas encore assez significatifs. Si je quitte Constantinople aujourd'hui, c'est le fruit de seize mois de travaux perdus, c'est la remise en question de la situation de l'ambassade de France. Ce sera un bon débarras pour beaucoup de gens que notre premier intérêt politique est d'embarrasser. Un autre fera aussi bien et peut-être mieux dans deux ans, mais en attendant nous serons affaiblis. Comme ministre des Affaires étrangères, vous devez donc vous refuser absolument à me déplacer.

15 février 1895.

Ma chère Maman,

On ne s'occupe ici que des affaires arméniennes, que de l'enquête qui se poursuit au fond de l'Asie Mineure et dont les journaux anglais et allemands ne cessent de parler. Seule la presse française toujours indifférente aux choses de l'extérieur, parce qu'elle sait que ses lecteurs ne s'en soucient point, reste muette ou se contente d'enregistrer les communiqués de l'Ambassade ottomane. Nous laissons ainsi sommeiller toutes les questions jusqu'au jour où elles éclatent, et alors nous nous passionnons sans connaissance et sans raison dans un sens ou dans un autre. C'est le propre de notre esprit et sous tous les régimes nous avons été ainsi. Rien de moins suivi, quoi qu'on en dise, que notre politique en Orient depuis soixante ans.

19 août 1895.

Ici nous avons beaucoup d'affaires sur les bras. L'Arménie, qui par la bêtise insondable des Turcs va occuper toute l'Europe, la Bulgarie où l'on se trouve à un tournant très intéressant. Il dépend des Russes de se raccommoder avec les Bulgares et de reprendre leur influence aux portes de Constantinople. Comme ce sont des Orientaux ils laisseront probablement échapper l'occasion. Un Russe a la cervelle aussi dissemblable de la nôtre qu'un Turc. Ce sont des gens qui ne connaissent que la force des choses.

3 octobre 1895.

Les Arméniens se sont livrés, lundi, à des manifestations durement réprimées par la police et pour la première fois depuis l'entrée des Turcs à Constantinople on a vu des chrétiens ottomans résister aux troupes turques. Les softas et les mollahs sont sortis en masse et se sont mis à traquer les Arméniens de concert avec la police. Il s'est commis des abominations, des gens inoffensifs assommés, prisonniers massacrés dans la cour du Ministère de la Police, maisons pillées, etc. Les Arméniens se sont réfugiés partout dans les églises où la troupe les cerne. Le fanatisme musulman est réveillé et ces événements auront leur contrecoup dans l'intérieur. Il est probable qu'en Asie nous entendrons parler de conflits entre chrétiens et musulmans et que nous assisterons à de nouveaux massacres. L'Europe ressentira une vive émotion à ces nouvelles. Je ne parle pas de la France dont l'indifférence pour les choses extérieures est navrante, et dont la presse prend en partie ses informations à l'Ambassade ottomane à Paris. Mais en Angleterre ce sera un cri d'indignation et il est très probable que nous aurons bien du mal à mener à bonne fin nos négociations en faveur des Arméniens qui étaient près d'aboutir.

7 octobre 1895.

Les désordres dans la rue sont arrêtés, mais l'excitation des esprits est incroyable. Ces Arméniens si poltrons d'ordinaire sont comme des moutons enragés, ils veulent tous se faire tuer. Les musulmans de leur côté sont dans un état d'exaspération qui fait prévoir des horreurs si de nouvelles manifestations ont lieu.

Ce sont à tout instant chez moi des conférences avec mes collègues. Nous avons fait une note collective pour la Porte. Aujourd'hui tous nos drogmans se rendent dans les églises arméniennes pour déterminer les malheureux qui s'y sont réfugiés à en sortir. La Porte nous a donné l'assurance que leur vie et leur liberté seraient respectées et nous garantissons la parole du gouvernement turc. Si nous ne parvenons pas à faire vider les églises et si les délégués du Comité révolutionnaire l'emportent nous assisterons à de nouveaux massacres. Les agitateurs veulent absolument faire couler le sang à flots pour obliger l'Europe à intervenir. Ce qu'il y a d'inquiétant, c'est que les Arméniens d'ordinaire si plats et si poltrons sont dans un état d'exaltation patriotique qui leur fait souhaiter la mort. C'est un des effets les plus remarquables du sentiment national.

Quant aux Turcs ils sont aussi fanatiques, aussi cruels, aussi séparés de nous aujourd'hui qu'au moment de leur entrée à Constantinople. Ils ont commis des horreurs. Les Arméniens ont provoqué la répression par leur manifestation, mais les désordres qui ont suivi ont été abominables. Le pis est que l'agitation gagne les provinces. Avant-hier à Trébizonde, ville de cinquante mille âmes, la population musulmane s'est ruée sur le quartier arménien. Le massacre et le pillage ont duré de dix heures du matin jusqu'au soir en présence d'une garnison insuffisante et complice. On n'a pu sauvegarder que les consulats et les établissements catholiques.

J'admire avec quelle naïve ignorance nos journaux parlent de toutes ces choses. Ils y voient la main de certaines puissances, ils célèbrent les intentions du Sultan, etc. En réalité, il y a là l'éternel conflit entre chrétiens et musulmans. Les deux populations ne se sont nullement amalgamées, depuis la conquête des Turcs. Ceux-ci sont les vainqueurs, ils occupent militairement le pays, ils sont campés en Europe et même en Asie Mineure. Leur administration, leurs prétendues institutions européennes ne sont qu'apparence.

Cette semaine dans les maisons turques où se trouvaient des domestiques arméniens, et il y en a partout, leurs camarades musulmans les ont maltraités ou tués. A l'usine à gaz huit ouvriers arméniens catholiques ont été massacrés par leurs

compagnons de travail musulmans. Le jour où la crainte de l'Europe ne retiendrait plus le Turc, la population chrétienne risquerait d'être réduite à l'esclavage. C'est ce que ne soupçonnent pas les utopistes qui croient à la régénération de la Turquie, les touristes qui sont bien reçus par le Sultan et les gogos de Paris ou des capitales européennes qui fraient dans les cercles avec d'aimables secrétaires d'ambassade ottomans habillés à la dernière mode et abonnés de l'Opéra. Lundi dans la journée ces jolis messieurs du Ministère des Affaires étrangères ont écrasé eux-mêmes à coups de talon un Arménien expirant qui après la manifestation avait été jeté dans la cour du Ministère. Imagines-tu nos jeunes gens du quai d'Orsay piétinant par plaisir un blessé après une émeute?

Je suis du reste bien aise d'assister à ce spectacle qui donne raison à tout ce que je pense. L'intérêt de la France est dans le maintien de la Turquie, mais il ne faut pas être dupe; il faut être ami, mais ami sans illusions.

4 novembre 1895.

Ma chère maman,

L'Asie Mineure est véritablement en feu. On massacre presque partout. Sur certains points les Arméniens ont été les provocateurs, sur d'autres ils sont les victimes du fanatisme musulman. A Diarbékir on tue et on pille depuis vendredi. Notre Consul est enfermé dans sa maison avec cinq cents réfugiés et voit à travers ses fenêtres la gendarmerie faire cause commune avec des bandes de kurdes sauvages venus du dehors et les musulmans de la ville. On massacre tous les chrétiens sans distinction. Nous avons là des Capucins qui ont échappé jusqu'à présent, j'espère. Le plus terrible est de savoir ce qui se passe et d'être impuissant. Le télégraphe sème l'agitation et il ne donne pas le moyen d'y porter remède. Nous savons en dix minutes ce qui se passe au fond de l'Asie et il faut des mois pour y envoyer des secours. En Syrie on signale une grande effervescence et à l'autre extrémité de l'Empire; à Mossoul, on annonce le réveil du fanatisme. Nous sommes donc en présence d'un mouvement général que le gouvernement est aujourd'hui impuissant à réprimer et dont la plu-

part des fonctionnaires et des officiers sont complices. Il peut en sortir de grandes catastrophes et de conséquences politiques incalculables.

7 novembre 1895.

Nous sommes en pleine crise. Le Sultan devient fou. Il a congédié hier son grand vizir Kiamil Pacha et l'a remplacé par le plus bête et le plus ignare des ministres; il a également remplacé son ministre des Affaires étrangères avec qui toutes les ambassades s'entendaient fort bien. Tout cela présage une révolution plus ou moins prochaine, mais certaine car le mécontentement est à son comble. Jamais Constantinople n'a été plus intéressant.

Hier au soir un petit mot au crayon venu je ne sais d'où me prévenait que le grand vizir révoqué allait être expédié à une destination inconnue, euphémisme qui veut dire l'exil et la mort à bref délai, et me priait d'intervenir. J'ai dépêché au palais mon premier drogman. On n'a pas nié, mais on a prévenu Sa Majesté de ma communication et Elle a immédiatement annoncé que Kiamil Pacha était non pas exilé, mais nommé gouverneur général à Alep. Un yacht du Sultan chauffait dans le Bosphore pour amener le nouveau gouverneur à son poste. Celui-ci craint d'être invité à absorber une tasse de mauvais café en route et il réunit en ce moment une consultation de médecins pour faire déclarer qu'il n'est pas en état de voyager. Notre docteur Delacour en est. Ces turqueries reportent à un autre temps. Nous sommes en plein XVIe siècle : il n'y manque rien, ni le poison, ni les tueries en masses.

23 décembre 1895.

Les affaires n'avancent pas. Les Anglais ont des ennuis avec les États-Unis dont les prétentions sont monstrueuses et les Italiens ne sont pas à leur aise en Afrique. Les autres puissances ne paraissent pas disposées à causer des ennuis au Sultan, de sorte que l'oubli se fera doucement sur toutes les abominations dont nous avons été témoins et dont les détails, à mesure qu'ils nous arrivent, font frémir.

A Paris nulle idée, nulle direction, c'est comme si nous avions confié notre portefeuille des Affaires étrangères au

baron de Morenhein[1]. Je lutte tant que je peux contre cette tendance à l'effacement devant la Russie et je soutiens en termes quelquefois un peu durs que dans l'Alliance nous sommes deux et que des deux nous ne sommes pas les moins en état de donner des conseils.

L'année 96 ne se passera pas sans de gros événements. On continue à tuer, à brûler et à piller et les journaux français ne cessent de s'apitoyer sur les pauvres Turcs. Ce régime ne manquera pas cependant de porter une certaine atteinte au crédit de l'Empire, et, lorsque les petits rentiers français verront leurs coupons de rente ottomane menacés, nous verrons sans doute la philanthropie germer dans leurs cœurs.

9 février 1896.

Le Sultan m'a invité à dîner hier soir à six heures et demie. Nous nous sommes mis en route pour Yildiz à six heures moins un quart. Au moment où je descends de voiture, on me montre de la part du Sultan deux chevaux qu'il envoie en cadeau au Président de la République et aux haras de la guerre. Nous trouvons en haut, suivant l'usage, le grand vizir, les ministres, les maréchaux. Le dîner est détestable. Le Sultan qui a l'air fort gai me parle tout le temps des affaires bulgares et veut que je lui conseille de proposer immédiatement la reconnaissance du Prince. Je n'y vois pas d'inconvénients. Le voilà, après le dîner, occupé à faire rédiger une circulaire télégraphique à ses ambassadeurs pour la reconnaissance. Il la corrige, il me la montre et je prends sur le fait l'exercice de sa vocation de chef de bureau. Dans le grand salon, où nous sommes seuls avec Rouet[2] et l'introducteur des ambassadeurs, il a fait venir des musiciens turcs qui s'accroupissent au fond et jouent de vieux airs en chantant et en s'accompagnant d'instruments à corde plus bizarres les uns que les autres. On se croirait rue du Caire à l'Exposition de 89. C'est un vacarme infernal. Au milieu de ce bruit le Sultan ne cesse de parler et Ibrahim bey qui sait mal le français de traduire en cherchant ses mots. Nous entendons mal ce qu'on nous dit, nous répondons comme nous pouvons, cela dure

1. Ambassadeur de Russie à Paris.
2. Premier drogman de l'ambassade de France.

deux heures et Rouet et moi nous sommes épuisés. Cela valait bien une récompense. J'ai demandé au Sultan pour le Louvre le fameux vase d'argent de Tello dont M. Heuzey rêve nuit et jour et Sa Majesté me l'a donné.

9 avril 1896.

Je suis bien occupé et n'ai pas le temps de vous écrire longuement. Hier j'ai eu à déjeuner le prince Ferdinand de Bulgarie. Il est arrivé avec une suite extraordinaire; Louis XIV avait moins de monde derrière lui dans ses déplacements. Il a le goût de la pompe, des uniformes, des décorations et du clinquant. Il devait partir aujourd'hui, mais le bruit court qu'il remettra son voyage. C'est un esprit trouble et indécis, il se perd dans mille imbroglios et complique infiniment les choses les plus simples. Je le crois très amateur de petites intrigues. Il m'a dit qu'en sortant de Constantinople il n'irait qu'à Pétersbourg et à Paris : visites à la Puissance suzeraine, à la Puissance libératrice et à la Puissance amie qui a rapproché Sofia et Pétersbourg : tel était son programme. Pourquoi nous raconter ces balivernes puisqu'il a reçu une invitation de l'empereur d'Allemagne pour le 30 avril et qu'il s'y rendra? Il aurait beaucoup mieux fait de dire qu'il irait faire sa visite aux six grandes puissances dont la reconnaissance était nécessaire à sa consolidation. On aurait trouvé cela tout simple.

Hier soir il nous a donné un grand dîner de 60 couverts; il y avait tous les ambassadeurs, ministres, etc., et des Turcs. La cuisine était détestable; le prince m'avait du reste prévenu en m'engageant à dîner à l'avance pour parer aux insuffisances de la cuisine du Sultan.

16 avril 1896.

Le prince Ferdinand est enfin parti mardi. Il m'a remis son portrait en culotte courte; il a des bagues à tous les doigts et un bracelet au poignet : c'est la passion du costume, de la représentation, de la pompe. Le Sultan et lui se sont plu à première vue. Ces deux natures se conviennent admirablement. Il a du reste été avec moi d'une extrême amabilité.

8 juin 1896.

On a enlevé hier madame Brangean, la femme du directeur de l'établissement thermal de Yalova, avec celle du premier drogman de Serbie et une jeune fille de vingt-deux ans. Les brigands réclament quinze mille livres turques de rançon (trois cent quarante-cinq mille francs) dans un délai de cinq jours, avec menace de mort s'ils sont poursuivis. L'enlèvement a eu lieu tout près des eaux sur une promenade.

Je suis allé ce matin chez le ministre des Affaires étrangères. Il a reconnu que la Porte devait supporter la charge de la rançon et il est parti pour le Palais afin de régler la question.

La captive a écrit à son mari une lettre qu'il m'a communiquée. Elle est traitée par les brigands avec beaucoup de soins. Les prisonnières couchent ensemble dans la forêt. On les nourrit suffisamment et on leur montre de la politesse. On s'est trompé en les capturant. On croyait avoir mis la main sur la famille d'un riche Arménien qu'on guettait.

12 juin 1896.

Dans la journée on m'a apporté de la banque les trois cent quarante-cinq mille francs de la rançon de madame Brangean. Cela tient en trois petites caisses fort lourdes que j'ai dans ma chambre. Je n'ai jamais eu tant d'or à la fois chez moi. Mais il paraît que l'agent du Ministère de la Police envoyé par la Porte ne fait que des sottises et que les affaires menacent de s'embrouiller. On me fait lire les lettres écrites par madame Brangean à son mari et une lettre du chef des brigands fort bien tournée. Ces messieurs ont avec eux tout ce qu'il faut pour écrire, afin de donner à leurs captures le moyen d'intéresser leurs familles à leur sort. Rouet dîne et couche à l'Ambassade, et, dès hier matin, il court au Palais pour tenir de ma part un langage approprié à la situation.

Enfin, ce matin, il m'écrit que la rançon part. Il va partir lui-même à bord de la *Flèche* pour Yalova, afin de régler la remise de l'argent et de veiller au retour des captives. Elles sont dans une forêt, les vêtements usés et déchirés par leurs courses au travers des broussailles, n'ayant pas la force de manger un pain dur « coupé à l'aide de poignards par des

mains criminelles », ce sont les expressions de madame Brangean dans une lettre à son mari. La brave dame a le style mélodramatique, mais on ferait du mélodrame à moins.

25 juin 1896.

J'ai reçu mardi matin madame Brangean. Elle m'a raconté son odyssée. Aussitôt après l'arrestation, les trois femmes ont été forcées de marcher à travers champs et broussailles jusqu'à la descente dans un repli de terrain où se trouvaient trois chevaux. On les hisse sur les bêtes et on marche pendant quatre heures par d'horribles chemins. On s'arrête, on fait écrire madame Brangean pour la rançon, on envoie la lettre par l'une des prisonnières et on se remet en route. On grimpe toute la nuit à pied à travers les broussailles et on s'arrête le lendemain dans un fourré où l'on reste un jour et une nuit. On repart la nuit suivante et on arrive dans un bois où l'on reste quatre jours. Les brigands étaient une douzaine. Le chef, très bien, parlant grec, disant qu'il était l'ennemi des Turcs, qu'il voulait démontrer par cet enlèvement en plein jour sur une route fréquentée dans une propriété du Sultan à quel point leur administration était pourrie, s'entretenant avec ses compagnons de l'insurrection crétoise. Tous les brigands étaient bien mis, ils avaient des habits de gros drap couverts de broderies, de belles armes et des cartouches en quantité. Les plus distingués étaient les Grecs; on voyait quelques têtes de Turcs. On apporta un jour à madame Brangean quelques vêtements envoyés par son mari et enveloppés dans des journaux. Le portrait du tzar se trouvait sur l'un de ces journaux. Le chef s'en saisit et le donne à l'un de ses hommes en lui disant : « Tiens voilà ton Empereur. » L'autre baisa le portrait et demanda à madame Brangean la permission de le conserver. J'ai raconté cela à Jadowski[1] devant nos collègues; il était un peu ennuyé; il a répondu que c'était sans doute un Koutzo-valaque. C'est possible et dans ce cas on verrait par là l'autorité exercée par la Russie et le Tzar sur tous ces Slaves de la presqu'île balkanique.

Le chef des brigands, le *capitan* comme on l'appelait, était

1. Chargé d'Affaires de Russie à Constantinople.

fort dévot; il portait au cou une médaille de saint Georges pendue à une grosse chaîne d'argent; il invoquait à tout instant le bon Dieu et il se signait avant et après les repas. Lorsque le docteur Siotis, médecin des eaux de Yalova qui était allé chercher les captives fut retenu comme otage jusqu'à ce que la retraite de la bande fût assurée, il causa beaucoup philosophie et religion avec ce capitan qui ne dissimula pas son mépris pour les doctrines matérialistes du docteur.

Le brave Rouet, qui s'est montré en toute cette affaire plein de sang-froid, est resté une demi-heure en tête-à-tête avec le chef en pleine nuit dans un fourré avec quatre brigands autour de lui et des sentinelles avancées formant demi-cercle à quelques centaines de mètres. Il s'agissait de la remise de la rançon que Rouet avait accompagnée, pour que les Turcs ne la fissent pas disparaître en route. Le capitan parlait grec et turc; il laissait entendre que l'or de la rançon était destiné à une grande œuvre, sans doute l'insurrection crétoise; enfin il voulut se faire passer pour un ennemi faisant la guerre à ses risques et périls et non pour un voleur.

Il exprimait souvent son regret de n'avoir pu mener ses prisonnières jusqu'à son grand campement, où elles n'auraient manqué de rien.

En quittant les prisonnières le chef déposa à leurs pieds cinq livres turques en disant : « Pardonnez-moi. » Chacun des brigands en fit autant. Les prisonnières refusèrent ce présent. Le capitan leur dit : « C'est l'usage; en refusant vous nous porteriez malheur. » Ces dames furent obligées d'emporter ainsi soixante livres qu'elles ont remises aux Turcs en rentrant à Yalova. Le chef donna aussi à madame Brangean son cachet pour moi. Il dit que désormais ni l'ambassadeur de France ni sa famille, ni Rouet ni sa famille, ne seraient inquiétés par sa bande. Voici l'empreinte du cachet. (Giorgios o heros, Georges le héros.)

Thérapia, 22 juillet 1896.

Les choses de Crète ne s'arrangent pas. Il arrive tous les jours de Grèce des armes, des munitions et même des hommes.

Notre bon doyen prend très à cœur l'affaire de Crète parce

qu'il veut être agréable à Goluchowski[1] qui est très faiseur d'embarras. Rien d'amusant comme l'importance que se donnent tous les gouvernements et la vanité de leurs démonstrations. Chaque fois qu'entre nous ici nous décidons de faire une démarche et que nous adressons chacun à nos ministres un télégramme la proposant, ces derniers s'en emparent, ils battent le rappel, ils se donnent l'air auprès des autres cabinets d'en avoir pris l'initiative. Celui qui se distingue le plus par son bourdonnement de hanneton est le comte Goluchowski.

L'Arménie continue d'être dans le plus grand désordre. Il y a une baisse générale sur toutes les valeurs ottomanes. J'ai bien peur d'un krach qui amènera des complications, car l'Europe indifférente aux massacres ne le sera pas à la perte de ses coupons de rentes.

Thérapia, 24 septembre 1896.

J'ai vu hier Calice chez qui j'ai rencontré Pansa[2] et nous nous sommes entretenus assez tristement de cette tragique situation. J'ai vu aussi Nelidow[3] que j'ai trouvé dans les dispositions les plus sensées. Il m'a dit : « Le prince Lobanow a été tué par les derniers événements comme un simple Arménien. Il n'avait jamais cru à la réalité du péril. Récemment encore, quand je lui faisais entrevoir les conséquences de la situation, il le prenait légèrement. Il a été réveillé tout à coup à Vienne par la nouvelle des massacres, il a reconnu que je lui avais dit la vérité et il a dû mesurer sa responsabilité et ressentir un profond remords. Je suis sûr que l'attaque qui l'a enlevé n'a pas d'autre cause. »

Nelidow me semble très impressionné et il a dû recevoir sans doute des menaces, car parmi les Arméniens révolutionnaires il y a quantité de Russes et ce sont eux qui ont importé ici les procédés nihilistes. Il est convaincu, sans l'avouer, qu'il court des dangers personnels.

Tout le monde ici est sous l'impression d'horreur des massacres. On a vu tuer des Arméniens sans défense par le poste placé à côté de l'ambassade d'Angleterre. La mère de madame

1. Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie.
2. Ambassadeur d'Italie.
3. Ambassadeur de Russie à Constantinople, puis à Rome et à Paris.

Pansa se mettant à la fenêtre remarqua un jour un homme qui semblait nager au milieu du Bosphore; elle le trouvait imprudent lorsqu'elle vit la tête tourner sur elle-même : c'était une tête coupée. Le *Chirket*, à je ne sais quelle escale, veut se mettre en marche et se sent arrêté : c'était un cadavre pris dans la roue. Pansa a vu, rue Yéni-Tcharchi, les bons Turcs occupés à prendre leur café et à fumer leur narghilé se lever au passage d'un Arménien, l'assommer et revenir achever leur café.

Madame de la Boulinière était à Constantinople, le 26, premier jour du massacre. Elle est revenue à Top-Hané et elle a rencontré rue Yéni-Tcharchi des bandes d'hommes armés de bâtons et de couteaux ensanglantés. Margerie qui l'accompagnait heureusement a pu lui dérober la vue d'un cadavre effleuré par la roue de la voiture. La pauvre femme n'en est pas remise.

Chose plus grave, du point de vue européen, on a assailli toutes les maisons européennes où l'on soupçonnait la présence d'Arméniens. On a pillé les bureaux de Stéphanovitch, on a tué tous ses employés arméniens et on a essayé d'enfoncer son coffre-fort. On a fait la même tentative chez Baudouy. De là à massacrer les Européens eux-mêmes il n'y a pas loin.

Quand je suis arrivé hier le temps menaçait. Vers quatre heures, le ciel s'est éclairci et quand je suis allé en voiture à Bouyouk-Déré, le Bosphore, le ciel, la nature entière étaient baignés d'une lumière infiniment douce. Je suis revenu au clair de lune et je ne pouvais m'empêcher de communiquer à Pansa, que je ramenais avec moi, l'impression que me causait ce contraste entre la mansuétude du ciel et la férocité des hommes.

Thérapia, 28 septembre 1896.

Vendredi dernier, Selamlik et audience du Sultan de deux heures. Tout ce qu'on peut dire sur la nécessité d'éviter le retour des massacres, sur l'intervention européenne qui se produirait inévitablement, si l'on voyait encore la ville livrée aux excès de la populace, sur l'utilité d'une politique d'apaisement, sur les dangers qui menacent la Turquie et même le Sultan, a été dit. Il est resté imperturbable. Il est évidemment satisfait de ce qui s'est accompli et je ne peux pas trouver la

lettre de Gladstone exagérée. Il m'a fait cependant maintes promesses, mais il ne les tiendra pas.

En sortant de Yildiz je suis allé à l'ambassade où dix matelots, sous les ordres d'un enseigne, montent la garde dans le jardin. Je ne crois pas à des désordres immédiats. Le comité révolutionnaire attend d'abord les résultats du voyage du tzar à Paris. Puis le Sultan est sur le point d'entamer avec lui des négociations secrètes. Il envoie un émissaire à Londres et l'on ne sait ce qu'il sortira de là. Je crois donc que nous aurons plusieurs semaines de tranquillité.

Thérapia, 1er octobre 1896.

Chichkine arrive aujourd'hui à Paris précédant l'empereur de Russie. Je voudrais convaincre Hanotaux qu'il y a quelque chose à faire, qu'il faut parler aux Russes, leur faire envisager les dangers d'un krach politique et financier et prendre des mesures en conséquence. J'ai peur qu'à notre grande honte les épouvantables événements du mois dernier ne passent comme ceux de 1895 en manière de conversation.

Hier madame de la Boulinière est partie le matin pour aller faire des distributions de linge et de couvertures dans le quartier de Haskeuy complètement dévasté par les massacres. C'est une admirable femme. L'attitude de La Boulinière a été parfaite, courageuse, et il n'a perdu son sang-froid à aucun moment. Tout le monde lui rend hommage.

Thérapia, 3 octobre 1896.

Je suis allé à Péra hier. J'ai vu la sœur Jeanne à l'hôpital. On m'a montré trois Arméniens, dont un enfant de treize ans, trouvés dans une charretée de cadavres et qui n'étaient pas morts. L'un d'eux a le corps lardé de coups de baïonnette et de couteau; quatre coups de hache sur la tête; le crâne a été défoncé; deux coups de baïonnette dans la figure dont l'un a fait sauter l'œil. On l'a trépané. Il vit et il se guérira. C'est prodigieux.

En débarquant à Dolma-Bagtché, j'ai vu passer une compagnie de ces régiments hamidié qui ont massacré tant de monde en Asie Mineure. Ce sont des tribus kurdes qu'on a revêtues d'un uniforme et qu'on a décorées du nom du Sultan pour en

faire une milice régulière. Ils sont effrayants d'aspect. Avec leurs kaïks noirs cerclés autour de la tête de cordes de poil de chameau, leurs longues capotes bleues, leurs bottes immenses, ils marchent lourdement, comme des pachydermes, et ils jettent à droite et à gauche des regards de fauves. Ils sont énormes, avec des cheveux noirs presque bleus collés aux tempes et des profils assyriens. On dirait ces animaux fantastiques à tête d'homme tirés de Ninive. Une pareille troupe lâchée sur Constantinople mettrait tout à feu et à sang.

Thérapia, 8 octobre 1896.

J'espère qu'Hanotaux aura pu réussir à convaincre l'empereur de Russie de la nécessité d'une entente avec l'Angleterre pour les affaires d'Orient, sinon nous allons retomber dans notre ignominieuse politique de l'an passé et le Sultan, sûr de l'impunité, va commettre de nouvelles horreurs.

15 octobre 1896.

Nous n'avons ici d'autres échos du passage du tzar à Paris que ceux des journaux. Nous ne sentons pas encore dans la politique les effets de ce voyage dont on attend beaucoup et dont probablement il ne sortira rien. Le tzar, pas plus que M. Hanotaux, ne soupçonne la gravité du mal en Orient. L'un voit encore avec les yeux de Lobanow, et l'autre juge les affaires d'ici avec ses souvenirs d'il y a dix ans. Le seul homme en Europe qui apprécie la situation dans sa réalité est ce vieux Gladstone qui a conservé la faculté de s'indigner. Rien ne peut donner idée des horreurs qui se commettent sous nos yeux. Après avoir fait massacrer des milliers d'innocents pendant trois jours, le Sultan remplit aujourd'hui les prisons et fait juger par un tribunal d'exception, qui siège en permanence, les malheureux entassés dans d'immondes casemates. Cela me donne exactement l'idée du tribunal révolutionnaire pendant la Terreur.

Le conseiller intime du sultan, Izzet Bey, auprès de qui je faisais intervenir cette semaine en faveur d'un Arménien important déféré à ce tribunal, répondait à mon drogman : « Il n'y a dans son dossier aucune pièce permettant de le condamner, mais il est coupable, parce que tous les Arméniens

sont coupables au fond du cœur. » L'homme en question sera donc probablement pendu. Il le sera d'autant plus que le gouvernement ottoman lui doit deux millions cinq cent mille francs. L'indifférence de l'Europe devant ces atrocités surprend les Turcs eux-mêmes qui ne se croyaient pas si forts. J'approuve donc M. Gladstone et quant à lord Rosebery, qui par ses imprudences a contribué, plus que personne, à éveiller les ambitions arméniennes et les défiances de l'Europe, je continue à le considérer comme un simple cabotin.

A Monsieur Henri Cambon.

16 décembre 1896.

Le sujet dont t'a entretenu M. Vandal[1] est en effet des plus scabreux. C'est le procès de toute notre politique extérieure; cela peut tourner vite au procès de l'alliance russe et *cette alliance s'impose.*

Quand on n'a que vingt corps d'armée à opposer à soixante, il faut se compléter et nous n'avons de complément qu'en Russie.

Malheureusement les gens qui, chez nous, ont été appelés à contracter ou à pratiquer cette entente n'ont jamais compris que, pour être pris au sérieux, il faut rester soi-même et que si, dans une alliance on est deux, c'est comme je l'ai répété cent fois, parce que un et un font deux.

Par toutes sortes de raisons ils ont oublié que si le tzar était Auguste, la République française pouvait se dire Sérénissime. Lorsqu'on parle avec l'armée française derrière soi et au nom d'un peuple dont l'histoire ne date pas d'hier, on a le droit de traiter d'égal à égal l'autocrate de toutes les Russies.

Nos hommes politiques, éblouis par la perspective de s'en-

1. Le fils de M. Paul Cambon était à l'École des Sciences Politiques l'élève de M. Albert Vandal qui professait un cours sur les Affaires d'Orient. M. Vandal s'intéressait particulièrement à la question des réformes en Turquie. Leur réalisation lui paraissait subordonnée à une entente des puissances pour l'adoption de moyens de coercition éventuels. Il se proposait d'exposer cette situation dans une conférence. Mais étant donnés les rapports de la France et de la Russie, toute immixtion de la première dans les affaires turques posait des questions délicates. M. Vandal avait fait part de ses perplexités au fils de M. Cambon qui les avait rapportées à son père, et avait reçu en réponse la lettre ci-dessus.

tretenir avec une tête couronnée et d'échanger des petits billets avec des princes ont, dès le début, pris des airs de subalternes. Ils ont cru qu'il fallait se livrer pour obtenir quelque chose : « Vous nous avez tout offert et nous ne vous avons rien promis », a dit un jour Morenhein[1] à un homme du monde un peu curieux. C'est là le vice originel de l'entente.

Il est vrai que l'emballement de l'opinion et de la presse ne permettait guère à nos ministres la possession d'eux-mêmes. Peser, juger, calculer, c'était blasphémer, c'était manquer de patriotisme. Où trouver un ministre assez osé pour laisser douter de son patriotisme par le plus infime journaliste? On a donc prêté partout son concours à la Russie sans conditions. A-t-on trouvé ou trouverait-on les mêmes prévenances chez notre alliée? Il faut l'espérer, mais nous nous montrons si empressés, si honorés quand nous prêtons nos services, qu'on peut nous croire suffisamment payés et oublier de nous les rendre.

Dans les affaires d'Orient la France a des intérêts très distincts de ceux des Russes. Il fallait, dès le début des derniers événements, — et notre gouvernement a été le premier mis à même de les prévoir, — avertir nos amis, les forcer de voir où l'on marchait et de causer avec nous de nos intérêts réciproques. Mais comme les Russes fermaient les yeux, on les a fermés aussi et on s'est imaginé qu'en gardant le silence on empêcherait les questions de se poser. Elles se posent aujourd'hui, plus graves et plus pressantes que jamais, et nous n'avons plus notre liberté de mouvement.

La politique que j'aurais voulu voir pratiquer ici, que j'ai tentée et qui a réussi dans une certaine mesure, mais qui n'a pas été suivie et qu'il est trop tard pour reprendre, était une politique de rapprochement entre les puissances par la médiation de la France. Liée ouvertement avec les Russes, unie aux Anglais par des intérêts financiers considérables, intéressée plus qu'aucune autre puissance au maintien de la Turquie par ses traditions, ses obligations morales et la possession de 70 p. 100 des valeurs ottomanes, la France était bien placée pour inspirer confiance à tout le monde et exercer ici une sorte d'arbitrage supérieur.

1. Ambassadeur de Russie à Paris.

Mais nos ministres n'ayant su, ni les uns ni les autres, se placer à côté ou même devant la Russie, ils se sont mis derrière.

Est-il prudent de signaler l'erreur? Est-il possible de parler sans dire trop, ni trop peu? Sans se donner des apparences d'hostilité contre l'alliance russe? M. Vandal est un habile homme, il pourra s'en tirer en donnant une note assez juste pour avertir l'opinion française sans la faire sursauter et pour impressionner les Russes sans leur déplaire. Le dernier point est le plus délicat, car le Russe est fait d'imagination et de nerfs avec un arrière-fond d'égoïsme national plus féroce que celui des Anglais. Il faut le manier comme la dynamite avec des gants de caoutchouc.

Le danger vient de ce que l'alliance russe n'a été le fait de personne en France et ceux qui se vantent d'en être les auteurs n'y furent pour rien. Elle est née du ressentiment de l'Empereur défunt contre l'Allemagne et c'est lui tout seul qui l'a décidée. Le peuple a suivi, par antipathie du Moscovite contre le Germain, mais le monde officiel est resté allemand et peut ramener en arrière du jour au lendemain un jeune Empereur timide et inexpérimenté. On doit donc faire attention à ne pas souligner la contradiction de nos intérêts orientaux avec ceux des Russes. Elle éclate surtout aux Lieux Saints, et la Sainte Russie tout entière se soulèverait au premier mot sur ce sujet. En un mot il faut rappeler à l'opinion, qui les oublie, nos intérêts et nos devoirs en évitant de donner prétexte au moindre refroidissement avec la Russie. C'est difficile, mais c'est possible en choisissant un sujet de conférence très général, un grand exposé historique par exemple. Tu pourras dire à M. Vandal que le meilleur moyen de consolider l'alliance russe dont nous sommes partisans l'un et l'autre, est de la bien définir et d'en faire un élément profitable aux deux pays. C'est précisément dans l'intérêt de l'alliance qu'il faut souligner les inconvénients d'une politique d'abandon, qui soulèvera à un moment donné des réclamations en France et pourra compromettre l'alliance. On perd le respect de ses ennemis, mais surtout la considération de ses amis en s'effaçant trop. C'est donc dans l'intérêt même de l'alliance qu'il faut crier casse-cou. Tu renouvelleras à M. Van-

dal mes compliments de son élection à l'Académie française; tu lui diras que c'est un grand honneur pour *la famille* : il comprendra.

18 février 1897.

Il paraît qu'il y a aujourd'hui une interpellation à la Chambre sur les affaires d'Orient. Elles se compliquent de plus en plus. Ces pauvres Grecs ont agi comme des niais; ils auraient dû méditer l'exemple de Cavour. J'en suis fâché pour le roi Georges, mais il lui faudrait un peu de la finesse de Victor-Emmanuel. Envoyer ses fils avec des troupes était un acte de folie. Il aurait fallu envoyer des volontaires, trouver un Garibaldi à fustanelle, faire proclamer l'annexion par un élan spontané de la population.

Cela finira par une espèce d'autonomie de la Crète. C'est du reste ce que les Crétois désirent; ils ne veulent pas de l'annexion à la Grèce qui leur imposerait le service militaire et toutes sortes de charges. L'insurrection actuelle n'a éclaté que par la sottise des musulmans qui ont provoqué et donné barre sur eux au comité athénien.

4 mars 1897.

La Crète est toujours en feu. Nous avons remis mardi à la Porte la note dont parlent les journaux. En même temps une note était remise à Athènes. Le roi Georges s'est jeté avec violence dans ce mouvement, il est plus ardent que personne, il tient à rester où il est, et, devant la folie qui fait tourner toutes les têtes autour de lui, il n'a pas trouvé d'autre moyen de se conserver que de crier plus fort que les plus enragés. Les voyageurs qui passent par Athènes et qui nous arrivent en sont ébahis. On vend des armes et des munitions dans les rues sur des petites voitures, comme on vend d'ordinaire des fruits et des légumes. Comme il faudra toujours céder aux injonctions des puissances, le roi Georges pourra être compromis tout de même. Mais ces Grecs sont très malins; ils sont capables d'une évolution subite. Il leur suffira de faire donner à la Crète une autonomie qui ne serait que le prélude de l'annexion. L'important est d'éteindre cet incendie, n'importe comment.

29 mars 1897.

Les affaires de Crète se compliquent de plus en plus. Le colonel Vassos reste cantonné avec ses troupes régulières et ses approvisionnements qui, d'après lui, lui permettront de tenir cinq mois. Les insurgés vont de l'avant. Ils ont ces jours derniers pris et brûlé trois blockhaus autour de la Canée et ils ont attaqué hier celui qui défend les sources d'eaux alimentant la ville. Nos amiraux sont obligés de s'en mêler et d'envoyer ce matin une colonne composée d'une centaine de matelots ou soldats italiens et russes sous le commandement d'un officier français avec un canon italien, un canon russe et un canon anglais. On ne peut imaginer une pareille macédoine de forces.

On se trouve acculé à une grande expédition, si l'on veut reprendre la Crète, ou à un blocus interminable qui lassera tout le monde et ne produira que des effets restreints, ou à une transaction avec les Grecs. Mais plus on attendra, plus les Grecs deviendront gênants et plus durs seront les sacrifices à faire pour s'en débarrasser. Le mot du roi Georges à ton oncle : « L'Europe nous suppliera au bout de trois mois de garder la Crète pour la délivrer d'un gros ennui », se réalisera de point en point.

Après avoir obtenu ce magnifique résultat, le concert européen se retournera vers le Sultan, pour les fameuses réformes dans l'Empire; mais le Sultan, qui a cent cinquante mille hommes sous les armes, et dont la flotte, incapable de naviguer, est au moins en état de barrer les Dardanelles, répondra à l'Europe par des échappatoires et prendra texte de notre impuissance à réduire la Grèce pour déclarer qu'il entend faire ses affaires lui-même. Voilà les extrémités désagréables auxquelles s'exposent les puissances pour n'avoir pas parlé à temps, agi à temps. Elles paieront peut-être très cher leur indifférence devant les horreurs de ces dernières années.

19 avril 1897.

La guerre est déclarée entre la Grèce et la Turquie depuis samedi soir. Les événements suivent leur cours fatal, en dépit des efforts toujours trop tardifs des puissances. Les puissances ont du reste des manières si différentes d'envisager les choses qu'avant de se mettre d'accord elles laissent passer toutes les

occasions. On s'aperçoit qu'il n'y a nulle part en Europe une volonté ni même une idée. Nous ne savons ce qui va sortir des événements. Les Grecs sont comme des enragés; les Turcs fortement organisés au point de vue militaire prétendent n'en faire qu'une bouchée. Cela va ressembler à la guerre d'Espagne.

10 mai 1897.

Voici les Turcs maître de toute la Thessalie. On n'a pas l'air de comprendre à Athènes qu'il faut se dépêcher de faire la paix. La dose d'illusion des Hellènes est prodigieuse. Cette aventure sera un coup fatal à l'hellénisme; il ne s'est levé nulle part, ni dans l'Archipel, ni en Macédoine, ni en Épire. Je doute qu'il puisse se remettre jamais et la *Grande Idée* me paraît bien compromise. Cela prouve qu'on ne fait rien de bon avec de l'imagination sans jugement.

31 mai 1897.

Mon attaché militaire Dupont est rentré de la guerre. Son impression n'est favorable à aucune des deux armées. Avec le moindre coup d'œil chez les chefs, les Grecs, malgré leur petit nombre, auraient pu infliger aux Turcs un désastre. Quant à l'armée turque, elle avait la masse mais aucune organisation. En réalité on s'est tiré des coups de canon et des coups de fusil à des distances invraisemblables, et, sauf au début, sur les cols de la frontière on n'en est jamais vraiment venu aux mains. Le petit nombre de tués et de blessés prouve du reste qu'il n'y a eu nulle part d'action sérieuse.

Dupont a vu beaucoup de journalistes en route qui lui ont dit : nous devons dire du bien des Turcs et par conséquent nous ne dirons rien de ce que nous voyons. Et c'est avec des découpures de journaux que plus tard on écrira l'histoire!

28 juin 1897.

Nous sommes toujours suspendus à ces négociations qui n'avancent guère. Il faut dans ce métier une patience extraordinaire. Autrefois la peine considérée la plus forte dans les prisons anglaises était le travail inutile. On démolissait devant les détenus aussitôt qu'ils l'avaient terminé, le produit de leur application. Rien n'est plus pénible, paraît-il, que de voir

mettre en morceaux un chausson de lisière auquel on a donné tous ses soins. Les ambassadeurs sont dans une situation pire. Leur siège est fait; ils savent que toutes les négociations du monde ne changeront rien au résultat. Ils savent aussi que les Turcs en sont convaincus. On parle donc pour parler, on écrit des notes, on travaille, on compulse. Et il en a toujours été ainsi dans tous les congrès et toutes les conférences.

11 août 1897.

La colonie russe organise pour mardi un banquet et une fête en l'honneur de Nelidow. Les secrétaires de l'ambassade de Russie ont envoyé une circulaire à toutes les légations slaves pour les en prévenir et les inviter poliment à se joindre à la fête. Marcoff racontait hier à La Boulinière qu'au reçu de cette circulaire il était allé trouver l'Exarque bulgare et lui avait dit : « Je ne sais pas ce que vous ferez, mais je ne me considère pas comme un fonctionnaire russe et je m'excuserai. » L'Exarque a répondu : « Moi aussi. » Ce simple incident en dit plus que bien des notes diplomatiques sur les rapports de la Russie et de la Bulgarie.

Hier nous sommes partis à dix heures et demie pour Kadi-Keuy où nous nous sommes empilés dans des victorias aux ressorts plus ou moins élastiques, et, à travers des rues mal pavées, nous nous sommes acheminés vers ce qu'on appelle la prairie de Chalcédoine où se trouve le théâtre. C'est un pré traversé par la rivière qui se jette au fond de la baie de Moda. Le vendredi les femmes turques viennent s'asseoir au bord de l'eau et regardent passer le monde. Elles s'empilent tant qu'elles peuvent dans une grande baraque en planches mal jointes qui est le théâtre. En raison de l'annonce de ma visite et bien qu'on eût grillé une partie des loges, le ministre de la Police avait interdit l'accès de la baraque aux femmes. De sorte qu'elles erraient comme des ombres autour des clôtures. C'était une représentation de gala. On avait cloué des tapis dans une loge rapprochée de la scène; toute la gendarmerie de Kadi-Keuy était à la porte et le Moutessarif nous attendait. Abdul Reyak le célèbre acteur que nous venions voir est un *mollah*, personnage religieux qui porte le turban. Il nous a reçus à l'entrée.

Une musique grecque, avec des guitares et des voix nasillardes, nous a assourdis pendant quelques instants, puis l'orchestre, composé en majeure partie d'ophicléides et de cornets à pistons, a joué un quadrille de barrière. Enfin le rideau s'est levé. La pièce était stupide, mais Abdul Reyak est vraiment très drôle. Il a une mimique des plus expressives et un naturel achevé; c'est évidemment un tempérament d'acteur. Mais quelle chaleur! Malgré les limonades de Mutessarif nous nous sentions cuire à l'étuvée.

20 août 1897.

Le concert européen est dans une situation bien piteuse. Tewfik Pacha convoque les ambassadeurs pour en finir; c'est lui qui nous presse et nous ne sommes pas prêts. Peut-on rien voir de plus ridicule? Bompard m'écrit de Paris que le concert européen est déjà le clou des revues de fin d'année.

L'ordre le plus parfait règne à Constantinople. Il y a partout des patrouilles. Hier même, en allant nous promener dans la forêt de Belgrade, nous en avons rencontré des quantités à pied et à cheval.

Les bombes trouvées à Constantinople il y a trois jours sont une plaisanterie, mais elles auraient pu ramener les massacres, si l'autorité avait laissé faire. Il a suffi de trois aides de camp du ministre de la Guerre parcourant la ville et disant aux bandes de sopadjis (porteurs de bâtons) qui commençaient à se former : « Rentrez chez vous; le Padicha vous fait ses compliments et n'a pas besoin de vous », pour tout calmer. Cela prouve la responsabilité du Sultan dans les événements des années précédentes.

2 septembre 1897.

Ici nous en sommes toujours au même point. Nous n'avons plus rien à faire, puisque les gouvernements se sont chargés de déranger ce que nous avions arrangé et qu'ils se sont mis dans une impasse.

Le voyage du Président en Russie s'est bien passé. Seulement l'enthousiasme de la France et les arcs de triomphe qu'elle dresse à M. Félix Faure enlèvent à ce voyage son heureux effet en Europe. On dirait que nous venons d'échapper à un grand danger, on indique à tout le monde et aux

Russes en particulier que nous considérons leur amitié comme notre seule planche de salut. On fait tout, en un mot, pour démontrer au monde que la France n'est rien par elle-même et on se subalternise à plaisir. Décidément les démocraties ne comprennent rien à la politique extérieure.

Le temps se maintient ici. Nous avons traversé le 31 août, la fête du Sultan. C'était lugubre. On craignait des bombes et chacun s'était terré. La police interdisait aux embarcations de parcourir le Bosphore, de sorte que le soir on voyait ce grand détroit noir et vide bordé de maisons illuminées et silencieuses. C'était funèbre.

16 janvier 1898.

Le sujet des conversations de mes collègues est l'entrevue de vendredi dernier de Zinovieff[1] avec le Sultan. Il a proposé à celui-ci, de la part de son gouvernement, le prince Georges de Grèce comme gouverneur de Crète.

Ainsi cette candidature qui avait soulevé l'opposition la plus vive de la part de la Russie, il y a un an, et qui, fortement soutenue, au risque de rompre le concert européen, aurait empêché la guerre, la Russie la prend en main et l'offre au Sultan vainqueur. « Si nous acceptons cette proposition, dit Calice, nous nous couvrirons de honte, car on aura le droit de nous demander pourquoi nous avons laissé couler tant de sang inutilement. » Sir Philipp Currie attribue l'initiative russe aux influences de famille, à l'Impératrice mère qui est la sœur du roi de Grèce, etc. Il pense aussi qu'il y a en Russie un peu d'appréhensions devant les progrès des Allemands à Constantinople. S'il en est ainsi, dit-il, nous allons assister au spectacle le plus intéressant, la lutte des Allemands et des Russes; et comme les Russes ont ici les moyens d'action les plus puissants, ils l'emporteront. Mais c'était bien la peine de laisser faire la guerre!

Hélas, je ne lui ai pas dit que je ne croyais pas aux vues politiques du gouvernement de Pétersbourg. La tentative actuelle a pour but de donner une satisfaction à la famille royale de Grèce, voilà tout. Ce sera un coup de bâton de plus dans l'eau et les Russes laisseront les Allemands dominer ici,

1. Ambassadeur de Russie.

parce que la domination dans les affaires leur importe peu. Ils savent bien que les Allemands ne peuvent pas s'approprier les détroits. Voilà le résultat de notre belle politique depuis trois ans.

20 janvier 1898.

Hier matin je suis allé voir Zinovieff[1]. Il a l'air d'une petite fouine, mais il semble désireux de se faire bien venir et il m'a témoigné de la confiance. Je lui ai dit que, si le gouvernement russe faisait la proposition du prince Georges pour la Crète conformément à une vue politique, que si elle entendait imposer au besoin le prince Georges et mettre un terme à l'influence allemande, c'était fort bien; mais que, s'il s'agissait seulement d'une marque de sympathie pour la famille royale de Grèce, la démarche n'avait pas le sens commun. C'est son avis. Il est extrêmement ennuyé d'avoir eu à débuter par une stupidité. « Le comte Mouravieff ne connaît pas l'Orient, m'a-t-il dit, et je me suis aperçu malheureusement, dans mes conversations avec lui, lorsque j'ai passé à Pétersbourg, qu'il n'avait pas les vues larges. » Il est impossible de dire plus clairement que Mouravieff n'est qu'un imbécile.

Sir Philipp Currie vient à tout instant. Il a reçu l'ordre d'appuyer la candidature du prince Georges, si elle était proposée par les puissances. Je lui ai dit que je n'avais pas d'instructions. Malheureusement je reçois à l'instant un télégramme me prescrivant de parler vendredi au Sultan de cette malheureuse candidature. Or, avant-hier, le Sultan a fait dire à Zinovieff qu'il ne l'acceptait point. C'est un gâchis.

27 janvier 1898.

J'ai eu hier à dîner Jacoblew, l'ancien drogman qui vient d'être nommé consul général de Russie à Jérusalem. Il a assez d'esprit. En le congédiant récemment à Pétersbourg, le comte Mouravieff lui a dit qu'on espérait de lui l'arrangement des difficultés aux Lieux Saints. Jacoblew lui a répondu : « Le Bon Dieu a envoyé à Jérusalem son propre Fils qui n'y a guère réussi. Je doute fort de réussir plus que lui. »

L'affaire du prince Georges marche à grands pas. Il paraît

1. Ambassadeur de Russie.

que l'Allemagne se prépare à accepter cette candidature et que l'Autriche suivra en rechignant. J'ai été chargé de faire au Sultan une communication à ce sujet. Nous lui conseillons officieusement de prendre l'initiative de cette nomination, afin de n'avoir pas la main forcée par l'Europe ou de ne pas se trouver en présence d'un fait accompli. Cela veut dire sans doute que si le Sultan s'obstine à refuser le prince, on l'installera sans son avis. C'est ce qu'on appelle les actes respectueux aux parents récalcitrants qui ne consentent pas au mariage de leurs enfants.

8 septembre 1898.

Cette proposition de désarmement de l'empereur de Russie fait croire à tout le monde qu'on va prochainement se jeter les uns sur les autres. On a remarqué que tous les projets de paix générale aboutissent toujours à un conflit. Je ne sais. Entre la Russie et l'Angleterre les choses vont mal en Chine, mais cela paraît s'améliorer.

En Crète depuis deux jours Candie est à feu et à sang; les musulmans ont attaqué la garnison anglaise que notre ami Chermside[1] avait imprudemment fait diminuer. Les Anglais ont été obligés de se réfugier à bord de leurs bateaux. Leur vice-consul a été tué, le consulat d'Allemagne, la poste française incendiée, la plupart des chrétiens ont été massacrés. Un bateau anglais a bombardé la ville. Nos amiraux envoient des troupes et des bateaux. Enfin c'est le désordre complet et on ne sait ce qu'il va en sortir. C'est sans doute le commencement de la fin de la domination musulmane en Crète. Après cela les Anglais vont occuper définitivement Candie et les autres puissances occuperont d'autres points.

12 septembre 1898.

Candie est en feu. C'est le bel effet de l'administration de Chermside. L'ordre règne partout excepté là. On se bombarde, on se tire des coups de fusil. Trois officiers anglais tués ou blessés; le consul anglais brûlé dans sa maison; tous les consulats incendiés, etc. L'action pacificatrice du concert européen se montre là dans toute sa beauté.

PAUL CAMBON

1. Agent militaire britannique.

LES ORIGINES ET L'HISTOIRE DU SOCIALISME EN FRANCE

Si l'excellent Proudhon revenait au monde, lui qui lança l'audacieuse formule « la propriété c'est le vol » et qui trahit le prolétariat en faisant arrêter bourgeoisement le cocher Collignon, il serait bien surpris de voir, d'entendre les socialistes d'aujourd'hui S. F. I. O. section française de l'Internationale ouvrière, que les camarades de Moscou convient au front commun.

Le socialisme français a de vieilles racines dans notre histoire: les primaires seuls estiment qu'il date d'un quart de siècle, et qu'il représente un mouvement quelconque de nouveauté dans notre patrimoine traditionnel d'idées politiques et sociales. Encore moins que le socialisme, le communisme est une nouveauté chez nous. Mais quoi? Les hommes, bien que Viviani se flattât d'avoir éteint les étoiles, et que Jaurès ne voulût plus considérer que dans le passé la vieille chanson qui berça pendant des siècles l'humanité misérable, les hommes ont besoin d'une religion, de cérémonies du culte, d'évangile social, de saints dûment canonisés, et d'une église avec ses rites, ses excommunications, ses conciles. Pour ceux qui veulent qu'il en soit ainsi, le socialisme date de Karl Marx, et, encore que bien peu de socialistes aient lu cet étrange prophète qui s'est trompé dans toutes ses prévisions, ils ne veulent pas admettre que la pensée socialiste ait pris une forme doctrinale quelconque avant la publication du « Capital ».

Nombreux furent ceux, cependant, qui, sous la Révolution, estimaient que les changements politiques (si toutefois il y eut d'autres bouleversements profonds que des mutations de personnel et des transferts de propriété) n'étaient qu'une première étape, et que la vraie révolution devait être la révolution économique et sociale. Les « Enragés » pensaient ainsi. Robespierre et ses amis pensaient ainsi, après avoir réprimé sans merci les exagérations dangereuses des premiers communistes, dont les héritiers relevèrent la tête après Thermidor, pour essayer de conclure par le collectivisme de Babeuf. Les projets que laissèrent Robespierre et Saint-Just, les commencements d'exécution que reçurent les lois de prairial, furent une marque sensible de cet effort entrepris pour socialiser la France, et qui fut étouffé par le rétablissement brutal de l'ordre politique. C'est pourquoi les derniers historiens de la Révolution, d'Albert Mathiez à G. Lefebvre ont entrepris toute une série d'études sur le socialisme révolutionnaire, et que Albert Mathiez, dont la méthode critique était sévère, mais dont l'âme était passionnée, saluait dans le triomphe soviétique l'accomplissement de ce qu'avaient rêvé vainement les communistes de l'an II.

Puis il faut attendre, pour voir le socialisme s'affirmer de nouveau, la révolution de 48, les tentatives — avortées encore une fois — de transformer la république bourgeoise en démocratie socialiste, et nul n'ignore que c'est cette force socialiste, écrasée en apparence après les journées de juin, qui favorisa l'avènement du Second Empire. Publications de Proudhon, action politique de Barbès et de Blanqui, création même de la première Internationale, où Jules Simon, on le sait, s'était inscrit, tout cela remplit en partie la vie sociale du Second Empire, jusqu'à la Commune, jusqu'à l'avènement de la République des républicains, jusqu'à l'opposition violente au régime faite par les révolutionnaires des faubourgs, ceux que Gambetta traitait d'ilotes ivres, et qu'il se préparait à poursuivre dans leurs tanières.

Mais, jusque-là, le socialisme ne s'exprimait que par la plume des philosophes et des polémistes ou par des mouvements spontanés et brutaux. Il ne jouait pas de rôle politique proprement dit, d'abord parce que trop divisé, trop épars

entre des groupes rivaux sans lien et sans unité d'action, les uns héritiers de la vieille tradition proudhonienne, les autres apôtres de l'action directe, les autres subissant déjà l'influence russe des Bakounine et des Kropotkine; ensuite, parce que, ennemi irréductible de la société bourgeoise et des formes parlementaires, il se refusait doctrinalement, même s'il en avait eu la force, à combattre dans l'arène politique, par des moyens légaux. On en était encore à la lutte de classes, et la république bourgeoise se flattait vainement alors par l'octroi du droit de grève et la reconnaissance du droit syndical, d'apaiser ce bouillonnement révolutionnaire, qui agitait, dès 1880, les grandes villes, et surtout Paris.

Encore que Blanqui eût été élu député de Bordeaux en 1881, et qu'il y eût des élus socialistes, ou radicaux autonomistes au Conseil municipal de Paris, et que Millerand se préparât déjà à formuler le fameux programme de Saint-Mandé, il n'y avait donc pas de socialisme, politiquement parlant, en France avant 1893. Et deux raisons majeures s'opposaient à ce qu'il y en eût un, susceptible de jouer un rôle.

La première était politique, la seconde religieuse.

Sur le plan politique, les socialistes révolutionnaires d'alors ne collaboraient nullement avec les défenseurs de la démocratie républicaine. La défense républicaine, pour mieux dire, leur était indifférente. Entre les réactionnaires et les républicains, la bataille était pour eux *res inter alios acta*, et, dans les deux camps adverses ils ne reconnaissaient que des bourgeois, également ennemis de leur classe, et dont la querelle les laissait froids. Notons d'ailleurs que nous retrouvons, aux premières manifestations du communisme, cet état d'esprit, qui fait regarder comme indifférente la victoire d'un radical ou celle d'un libéral, également bourgeois.

Sur le plan confessionnel, le révolutionnaire était également indifférent. Plus encore que de la défense républicaine, il se désintéressait de la défense laïque. Pour cet ennemi de la société bourgeoise, la religion était affaire de conviction personnelle et de conscience. Varenne n'avait pas encore discerné que, pour transformer l'édifice social traditionnel, il fallait « en finir avec l'Église d'abord ». Et nous arrivons ainsi à 1892.

***

A partir de cette date, nous aurons donc à examiner les origines politiques de l'action socialiste parlementaire et ses rapport avec la C. G. T., le changement d'orientation créé par l'affaire Dreyfus et qui finit par agréger le socialisme au bloc, en même temps que les progrès chez les S. F. I. O. de l'influence juive et de l'influence maçonnique, la controverse qui divise le guesdisme et la politique jaurésienne, et l'action du parti dirigé par Jaurès sous l'influence de Lucien Herr et cette étude nous mène jusqu'à la guerre.

Nous aurons ensuite à étudier les épreuves auxquelles fut soumise l'unité réalisée au congrès d'Amsterdam tant par le schisme minoritaire, que par la scission communiste au congrès de Tours, et la scission plus récente des néos, enfin, nous poursuivrons l'examen de la politique socialiste sous la direction de Léon Blum, jusqu'à aujourd'hui où le groupe S. F. I. O. est devenu, de manière d'ailleurs extrêmement précaire, le groupe le plus nombreux du Parlement.

***

En 1893, de nombreux socialistes — nombreux toutes proportions gardées — entrent au Parlement. Déjà le prolétariat s'était organisé dans d'autres pays d'Europe, et la fête du 1er mai était déjà sa fête de classe. En Allemagne, en Belgique, en Angleterre, il existait des social-démocrates, des socialistes et des travaillistes. En France, la poussée eut lieu en 1893. Certes, Paul Lafargue, le gendre de Karl Marx, élu à Lille lors d'une élection partielle en 1892, fut battu en 1893, ainsi que Moreau et Dereuse à Paris, mais Baudin fut réélu à Vierzon et Millerand à Paris, Jules Guesde fut élu à Roubaix, et, dans la Seine, Rouanet, Toussaint, Prudent Dervilliers, Viviani, Dejeante, Vaillant, Groussier, Sembat Walter, Chauvin, Faberot, Chauvière, et Jaurès à Carmaux et Basly et Lamendin dans le Pas-de-Calais. Comment se divisaient ces socialistes, avant le congrès d'Amsterdam qui devait réaliser l'unité, et comment, lorsque la vague parlementaire eut commencé de grossir leurs effectifs, firent-ils,

autrement que par des déclarations violentes et des mouvements sentationnels, la conquête patiente de nombreuses circonscriptions dans le Nord et le Pas-de-Calais, dans les Ardennes, dans l'Allier et la Nièvre, avant d'entreprendre le siège du Midi, pays de petits propriétaires radicaux, cultivateurs et vignerons?

De la façon la plus habile, en ne heurtant pas de front les sentiments encore si vivaces dans la population ouvrière et paysanne française : le sentiment patriotique et le sentiment religieux. « Pas plus, disait Guesde, qu'on n'a cessé naguère d'être breton, bourguignon, flamand ou provençal en devenant français, on n'a cessé d'être français en devenant socialiste », et dans les Ardennes J.-B. Clément, qui prêchait l'évangile nouveau dans les villages de la vallée de la Meuse, allait plus loin, et déclarait qu'on devait être socialiste par intérêt et devoir de classe sans renier pour cela, non seulement une foi religieuse quelconque, mais une foi politique, comme le bonapartisme ou le royalisme, ou le boulangisme revisionniste.

Fort de ces assurances de liberté religieuse, nombreux furent alors, dans le monde, les conservateurs décimés qui assurèrent la victoire socialiste contre les radicaux et les opportunistes, dont la tyrannie anticléricale et l'intolérance leur étaient insupportables. Ce fut l'origine des premières élections socialistes de l'Aude, du Gard, de l'Hérault, de la Haute-Garonne, où l'on peut dire sans crainte de démenti que les premiers socialistes élus le furent par la droite, de même que les socialistes élus en 1893 par Paris contre le vieux personnel radical le furent par les boulangistes : il n'est que de lire à ce sujet *la Libre Parole* d'alors, qui se réjouissait de ces victoires.

Mais ces socialistes étaient alors très divisés, non seulement sur la doctrine, mais sur la tactique. Outre le vieux parti blanquiste (ni Dieu ni maître) fort décimé et dont les effectifs s'étaient fondus en grande partie dans l'armée révisionniste, il y avait deux grands courants socialistes sans compter les socialistes indépendants qui, comme Millerand, Viviani ou Lefèvre, ne se réclamaient d'aucune école : les marxistes et les possibilistes. Les marxistes ou guesdistes et les possibi-

listes, subdivisés à leur tour en allemanistes et en broussistes et dont les querelles survécurent même à l'unité d'Amsterdam.

Les premiers continuaient à professer une indifférence totale, absolue, pour les controverses politiques de la société bourgeoise. Jamais de désistement pour un bourgeois, jamais de parti pris dans une querelle politique entre modérés et radicaux, et, quant à l'idée d'une participation ministérielle quelconque, il n'y fallait même pas songer. Et Jules Guesde, dans les manifestations du parti ouvrier socialiste révolutionnaire, rappelait, avec les origines du parti au congrès de Marseille en 1879, les points de la doctrine collectiviste : « empêcher l'homme d'être pour son semblable un moyen de production ou d'exploitation ». Mais alors que le bon Jules Guesde lui-même était prudent à l'extrême vis-à-vis du monde paysan, s'affirmant le protecteur des petits cultivateurs propriétaires exploitants, et n'excluant que le « parasite, rentier du sol », les possibilistes, les broussistes surtout, qui constituaient l'aile droite du parti, se rapprochaient, à s'y confondre presque, du parti radical-socialiste que venait de fonder Goblet. Les possibilistes estimaient donc que, sans se séparer des guesdistes sur la doctrine ni sur le but à poursuivre, il fallait s'efforcer de réaliser « le possible » et, quelles que fussent par ailleurs les controverses des allemanistes et des broussistes sur les limites de ce possible, toute l'action parlementaire socialiste était en germe là.

Contre ce socialisme le gouvernement bourgeois engagea la lutte, âpre, sans merci. Il ne marquait de faiblesse que là où, comme à Montceau-les-Mines, les mouvements socialistes revêtaient un caractère nettement anticlérical.

Donc dans l'ensemble les gouvernements bourgeois étaient durs au socialisme. C'est que le socialisme — avant l'affaire Dreyfus — n'était pas officieusement reconnu comme un collaborateur de la défense républicaine. Rappelons simplement la fermeture de la Bourse du travail en 1893 par Charles Dupuy et les protestations vigoureuses des municipalités socialistes de Carmaux, de Marseille, de Roubaix et de Saint-Denis. Mais n'exagérons rien en mesurant le chemin parcouru. Les socialistes étaient alors ce qu'ont été jusqu'en 1935 les com-

munistes. Ils étaient « l'ennemi », comme, en 1928, M. Albert Sarraut devait proclamer : l'ennemi c'est le communisme. Les communistes devaient, par la suite, s'intégrer dans le front populaire et même le désagréger, comme les socialistes finirent, lassés des persécutions et des oppositions de doctrines, par cimenter et diriger « le bloc » de 1902 et les deux cartels de 1924 et de 1932. Mais, avant de trouver leurs voies parlementaires, il leur fallait réaliser l'unité, ce qui fut l'œuvre, je l'ai dit, du congrès d'Amsterdam. Unité difficile à réaliser, puisqu'il s'agissait moins de fusionner les fidèles de nombreuses chapelles que de concilier des doctrines d'apparences irréductiblement opposées. Les a-t-on conciliées? Certainement pas. L'antinomie demeure, entre les vieux guesdistes et le socialisme opportuniste de Jaurès. La preuve, c'est que le parti socialiste, depuis l'acte d'Amsterdam, n'a maintenu son unité qu'en clôturant tous ses congrès par des motions « nègre-blanc » qui noient, sous le vague des formules dites d'unanimité, les oppositions formelles. Elle a maintenu son unité apparente, au prix de nombreuses défections, de la constitution, à côté du groupe unifié, d'un groupe républicain socialiste, puis d'un groupe socialiste français, non seulement par l'usage à jet continu, des motions nègre-blanc, mais par le principe de l'autonomie des fédérations départementales, différentes les unes des autres sur la tactique et sur la doctrine, et en créant, pour masquer les risques de scission, des procédures dilatoires extrêmement compliquées. Et cette unité même, elle n'est parvenue à la maintenir, en apparence, qu'au prix de la scission communiste, qui l'a libérée pour un temps d'une opposition farouche faite par les vrais partisans de la lutte de classes et les vrais héritiers de Karl Marx. Mais n'anticipons pas sur les événements.

***

C'est alors que survint un fait essentiel dans l'histoire socialiste française après l'unité d'Amsterdam : ce fut l'affaire Dreyfus. Elle devait marquer, après une apparente défaite, la victoire sur le guesdisme, de l'influence jaurésiste, c'est-à-dire la victoire, sur la doctrine pure, du socialisme politique,

et orienter le parti vers la voie où nous le trouvons encore aujourd'hui.

L'affaire Dreyfus mit aux prises les deux grandes fractions de l'opinion française. Faut-il dire que les socialistes se rangèrent sous la bannière dreyfusarde lorsque l'affaire, de purement judiciaire, devint politique, ou que l'affaire, de judiciaire, devint politique dès que les socialistes se furent rangés sous la bannière dreyfusiste? Peu importe. On sait qu'aux premiers temps de l'affaire, nombreux furent les hommes de droite — surtout impérialistes — qui manifestèrent des tendances sinon dreyfusistes, du moins révisionnistes, et qu'au même moment, les socialistes, encore mal adaptés à la défense républicaine, hésitaient à s'engager sur la galère dreyfusarde. A beaucoup d'entre eux, surtout aux purs révolutionnaires, l'affaire paraissait sans intérêt, et il leur semblait inopportun d'engager leurs forces et leur action politique au service d'un officier bourgeois, dans une controverse qui ne regardait que des bourgeois. Imbus de principes absolus, beaucoup de socialistes d'alors ne comprenaient pas bien que leur véritable ennemi était, non pas la société bourgeoise — qui n'est bourgeoise qu'en apparence et surtout en minorité — mais la puissance traditionnelle française, appuyée sur les deux grandes forces du clergé et de l'armée. « L'église d'abord » devait dire, peu après, Varenne, avec une singulière clairvoyance, et faisant justice de la prétendue tolérance socialiste pour le dogme religieux. « L'Armée d'abord » pensaient sans doute quelques esprits prophétiques du parti, dont le messianisme comprenait d'instinct qu'on ne transformerait l'âme française qu'en la décatholisant, et en lui retirant l'amour, le culte de ses traditions militaires et glorieuses. Plus tard viendrait le tour de l'impérialisme colonial, et la mainmise sur l'enseignement, en faisant peu à peu de l'instituteur républicain, puis radical, fonctionnaire du régime, un instituteur socialiste et internationaliste, puis communiste, fonctionnaire par anticipation du régime de demain...

M. Léon Blum, dans ses *Souvenirs sur l'affaire Dreyfus* écrits avec charme et abandon, d'une plume volontairement modérée, objective et modeste, le laisse bien apparaître, en ce qu'il indique nettement le rôle essentiel, primordial, que

joua Lucien Herr dans l'orientation du socialisme dreyfusard, et d'abord en lançant Jaurès à corps perdu dans la bataille. Dès lors, tous les socialistes suivirent, et, la bataille gagnée, furent maîtres véritablement de la République : c'est-à-dire que depuis 1902, la république qui, disait M. Thiers un peu naïvement, « sera conservatrice ou ne sera pas » était condamnée à évoluer automatiquement sous leur inspiration et conformément à leur volonté.

Dès ce moment, dès la constitution du bloc de 1902, de l'avènement du ministère Combes, sur lequel Jaurès exerce une constante et pesante tutelle, la république était socialisée. Tout l'appareil gouvernemental que les radicaux avaient lentement et patiemment élaboré devait être exploité par les socialistes. Peu à peu, tous les procédés de gouvernement devaient être employés par « l'aile marchante du cartel ». Peu à peu les circonscriptions modérées passaient aux mains des socialistes avec l'appui des radicaux, et les circonscriptions radicales, parfois insensiblement, passaient aux mains des socialistes, souvent avec l'appui des modérés. Ce fut l'immense duperie du régime radical, car il est bien évident que les radicaux jouèrent longtemps dans cette affaire le rôle d'inconscients et d'aveugles et ne se rendirent compte que trop tard, comme Waldeck-Rousseau au soir de sa vie, de l'œuvre qu'ils avaient favorisée.

Je n'ai pas à refaire ici l'histoire parlementaire des dix ou douze ans qui précédèrent la guerre. Intégrés au bloc républicain, les socialistes, quel que fût leur effectif, dominaient et dirigeaient le bloc. Écrasés passagèrement en 1919 par une majorité nationale ahurie et puérile qui ne sut pas profiter de sa victoire, ils revinrent au pouvoir à la faveur du Cartel, qui était une formule de coalition électorale, et qui, comme toutes les coalitions, était dominé par ses extrêmes. Mais auparavant, les socialistes, intégrés au bloc, avaient dû réaliser une double opération : affirmer un anticléricalisme aussi orthodoxe, sinon plus, que celui des radicaux, et s'emparer de la franc-maçonnerie, où ils étaient entrés, pour balancer et surclasser les radicaux.

***

Et cela demande une explication.

Pour qui ne tient pas compte de la transformation profonde opérée dans le vieux socialisme révolutionnaire français, où le blanquisme n'était plus qu'un souvenir, tout devait éloigner le socialisme de la franc-maçonnerie.

La franc-maçonnerie est une institution bourgeoise, et même d'origine aristocratique, et le socialisme à l'état pur reniait toutes les méthodes bourgeoises. La franc-maçonnerie est une institution essentiellement anglo-saxonne, importée d'Angleterre en France au XVIIIe siècle, développée grâce à l'anglomanie des classes dirigeantes d'alors, et le socialisme n'a rien d'anglomane, puisqu'il est, au contraire, d'esprit et d'inspiration nettement germanophile.

Cette question maçonnique nécessiterait sans doute de nombreux développements qui n'ont que faire ici, mais la seule chose qui nous intéresse est de savoir pourquoi les socialistes, longtemps défiants et hostiles, sont entrés dans les loges. Ils y sont entrés, sans se soucier autrement du but et de la pensée profonde de l'institution, pour mettre la main sur ce levier de commande essentiel, sur une organisation qui permet la transmission facile de mots d'ordres et dont l'influence électorale n'est pas niable, et aussi, indépendamment de cet avantage, offre le moyen d'étudier au cœur de la place les moyens d'action et de propagande des maîtres du régime, pour s'intégrer définitivement à ce régime et faire sauter les dernières barrières qui retenaient la complaisance des radicaux.

Les communistes, eux aussi, ont commencé par frapper la maçonnerie du même ostracisme : l'interdiction formelle édictée par les communistes de recevoir la lumière bourgeoise a même été la cause de défections sensationnelles aux premières heures du communisme parlementaire : nul doute que cet ostracisme ne cède à l'opportunisme du néo-communisme et certains entreront sans doute, à leur tour, dans les loges, non pour les servir mais pour s'en servir.

Chose curieuse mais bien explicable à la réflexion, c'est par le rite écossais que commence l'infiltration des socia-

listes dans la franc-maçonnerie, c'est-à-dire par l'obédience la moins sectaire et la plus libérale, celle qui, par conséquent, était la moins organisée défensivement contre cette invasion nouvelle. Or, si, comme le disait M. Gadaud, la république, c'est la franc-maçonnerie ouverte, les socialistes, déjà blocards et demain cartellistes, furent dès lors au nombre des meilleurs et des plus orthodoxes républicains.

***

J'ai dit en passant, tout à l'heure, que le socialisme était d'esprit et d'inspiration nettement germanophiles. Et cela, en dépit de ses origines proudhoniennes. Le socialisme parlementaire actuel ne se rattache pas plus à l'inspiration de Proudhon ou de Blanqui que la maçonnerie moderne n'a de ramifications historiques quelconques avec les maîtres d'œuvre du moyen âge, les rose-croix ou les templiers. Le socialisme est d'esprit et de tendances germanophiles pour deux raisons : la première c'est que Karl Marx était Allemand, et que le maître de la pensée socialiste moderne est un israélite allemand. C'est dans les œuvres allemandes issues du livre de Karl Marx que la plupart des socialistes contemporains ont puisé leur documentation, c'est par elles qu'ils ont cristallisé leurs formules. Ensuite, bien plus qu'avec les travaillistes anglais, si particularistes, si défiants, si suspects d'impérialisme, de cléricalisme anglican et de loyalisme monarchique, nos socialistes ont été en rapport étroit avec les social-démocrates allemands. Jaurès fut le grand animateur du rayonnement de la pensée allemande dans le socialisme français, et cela toujours sous l'influence de Lucien Herr, sans lequel il est permis à tout homme au courant des choses d'affirmer que Jaurès n'eût pas été Jaurès et que le socialisme actuel n'eût pas été ce qu'il est : il eût alors évolué peut-être, selon sa tradition historique, à la mode du *Labour party* ou du syndicalisme américain. Herr, contrairement à ce que pensent quelques polémistes superficiels et mal informés, n'était pas juif, bien au contraire il était d'une vieille famille alsacienne, profondément et obstinément catholique, mais il ne m'appartient pas ici de dire ni même de rechercher par quelle évolu-

tion mystérieuse il était devenu ce qu'il fut, la pensée toujours fixée sur l'Allemagne, la pensée allemande, l'intérêt allemand, et je voudrais que les lecteurs qui rechercheraient sur ce point d'autres lumières, relussent dans le livre du vieux maître socialiste Charles Andler les étapes du dissentiment profond qui finit, pour cette raison, par le séparer de celui qui fut longtemps son ami. Reflet fidèle et porte-parole de Lucien Herr, Jaurès orienta donc le socialisme vers une germanophilie foncière, dont s'étonnait parfois Barrès, et qui semblait, alors qu'il était de bonne foi et sincèrement patriote, lui faire adopter souvent la thèse allemande contre ce qui semblait l'intérêt national français. M. G. Lefebvre, rendant compte dans un des derniers numéros des *Annales historiques de la Révolution française* (mars-avril 1936) d'un livre récent de Maurice Lair intitulé *Jaurès et l'Allemagne* (Perrin 1934) explique l'attitude de Jaurès et son opposition irréductible à Delcassé, opposition qu'il fut presque seul à mener avec une clairvoyante continuité, parce que, voulant la paix, il voulait écarter à tout prix toute politique qui pouvait éventuellement devenir génératrice de conflit. Peu importe. La politique qu'il préconisa sur le Rhin, au Maroc, en Asie Mineure, et qu'adoptait aveuglément son parti, était une politique de conciliation poussée à l'extrême, j'ai dit le mot « à tout prix ». Reste à savoir si c'était le meilleur moyen d'empêcher la guerre. Mais il avait créé solidement, sur ce point, la tradition socialiste.

***

J'ai tout à l'heure parlé des juifs. Je ne dirai pas que le socialisme est chez nous, aujourd'hui, d'inspiration et de tendances israélites, encore qu'il y ait dans le socialisme à l'encontre du communisme, durement réaliste, une part de messianisme mystique, idéal tendant à la divinisation de l'homme, et principalement de l'homme misérable, racheté par son calvaire. Herr n'était pas juif, Jaurès n'était pas juif, Guesde, qui s'appelait Basile de son vrai nom, n'était pas juif. Mais nous savons que la tradition guesdiste est morte, et que s'il en survit quelque chose, c'est dans les rangs communistes :

le guesdisme de Lebas lui-même a été obligé de s'incliner, malgré bien des résistances et des réserves; mais il nous est impossible en quelques pages, d'entrer dans ces détails quelque intéressants qu'ils puissent être[1].

Donc, Jaurès n'était pas juif et Lucien n'était pas juif, c'est entendu. Mais, d'une part l'inspiration germanique venue des social-democrates est fortement teintée du sémitisme de Karl Marx et l'influence de Lucien Herr, élève lui-même des prophètes juifs allemands de la social-démocratie, s'est développée dans le milieu dreyfusiste où Bernard Lazard avait joué un rôle de premier plan, et le dreyfusisme a forcément marqué de son empreinte le socialisme d'après 1922. Dans les loges l'élément juif est essentiel et le nombre s'en accroît chaque jour. Léon Blum, qui est l'héritier de Jaurès, le continuateur le plus fidèle de sa pensée et de ses tendances est juif, et cette origine israélite ne peut que fortifier cette prédominance de l'élément juif dans le parti socialiste dont les communistes, clairvoyants opportunistes, se méfient présentement à juste titre. Ce n'est pas faire de la polémique que de constater qu'autour de Léon Blum, et de Jules Moch évolue tout un état-major où les juifs sont en majorité, que, dans *le Populaire*, les postes importants sont détenus par des israélites et que, dans les congrès socialistes et les délégations internationales, les juifs sont en nombre impressionnant. Je ne commente pas, je constate : et je considère au surplus que, dans la pensée et l'action S. F. I. O., l'influence juive et l'influence germanique se confondent. Je devais le dire pour que cette étude objective fût complète et ne laissât dans l'ombre aucun point.

Certainement — et j'attendais cette objection : le mouvement hitlérien a dû fortement gêner cette influence germanique chez les socialistes de France. Pas forcément. Combien d'israélites, chassés d'Allemagne par Hitler et venus en France pour grossir la phalange des immigrés souvent indiscrets auxquels nous donnons si libéralement asile, combien de ceux-là, dis-je, sont demeurés fidèles serviteurs de la pensée allemande, de l'inspiration allemande, et continuent à défendre son rayonnement contre ce qui subsiste chez nous de la vieille tradition clas-

1. La *Revue de Paris* publiera prochainement une étude d'Alexandre Zévaès : *Jules Guesde et Jean Jaurès.*

sique et naturelle, de la vieille tradition française? On peut être germanophile sans Hitler, et rêver le rayonnement et le triomphe mondial de l'Allemagne sans Hitler, et même mettre toutes les forces d'une pensée qui se prétend naïvement internationale au service de cet idéal qui n'exclut même pas ces risques de conflit que Jaurès naguère — qui n'avait pas prévu Hitler — prétendait écarter à tout prix. Une doctrine aussi solidement conçue que celle dont nous parlons survit aux contingences et les domine. Les démocrates populaires, qui ont cru pouvoir réconcilier l'idéal socialiste à base évangélique avec la pensée chrétienne, perdent leur temps et ne convaincront pas des hommes de parti qui sont d'irréductibles adversaires : de même les hommes qui veulent débarrasser le socialisme de l'influence germanique essentielle qui l'anime, perdent leur temps et prêchent dans le désert. Le socialisme en France, qui ne serait plus pénétré d'influence juive et d'inspiration germanique, ne serait plus le socialisme. *Sint ut sunt aut non sint.*

***

Mais nous avons grandement anticipés sur les faits. Nous avons laissé les socialistes en 1914, après la victoire électorale de mai et l'avènement du premier cartel. On sait ce que fut la déclaration de guerre, les efforts désespérés de Jaurès pour l'éviter, sa déception, peut-être de bonne foi, devant l'effondrement des espoirs pacifiques qu'il avait mis en la démocratie allemande, et son assassinat rue du Croissant. Quelle allait être l'attitude des socialistes pendant la guerre? Elle fut complexe. Sans doute devant l'envahisseur de la patrie, ils se rallièrent à l'union sacrée, et lui apportèrent même de précieuses collaborations. Ce n'est pas à dire, d'ailleurs, que la carence des social-démocrates leur ouvrit les yeux, pas plus que ne les a guéris de la germanophilie l'évanouissement, une seconde fois, de cette singulière social-démocratie devant l'hitlérisme. Pour eux l'Allemagne belliqueuse et atroce de 1914 et 1915 n'est pas l'Allemagne, non plus que l'hitlérisme. Ce sont des accidents passagers, et le messianisme a l'éternité pour lui. Mais prenons garde à ce fait curieux : aussitôt la patrie enva-

hie, le vieux levain national qui couvait encore dans bien des âmes socialistes se réveilla. La discipline de parti s'était relâchée devant le sursaut du sentiment national, les socialistes d'inspiration française et les vieux révolutionnaires guesdistes reprirent quelque importance dans le parti, et Guesde lui-même, — qui l'eût cru? — Guesde, l'irréductible adversaire de la participation et de la collaboration bourgeoise, accepta le premier, avec un abandon résigné, mais loyal, un portefeuille de ministre d'État.

On sait que, la guerre se prolongeant, diverses tendances, tenant aux formations différentes, recommencent à se manifester dans l'unité socialiste. Certains se déclarent pour la paix prématurée, et ce fut l'aventure bien connue des « pèlerins de Kienthal » qui furent alors quasiment accusés de trahison. Dans le parti, où le gros des troupes restait acquis sans réserve à la défense nationale, surgit une fraction dite minoritaire, qui prétendait « causer » avec l'ennemi. Les noms de Raffin Dugens et de Brizon étaient alors à l'ordre du jour de l'actualité, et seule l'union sacrée imposée à tous évita alors une scission dans le parti. Fernand Bouisson, qui appartenait alors plutôt à la fraction minoritaire et intransigeante avait pu, ses instincts d'homme d'État et d'organisateur dominant les autres, accepter de collaborer avec Clemenceau : le germe de division n'en était pas moins dans le parti, lent travail qui devait aboutir quelque temps plus tard à la scission communiste, au lendemain du congrès de Tours, et ce fut en même temps que la scission, la bataille pour la direction de *l'Humanité*, gagnée par Marcel Cachin sur Renaudel, et qui frappa d'un rude coup la phalange restée fidèle à la IIe Internationale. Décimée, ayant perdu son point d'appui international, cette phalange, ralliée par Léon Blum, demeura longtemps sans journal, et il fallut des années pour que *le Populaire* devînt quotidien, et vécût de sa vie propre.

J'ai dit comment, au lendemain de la guerre, les socialistes, fidèles à la motion imposée par le vieux guesdiste Bracke, firent, — au grand dépit des radicaux, rejetés ainsi dans l'alliance des modérés, — des listes autonomes et rentrèrent au Parlement décimés mais ardents. D'une telle ardeur que sans journal, je l'ai dit, combattus sur leur droite par une

union nationale numériquement énorme et sur leur gauche par la jeune opposition communiste, ils finirent par gagner la bataille et redevenir les maîtres.

***

Ce ne fut pas sans mal. Il y fallut deux éléments, indépendamment de leur énergie et de leur vitalité propre, et aussi de l'habitude qu'ils avaient prise des leviers de commande. Ces deux éléments furent les fautes de leurs adversaires, et le retour des radicaux à la mystique du cartel.

Et nous allons maintenant assister à la bataille sournoise, mais tenace, qui va se livrer pour la direction du régime, en dépit d'une alliance apparente, entre socialistes et radicaux, bataille qui ne se terminera par la victoire socialiste que pour ouvrir un nouveau champ de bataille, non moins secret et perfide, entre ces socialistes vainqueurs et les nouveaux prétendus frères d'armes, les communistes.

1924. Le Cartel a gagné la bataille. Comment l'a-t-il organisée et comment l'a-t-il gagnée? Il l'a organisée savamment, en ramenant les radicaux, par la mystique de gauche dont ils sont les adeptes impénitents, à l'alliance socialiste, et à la dénonciation du pacte conclu, à contre-cœur en 1919, avec les républicains modérés. Ils l'ont gagnée, parce que deux faits les ont favorisés. Le premier, c'est l'inexpérience politique de la Chambre bleu horizon, qui s'est laissé manœuvrer, qui n'a rien fait de ce que le pays attendait d'elle, et qui, ignorante du personnel politique s'est assise pleine de bonne foi et de candeur à une table de jeu où les dés étaient pipés; on peut dire aussi que le Sénat, nettement anticollectiviste pourtant mais fidèle à une tradition jacobine d'hostilité contre toute politique d'apaisement et trop confiant dans sa force de résistance, et peuplé, au surplus, de vétérans du radicalisme et de bénéficiaires du régime, a toujours paralysé les ministères d'union nationale, se réservant d'opposer un frein aux fantaisies démagogiques du Cartel, et à tout ce qui compromettait l'esprit de 1789. Sans doute a-t-il trop présumé de ses forces et fera-t-il trop tard son *mea-culpa*.

Le second c'est l'appui qu'apportèrent à la formation car-

telliste de 1924 Briand et les briandistes. Briand, ulcéré du rappel de Cannes en 1922 avait une querelle personnelle à vider avec Millerand. Il la vida par le discours de Carcassonne, et c'est d'ailleurs l'opposition qu'il fit ensuite au Cartel qui provoqua la rupture de ce Cartel et le retour de Poincaré en 1926.

Mais la leçon de 1924 avait porté ses fruits. L'union nationale devait se poursuivre, avec les radicaux d'abord, puis, après le congrès d'Angers sans les radicaux et à plus forte raison sans les socialistes, jusqu'en 1932, date où le dernier Cartel s'élabora et triompha. Rien n'est plus curieux à suivre alors que la tactique des socialistes vis-à-vis des radicaux. Ils les cajolent, les convient à un second Cartel, les ramènent au pouvoir, et s'efforcent de les user, de les éliminer peu à peu, et, finalement, de les remplacer dans la direction du régime. Une des surprises de l'histoire objective, dans un siècle et peut-être plus, sera que les radicaux n'aient pas vu nettement où les menait fatalement la politique inaugurée en 1902. Il est vrai que, l'eussent-ils vu, il était trop tard, dès 1914, pour agir autrement. Je ne suis pas de ceux qui blâment les radicaux d'avoir faussé compagnie aux modérés et d'avoir cessé d'être un parti jacobin de gouvernement; depuis l'affaire Dreyfus, les fiches, la dictature occulte de Jaurès, l'évolution de la république était fatale dans le sens socialiste. Les radicaux, virtuellement éliminés, alors que leur affaiblissement ne devait devenir évident qu'en 1936, étaient condamnés dès lors à faire la politique socialiste, en la freinant de leur mieux dans ses initiatives trop prématurées, ou à devenir simplement l'aile gauche du front républicain modéré. Les radicaux qui ont adopté cette seconde thèse se sont ralliés, par des défections individuelles. Mais le gros du parti devait suivre forcément les socialistes, dans un régime qu'ils avaient contribué à socialiser. Les observateurs superficiels qui regrettent qu'il en soit ainsi pourraient bien regretter aussi que les socialistes aient abandonné la tradition blanquiste : il n'est pas plus surprenant d'avoir vu les radicaux abandonner la tradition jacobine dont le maintien apparent n'a servi qu'à abuser quelques collèges électoraux routiniers, aveugles volontaires devant l'évolution des faits, et à perpétuer une équi-

voque qui vient, normalement, de prendre fin, et qui aurait d'ailleurs pris fin beaucoup plus tôt, si l'éloquence de M. Herriot ne l'avait longtemps perpétuée.

Le Cartel était une formation électorale impuissante à gouverner sur un programme positif. En 1925, la preuve en fut faite. En 1932, le Cartel s'efforça de ne pas retomber dans les mêmes erreurs et se heurta cependant aux mêmes difficultés : c'est alors que six ministères de cartel s'écroulèrent successivement, renversés par les socialistes, non participants, mais inventeurs du « soutien à éclipse », parce que les ministres des finances modérés de ces cabinets de cartel voulaient faire une politique indépendante de la tutelle socialiste : la preuve est faite que c'est impossible : ou il faut courir l'aventure socialiste, ou il faut vivre d'une vie précaire, dans l'impuissance et l'équivoque, jusqu'à la chute prochaine. Les radicaux optèrent pour cet étrange état et, encore une fois, je ne leur en fais pas grief, puisque leur attitude était automatique et fatale.

***.

Ici, il faut se poser une question. Pourquoi les socialistes n'acceptèrent-ils jamais de participer aux ministères de cartel?

Leurs camarades d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique avaient été souvent au pouvoir. Vandervelde, Mac Donald, Ebert, avaient été des chefs de gouvernement que Jaurès et Blum rencontraient dans les congrès. En France, jamais les socialistes, en dépit de nombreux efforts, n'acceptèrent la participation. On dira que la Fédération du Nord demeurée avec Delory et Lebas d'inspiration guesdiste, que la Fédération de la Seine extrémiste et qui devait désavouer des élus trop modérés au Conseil municipal, réunissaient un nombre considérable de voix et assuraient contre la participation une majorité dans les congrès. Peut-être. Mais là n'est pas la vraie raison. La vraie raison, elle est double. D'abord en ne participant pas aux responsabilités du pouvoir, le socialisme ne s'usait pas. Il laissait les radicaux faire la besogne préparatoire, transformer insensiblement les assises de la France, et réaliser peu à peu la révolution, pour n'apparaître

à son tour, qu'après le travail préliminaire accompli, et les esprits une fois habitués à ce fait accompli. Ensuite les socialistes, qui avaient ainsi tous les avantages du pouvoir, des faveurs et de l'influence sans encourir les responsabilités, ne perdaient pas une clientèle éprise de mystique, restée fidèle à un idéal révolutionnaire, et qui avec la participation et ses compromissions obligatoires fût passée au communisme. C'est là la raison pour laquelle d'ailleurs, ce sont les grandes fédérations ouvrières, celles de la Seine et du Nord, qui s'opposaient à la participation, alors que les petites fédérations du Midi, peuplées surtout de propriétaires eussent vu sans déplaisir leurs élus participer. Le chef, le leader du parti, M. Léon Blum était d'ailleurs plutôt un théoricien, un philosophe et un polémiste qu'un homme d'État. Il aimait mieux être Monk que Charles II et désigner les rois éphémères de la République plutôt que de régner personnellement.

Ce n'est pas à dire, d'ailleurs, que des impatiences n'aient pas couvé dans le parti. S'inclinant devant les décisions des congrès, des hommes comme Vincent Auriol ou Renaudel n'étaient pas sans les regretter secrètement, et l'on peut affirmer que cette impatience de la participation fut la vraie cause de la scission des néos. Sans doute, des socialistes comme Guesde et Sembat, avaient été ministres à la faveur de l'union sacrée. D'autres, comme Millerand, avaient été appelés, ainsi que Viviani et Briand, à entrer dans des ministères, mais il leur avait fallu sortir du parti et à leur exemple nombreux furent ceux qui s'échappèrent pour grossir la phalange des socialistes indépendants. Mais lorsque la question parut mûre à beaucoup, se produisit la scission des néos. Il leur paraissait trop long d'attendre que le parti socialiste, selon la formule de M. Léon Blum, fût le maître numériquement, pour appliquer intégralement la solution socialiste, d'autant plus que nombreux étaient ceux, et M. Léon Blum lui-même, qui croyaient cette heure plus tardive. Le prétexte donné à la scission des néos fut la reconnaissance du fait « patrie », la puérilité des votes symboliques contre le budget et les fonds secrets, qui n'étaient plus secrets pour beaucoup. La réalité fut le désir de collaborer à des gouvernements de gauche, dans les limites de l'ancien « possibilisme ». On voit bien qu'en

dépit de l'unité apparente d'Amsterdam, la flamme des anciennes controverses couvait toujours sous la cendre. Scission qui produisit à son tour d'autres scissions. Il y avait les socialistes français, les républicains socialistes, les socialistes indépendants, l'union girondine où M. Marquet, devenu ministre de M. Doumergue, demeurait presque seul avec son ami Cayrel. Puis ce fut la fusion nouvelle de tous ces rameaux dissidents sous le vocable d'Union socialiste et sous la houlette de M. Paul-Boncour et de Maurice Viollette. Et maintenant que les S. F. I. O. sont au pouvoir, on peut se demander ce que représente l'union socialiste, et ce qu'elle peut en dehors de l'unité. N'étaient les présidences et les secrétariats généraux, comme le remarque un malveillant observateur, toutes ces brebis égarées, qui n'ont été que des précurseurs, rentreraient sans doute dans le giron orthodoxe.

***

D'autant plus facilement que la scission communiste, consécutive en 1924 au congrès de Tours, fut autrement grave pour le parti et nous voici revenus vraiment aux temps d'avant 1902, les possibilistes étant les S. F. I. O., et les vrais marxistes étant les communistes. L'unité était-elle donc vraiment irréalisable, et infranchissable le fossé qui sépare les deux partis?

Car le prétendu front populaire n'est, on le voit bien, qu'une formule électorale de coalition, comme autrefois le Cartel, auquel le 6 février a donné un prétexte facile pour s'unir en vue d'une œuvre négative, mais il est vraisemblable que les communistes qui ne participent pas, mais qui surveillent, et qui dirigent durement dans la coulisse, comme les socialistes en 1924 et en 1932, vont jouer le rôle de ces socialistes-là vis-à-vis des anciens ministères du Cartel.

Sauf, en ce qui concernait des personnalités très fortes, et, par définition indépendantes, le front populaire était d'ailleurs une nécessité pour les socialistes. Il ne l'était pas moins, et pour d'autres raisons, pour les communistes, qui avaient besoin d'arriver au pouvoir avant de réaliser leur gouvernement.

Le socialisme ne survivait, en effet, que par ses grandes

fédérations, extrémistes et guesdistes du Nord et de la Seine : sans elle, il fût devenu un parti composé presque exclusivement de petits propriétaires et surtout de fonctionnaires. Sauf dans le Nord, la masse prolétarienne lui échappait. Et il en était de même de la C. G. T., vidée de ses éléments « manuels » et pour qui la fusion avec la C. G. T. U., dans l'unité syndicale reconstituée, était aussi une nécessité.

***

Nous voici arrivé au terme de cette étude historique. Les socialistes avaient cru, dans le front populaire, à une victoire où ils eussent maintenu leur position, où les radicaux eussent été 140 et les communistes une quarantaine, ce qui eût suffi, avec 30 ou 35 élus de l'union socialiste, à faire une majorité de cartel. Ils eussent pu ainsi, sans les communistes, continuer à soutenir les radicaux et réaliser lentement leur programme. L'événement, je l'ai dit déjà, a dépassé leurs prévisions. Voici le socialisme au pouvoir, cherchant de tous côtés des collaborateurs et des soutiens. Il est à craindre pour lui que ce pouvoir officiel, il ne l'ait atteint, contre son gré peut-être, que pour en être dépossédé rapidement. Ce sont d'autres qui feront la révolution et les vieux amis de Proudhon, de Barbès et de Benoit Malon ne trouveraient pas cela si illogique ni si mal. Ils seraient de nouveau en face de leur vieux programme parfois un peu théorique et romantique d'action directe : mais si jaloux de leur esprit national, ils auraient trouvé aussi, non sans surprise, des maîtres résolus, disciplinés et durs, pour les contraindre à l'appliquer.

PIERRE DE PRESSAC

UN ORIGINAL DU XVIIIe SIÈCLE

JEAN HUBER

OU LE DÉMON DE GENÈVE[1]

Fort peu de temps après la mort de Voltaire, un autre observateur judicieux rendit hommage aux mérites et à la longue amitié de Jean Huber pour le grand homme d'une façon fort délicate. Houdon, qui ne le connaissait pas personnellement, tint à lui offrir le buste de Voltaire. On trouvera dans la *Correspondance littéraire* de Grimm, en son entier, la belle lettre par laquelle Huber remercie le sculpteur et dont on ne citera ici que ces passages :

Je ne puis comprendre par où j'ai mérité, monsieur, la faveur que vous me faites, en m'envoyant un de vos chefs-d'œuvre, si ce n'est que vous avez peut-être ouï-dire à quelqu'un de vos amis que personne n'avait été aussi frappé que moi de la physionomie et de tous les mouvements du bel esprit que vous faites revivre.

... Je ne puis vous exprimer tout l'effet qu'a produit sur moi et que produit à tout moment le présent dont vous m'avez honoré, je m'en tiens à vous dire, monsieur, qu'après avoir passé vingt ans avec l'original, l'avoir fortement empreint dans ma tête, m'être efforcé de rendre plutôt son caractère que ses traits, et avoir été mécontent de toutes les tentatives que l'on a faites pour y parvenir, je me prends à tout moment sur le fait, me hâtant de saisir ce modèle admirable, sans m'aviser qu'il m'en donnera le temps[2].

On ne pouvait reconnaître plus délicatement l'art avec lequel Houdon avait su saisir la ressemblance de son modèle,

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er juin.

2. *Correspondance littéraire de Grimm*, t. XII, p. 330 (Édition M. Tourneux), lettre du 8 octobre 1779.

et un tel témoignage pouvait à bon droit satisfaire le sculpteur.

Une lettre inédite montrera à la fois dans quel sentiment Jean Huber avait reçu l'annonce de ce précieux envoi et combien lui tenaient à cœur ses amitiés parisiennes : elle est adressée à son voisin, à son vieil ami le conseiller Tronchin, établi désormais dans l'ancienne maison de Voltaire, aux « Délices ».

1779.

J'ai reçu, monsieur, une lettre de Grimm qui m'annonçait, il y a environ dix ou douze jours, l'état déplorable de madame d'Épinay. Nous nous attendons à la catastrophe d'un jour à l'autre. N'en avez-vous pas de nouvelles plus fraîches? Je crains beaucoup cet événement pour notre ami [Grimm] qui pensa mourir à cause de la mort du marquis de Cromare. Il eut un miserere dont il fut très mal et très longtemps à se rétablir. Une rechute est à craindre, s'il se livre plus au sentiment qu'à la réflexion qui devrait lui faire goûter le repos de cette digne amie, si malheureuse de toutes façons dans ce monde, qu'en n'envisageant qu'elle, on doit se réjouir de sa délivrance et changer les regrets en souvenir tendre et en cultivant la mémoire de ses grandes qualités. C'est ce que nous ferons, vous et moi, ainsi que l'ami de Lubière. Mais Grimm m'inquiète. Sa lettre sentait l'alarme, quoique le sujet fût de m'annoncer un présent de Houdon qui m'envoie dit-il, à titre d'hommage, le buste de Voltaire qu'il a réparé pour moi avec un scrupule presque risible. J'attendais hier son arrivée, mais le carrosse a couché à Sécheron.

Un mot de nouvelles de Paris et surtout des « Délices » qui après avoir servi de retraite au moins philosophe des poètes contiennent à présent celui qui l'est le plus et qui, si l'on nous croit, y passera le siècle.

HUBER[1]

***

L'ère des découpures et des petits cadres est close : ce qu'il pouvait sans scrupule souligner ou railler du vivant de Voltaire, il y aurait mauvaise grâce à s'en trop souvenir, maintenant qu'il n'est plus et qu'on ne songe plus qu'aux raisons de sa gloire.

1. Lettre inédite. Archives de Bessinge (Bibliothèque de Genève). Madame d'Épinay ne devait mourir que quatre ans plus tard, le 15 avril 1783. Quant au conseiller Tronchin il devait presque réaliser le vœu de Jean Huber, car il termina sa vie en 1798, à quatre-vingt-quatorze ans. De Lubière était le fils du baron Lange de Lubière qui avait été gouverneur de la principauté de Neuchâtel.

Catherine II, dans son idolâtrie du patriarche, a pris le parti d'acquérir sa bibliothèque et de faire construire sur une de ses terres, une réplique exacte de Ferney. C'est Grimm qui a reçu de la souveraine mission de veiller à l'accomplissement de ses désirs, et Grimm les transmet au conseiller Tronchin qui est sur place.

J'aurais dû, lui écrit-il le 30 novembre 1778, vous débarrasser de ces détails et avoir recours au grand Huber, grand paysagiste et grand peintre : mais comme il est aussi grand poète, j'aime mieux soumettre le tout à un ami sincère de la vérité, parce que dans mon plan tout doit être conforme à la plus exacte vérité[1].

A vrai dire, jamais Huber ne s'en était plus soucié qu'alors; il la cherche en tous lieux, à Cologny comme à Genève, le crayon à la main, ou l'oreille aux aguets. La variété de ses poursuites ne lui eût certes pas laissé le loisir d'aller relever à Ferney le plan de la maison devenue historique. Il fait à ce moment des esquisses de divers sujets qui lui tombent sous les yeux, entre autres d'étonnants croquis de chevaux d'une vérité, d'une vie, d'une expressive abréviation que n'eût pas désavouée tel grand peintre du XIXe siècle. Il a repris plus assidûment ses observations sur le vol de ces oiseaux de proie dont il élève des spécimens aux alentours de sa maison de campagne. Il avait depuis bien des années consigné quelques-unes de ces observations dans un manuscrit qu'il avait communiqué, on l'a vu plus haut, à Daubenton; en dépit des encouragements qu'il a reçus, il n'en est pas encore satisfait, et il y ajoute de temps à autre avec cette sorte de nonchalance passionnée qui lui est propre. C'est l'époque où le jeune Beckford le vit assidûment, et où, après six mois de familiarité, il en faisait, dans une autre lettre, un nouveau portrait qui complète et précise celui que nous avons cité et qu'il en donnait peu après son arrivée à Genève.

Dans la personne de M. Huber, je vous présente un génie si libre, si irrégulier, si vivant, un caméléon qui se présente sous tant de couleurs différentes presque dans le même moment, que je ne sais laquelle on peut lui attribuer en propre, ni celle que j'essaierai de saisir d'abord dans cette rapide succession. Je le vois, en ce moment, qui se lève de

1. Cf. Henry Tronchin, *Le Conseiller Tronchin et ses amis*, p. 338, lettre du 30 novembre 1778.

sa chaise, l'instrument à la main et qui se met à jouer un air indien avec tout le feu, le sentiment et l'expression d'un grand maître. Le moment d'après, il s'assied et fait à ses amis une solennelle dissertation sur l'état présent de l'Europe. Il vient de s'emparer de ses ciseaux et se met à faire des découpures en papier. « Quel amusement indigne de lui », s'écrie quelqu'un qui ne le connaît pas : « C'est Hercule avec la quenouille! » mais tout ce qu'il touche prend de la dignité. Nous voici stupéfaits devant un beau paysage, un harmonieux assemblage d'objets pittoresques, ou peut-être un héros colossal fronçant les sourcils, et le tout en carton. Les ciseaux ne sont pourtant pas le seul instrument de dessin de M. Huber. A l'âge de quarante ans, il a pris le crayon. C'est à peine si nous avons le temps d'admirer les merveilles qu'il accomplit avec lui, avant de le trouver passionnément occupé à examiner la Nature, le problème de la gravité, ou celui de la pression des fluides. Tandis que ses amis nous promettent un nouvel Archimède ou un nouveau Boyle pour la science de l'hydrostatique, le voici soudain engagé dans un Traité de fauconnerie et son imagination s'envole dans les nuages avec ses faucons. A ce moment il revient tout fumant de sa distraction, couvert de sang et de boue. Le moment d'après nous le retrouvons au salon transformé en gentleman et parlant à un Italien, un Espagnol, un Allemand ou un Anglais, et chacun dans sa langue, dans une conversation pleine d'anecdotes, de descriptions des mœurs et coutumes de leurs différents pays.

Son discernement a tôt fait de saisir le ridicule de chaque personnage qu'il manque rarement de reproduire avec le coloris le plus vif que la mimique et l'esprit peuvent lui fournir. Après tant d'étranges exemples de sa diversité, on n'est pas surpris de le voir rendre la justice dans un des tribunaux de la République, ni, aussitôt qu'il a pu se libérer des affaires, s'échapper vers sa villa, ravi des points de vue qui découvrent le lac, les bois et les montagnes qui l'entourent, et en décrivant les effets dans le langage de l'inspiration[1].

Les affaires de la République lui donnent de moins en moins de satisfaction : depuis vingt ans une agitation sourde règne à Genève, oppose les revendications non satisfaites de la bourgeoisie à la résistance dédaigneuse de l'aristocratie, c'est la lutte des Représentants contre les Négatifs : déjà à plusieurs reprises l'agitation est devenue si menaçante qu'il a fallu faire appel aux puissances garantes : la France, et les cantons de Berne et de Zurich. Huber a pris parti pour la classe à laquelle il appartient, pour les Négatifs, pour l'aristocratie qui défend ses privilèges : il le fait comme il fait tout, avec

1. Lettre de William Beckford à sir Edward Thurlow. 22 mai 1778. Cf. J.-M. Oliver, *The Life of William Beckford*, p. 16-17 (Oxford University Press, London, 1932).

ardeur, avec verve, et ne se fait pas faute de railler ses adversaires, quoiqu'il ne s'illusionne pas sur l'étendue de leurs forces.

J'ai appris, monsieur, avec bien du plaisir, écrit-il à François Tronchin, que vous aviez trouvé monsieur votre frère en pleine convalescence, et par-dessus ce plaisir vous êtes à Paris, il ne saurait y avoir trop de gens comme vous pour réhabiliter Genève dans l'esprit des gens sensés.

Vous rappelez-vous, monsieur, un mot favori de Voltaire : « Nous ne faisons jamais les confitures qu'à mi-sucre »? C'est ce qui m'inquiète : et il commence vraiment à se passer des minutes inquiétantes[1].

En même temps que les affaires de la République l'inquiètent, son second fils Jean-Daniel n'est pas sans lui donner quelque souci : ce jeune homme qu'on avait pris le parti d'envoyer en Italie n'a-t-il pas trouvé bon de séduire une jeune fille d'excellente famille, Elizabeth Ludovisi, encore au couvent; il a fallu consentir au mariage, mais la jeune femme a dû rentrer dans son couvent, et le jeune homme est revenu à Genève, l'oreille basse et quelque peu découragé : il cherche dans la peinture à dériver son ardeur.

Un autre secret que je ne confie qu'à vous, écrit Huber à Tronchin, c'est que le jeune homme, quoi que j'aie pu lui dire, veut être et se déclarer peintre de profession, ce qui est honorable quand on a passé la ligne de médiocrité, et ce qui dégrade quand on est resté au-dessous... Tout ce que j'ai pu obtenir du jeune homme, c'est de consentir à l'incognito jusqu'à ce que les succès justifiassent le parti en question[2].

Et pour ce faire, Jean Huber expédie à Paris des toiles de son fils anonymement, et correspond avec les marchands de tableaux sous le couvert de son domestique et par l'entremise discrète de Tronchin, sans manquer d'encourager son fils par les avis qu'il reçoit de Paris sur ses toiles et non sans émailler ses lettres de remarques qui sont bien dans sa manière, comme celle-ci, post-scriptum de la même lettre à cet ami :

Daignez être l'avocat des arbres et des animaux dont on ne tient jamais assez compte à Paris. Il y a encore le ciel d'un des grands

1. Lettre inédite. Cologny 10 avril 1780 (Archives de Bessinge. Bibliothèque de Genève).

2. Lettre inédite. Cologny 24 avril 1780 (Archives de Bessinge. Bibliothèque de Genève).

tableaux et quelques traits de peinture par-ci, par-là, auxquels j'ai peur qu'on ne fasse pas assez d'attention, faute de connaître ou d'aimer la nature. Il m'a toujours paru qu'en France on s'attachait plus à la forme qu'au fond des choses, qu'on s'arrête aux moyens en oubliant le but. Ceux, par exemple, ne sentiront ni les arbres ni les animaux qui ne se sont jamais occupés comme il faut des animaux et des arbres.

Jean-Daniel devait tirer un heureux parti des avis et des encouragements que son père sollicitait ainsi sous le couvert de l'anonyme : il devint par la suite un peintre de mérite et l'un des premiers de ceux qui ont rendu l'accablante splendeur et les furtives délicatesses du paysage alpestre. Du côté de son fils, Jean Huber se montra bientôt rassuré, il le fut moins du côté des affaires de la République qui prirent un tel aspect de violence qu'il se vit bientôt menacé dans sa liberté et peut-être dans sa vie, et qu'il lui fallut bien prendre le parti de quitter décidément Genève et d'aller demander à Lausanne l'assurance d'un séjour plus paisible et plus sûr.

Peu avant de quitter Cologny, il avait reçu l'annonce du mariage de son jeune ami anglais William Beckford, et la façon dont il répond à cette nouvelle et au désir que ce jeune étranger lui a exprimé de venir s'établir sur les rives du Léman, atteste bien que le trouble des temps n'entame pas sa vive humeur.

Cologny, 12 mai 1783.

Recevez mes félicitations, mon cher Alcibiade, sur le mariage que m'annonce M. Lettice[1]. Je les redoublerais encore si lady Margaret se pouvait être la fille de mon ancien élève en fauconnerie le duc de Gordon, mais se peut-il qu'il ait une fille en âge de vous appartenir si intimement? Quoi qu'il en soit je m'en rapporte à Saint Paul qui dit : « Le mariage est honorable à tous. » J'espère voir cela de près, si, au défaut de la campagne Mallet dont voici la réponse, vous vous contentez de la campagne Cramer dans le village de Cologny, maison qu'a occupée la duchesse de Northumberland. Quoiqu'elle ne soit à beaucoup près pas aussi agréable que l'autre, elle est très logeable, donne sur le lac tout comme la mienne, en est même plus voisine, et pour peu qu'on ait le goût de la navigation, elle se trouve être à souhait. Il y a de tout pour votre train. Le maître habite à une lieue d'ici en Savoie et sans que j'aie pu lui parler encore de ce dont il s'agit, je me fais fort de le faire consentir à louer cette maison pour le même prix que celle de

1. L'ancien précepteur de William Beckford.

Mallet, quoique, — j'en conviens, — elle n'ait pas les mêmes agréments quant au pittoresque. Mais depuis la restauration, tout le monde ici tient comme poix au territoire de l'État, et c'est une bonne fortune de trouver quelqu'un qui n'habite pas sa maison sur nos terres.

Je vous enverrai aussitôt reçue la réponse de M. Cramer. En attendant, mandez-moi si vous acceptez. Je vous souhaite le corps aussi turc que l'esprit est arabe, pour que vos productions de tout genre soient vraiment orientales. Mettez-moi aux pieds de lady Beckford et dispensez-moi de la formule vulgaire qui n'exprime pas un millième de mes sentiments.

HUBER[1]

L'amitié qui s'était nouée entre Beckford et Huber en 1778 ne fit que s'affermir encore pendant les trois années que le richissime Anglais passa alors dans une retraite familiale, tour à tour à Cologny et, sur l'autre rive du lac, au château de la Tour de Peilz. Sont-ce les encouragements de Beckford qui l'en convainquirent, toujours est-il que Jean Huber se décida enfin, en 1784, à publier un volume intitulé *Observations sur le vol des Oiseaux de proie*[2] illustré de six fort belles planches, dont quatre planches de tracés de vol, qui firent surnommer cet ouvrage par les gens du monde, le *Livre du Zig-Zag*.

Il s'y rencontre une précise classification des oiseaux de proie à aile rameuse et à aile voilière : des considérations ingénieuses, sur le rapport de la couleur des ailes avec leur fermeté, de leur forme avec leur vitesse, sur les oiseaux de haute et de basse volerie, — sur les dispositions d'une entreprise d'un oiseau de proie rameur sur un oiseau de proie voilier et sur des rameurs non de proie : et des passages où se sent l'esprit du temps, comme celui-ci, par exemple :

Les plus petits des rameurs sont ceux qui tuent le plus vite, probablement parce que la proie trop forte pourrait leur échapper ou leur donner trop de peine à contenir en vie. Les émerillons touchent à peine à la place fatale que la mort s'ensuit dans l'instant. Peut-être

1. Inédit. Archives des ducs de Hamilton. Édimbourg.

2. *Observations sur le vol des oiseaux de proie* par M. Huber de Genève (accompagnées de figures dessinées par l'Auteur, à Genève, chez Paul Barde; Imprimeur-Libraire, MDCCLXXXIV). Dans les *Éclaircissements* que Michelet a placés à la fin de son livre *l'Oiseau*, il cite Huber à deux reprises, d'abord au sujet de l'*Éducation du vol*, et plus loin au sujet des *rapaces* et du *noble faucon*.

qu'en état de nature tous les oiseaux de proie en font de même, et cela convient aux fins probables de la nature : savoir, qu'un sacrifice nécessaire soit le moins cruel qu'il se puisse[1].

Le dessin et la gravure des planches qui représentent l'une des détails du milan et du faucon, l'autre vingt différentes espèces d'oiseaux de proie, attestent le soin, la vigueur et l'accent personnels du talent d'Huber.

Ce livre n'était dans son esprit, — il le dit à la fin du chapitre XI — que l'esquisse d'un ouvrage plus étendu; mais la vivacité d'esprit d'Huber, la diversité de ses intérêts et de ses moyens le condamnaient, pour ainsi dire, à ne faire que des esquisses : et l'ouvrage définitif ne fut pas écrit. Toutefois cet esprit toujours en mouvement avait des intuitions singulières. N'avait-il pas, peu auparavant, publié, dans le *Journal politique de Bruxelles*[2], une petite note dénuée de titre, mais qui peut équitablement porter celui qu'on lui a donné depuis lors : *Observations sur le vol des oiseaux et de son application à la direction des aérostats*. Inspirée par la toute récente ascension du « globe aérostatique » de M. Charles, cette note examine avec confiance le problème de se diriger dans les airs, Huber y conseille d'examiner de très près les modes de vol des oiseaux de proie, et il semble avoir pressenti la question de « la maîtrise de l'air », lorsqu'il écrit :

Dût-on s'en tenir aux succès déjà obtenus, on aurait acquis assez d'avantages pour que cette découverte fît époque dans les fastes du genre humain. Il serait peut-être même de la sagesse de s'en tenir là; mais la destinée de l'esprit humain étant de chercher sans relâche à étendre les bornes de sa sphère, il serait peut-être dangereux d'être plus modéré à cet égard que des voisins dont certains succès pourraient exciter l'ambition.

***

Il était dans la soixantaine; les passions politiques s'étaient momentanément apaisées : il revenait de temps en temps à Genève; mais ce n'était plus qu'en passant. Le plus souvent,

1. *Observations*, etc.; ch. XI, p. 46.
2. *Journal politique de Bruxelles* : supplément au *Mercure de France* du samedi 13 décembre 1783, p. 86-90.

il vivait dans cette maison de Cour, près Lausanne, où sa réputation d'esprit, sa bonne grâce, sa jeunesse d'allure, ses nombreux souvenirs et l'ardeur de sa curiosité eussent suffi à attirer, si madame Huber n'y avait encore ajouté le charme à la fois doux et grave d'une âme fine et tout dévouée à ses amis. A peine furent-ils à Cour qu'il se forma autour d'eux une compagnie de gens aimables et cultivés que Jean Huber inlassablement divertissait.

Le salon de madame Huber, après qu'elle fut devenue veuve, demeura encore l'un des centres de la vie lausannoise. Elle avait emprunté aux Huber cet esprit de tolérance dont, avec l'âge, elle ne se départit pas : et l'on ne s'étonne pas de trouver l'éloge attendri de cette protestante sous la plume du plus fougueux des grands écrivains catholiques. Plus de vingt ans après l'établissement des Huber à Cour, de Saint-Pétersbourg où il représentait le roi de Sardaigne, Joseph de Maistre, en 1806, écrivait à madame Huber :

On vous a parlé de l'hospitalité de ce pays, et rien n'est plus vrai dans un sens : partout l'on dîne et l'on soupe, mais l'étranger n'arrive jamais jusqu'au cœur. Jamais je ne me vois en grande parure au milieu de toute la pompe asiatique, sans songer à mes bas gris de Lausanne et à cette lanterne avec laquelle j'allais vous voir à Cour. Délicieux salon de Cour! C'est cela qui me manque ici. Après que j'ai bien fatigué mes chevaux le long de ces belles rues, si je pouvais trouver l'Amitié en pantoufles et raisonner pantoufle avec elle, il ne me manquerait rien. Quand vous avez la bonté de dire avec le digne ami : *Quels souvenirs! quels regrets!* prêtez l'oreille, vous entendrez l'écho de la Néva qui répète : *Quels souvenirs! quels regrets!*[1]

et quelques mois plus tard, apprenant la mort de cette vieille amie, il exprime ainsi son sentiment au comte Golowkine :

Vous ne sauriez croire à quel point cette pauvre femme m'est précieuse : je la vois sans cesse avec sa grande figure droite, son léger apprêt genevois, sa raison calme, sa finesse habituelle et son badinage grave. Elle était ardente amie quoique froide sur tout le reste. Je ne passerai jamais de meilleures soirées que celles que j'ai passées chez elle, les pieds sur les chenets, le coude sur la table, pensant tout haut, excitant sa pensée et rasant mille sujets à tire-d'aile au milieu d'une famille bien digne d'elle. Elle est partie et jamais je ne la remplacerai[2].

1. Lettre du 26 septembre 1806. *Œuvres complètes de Joseph de Maistre* (Vite et Pérussel, éditeurs. Lyon, 1885, t. II, p. 205).
2. Lettre du 30 juin 1807.

Au milieu de la cour d'Alexandre Ier, le ministre de Sardaigne se rappelait ainsi les jours difficiles et pourtant heureux de son exil de 1793. Il n'avait pu connaître Jean Huber alors que par ouï-dire. Celui-ci n'avait survécu que fort peu d'années à son établissement à Cour : on ne peut dire qu'il s'y sentît dépaysé, ni qu'il fût las de vivre. Il s'éteignit brusquement, en 1786, en pleine jeunesse, à soixante-cinq ans.

Cette vivacité qu'il avait tant aimée, tant observée dans les oiseaux comme dans les hommes, qui lui avait fait, vingt ans, tenir compagnie sans lassitude au plus infatigable des mourants, elle ne le quitta qu'à sa dernière heure : peu auparavant des jeunes gens venaient encore lui en demander le secret.

Le goût des fables que William Beckford devait conserver jusqu'au milieu du siècle suivant, à quatre-vingts ans passés, trouvait à se satisfaire infiniment dans la conversation de Jean Huber qui n'avait aimé que la vérité et la vie, mais qui savait leur donner la couleur même de la fantaisie, tant il mettait à les décrire ou à les fixer, de feu et d'imprévu. De la Tour de Peilz, Beckford venait volontiers à Lausanne réchauffer sa jeunesse à une ardeur que n'amoindrissait pas l'approche de l'ombre éternelle. Jean Huber n'était pas pris au dépourvu par ce jeune Anglais imaginatif et fantasque.

Et non plus par sa jeune voisine de Coppet. Elle était sa parente par alliance : et depuis sept ou huit ans, elle avait pour compagne Catherine Huber, la propre nièce du chevalier[1]; comment Germaine Necker aurait-elle donc pu ignorer Jean Huber? Elle avait dix-neuf ans, déjà le cœur sensible, et cette avidité d'esprit que la vie ne devait pas parvenir à combler. La mode d'alors était aux portraits écrits : Germaine Necker s'y était appliquée sur plus d'un des hommes notoires qu'elle avait rencontrés à Paris, elle n'y en avait pas trouvé beaucoup d'aussi séduisants et variés que son cousin de Cour; elle en écrivit le portrait. Il est à regretter que nous ne l'ayons pas, mais nous savons du moins ce qu'Huber en pensa : des lettres retrouvées nous apportent l'écho de la voix de ce char-

1. Catherine Huber était la fille de Barthélemy Huber, un frère de l'abbé et de la théologienne Marie Huber : elle épousa par la suite Jean-Louis Rillet de Genève, et eut, rue des Granges, un salon fort recherché par la société genevoise.

mant homme aux tout derniers temps de sa vie[1]. C'est à Montpellier où Necker se trouvait alors pour la santé de sa femme, et leur fille avec eux, que Jean Huber adresse la première au futeur auteur de *Corinne* :

[janvier 1785].

J'ai toujours sur le cœur, mademoiselle, un petit portrait de moi qui me donne beaucoup plus d'esprit et infiniment moins de sensibilité que je n'en ai réellement. Vous décochâtes ce trait-là en partant de Coppet à la manière des Parthes, en sorte que voici le premier moment où je puis vous atteindre. Vous mériteriez d'essuyer une épître apologétique, une dissertation de quatre pages et je me vengerais ainsi, si vous étiez parfaitement heureuse en ce moment. Mais la santé de votre belle maman qui a souffert du voyage et qui n'a pas encore éprouvé les bons effets du voisinage d'Esculape vous met à l'abri de ma loquacité. La seule raison que je me permettrai de vous dire en faveur de ma sensibilité, c'est qu'un homme vraiment insensible serait très content du lot qu'on lui alloue en lui reconnaissant tant d'esprit qu'il voudra et que je ne suis point content de ce lot qui n'est dû qu'à une équivoque, par exemple à M. Hubert le faiseur d'énigmes, ou à M. Hubert, le patron des veneurs, mais à M. Hubert, l'oiseleur, il ne va pas du tout... Peut-on être oiseleur et n'être pas sensible? Lisez Buffon, chapitre Tourterelle; lisez Thompson, chapitre Rouge-gorge. Lisez Huber, chapitre Haute-volerie. Oui, mademoiselle, Haute-volerie. Rien de si tendre qu'un oiseau de haut-vol. Il est le protecteur de tous les habitants des eaux en poursuivant à outrance leurs cruels ennemis, les hérons. Il est le protecteur des basses-cours en poursuivant à outrance les milans, les buses, etc...

Nous admirons, ma femme et moi, votre résignation. Votre apathie sur cet exil tient, il est vrai, un peu de la gangrène qui calme les douleurs physiques. Vous aurez si bien perdu l'habitude du sentiment à votre retour à Coppet que ce sera mon tour de briller par ce côté-là. D'ailleurs, barbarie à part, la province a ses agréments pour un ex-ministre adoré. Je ne doute pas que vous n'ayez à foison des jouissances de cette espèce, et vous m'avouerez que cela vaut le voyage ou vous seriez furieusement gâtée...

Vous avez la bonté de nous demander des nouvelles de notre voyageur, ceci vaut la peine d'être narré. Mon homme arrive de Lausanne et part quinze jours après avec Butini le fils[2]. Arrivé à Paris, au lieu de poursuivre son voyage à Londres, sur un mot de Beckfordt (*sic*) qui

1. Je me plais à remercier ici madame la comtesse Le Marois dont l'aimable bienveillance m'a permis de prendre copie des lettres de Jean Huber aux Archives de Coppet.

2. Pierre Butini (1759-1838), fils du célèbre médecin de Genève Jean-Antoine Butini, et médecin lui-même. Le « voyageur » dont il est question était un chien qu'Huber envoyait à Beckford.

pourrait aller le chercher à Genève, il rebrousse et vient à Genève chercher Beckfordt qui est retourné à Londres. Aussitôt arrivé, je l'ai fait repartir. J'ai des nouvelles de Calais et j'en aurais de Londres sans les neiges qui ont fait manquer tous les courriers et le pauvre Tom qui n'en peut davantage a fait tout ce chemin à fond de cale d'une chaise de poste. Ah! le triste sort que d'être le chien d'un tel maître. Je vous dirais les plus belles choses du monde si je ne craignais que cela fût imputé au besoin que j'ai de réhabilitation sur le chapitre sentimental.

Germaine Necker ne laissa pas cette lettre sans réponse : elle y eût eu peu d'excuses, s'il est vrai qu'à Montpellier, comme l'assure une correspondance suisse de l'époque, « la famille Necker se consumait de vapeurs et d'ennui ». Nous n'avons pas cette réponse, mais la copie d'une autre lettre d'Huber en tête de laquelle Germaine Necker a pris soin de noter de sa main *de M. Huber de Genève à moi*, où le chevalier avait pris l'occasion de la publication de l'*Administration des Finances*, l'ouvrage de Necker, pour en faire l'éloge à sa fille, assuré de trouver sur ce point une oreille complaisante.

La dernière lettre d'Huber à la future madame de Staël montre mieux encore la sympathie particulière qu'elle marquait à l'ancien ami de Voltaire, car il est des premiers auxquels elle annonce son prochain mariage avec M. de Staël.

[octobre 1785].

Vivat mademoiselle! Votre Chevalier qui est un grand augure a lu dans le vol des oiseaux les meilleures choses du monde. S'il y eût eu des augures du temps de feu madame votre grand'mère Necker, que de joie ils lui eussent donné! Je n'entreprendrai point de faire comme l'Arioste paraître Mélusine qui vous passe en revue l'avenir le plus avantageux, mais qu'il vous suffise de savoir que votre Chevalier, qui n'aime pas autrement les mariages, s'est vu forcé par l'impulsion d'en haut de goûter celui-ci.

D'ailleurs, humainement considéré, il ne peut que bien réussir. Longtemps prévu, longtemps balancé : en opposition avec un grand nombre d'autres aspirants, conclu de sens rassis, n'affichant rien de ces belles chimères qui fait que l'on décompte au bout de quelque temps : c'est un adagio qui finira par un allegro.

J'avoue que votre charmante lettre a beaucoup ajouté à ce que j'ai lu dans le ciel : elle peint si naïvement une jeune personne aussi intéressante par son caractère qu'elle est étonnante par son esprit qu'on ne peut avoir que la meilleure idée possible de tout parti qu'elle aura voulu prendre.

Vous ne quitterez donc point ces parents chéris qu'une séparation eût rendus malheureux. J'espère même que vous serez voisins, comme on est voisin à Paris. Je vois d'ici votre illustre Auteur cachant sa tendresse sous des tas d'épigrammes et se délectant à vous faire enrager, je ne saurais trop le blâmer, car vos enrageries ne décèlent jamais que des choses dignes d'envie pour tout père possible. Une chose encore qui vous distingue de toutes les jeunes personnes en pareil cas, c'est que vous avez pensé à écrire à un vieux chevalier qui, se rendant justice, ne vous eût pas fait un crime de l'oublier dans ces premiers moments.

Ce qu'il y a de plaisant, c'est que grâce à l'ami Grimm, je ne suis point inconnu du Roi, votre maître, et qu'il serait possible que son Ambassadrice eût des choses très importantes à traiter avec moi de sa part[1]. Je le félicite d'être si bien servi : car ce n'est pas tout que d'être roi vis-à-vis de nous autres républicains et d'un républicain qui est comme moi philosophe sans le savoir : c'est-à-dire, mademoiselle, philosophe pratique et non théoriste...

Le peintre maniaque[2] s'enfonce dans les montagnes de plus en plus. Il enrichit ses portefeuilles; ses portefeuilles ainsi que les trésors enfouis des avares ont pour lui la même valeur. J'ai vu des choses de lui faites pour réveiller les peintres qui s'endorment dans leur routine, qui se repaissent de souvenirs vagues de la nature au lieu de la visiter sans relâche et en personne, sans quoi tout est glacé, eût-on tout l'Enfer dans la tête.

Boileau a dit : « Le vrai seul est aimable. » J'ajoute : « Il n'est chaleur sans vérité. »

Tout étrange qu'il est, je ne doute pas que la nouvelle de votre mariage ne lui fasse quelque plaisir parce qu'il a beaucoup entendu parler des sites pittoresques et de la beauté des bouleaux et des sapins de la Suède.

Il s'est très bien conduit avec Beckford : il l'a consolé, encouragé au bien, tant qu'il s'est vu sa seule ressource : l'ayant enfin établi à Vevey, lui ayant procuré quelques connaissances, il a tiré son épingle du jeu et s'est enfui dans les montagnes, son séjour unique.

Ce Beckford est vraiment un sujet pour un moraliste. Des extravagances tenant plus au don quichottisme qu'à la dépravation du caractère l'ont perdu sans retour, quelque vie exemplaire qu'il mène dans la suite[3]. Ici la chance tourne contre ceux qui oubliant qu'ils portent le nom de chrétiens repoussent dans la fange, par le désespoir du pardon, ceux qui s'efforcent d'en sortir...

1. Le roi Gustave III de Suède auquel Grimm avait placé aussi des découpures et des tableaux de Jean Huber.

2. Son fils Jean-Daniel.

3. William Beckford était victime à cette époque d'une cabale de la part de la société anglaise que ses idées, ses goûts et le peu de cas qu'il faisait d'elle poussaient aisément à le calomnier.

Que mademoiselle Necker veuille bien recevoir mes adieux et présenter à madame l'Ambassadrice les témoignages du tendre et profond respect avec lequel je suis son très humble et très obéissant serviteur.

HUBER

Il était assurément meilleur oiseleur qu'augure; le mariage de madame de Staël ne donna guère raison à son encourageante prophétie : jamais *adagio* ne se termina moins en *allegro*. Il mourut fort peu après le mariage de son étonnante cousine et quand on pouvait encore croire au bonheur de l'Ambassadrice.

A quelques semaines de sa mort, il est tout entier dans cette lettre, avec sa sensibilité railleuse, sa gravité voilée de badinage, le peu de cas qu'il faisait de lui-même, son attachement à ses amis, son goût de la nature et de la vérité, sa fantaisie.

« Il ne faut pas dire de M. Huber, écrivait madame Geoffrin, qu'il a de l'imagination, mais qu'il est une imagination. » Il mourut comme il avait vécu, sans rien prendre au tragique; il s'était montré satisfait de donner à ses dons un usage divertissant et, à l'occasion, utile : soucieux du bonheur et de la paix des siens. Parfois entre deux airs de violons, entre deux découpures, entre deux vols d'oiseaux, il prenait la plume et notait une réflexion. Jouets de l'aimable brise de sa propre indifférence, la plupart de ces écrits ont disparu, pourtant cette remarque peut se relire avec profit en notre temps.

— La familiarité qui naît de la simplicité du cœur, de l'ignorance des manières et d'une affabilité naturelle, peut être ridicule en certains cas, mais n'est jamais odieuse : elle tient au sublime quand elle naît de la force d'un beau sentiment : tel était le démenti de Crillon à son Roi qui le montrant, disait : « Voilà le plus brave de mon royaume! » — « Vous en avez menti, sire, c'est vous! » La familiarité qui naît d'un sot orgueil, d'une éducation basse, du mépris des bienséances qu'on ne connaît pas, de la grossièreté de l'esprit et de l'audace favorisée par l'impunité, cette familiarité, dis-je, est odieuse, non seulement d'inférieur à supérieur, mais d'égal à égal, car elle blesse les égards qu'exige l'humanité. L'indiscrétion qui en est la suite est la source des griefs et des offenses faites en retour.

— S'il est un état où les hommes doivent se respecter, c'est l'état républicain. Chacun se voit dans son ensemble, et c'est par les égards qu'il a pour lui qu'il établit ceux qu'il mérite lui-même. Un homme

libre, un souverain, méritent plus de respect qu'un simple regnicole, un esclave. Un républicain ne peut que déroger en traitant son semblable avec peu d'égard, de respect et de discrétion[1].

***

Au milieu de cette nombreuse galerie de femmes aimables, d'hommes illustres, de cette compagnie glorieuse qui va de Voltaire à Joseph de Maistre, de d'Alembert à Gœthe, il est là, discrètement, un peu à l'écart : il est là tel qu'il s'est peint à plusieurs reprises. On le voit assis devant un chevalet, un violon à portée de sa main, un faucon juché sur le dossier de sa chaise; il vient d'ajouter un trait au portrait de Voltaire, il se détourne un instant, vers vous ou moi; et il sourit.

G. JEAN-AUBRY

1. Note inédite de la main d'Huber (Archives de Bessinge. Bibliothèque de Genève).

C'EST AINSI QUE CELA COMMENÇA[1]

IV

A TUZLA, LE 14 JUIN 1914

Le négociant Michko Jovanovitch, assis à son bureau, expédie quelques affaires en souffrance. Hier, à Tuzla, c'était la journée des Sokols. On a établi la liste de ceux qui se rendront le 28 juin à Brunn; on a fait beaucoup de politique et un peu de gymnastique; aussi la soirée s'est-elle prolongée assez tard à l'auberge après la sortie du cinéma.

Jovanovitch tressaille brusquement et jette sa plume à terre, si violemment qu'elle se fiche dans le sol comme une flèche. Sa femme vient d'ouvrir doucement la porte et se tient sur le seuil, tout intimidée par le regard fixe de son mari.

— Michko, — dit-elle à mi-voix, — un jeune homme veut te parler.

— Un Sokol sans doute. Fais-le entrer... Mais auras-tu bientôt fini de rôder autour de mon bureau et de faire cette tête insupportable? Tu as toujours l'air d'avoir quelque chose à me reprocher.

— Ce garçon n'est pas d'ici, je ne l'ai jamais vu.

— N'est-ce pas un petit brun au nez épaté?

— Non, c'est un grand blond. Je n'ai pas fait attention à son nez.

— Fais-le entrer.

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 mai et 1er juin.

Elle voudrait tant savoir ce qui préoccupe son mari, madame Jovanovitch! De quoi a-t-il si peur?... Il ne peut plus dormir la nuit et tressaille au moindre bruit. Comment expliquer ces continuelles visites au grenier? Il est devenu si nerveux qu'elle n'ose même plus ouvrir une porte de peur de le troubler... Hier, à l'auberge, Michko s'est à peine entretenu avec l'instituteur et le pope de Priboj. Poussée par la curiosité, madame Jovanovitch a invité le maître d'école et sa femme à déjeuner. Qui sait si au cours du repas les hommes ne se laisseront pas aller à bavarder? Les écouter vaudra mieux que de poser des questions qui agacent Michko et déchaînent sa colère. L'épouse du négociant a le plus grand respect pour son mari, car il est instruit, lit les journaux en trois langues et, à Tuzla, il est considéré comme un important personnage.

Dans le couloir, le grand jeune homme blond frotte ses mains d'un air embarrassé.

— Entrez, — dit madame Jovanovitch, — vous trouverez mon mari dans son bureau.

En vain, la porte refermée, a-t-elle essayé d'écouter. Le bruit de voix était indistinct. Impossible de comprendre le sens des paroles...

Le grand jeune homme s'était approché lentement du bureau sur lequel s'appuyait Jovanovitch. Il avait tiré de sa poche une boîte de cigarettes « Stéphanie » et, après l'avoir tournée et retournée plusieurs fois entre ses mains, il l'avait posée sur la table.

— Je m'appelle Daniel Illitch, — avait-il fini par dire. — Je viens pour ce que vous savez.

— Quoi donc? — demande Jovanovitch avec effort.

— Ces choses-là, — dit le jeune homme en désignant la boîte de cigarettes.

— Comment pensez-vous les emporter?

— Il faudrait les emballer, — dit le jeune homme en jetant un regard autour de la pièce. — Les mettre dans quelque chose qui ne se remarque pas. Une boîte à sucre par exemple.

— Attendez-moi. Je vais d'abord aller les chercher au grenier.

L'inconnu retient Jovanovitch par le bras.

— Attendez, attendez! Comment comptez-vous porter le paquet jusqu'à la gare?

— Moi, porter le paquet jusqu'à la gare? Et pourquoi? Vous êtes venu pour ça, je suppose.

— Mais songez donc, monsieur Jovanovitch, que je viens pour la première fois à Tuzla. Si la police m'aperçoit avec une caisse sous le bras, je suis sûr d'être remarqué. On examinera les objets que je transporte, on me demandera d'où ils viennent et il faudra bien que je trouve une réponse. Comme on m'a vu entrer chez vous, on fera immédiatement le rapprochement et tout sera découvert.

— C'est épouvantable, — gémit Jovanovitch, — vous allez déchaîner le malheur sur moi et sur ma maison!

Illitch posa un doigt sur ses lèvres :

— Pas si fort! Pas si fort!... Écoutez, aucun gendarme, aucun policier ne peut vous remarquer, personne n'aura l'idée de vous demander, à vous, négociant établi à Tuzla, pourquoi vous portez un paquet.

— Soit. Je vais encore faire cela. Quand on a mis le doigt dans l'engrenage, la main est obligée de suivre. Mais après, je ne veux plus jamais entendre parler de vous et de toutes ces histoires!

Illitch rit sous cape.

— Pourtant, ces objets vont faire du bruit. Il faudra joliment vous boucher les oreilles pour ne rien entendre.

— Est-ce vraiment sérieux?

— Tout ce qu'il y a de plus sérieux. Terriblement sérieux!

— Comment va-t-on opérer?

— Nous sommes nombreux. Chacun prendra une rose dans le paquet et nous nous alignerons.

— Et vous, — précise Jovanovitch, — vous en serez aussi?

— Indirectement. Moi, je suis l'organisateur. Ma mission a consisté à choisir les participants. J'ai eu grand soin de mettre parmi eux un Croate et un Mahométan. De plus, je serai sur les lieux afin de surveiller.

« Ce n'est pas bête de se tenir ainsi à l'écart du danger », pense Jovanovitch. Mais il retient les paroles qui allaient lui échapper et demande :

— Quelle est votre profession, monsieur Illitch?

— Avant la guerre contre les Turcs, j'étais instituteur à Bocha, mais il m'a été impossible de rester avec les petits

enfants, pendant que le pays avait besoin d'hommes. J'ai été à Belgrade, puis au front, j'ai rempli l'office de brancardier et depuis, je ne vis plus que pour la Serbie et pour notre sainte cause.

Jovanovitch lui tend la main :

— Au revoir, et rendez-vous à Dohoj. Il est préférable que nous n'allions pas ensemble à la gare. Avec vous, on apprend la prudence!

***

Dans le train qui le ramène sur Serajevo, Illitch ne fait pas meilleure contenance que Jovanovitch. Un gendarme sur le quai d'une gare, un contrôleur passant dans le wagon le font sursauter. Une vieille s'installe en face de lui et regarde le paysage fuyant en fredonnant une plaintive mélopée. Cette chanson monotone a un effet apaisant sur Illitch. Il regarde, lui aussi, les villages défiler par la portière. Voici Vranduce dont les maisons turques sont nichées dans les rochers comme des nids d'hirondelles. Partout, dans ce pays pauvre et malheureux, on rencontre les traces de la domination du tyran de Stamboul. Elle a mis son empreinte sur tous ces Slaves de Bosnie et d'Herzégovine qui, bien que frères germains, bien que parlant la même langue, sont profondément divisés par les querelles religieuses. Les uns sont orthodoxes, les autres attachés à l'Islam. La même destinée fatale pèse là-haut sur les Ruthènes, tiraillés entre l'Orient et l'Occident, l'Église grecque et l'Église latine. Jadis les Hongrois et d'autres croisés papistes avaient essayé d'arracher la Bosnie à la tyrannie de Byzance. Las de cette lutte, les Serbes, abandonnant l'une et l'autre église, avaient adopté une croyance particulière : celle des Bogumils. Devenus un objet d'horreur pour les Grecs comme pour les Latins, persécutés par les uns comme par les autres, ils s'étaient jetés dans les bras des Turcs et les avaient accueillis comme des libérateurs. Voilà pourquoi, alors que l'Islam est en régression partout en Europe, la Bosnie est restée en partie mahométane. Malheureux pays qui ne peut se réjouir qu'à demi de la défaite de son tyran. Le Habsbourg est venu remplacer le Sultan, mais il a conservé la tradition de son prédécesseur dont il a été pourtant le pire ennemi. Les hôtels

de ville sont construits en style turc. Les Begs, turcs de race slave : les Agas, propriétaires terriens, soutenus par le gouvernement de Vienne, pressurent le Kmet serbe, le pauvre fermier slave sans terres, qui voit avec envie, là-bas, de l'autre côté de la frontière, son frère paysan jouir de la liberté.

Illitch tout en pensant aux malheurs de sa patrie fredonne aussi la vieille mélopée du peuple opprimé :

Roudin, malheureux Roudin
Étranger dans ta propre patrie.

Illitch a beaucoup lu, il connaît par cœur les « Six pendus » d'Andreieff et les livres de Kropotkine. Il a pris pour devise les mots de Herzen : « L'Autriche est l'État le plus immoral de tous les États et sa disparition totale du globe terrestre pourra seule sauver les Slaves. »

Deux fois déjà le sort l'a désigné pour un rôle actif, il s'est attaché pendant des semaines aux pas du général Potiorek, mais sans résultat. Cette fois, c'est autre chose; Printsip et ses compagnons sont là, prêts à célébrer la Saint-Guy comme cela ne s'est pas vu depuis des siècles!

***

En ville, le Corso est plein d'animation. Dans les restaurants, toutes les tables sont occupées, et dans cette grande artère d'une ville slave, on peut entendre toutes les langues de l'Empire. C'est en vain que les étudiants s'appliquent à parler ostensiblement le serbe.

Le soir tombe; sur les pentes de la colline, les lumières de la ville turque s'allument comme des vers luisants dans les buissons.

Illitch rentre vite chez lui, embrasse rapidement sa vieille mère qui le regarde avec anxiété. Il lui demande où est Printsip.

— Il est allé se promener sur le quai.

La mère d'Illitch n'aime guère ce pensionnaire que lui impose son fils, elle trouve qu'il paye bien peu!

Illitch glisse son paquet sous le vieux divan et sans donner d'explications se précipite pour informer son ami que tout va bien.

LE 27 JUIN 1914

A Bembasa, dans le jardin du café, au bord du fleuve, Illitch, assis, contemple la Miljatchka qui mugit au sortir d'une faille rocheuse avant de couler ensuite endiguée, vers Serajevo. Tout est calme et paisible. La petite ville turque s'étend sur l'autre rive du fleuve. Le minaret élancé de la mosquée se dresse au-dessus des peupliers argentés et des cyprès. Des canards barbotent, une femme bat son linge sur les pierres et un Turc mène son âne à l'abreuvoir. Comment ne serait-on pas rêveur et mélancolique, lorsque, comme Illitch, on est poète et littérateur? Ce petit jardin est si tranquille. Toute l'année les Turcs viennent y boire leur café. Sans bruit, ils fument le narghilé ou le chibouck, s'abandonnent à la torpeur du « keff » en écoutant d'une oreille distraite les bruits assourdis du bazar. Qui pourrait supposer que, pendant les nuits du Rhamadan, la musique tzigane fait rage dans ce coin paisible, que les lampions bariolés se balancent aux arbres et reflètent dans la Miljatchka leurs boules brillantes, symbole de réjouissance, lumière oscillante entre le rêve et la réalité. Ensuite le petit café retombe dans sa torpeur jusqu'à l'année suivante.

Bien que la neige ait fondu dans la montagne, il fait encore frais dans ce pavillon au bord de l'eau. Illitch est tout seul. Il cache en soupirant son pâle visage dans ses mains, puis regarde sa montre. On le fait attendre, mais tout est si calme qu'il en arrive à oublier la réalité de ce paquet qu'il tient sur ses genoux.

Ah! voici un grand gaillard bronzé au nez crochu sous son fez rouge qui vient rapidement vers la table d'Illitch et s'assoit après avoir jeté un coup d'œil autour de lui. C'est Mehmedbasitch de Mostar, le Mahométan qui s'est enrôlé parmi les conjurés.

— Me voici enfin, mon cher Illitch; il m'a été impossible de venir plus tôt. Où en sommes-nous? Avec toi on ne sait plus que penser. Tantôt tu écris : Hâtons-nous, le moment est venu, tantôt tu veux tout abandonner. Que diable, assez tergiversé! Marchons-nous cette fois?

— Je ne sais plus, je me demande s'il ne serait pas plus sage

d'attendre et de nous attaquer un peu plus tard au mameluck Potiorek.

— « Je ne sais plus! » — raille Mehmedbasitch. — « Je ne sais plus!... » Qui saura alors? Si j'avais eu un pistolet à Mostar, tout serait fini depuis longtemps! L'Archiduc héritier et le Gouverneur étaient à dix pas de moi lorsqu'ils ont visité la grotte près des rochers. Enfin me voici maintenant, me donnes-tu des armes, oui ou non?

Illitch pose la main sur le bras du trop bouillant Mehmedbasitch.

— Attends au moins que Popovitch et Cubrilovitch soient arrivés, sinon je serai obligé de défaire deux fois le paquet.

Un garçon en culotte bouffante pose sur la table un plateau de cuivre poli. Mehmedbasitch attend qu'il se soit éloigné, puis il se penche vers son camarede.

— Tu sais ce qu' « Il » a fait pour les drapeaux à Illidza?

— Oui, on me l'a dit. Mais je crois, malgré tout, qu'il serait préférable d'attendre.

Deux garçons imberbes pénètrent à leur tour dans le jardin bras dessus, bras dessous. Ce sont deux élèves du lycée de Serajevo qu'Illitch a enrôlés parmi les conjurés : Popovitch et Cubrilovitch. Ce dernier agite triomphalement un papier :

— Recalé en trois matières! les bulletins ont été remis aujourd'hui en l'honneur de l'Impériale Visite. Je veux qu'après ma mort on mette ce document au Musée national, pour que les générations à venir se rendent compte qu'un mauvais élève est capable d'actions d'éclat.

— Et toi, Cvjetko? — demande Illitch au mélancolique Popovitch.

— Oh! celui-là, — reprend Cubrilovitch, — c'est tout juste s'il n'a pas eu le prix d'excellence. Il s'en est fallu d'un cheveu qu'il ne soit chargé de réciter une poésie à l'Archiduc en lui offrant des fleurs. Il n'y a échappé que parce qu'il était mon ami.

Le Mahométan mesure des yeux les deux lycéens et adresse ensuite à Illitch un regard interrogateur. Celui-ci rougit et murmure avec embarras :

— Ce n'est que la réserve.

— Réserve!... Réserve!... — reprend Cubrilovitch, — atten-

dez un peu, vous verrez ce qu'elle vaut, cette réserve. S'il ne tient qu'à moi je ferai en sorte que quelques professeurs sautent en même temps que François-Ferdinand!

— Crie donc encore plus fort, imbécile! — dit Mehmedbasitch furieux. — Va donc nous livrer tout de suite à la police!

— Pourquoi aurais-je peur? Les mouchards ne vont tout de même pas se promener là, dans l'eau? Allons, Illitch, donne-nous maintenant ce que tu nous as promis, et montre-nous comment on se sert de ces bombes. Si tu continues à tergiverser, nous pourrons tout juste envoyer une salve d'honneur derrière le train qui ramenèra l'Archiduc à Vienne!

— Pas ici. On peut venir à tout instant. Allons derrière le bain turc, il n'y a personne et je pourrai vous montrer le maniement des armes.... Ah! j'oubliais de vous donner le poison. Surtout rappelez-vous que seuls les morts sont muets. — Il fouille dans sa poche et remetà chacun un petit paquet de cyanure. — Voilà, il ne me reste plus qu'à vous indiquer la place que chacun doit occuper. Toi, Mehmed, tu seras le premier et, comme tu es beau garçon, tu te tiendras devant l'École des filles. Toi, Vaso, tout de suite après, contre le pont de Cumurja, il y aura là un autre de nos camarades que vous ne connaissez pas. Cvjetko, tu seras de l'autre côté, près de la Banque d'Autriche. Faites bien attention de ne pas vous blesser mutuellement avec les bombes. Je serai là d'ailleurs pour vous faire signe au moment voulu. Il y aura donc quatre des nôtres rien qu'à ce seul endroit. Il est impossible que l'Archiduc leur échappe. Nous épargnerons à Serajevo la honte de le recevoir à l'Hôtel de Ville.

— Où sera Printsip? — demanda Popovitch.

— Printsip? Il tient à rester près du Kaiserbrücke, là où est mort Zerajitch. Il veut tuer l'Archiduc exactement au même endroit.

— Il a tort, — dit Cubrilovitch, — car il faudrait que nous ayons laissé filer le damné Habsbourg! Et s'il ne tient qu'à moi, il ne passera pas vivant devant la Banque d'Autriche.

28 JUIN 1914

Derrière le treillage de bois de la petite pâtisserie Vlajinitch, Illitch, assis à une petite table, observe anxieusement la rue. Quand il porte à sa bouche sa tasse ou sa cigarette, sa main tremble... Son visage est pâle et de grands cernes sombres entourent ses yeux bleus. Sait-il bien ce qu'il veut? Printsip l'a envoyé ici pour remettre les armes à Grabèje et à Tchabrinovitch... Il frissonne en pensant à la police qui circule partout, qui observe tout le monde. Une ombre se profile devant lui, il tressaille... Non, ce n'est que Tchabrinovitch.

— Eh bien, — dit celui-ci en riant, — me voici. Où est Grabèje? Pas arrivé encore?

— Assieds-toi là et tais-toi. Grabèje doit venir de Pale par le premier train.

— Pourvu qu'il ne s'oublie pas à faire la fête! Ces fils de popes, toujours dans les jupes des filles! Mais donne-moi la bombe que je m'en aille, je suis pressé.

— Où veux-tu aller? Tu ne vas tout de même pas montrer cette bombe à tout le monde et faire le malin? — dit Illitch qui n'est pas rassuré et qui n'a guère confiance en Tchabrinovitch.

Celui-ci arrange sa cravate :

— Je veux faire quelque chose pour la postérité : le testament d'un pauvre jeune homme. Je vais aller chez le photographe afin que les Serbes que je vais libérer, gardent l'image d'un héros. — Il tire un petit miroir de sa poche et secoue quelques pellicules du col de son veston. — C'est pourquoi j'ai mis mes vêtements du dimanche. Quand les filles verront ma photographie, elles pleureront sur le pauvre Nedjo qui est mort pour la patrie dans la fleur de sa jeunesse.

— Tu n'es qu'un fou et un idiot, — dit Illitch furieux. — Heureusement que j'ai d'autres gaillards que toi sur lesquels je puis compter. Tu es bon à poser chez le photographe en prenant des airs de matamore pendant que l'Archiduc fait son entrée en ville!

— Pourquoi se presser? Nous arriverons encore bien à temps pour mourir; nous avons encore deux heures! Allons, donne-moi mes affaires. J'ai le cyanure, Printsip me l'a remis hier.

L'arrivée de Grabèje tout essoufflé interrompt la discussion.

— Ah! Vous êtes encore là? Heureusement! J'avais peur de ne plus vous trouver. Si vous saviez comme on est surveillé à la gare. On interroge tous ceux qui descendent du train, on demande d'où l'on vient, où l'on va. Il y a là des gendarmes qui vous transpercent du regard. Ne traînons pas, un type louche m'a suivi une partie du chemin et il peut entrer quelqu'un ici d'un moment à l'autre. Dites-moi vite où je dois me poster et ce que vous me donnez comme arme.

Illitch le mesure du regard :

— Tu es toujours décidé à travailler avec nous?

— C'est selon. Dis-moi d'abord où je dois me placer?

— Tu resteras près de Printsip. Tu seras la réserve. Quatre des nôtres dont Tchabrinovitch ici présent, se trouveront près de la Banque d'Autriche. Il est probable que l'Archiduc n'échappera pas aux bombes qu'ils doivent jeter. En supposant qu'ils le manquent, Printsip se tiendra près du Lateinerbrücke ou du Kaiserbrücke et s'armera d'un pistolet. Ton rôle sera de lancer aussi une bombe, afin de jeter la panique dans la foule ce qui permettra à Printsip d'approcher de la voiture.

— Bon, ça va, — dit Grabèje, — il ne sera pas dit que j'aurai traîné ces armes pendant des jours et des nuits pour ne pas m'en servir. L'attentat d'aujourd'hui n'est qu'un jeu en comparaison des difficultés que nous avons surmontées pour traverser la frontière avec ce colis.

— Passe la main sous la table, — dit Illitch.

— N'oublie pas le cyanure, — dit Tchabrinovitch en prenant le projectile qui lui est destiné. — Il faut que Grabèje puisse s'empoisonner lui aussi, sinon nous serons couchés là, les lèvres bleuies, et on le martyrisera pour le faire parler!

***

Tchabrinovitch a beau carillonner chez le photographe, personne ne répond. Un roquet aboie. Le jeune homme insiste et un petit bossu en veste de velours se décide enfin à ouvrir la porte. Il louche avec méfiance par-dessus ses lunettes.

— Je ne travaille pas aujourd'hui. Revenez demain après-midi. Pour le moment, je charge mes appareils afin de prendre des vues du cortège et j'ai tout juste le temps.

— Impossible de revenir demain. Je pars ce soir pour un grand voyage. Je vous paierai d'avance. Voyons, ce sera fait en quelques minutes.

Le photographe marmonne entre ses dents des réflexions peu aimables sur les jeunes gens qui remettent toujours tout au dernier moment, mais il prépare tout de même son appareil.

— Vous allez me mettre en retard. Je vais manquer une bonne affaire et on en fait si peu en été! Je compte tirer des cartes postales qui se vendront bien. Tous les gens qui assistent à la fête en achèteront.

— Prenez-moi plus cher. Le prix m'importe peu, mais je tiens à laisser une photographie avant de partir pour ce grand voyage.

Le photographe avance un fauteuil.

— Quel format choisissez-vous? Carte de visite, carte album? Un portrait en pied, ou seulement le buste?

Tchabrinovitch s'assied sur le bras du fauteuil :

— Ma fiancée pour qui je fais faire ce portrait, le préfère en pied. Attendez, je vais vous indiquer tout de suite où il faudra l'envoyer... Il écrit une adresse au hasard... — Si la photographie revient, tant pis! Il y en aura une de plus à Serajevo.

Il arrange ses cheveux. Puis il prend dans sa poche le journal *Narod* qui publie aujourd'hui le portrait du roi de Serbie encadré de drapeaux aux couleurs serbes.

En apercevant cette feuille radicale et le portrait du roi Pierre, le photographe est pris de méfiance :

— Vous allez en Amérique?

— Pourquoi en Amérique?

— C'est là où filent tous ceux qui craignent d'être pris par le service militaire.

— Je n'ai pas encore l'âge d'être incorporé. D'ailleurs je vais bien plus loin que l'Amérique.

Le photographe haussa les épaules.

— Vous feriez mieux de replier ce journal. Il ne fera pas bien sur la photographie.

Il disparaît sous le drap noir.

— N'ayez pas l'air si sombre, — dit-il en sortant sa tête un instant. — Votre fiancée aurait peur de vous. Pensez à elle et souriez. Tournez la tête à droite... Oui, c'est ça... Mais vous

avez, dans la poche de votre veston, quelque chose de gros qui fait une vilaine bosse. Sortez-le donc.

Tchabrinovitch effrayé met la main sur la bombe.

— Non, non, impossible. C'est le paquet de lettres d'amour de ma fiancée. Il faut qu'elle voie que je les porte toujours sur moi.

— A votre aise. Vous êtes prévenu, vous ne me ferez pas de reproches... Attention... Une, deux, trois,.. C'est fait.

— Quelle heure est-il? — demanda Tchabrinovitch.

— Neuf heures. Voyez comme vous m'avez mis en retard!

Le jeune homme paye et en hâte se dirige vers le parc.

Sur un banc près du rond-point, Printsip l'attend. Tchabrinovitch s'assied à ses côtés.

— Tu as tout? — demande Printsip.

— Oui, allons au quai.

— Ne nous pressons pas. Si nous nous trouvons là-bas trop tôt, nous risquons d'attirer l'attention.

Ils se lèvent et marchent un moment de long en large :

— Nous touchons au dénouement, — dit Printsip, — allons, courage! Il est préférable maintenant de nous séparer. Adieu, ami. Que nos mains ne tremblent pas. Que nos frères soient délivrés!

Ils s'étreignent et partent chacun dans une direction opposée.

La foule remplit peu à peu les rues. Partout sont postés des policiers qui examinent les passants avec méfiance. Printsip se dirige en flânant vers le quai et s'assied sur le parapet. Voici que passe un groupe de lycéens.

— Tiens, Printsip. Zdravo! Te voilà revenu à Serajevo? Ne fais-tu pas tes études à Belgrade?

— Mais si, je viens de Belgrade.

— Tu as passé l'examen de maturité?

— Oui, j'ai terminé, je suis reçu. Déclaré mûr pour la vie, pour la mort!

— Nous devions passer l'examen aujourd'hui, — dit un grand garçon à l'air un peu niais, un fils de magistrat. — Mais nous avons congé, à cause de l'arrivée de l'Héritier du Trône.

— Voyez, c'est donc bon à quelque chose, un Héritier du Trône, — répond Printsip en riant. — Il suffit qu'il paraisse et les examens sont ajournés. J'espère que vous allez lui témoigner votre reconnaissance en criant bien fort « Zivio! »

Deux jeunes filles passent en adressant des sourires aux jeunes gens.

— Dépêchez-vous, — leur crie Printsip, — vous ne trouverez plus de bonnes places!

Voici Illitch sur le trottoir opposé. Gavrilo lui fait signe, mais l'autre se garde bien de répondre.

— Zdravo, — disent les lycéens en quittant Printsip. — C'est tout de même une fameuse veine d'avoir un jour de plus pour repasser les matières de l'examen!

— Soyez sages, — leur crie Printsip, — et vous réussirez!

***

Au rez-de-chaussée de l'hôtel Bosna à Illidza, une petite chambre a été transformée en chapelle. Un autel de la Vierge, blanc et bleu, est dressé contre un des murs et entouré de palmiers, de plantes vertes provenant des serres du Kurhaus, de fleurs qui encombrent l'espace déjà très étroit.

L'archiduc François-Ferdinand et sa femme sont agenouillés sur des prie-Dieu recouverts de brocart, la tête plongée dans leurs mains. Derrière eux se tient la comtesse Lanjus. Près de la porte, les officiers de la suite prennent l'air figé et ennuyé d'un recueillement de commande.

Le prêtre dit les oraisons à mi-voix, passe rapidement de l'épître à l'évangile, l'enfant de chœur agite sa sonnette. Il fait une chaleur étouffante dans cette petite pièce. Le lieutenant-colonel Merizzi ouvre doucement la porte afin d'aérer un peu, mais le ronflement des autos trouble l'Archiduc. Le voyant s'agiter, Merizzi referme avant qu'il ait pu se retourner. Le silence retombe. François-Ferdinand se plonge de nouveau dans son recueillement. Un mince rayon de soleil passe par la fente des rideaux et joue sur les plumes vertes du shako posé à terre devant le Prince.

L'officiant donne la bénédiction. Les officiers inclinent respectueusement la tête. Puis l'Archiduc et la Duchesse se lèvent, adressent leurs remerciements au prêtre et quittent la chapelle.

Les voici devant l'hôtel. François-Ferdinand examine le ciel sans nuages :

— Nous aurons une journée chaude. On étouffait tout à

l'heure dans la chapelle. La promenade en voiture nous rafraîchira.

Le couple impérial monte dans l'auto du comte Harrach qui s'assoit lui-même à côté du chauffeur. Potiorek prend place sur l'étroit strapontin.

— Nous allons d'abord au camp de Philipovitch, — dit l'Archiduc. — Ensuite en ville. Allons lentement. Je veux bien voir et je tiens à ce qu'on nous voie. Potiorek, je vous serais reconnaissant de me désigner au passage les monuments intéressants.

— Je suis à vos ordres, monseigneur.

L'Archiduc serre furtivement la main de la Duchesse, tout en arrangeant la couverture destinée à les protéger contre la poussière.

L'auto démarre devant le poste qui présente les armes.

L'Appelkai est inondé de soleil. Il y a tout juste un peu d'ombre du côté des Palais du Gouvernement. La foule se presse derrière un mince cordon de police. La clarté est aveuglante et les yeux se reposent avec plaisir sur le feuillage argenté des peupliers et le vert sombre des cyprès qui bordent le fleuve.

Grabèje cherche Printsip. Traversant la rue, il va vers le Lateinerbrücke, mais ne trouve pas son camarade à la place indiquée. Il se hâte vers l'Hôtel de Ville, toujours pas de Printsip. Mon Dieu! Qu'est-ce que cela veut dire? Serait-il déjà arrêté? Tout est découvert peut-être?... Pourquoi les policiers le dévisagent-ils avec tant de méfiance?... Grabèje tâte avec inquiétude la bombe et le pistolet. Il louche vers ses vêtements... Mais non, rien ne paraît... Il ne peut pourtant pas continuer à errer ainsi, il va exciter la curiosité, on va le soupçonner de quelque mauvais dessein. Mieux vaut retourner au Kaiserbrücke. Si les quatre premiers conjurés laissent échapper l'Archiduc, c'est le chemin que prendra sa voiture pour se rendre au konak. D'ailleurs c'est de cet endroit que Zerajitch a tiré sur le général Varetchanine. Peut-être Printsip est-il là?... Le pont est encombré de gens qui regardent du côté où l'Archiduc doit venir. On entend déjà le grondement des salves. Tous les forts qui dominent Serajevo tirent l'un après l'autre. Le fort de Hum commence. Ceux de Vratca, de Zlatische, de Palèje répondent suivis de toute la ceinture

intérieure et extérieure. Les canons font un grondement qui ressemble au fracas du tonnerre. L'Archiduc a terminé la visite du camp de Philippovitch.

Illitch est debout près de la Banque austro-hongroise. Son cœur bat si fort qu'il est obligé de s'appuyer contre un arbre du boulevard. Un homme à ses côtés tire sa montre : « Dix heures, ils vont arriver... » Il pousse ses deux enfants devant lui : « Quand les voitures seront là, il faut crier « Vive l'Archiduc! » et agiter vos mouchoirs... » Puis il se tourne vers Illitch, met la main à son chapeau : « Auriez-vous la bonté de vous reculer un peu et de laisser la place aux enfants afin qu'ils puissent mieux voir? »

Illitch se recule. Il souhaite maintenant que les conjurés ne soient pas fidèles à leurs promesses, qu'ils ne viennent pas, qu'ils aient peur au dernier moment. Il se dresse sur la pointe des pieds. Une petite femme coiffée d'un énorme chapeau lui barre la vue... Mais si, ils sont là tous les quatre à leur poste. Mon Dieu, comme ils sont imprudents! Ils vont se faire arrêter, c'est sûr! Le premier, bien visible, car de sa grande taille il domine la foule, c'est Mehmedbasitch dans une éclatante culotte blanche. Il a l'air agité, inquiet et penche sans cesse en avant sa tête coiffée du fez rouge. Personne à côté de lui dans ce soleil aveuglant... Que c'est bête, que c'est bête, que c'est imprudent!... Un peu plus loin, tout près du Cumurjabrucke, voici Vaso Cubrilovitch qui piétine en avançant son nez crochu et en faisant des grimaces. Ah! et voici Tchabrinovitch qui se poste de l'autre côté du pont...

Les vivats de la foule se mêlent au grondement des canons. Dieu merci, les deux camarades en face ne bougent pas. Ils pensent sans doute comme Illitch, que s'ils lancent une bombe elle tombera au milieu des spectateurs. Tiens! le petit Popovitch, là, du même côté qu'Illitch. Mais il ne pourra rien faire, il est juste contre un agent de police...

Grand Dieu!... Miséricorde!... Que fait Tchabrinovitch? La première voiture est tout juste en vue et il tire de sa poche la bombe comme si c'était une pipe!... Oui! comme si c'était une pipe!... Il va nous perdre tous! La première voiture passe devant Illitch lui masquant la vue. L'Archiduc n'y est pas. Ce sont des hauts fonctionnaires sans doute. Dans la deuxième

on aperçoit le fez rouge du Bourgmestre et le bicorne d'un Commissaire du gouvernement... Mais là, maintenant, dans la troisième voiture, ces plumes vertes qui flottent au shako d'un général, c'est l'Archiduc, sans doute avec Potiorek? Que fait Tchabrinovitch debout sur le parapet?...

Potiorek étend le bras, montrant à l'Archiduc un monument de l'autre côté du fleuve. Brusquement vole un objet noir. La Duchesse, assise à droite de François-Ferdinand, est du côté de Tchabrinovitch, elle se penche en avant. L'Archiduc fait un geste comme pour repousser quelque chose. Le chauffeur donne un coup de volant, la voiture fait une embardée, l'objet noir rebondit sur la capote de la voiture et tombe sur le pavé... Illitch ne voit plus rien qu'un peu de fumée et une vilaine flamme jaune. Dans la soudaine poussée de la foule, il est à moitié étouffé, il entend des cris de douleur et voit des gens se tordre à terre; puis il est entraîné, aperçoit un instant Tchabrinovitch qui court vers le pont, se hisse sur le parapet et bondit dans le fleuve. Des officiers ont sauté d'une voiture et s'élancent derrière lui, le sabre haut.

Illitch a réussi à se libérer de l'étreinte de la foule. Il la laisse s'écouler devant lui et s'appuie au mur d'une maison, les yeux hagards. Les autres conjurés ont disparu comme absorbés par un tremblement de terre. Plus de Mehmedbasitch, de Popovitch, ni de Cubrilovitch. A l'endroit où la bombe a fait explosion, une voiture est arrêtée, une de ses roues est faussée et on en retire un officier la tête sanglante. Une femme coiffée d'un grand chapeau garni d'une aigrette, se tient debout, sa robe claire est toute éclaboussée de sang. L'auto de l'Archiduc est arrêtée plus loin, on voit le visage du Prince sous le shako aux plumes vertes, et, à côté, le visage convulsé de Potiorek. Des gens accourent pour ramasser les blessés qui sont sur la chaussée. Pourquoi ne tire-t-on pas maintenant sur l'Archiduc? pense Illitch. Ce serait pourtant bien le moment de jeter une bombe sur cette voiture arrêtée. De toute façon les Serbes de Bosnie seront châtiés durement. Alors pourquoi ne pas achever l'attentat? Pourquoi Tchabrinovitch n'est-il pas mort aussitôt après avoir absorbé le poison?... Mon Dieu! Mon Dieu! Si ce bavard n'a pas pris le cyanure, Illitch est perdu comme tous les autres!

Le comte Harrach arrive en courant vers la voiture démolie :

— Que s'est-il passé?

La réponse de la comtesse Lanjus se perd dans le grondement des salves que les forts continuent à tirer. « Le lieutenant-colonel Merizzi vient d'être transporté chez un médecin. »

— Où est-il blessé? — demande Harrach, — Est-ce grave? Y a-t-il d'autres personnes atteintes? Quelle histoire, mon Dieu! Quelle histoire! J'ai cru tout d'abord qu'un pneu avait éclaté.

— Merrizzi est blessé à la tête, — dit le comte Boos-Waldeck. — On ne sait pas encore si c'est grave... — Il montre son képi. — Voyez, il est traversé et j'ai une égratignure. Quel cochon!...

— Comte, — crie le baron Rumerskirch, — courez vite dire à son Altesse Impériale de continuer... Surtout il ne faut pas s'arrêter. Qu'il reparte! Qu'il reparte! J'ai tant recommandé hier qu'on ne s'arrête pas!

Le comte Harrach se précipite vers l'auto de l'Archiduc.

— C'est une bombe, monseigneur. Le colonel Merizzi est blessé à la tête. On espère que ce n'est pas grave. L'auto est démolie. Le baron Rumerskirch vous supplie de repartir, de ne pas vous arrêter.

— Tu n'as rien, Soph? — demande François-Ferrdinand.

— Rien du tout, — répond la Duchesse en tamponnant une égratignure qui saigne à son cou.

— La comtesse Lanjus est-elle blessée? — demande l'Archiduc.

— Non, monseigneur, elle est indemne.

— Alors, continuons, — dit l'Archiduc en jetant un rapide regard de côté sur Potiorek. Celui-ci, la figure bouleversée, blême, les lèvres bleues, interroge à voix basse le comte Harrach...

— Une bombe seulement? Je croyais avoir entendu un coup de revolver et avoir senti siffler une balle à mes oreilles.

— Il me semble, — réplique sèchement François-Ferdinand, — qu'une bombe suffit!

Printsip arrêté près du pont voisin, a entendu l'explosion.

— C'est un des nôtres, — pense-t-il.

Il se précipite avec la foule vers l'endroit d'où est parti le bruit.

— C'est Tchabrinovitch probablement. Pourvu qu'il m'en ait laissé encore un à expédier aux enfers derrière l'Héritier du Trône.

Mais qu'est-ce que cela signifie? Peut-on en croire ses yeux? Voilà les autos qui arrivent en trombe. Un, deux, trois... Et dans la troisième ces plumes vertes. L'Archiduc avec le chef des Mamelucks!... Raté!... Tout est raté! Il est trop tard pour saisir son pistolet... Ils sont passés!... Tout est perdu... Tout cela n'a servi à rien! Quel est l'idiot qui a jeté cette bombe? Un de ces propres à rien amenés par Illitch?

— Ah! Ah! Qui repêche-t-on dans la rivière comme un chien crevé. Qui tire-t-on, les vêtements ruisselants par-dessus le parapet?... Pourquoi tous ces officiers brandissent-ils leurs sabres en poussant des cris et des jurons?... Tchabrinovitch!... Oh! c'est Nedjo!... Il n'a pas eu le temps de s'empoisonner!... Il va tous nous trahir. Il n'est pas capable de tenir sa langue... Il faut que je le tue!

Printsip se hâte vers le groupe tout en armant le pistolet dans sa poche. Les coups de canon résonnent dans sa tête comme les battements de la fièvre. Mais la foule s'interpose entre lui et son but. Il est serré contre le mur par des gens haletants, criant, hurlant, des Turcs en fez, des policiers, des agents en civil, des officiers... Ah! encore des autos qui passent à toute allure allant vers l'Hôtel de Ville.

Seigneur, ce pistolet qu'il tient à la main!... Il vaudrait mieux le tourner contre soi-même!

Deux agents de police passent en courant :

— Qu'a-t-il dit? — demande l'un d'eux. — Qu'a-t-il dit quand on l'a rattrapé?

— Je suis un Serbe, — a-t-il crié, — un héros serbe!

Printsip remet avec précaution son pistolet dans sa poche. Des larmes de honte, de désespoir lui viennent aux yeux!... Un Serbe!... Un héros serbe!... Ce vantard!... ce bravache!... Et où sont les autres?... Où est Grabèje?... Où est Illitch avec sa fameuse réserve? Où sont les autres héros serbes? Tout essoufflé, il s'appuie au parapet, et réfléchit :

— Si l'Archiduc entre à l'Hôtel de Ville, il faudra bien qu'il

en sorte... Laissons Nedjo, il est perdu, pensons à notre serment. Ce n'est pas le moment de se tirer une balle dans la tête comme Zerajitch... Avant tout il faut tuer le Sultan! Donc en avant vers le Kaiserbrücke, là je serai bien placé.

Il se faufile à travers la foule qui s'est massée autour de l'auto démolie, et cherche à gagner le pont. Mais les policiers font évacuer le quai; impossible de rester là, Printsip essaye de se dissimuler dans la foule à l'ombre des maisons lorsqu'un homme l'aborde. D'où le connaît-il? Il ne peut se le rappeler, mais l'individu lui tend la main avec un sourir bizarre.

— Vois-tu ce qu'ont fait ces imbéciles? — dit-il, puis il passe son bras autour du cou de Printsip et cherche à l'entraîner : « Viens avec moi, je veux te demander quelque chose en particulier, justement à ce propos. »

« Imbécile, pense Gavrilo, crois-tu que je vais me laisser prendre? Tu veux m'amener à l'écart pour me fouiller, tu n'es qu'un indicateur qui touche l'argent de la police! »

Il se dégage de cette étreinte qui veut paraître amicale :

— Nous nous retrouverons plus tard, je suis pressé de rentrer chez moi...

Rien à faire ici près du Kaiserbrücke, les autos sont encore là et la police est sur les dents. Essayons du côté du Lateinerbrücke. Peut-être vais-je y retrouver Grabèje, j'ai plus confiance en lui que dans les réserves d'Illitch...

Toujours les salves d'artillerie. Maintenant ce sont les forts les plus éloignés qui tirent. Printsip rase le mur des maisons et remonte le fleuve. Il veut se poster devant l'entrée du Lateinerbrücke.

***

Bien avant dix heures, le Conseil municipal, ses deux vice-bourgmestres en tête, s'est rassemblé sur le perron de l'Hôtel de Ville, au bout de l'Appelkai. Il y a là des Serbes, coiffés de vénérables hauts de forme et portant l'habit sur lequel s'étalent les insignes d'unions chorales ou de sociétés; des Mahométans aux larges ceintures, le gilet ouvert sur une chemise sans col; quelques êtres hybrides en frac avec un fez sur la tête. Tous ces commerçants, ces petits bourgeois désirent saluer l'Archiduc. Les canons tonnent, on entend les accla-

mations se rapprocher, on voit même là-bas, la première voiture précédant celle du Bourgmestre... Tout à coup, tout s'arrête... Un homme essoufflé accourt en hurlant : « Des bombes! Des bombes! Il y a des morts, beaucoup de morts!... »

La foule qui est massée en demi-cercle autour de la place de l'Hôtel-de-Ville veut rompre le cordon de police. Tout le monde veut voir, tout le monde veut entendre, que se passe-t-il?

— Qui a jeté des bombes? Qui a tiré? Qui est mort?

La police essaie de contenir la poussée de la cohue. Les conseillers descendent en désordre au pied du perron :

— Que s'est-il passé, pour l'amour du ciel, dites? Qui est mort?

Voici le Préfet de police dans la première auto et le Bourgmestre qui suit. Ce dernier saute à terre et s'avance en titubant vers ses conseillers :

— Qu'y a-t-il? Qu'y a-t-il?...

Le Bourgmestre, tremblant de tous ses membres, fouille sa poche à la recherche d'un papier. Voici déjà les voitures où l'on aperçoit les plumets verts. La foule en désarroi, les conseillers, oublient de pousser des vivats, car le visage convulsé de rage de François-Ferdinand arrête tout élan. L'Archiduc attend que la Duchesse soit descendue de voiture, il ne répond à aucun salut, il garde les yeux fixés à terre puis va droit au Bourgmestre qui, debout entre ses deux adjoints, balbutie les premiers mots de sa harangue.

— Monsieur le Bourgmestre, — s'écrie François-Ferdinand, l'interrompant avec violence en allemand, — c'est un scandale! On vient de jeter des bombes. Voilà comment nous sommes reçus à Serajevo?

La Duchesse dont le visage paraît d'une pâleur de cire sous la voilette blanche pose la main sur le bras de son époux :

— Je t'en prie, Franzi...

L'Archiduc se tait brusquement. Il est haletant. Dans sa figure congestionnée, ses yeux sortent de leurs orbites comme si une main lui serrait la gorge. Il tire nerveusement sa moustache :

— Vous pouvez continuer! — dit-il enfin.

Le Bourgmestre s'est ressaisi et termine son discours qui

semble d'une lamentable ironie dans les circonstances présentes. Il baisse les yeux sous le regard enflammé de François-Ferdinand. La figure de celui-ci est si terrible que le malheureux fonctionnaire prononçant péniblement ces ridicules souhaits de bienvenue, pense à part soi :

« Tout ce que je dis est stupide! N'aurai-je jamais fini?... »

Enfin, il lève une main tremblante, les conseillers l'imitent en agitant faiblement leurs hauts de forme et la foule qui se sait observée par la police, ajoute un timide « Zivio! » à cette tragique réception.

C'est au tour de l'Archiduc de parler, mais il n'a pas son discours :

— Où est Rumerskirch? Où est-il donc?

Un silence embarrassé, plein d'angoisse, pèse sur l'assistance.

Voilà enfin le Maître de Cérémonies qui se faufile à travers les autos. S'approchant de l'Archiduc, il lui tend un papier tout éclaboussé de sang.

L'Héritier du Trône lit. La première partie du discours est en allemand, les mots viennent vite, le visage du Prince se détend, ensuite vient une partie en croate et son débit est plus lent. Lorsqu'il arrive au bas de la feuille, là où elle est maculée de taches rouges, il dresse la tête et lance un regard menaçant:

— Je suis heureux des sentiments de loyalisme que la population de Serajevo témoigne à la maison de Habsbourg et je vous prie, monsieur le Bourgmestre, de recevoir l'expression de mon attachement à cette population et de lui transmettre mes remerciements.

Fehim Effendi Curcitch s'incline :

— Votre Altesse Impériale aurait-elle la bienveillance de visiter l'Hôtel de Ville?

Sans répondre, François-Ferdinand monte l'escalier avec la Duchesse à son bras.

Les officiers montent à leur tour et seules les autos poussiéreuses restent devant la porte.

La foule tend le cou afin de bien voir ces hautes personnalités viennoises de la grande métropole, les militaires, les nobles, les commissaires du Gouvernement. Pourtant la fête est bien moins solennelle qu'il y a quatre ans lorsque le vieil empereur a traversé la ville. Ses régiments formaient deux murs vivants,

entre lesquels roulait sa voiture à quatre chevaux et des tapis avaient été jetés sur son passage. Les magnifiques cavaliers de sa garde l'entouraient et le protégeaient. Comment l'Archiduc va-t-il punir la ville de cet attentat? Comment lui fera-t-il sentir qu'elle est en disgrâce?

Quelle triste Saint-Guy! Quelle Saint-Guy lamentable! Les canons des forts se sont tus, un silence angoissant pèse sur tout ce monde.

Pourtant on devrait se réjouir! Tout s'est passé heureusement. La bombe n'a pas atteint l'Héritier du Trône. On s'en tire avec quelques blessés; un officier et des gens sans importance. C'est inespéré! Pourquoi n'a-t-on pas acclamé le Habsbourg témoignant ainsi la joie de le voir apparaître indemne? Pourquoi n'a-t-on pas agité les mouchoirs?

Les agents déambulent de long en large devant l'Hôtel de Ville; un petit enfant se met à pleurer; un garde du corps de haute taille, au casque orné d'une crinière sombre, est en faction devant la porte par laquelle est entré l'Archiduc.

Dans la grande salle rouge et or qui ressemble à l'intérieur d'une mosquée, une petite fille en robe blanche présente à la Duchesse un bouquet de roses, et, après une profonde révérence, récite un compliment d'une voix perçante. Sophie détache quelques fleurs qu'elle passe à sa ceinture et remet la gerbe à la comtesse Lanjus. Le Conseil municipal se tient un peu à l'écart. L'Archiduc se tourne vers Potiorek :

— Je veux aller tout de suite voir ce pauvre Merizzi. Où l'a-t-on transporté?

— Le lieutenant-colonel Merizzi est à l'hôpital de la garnison, monseigneur.

— Nous nous y rendrons directement en sortant d'ici.

— Je vais monter à l'étage au-dessus, — dit la Duchesse en touchant légèrement le bras de son époux. — On doit me présenter les femmes mahométanes. Je vais me dépêcher.

— Oui, vas-y, mais ne t'attarde pas.

Le Bourgmestre et le Commissaire du gouvernement accompagnent la Duchesse qu'escorte la comtesse Lanjus. François-Ferdinand suit sa femme du regard. Lorsqu'elle a quitté la pièce, il se retourne brusquement :

— Va-t-il y avoir encore des bombes?

— Monseigneur... Je crois...

— Oui ou non? Je veux savoir à quoi m'en tenir.

— Non, monseigneur, je crois que le danger est passé.

— Alors que faut-il faire à votre avis?

— Votre Altesse Impériale pourrait, ou se rendre directement au konak...

— J'ai dit que je voulais avant tout aller voir Merizzi.

Les assistants baissent la tête. Quant à Potiorek, il a grand' peine à se ressaisir :

— Alors, Votre Altesse pourrait gagner l'hopital par le quai et de là se rendre au musée.

Le Commissaire du gouvernement et le Bourgmestre reviennent. L'Archiduc appelle le premier, le Bourgmestre s'éloigne et, sur la pointe des pieds, va retrouver ses conseillers qui se tiennent à l'écart, l'air effondré, jetant des regards anxieux sur le Prince.

— Qu'en pensez-vous? — demande celui-ci au fonctionnaire. — Croyez-vous que nous puissions continuer?

Le Commissaire regarde Potiorek avec embarras, celui-ci détourne la tête.

— Je... le crois... monseigneur.

— Vous ne me paraissez guère rassuré, — reprend l'Archiduc. — J'ai idée que nous allons recevoir encore quelques balles!

— Nous pouvons hâter l'allure en suivant le quai, — reprend Potiorek. — Personne d'ailleurs ne s'attend à ce changement d'itinéraire. Ainsi les habitants de Serajevo n'auront pas l'honneur de saluer Votre Altesse dans les rues et la ville sera justement punie pour cet attentat.

— Le chemin que nous prendrons m'importe peu. Je tiens avant tout à aller voir Merizzi qui s'est fait blesser à ma place.

— Je résume, — reprend le Commissaire de sa voix de basse un peu saccadée : — Son Altesse décide d'aller en premier à l'hôpital en passant par le quai, afin d'éviter l'intérieur de la ville. Ensuite elle se rendra au musée.

Rumerskirch demande encore si c'est là la meilleure solution pour éviter tout danger. On le rassure. Le Commissaire du gouvernement sort, afin de prendre les dispositions nécessaires en vue de ce changement de programme.

François-Ferdinand s'approche du comte Harrach :

— Nous l'avons échappé belle! Tout s'est passé si vite que je ne puis me rappeler exactement ce qui est arrivé. Je ne faisais pas attention à la foule; Potiorek me montrait justement la nouvelle caserne du 15e corps. Quelque chose vole vers nous, j'ai cru qu'on lançait une pierre ou une bouteille à la Duchesse, je n'ai pas pensé à une bombe, ni songé qu'elle pouvait m'être destinée!... Je me penche machinalement afin d'éviter un autre projectile, je vois la figure furieuse de l'homme qui me visait, et alors seulement, j'ai eu conscience tout à coup, je ne sais pourquoi, que c'était bien une bombe...

L'Archiduc s'arrête, ferme les yeux et reprend sa respiration.

— J'ai eu l'impression qu'elle était tombée dans la voiture et j'attendais l'explosion. Ne pouvant protéger ma femme, j'ai saisi sa main, il n'y avait rien à faire!... Je ne souhaite à personne de connaître l'angoisse de ces quelques secondes d'attente, j'espère ne jamais les revivre... Mon soulagement a été d'entendre la détonation dans mon dos. C'est ce pauvre Merizzi qui a été touché à ma place. Je tiens absolument à aller le voir immédiatement, et à le remercier.

— Nous marchions trop lentement, monseigneur. Il y avait une trop grande distance entre nous et les premières voitures, parce que votre Altesse a voulu s'arrêter à la poste pour prendre ce télégramme.

— C'est vrai, un télégramme de Schlumetz... de mes enfants... Un talisman!

— Nous allons presser l'allure au retour, — dit Potiorek.

L'Archiduc jette un regard pénétrant sur le Gouverneur.

— Vous ne me paraissez guère convaincu de la sécurité de votre capitale. Et, se tournant vers le Commissaire du gouvernement : « S'est-on saisi du criminel? »

— Oui, monseigneur, il est arrêté.

— Qu'est-ce que cet individu?

— Un Serbe, monseigneur, typographe de son métier.

— Sans doute qu'au lieu de le pendre, notre justice viennoise va, suivant sa louable habitude, le décorer de la croix du Mérite et le récompenser de ses bonnes intentions en le nommant chef de la presse de Bosnie!... Tout est possible chez nous. Rappelez-vous, après l'attentat contre le Commissaire

royal d'Agram... Le Conseil municipal de Spalato n'a rien trouvé de mieux que de voter un don honorifique à l'assassin. Comme je suis d'un rang supérieur à celui du Commissaire, le mérite du criminel est encore plus grand!...

— Que faisons-nous maintenant? — demande la Duchesse qui redescend après avoir reçu l'hommage des mahométanes.

— Je vais voir Merizzi à l'hôpital.

— Je t'accompagne. Je ne veux pas t'attendre au konak, — et, voyant le signe de refus de son époux, elle insiste : — Je ne te quitterai pas!

François-Ferdinand lui jette un regard reconnaissant, mais son sourire est las.

— Nous gardons le même ordre de cortège, — dit le Commissaire. — Il manquera seulement l'auto du comte Boos-Waldeck.

Ni l'Archiduc, ni personne de sa suite ne daignent jeter un regard sur les conseillers municipaux. C'est tout juste si on leur laisse le temps de former la haie sur le perron. Les messieurs en frac tiennent leur haut de forme sur leur cœur; les Musulmans saluent. Même le vénérable Reis-ul-Uléma. Le chef des Mahométans bosniaques, porte sa main flétrie à son turban.

L'Héritier du Trône répond en inclinant la tête coiffée du shako à plumes vertes. Comme ses regards se portent sur la foule massée devant l'Hôtel de Ville, il a l'air égaré d'une bête traquée. Le visage de la Duchesse est figé en un sourire de commande. Tous deux avancent sur le perron, cibles faciles à atteindre. Devant eux s'étend le quai. Les drapeaux flottent de toutes parts, comme les lambeaux d'étoffe au travers desquels on fait passer le gibier rabattu.

Le comte Harrach se rend compte du danger auquel est exposé François-Ferdinand en montant en voiture. Il saute sur le marchepied de l'auto, afin de couvrir le Prince de son corps.

— Vous risquez de tomber lorsque nous allons rouler, — dit l'Archiduc qui veut le dissuader de rester dans cette dangereuse position.

— Je me tiendrai, monseigneur, n'ayez crainte.

Les autos vont vite vers le quai. Là où la rue François-Joseph débouche en face du Lateinerbrücke, le chauffeur du

Bourgmestre, oubliant le changement d'itinéraire, tourne pour aller au centre de la ville. La voiture de l'Archiduc vire également, mais Potiorek frappe sur l'épaule du conducteur.

— Vous vous trompez, nous suivons le quai tout droit.

Le chauffeur donne un coup de frein, recule légèrement.

Un jeune garçon dissimulé derrière un grand panneau-réclame, bondit sur l'auto et tire deux fois!... Potiorek se retourne et voit la Duchesse glisser doucement dans le fond de la voiture, la tête posée sur les genoux de son époux. Elle est évanouie, pense-t-il. Le comte Harrach a l'impression qu'elle s'est mise devant l'Archiduc pour le protéger. Puis le tumulte se déchaîne, les sabres sortent des fourreaux, frappent le criminel, les femmes hurlent, les gens se bousculent, les autos qui arrivent derrière se heurtent!

La voiture de l'Archiduc a fait volte-face et, enfilant le Lateinerbrücke, roule vers le konak. Le commandant Hegger, le baron Rumerskirch, le Commissaire du gouvernement, croyant que le couple impérial n'est que blessé sautent sur le marchepied, afin de lui faire un rempart de leur corps.

L'Archiduc s'incline vers la femme agenouillée devant lui et lui caresse la joue :

— Ne meurs pas, Soph, — supplie-t-il, — ne meurs pas, reste pour nos enfants!

Le comte Harrach se penche vers François-Ferdinand :

— Votre Altesse Impériale est-elle touchée? Souffrez-vous, monseigneur?

Une petite goutte de sang, perle à la bouche de l'Archiduc, ses yeux deviennent vagues, mais ses mains caressent toujours la joue de sa femme.

— Ce n'est rien, — dit-il, — ce n'est rien...

Encore une goutte de sang, puis la tunique bleue rougit sur la poitrine.

Le comte Harrach veut interroger encore, mais reçoit un jet rouge en pleine figure...

L'homme qui ne veut même pas s'incliner devant la mort est muet. Tout droit, une main sur le bord de la portière, l'autre sur la tête de la femme aimée, il semble, de son regard fixe, voir au delà de la foule hurlante qui s'amasse, se déchaîne, prise de panique...

Maintenant, l'auto roule sur le pont lentement, car elle est chargée. Les officiers, sur le marchepied, le visage défiguré par la rage tiennent le sabre haut. Le vent agite le plumet vert du shako de l'Archiduc et l'aigrette de héron de la Duchesse. Des gens courent à côté de l'auto, des médecins en uniforme, des médecins civils. Ils voudraient porter secours, sauver les malheureux, arrêter l'inévitable!...

Les sabres, les cannes, les bâtons s'abattent sur le malheureux Printsip. On le saisit par ses vêtements, on le secoue, mais il se défend. Il a frappé un policier à la tête d'un coup de crosse. Les agents ont peine non seulement à le maîtriser, mais aussi à écarter la foule qui voudrait le lyncher. « Laissez-le-nous! Laissez ce monstre. Assommez-le! Pendez-le! Noyez-le comme un chien! » Des pierres volent, des sabres frappent au hasard atteignant le misérable et aussi les gens qui l'entourent. On crache sur le criminel, il renvoie des jets de salive ensanglantée, il ricane sous les malédictions jusqu'à ce qu'une pierre l'atteigne en plein front. Alors il se plaint comme un enfant : « N'avez-vous pas honte? N'avez-vous pas honte? Vous, des Serbes?... N'avez-vous donc pas d'enfant? »

— Et la Duchesse? N'a-t-elle pas d'enfant, elle aussi?... Chien, misérable chien!...

Et les pierres volent toujours...

— Grâce! Grâce! Ayez donc pitié! Vous ne comprenez donc pas? C'est pour vous que j'ai fait cela!

On le traîne au poste, là il s'affaisse, ses yeux se révulsent, son visage se décompose. Il se sent défaillir... Enfin c'est le poison miséricordieux qu'il a avalé au moment même où il a tiré. Il va échapper à ses ennemis. Dieu soit loué! Il rit au nez des policiers, sa tête se renverse et il perd connaissance. Enfin il est heureux et sauvé! Un jet d'eau froide le rappelle à la vie. On le met debout brutalement et on le pousse vers une table... Que se passe-t-il?... Pourquoi est-il encore devant ses ennemis... Un spasme lui serre la gorge, il vomit, souille ses vêtements. Il va s'évanouir encore. Il est accablé, misérable. On lui donne un verre d'eau qui le rappelle à la vie... Là-bas, appuyé au mur entre deux gardes, il aperçoit Tchabrinovitch, ruisselant, grelottant, terrorisé, couvert comme lui de crachats, de

souillures, de sang. Lui aussi est encore vivant!... Il n'a pas réussi à s'évader de cette horrible existence!

— Ton nom? — demande rudement le fonctionnaire.

— Gavrilo Printsip — et sans laisser au commissaire le temps de continuer l'interrogatoire, il crie d'une voix aiguë : « Pas encore vingt ans!... Je n'ai pas encore vingt ans!... »

— Tu seras pendu quand même — ricane un des policiers en lui passant les menottes.

L'auto s'arrête devant le konak, la blanche résidence de Potiorek, dont les murs se dressent près de la mosquée d'Ali Pacha.

On soulève d'abord la Duchesse, on la sort de la voiture :

— Elle est morte! — crie la comtesse Lanjus. Seigneur Dieu, elle est morte!

Le corps de l'Archiduc, privé de soutien, s'écroule. On le porte dans le konak.

La Duchesse est déjà couchée sur un lit, un médecin est penché sur elle, un officier de la suite apporte un flacon d'éther.

— Seigneur! Seigneur! Elle est morte!...

Dans la pièce voisine, l'Archiduc est étendu sur un divan. On coupe sa manche gauche, son col. A la nuque, une plaie saigne souillant les mains du médecin, les murs...

— Plus de pouls, — dit un des docteurs.

— La respiration est faible, — dit un autre, sa tête chauve posée sur la poitrine sanglante, — les battements du cœur sont à peine perceptibles.

Voici un prêtre qui donne en hâte l'Extrême-Onction. Les médecins impuissants lui laissent la place.

L'archevêque Stadtler, suivi du clergé, arrive et tombe à genoux. Des gens vont et viennent affolés. Dans ce désarroi, sur lequel plane la fade odeur de l'éther, résonnent les prières des agonisants.

Un médecin fait signe à un de ses collègues et lui montre une petite blessure au niveau de l'aine de la Duchesse :

— Hémorragie interne...

L'Archiduc est couché, les médecins lui permettent enfin de se reposer. Sa moustache est embroussaillée, son menton tout

ensanglanté, sa manche coupée pend lamentablement. La Toison d'Or est tombée à terre. Au-dessus du divan, une plaque de marbre encastrée dans le mur tout éclaboussé de rouge rappelle que François-Joseph a travaillé dans cette pièce en mai 1910. De la chambre voisine, on entend les sanglots de la comtesse Lanjus se mêler aux prières. Tête basse, les officiers entourent la couche de leur chef. Leur attitude trahit leur découragement, leur désespoir. Celui qui repose là personnifiait toutes leurs aspirations. Ce maître, maintenant muet, ils l'ont suivi, ils ont cru en lui, il devait mettre un terme au trouble, à la confusion et sa fin est si dramatique, si effroyable, qu'on ne peut s'empêcher de penser qu'elle est le début d'une ère de malheurs.

Potiorek va d'un pas traînant d'une pièce à l'autre. Les officiers le suivent des yeux. Il se raidit. « Flambe et brûle! La balle qui t'est destinée est déjà fondue!... » Les mots des députés du Landtag résonnent à ses oreilles, pendant qu'il contemple la victime de l'attentat où il devait trouver la mort. Pourquoi n'a-t-il pas été frappé, lui Potiorek, plutôt que cette femme courageuse?

***

A l'heure où coule la pourpre d'un sang princier, à l'heure où la mort règne en maîtresse, que sont devenus ces jeunes gens qui n'ont pas eu le courage de tirer leur pistolet ou de jeter leurs bombes? Où sont-ils, pendant que les appareils Morse transmettent au monde entier la nouvelle terrible, pendant que des voix tremblantes murmurent dans le téléphone des mots entrecoupés de larmes. Où sont-ils ceux qui n'ont pas été assez braves pour hausser leurs silhouettes grêles sur la scène majestueuse de la destinée qui régit le monde?

Le pâle Illitch, le cœur battant, les genoux vacillants, est terré dans des lieux d'aisance et n'ose en sortir, maudissant le jour néfaste où il s'est engagé dans cette aventure effroyable. Cubrilovitch, bouleversé, hagard, court chez un ami et le supplie les mains jointes, de le débarrasser de la bombe qu'il porte. L'écolier modèle Popovitch erre en sanglotant dans les rues. Grabèje cache les armes dans un grenier parmi les toiles d'arai-

gnées et les chauves-souris. Mehmedbasitch se précipite à la gare, afin de fuir au plus vite vers le Monténégro.

Seul, Printsip tient tête aux policiers qui le torturent de questions.

— Non, — dit-il, — je n'ai pas de complices, non! Je ne fais partie d'aucune ligue. Vous pouvez faire de moi ce que vous voudrez, je ne dirai rien de plus, j'ai agi selon mon impulsion personnelle. Lorsque j'ai entendu éclater la première bombe, j'ai pensé : « Je ne suis donc pas seul à Serajevo. D'autres partagent mes opinions. »

— Et quelles sont donc tes opinions? — demande le commissaire de police. — Pourquoi as-tu fait cela?

— Parce que notre peuple est plus malheureux de jour en jour, qu'il s'appauvrit de plus en plus. Je suis fils de paysan, aussi ai-je vu la misère de près; je l'ai tué « lui » parce qu'il était un ennemi des Slaves, mais « elle », la femme, je ne l'ai pas visée, ma seconde balle était pour le mameluck Potiorek.

On fait reculer Printsip, on le retourne le nez contre le mur et on introduit Tchabrinovitch.

— Connais-tu celui-là, là-bas? — demande-t-on.

— Oui. C'est Printsip.

— Où as-tu fait sa connaissance?

Et avant que Printsip ait eu le temps de se retourner, Tchabrinovitch a répondu :

— A Belgrade!...

Tous ceux qui assistent à l'interrogatoire sursautent. A Belgrade! A Belgrade!...

***

— Vite, débarrassez la table, enlevez le couvert.

Dans la grande salle du konak, les cristaux, l'orfèvrerie étincellent sur la table parsemée de fleurs. Les maîtres d'hôtel, les ordonnances se précipitent, empilent les assiettes, rassemblent la lourde argenterie, ramassent pêle-mêle les serviettes pliées avec art, les menus calligraphiés et les roses. Enfin les nappes sont enlevées.

— Vite, vite, Son Excellence a besoin de la salle pour travailler.

Dans la cuisine, le cuisinier pleure devant ses fourneaux et déverse un torrent d'injures sur un ordonnance qui lèche une cuillère. Dans les couloirs, c'est un va-et-vient de gens qui courent, s'invectivent, se bousculent et sanglotent.

On ne laisse pas au personnel le temps d'enlever les allonges. Déjà des officiers, blêmes d'émotion, prennent place à la grande table nue et attendent devant leurs feuilles de papier, les ordres du Gouverneur. Potiorek s'est repris. Il montre maintenant un calme absolu. Sa voix habituellement tranchante est contenue, il est maître de lui malgré la lassitude que trahit ses mouvements. Après s'être réconforté d'un verre de cognac, il va de l'un à l'autre, se fait montrer les brouillons, les corrigé de sa belle écriture, marche de long en large et regarde de temps à autre sa montre avec impatience.

Il est évident qu'on se trouve devant une conspiration. Cela ne fait de doute pour personne. Peut-être même s'agit-il d'une révolution à son début et dont on ne peut prévoir le développement ultérieur. En fait de troupes, la ville ne possède actuellement que quatre compagnies à effectifs réduits : deux du 5e régiment d'infanterie hongroise et deux du 92e régiment d'infanterie tchèque-allemand. Des ordres sont envoyés à la caserne François-Joseph et à la forteresse pour qu'elles viennent immédiatement entourer le konak et l'isoler. On téléphone au champ de manœuvres pour demander les trois brigades de Serajevo et des courriers sont dirigés sur Illidza afin de prévenir la suite de l'Archiduc et de sa femme.

— Si les troupes avaient été ici, — dit Potiorek, — les journaux n'auraient pas manqué de crier que nous offensions grandement les sentiments loyalistes des Serbes fidèles à l'Empire.

— Et les troupes n'auraient pas été déconsidérées si elles avaient rendu les honneurs à la pauvre duchesse, ajoute un officier à mi-voix.

Les autres le regardent, surpris de sa hardiesse, mais Potiorek fait mine de n'avoir pas entendu.

— Nous sommes fichus, continue le même officier, tous les éléments séniles et corrompus de Vienne vont nous accabler!

***

L'Archevêque ferme doucement les yeux de François-Ferdinand, l'Archiduc héritier et, dans ce visage d'ivoire sur lequel toutes les dynasties d'Europe ont mis leur empreinte, les paupières bombées recouvrent pour toujours les yeux bleus germaniques.

Chut! Silence! L'Este est mort, les médecins vont venir embaumer son cadavre.

Voici qu'il sombre de nouveau dans le mystère et l'inconnu dont il ne s'est jamais entièrement dégagé, cet homme qui porte un nom apparenté aux plus célèbres condottieri, et que lui a transmis le dernier duc de Modène.

Avec lui disparaît une race très ancienne fondue dans le sang des Habsbourg au moment du grand bouleversement napoléonien, et avec lui, disparaît aussi le dernier souverain sans couronne de la race des Empereurs Romains Germaniques. Après lui, ce sera le rouge crépuscule des maîtres de la terre. Ceux qui, dans un dernier effort, tenteront de maintenir le cours stérile des puissances défaillantes, ne pèseront pas lourd dans la balance de l'histoire. Ce sont tous les empereurs du monde qu'on portera au tombeau avec celui-ci dont la main n'avait pas encore tenu le sceptre.

Maintenant l'Archevêque ferme les yeux de la Duchesse. Qui saura jamais si cette comtesse de Bohême si détestée, si repoussée, aurait jamais régné comme impératrice? Toute sa foi, elle l'avait mise en l'homme qui repose là non loin d'elle, de même qu'elle a cru fermement en sa propre vocation. Elle a été fidèle à son époux dans la vie comme dans la mort. Son rêve est achevé, ses espoirs, ses désirs sont évanouis. Que Dieu lui donne la paix éternelle.

A BELGRADE, LE 28 JUIN 1914

Il est midi, Tankositch entre en coup de vent dans le bureau du colonel Dragoutin Dimitrievitch.

— Apis, Apis, Rade Malobabitch vient d'arriver de Semlin en canot automobile...

Apis bondit et secoue Tankositch par l'épaule.

— Et puis?... Et puis?... Que dit-il? Mais parle donc, calme-toi, voyons, dis vite ce qui est arrivé.

Tankositch s'est laissé tomber dans un fauteuil. Il est si ému que pas un son ne sort de sa gorge. Il tremble de tous ses membres. Enfin il parvient à articuler des mots entrecoupés :

— On a téléphoné d'Agram à Semlin. Les deux chevaux sont vendus...

— François-Ferdinand et Potiorek? Coup double alors?... Des as, ces gamins!

— Malobabitch ne sait pas quel est le second cheval.

— Où est Malobabitch, pourquoi ne l'as-tu pas amené?

— Il a peur des mouchards. Il a disparu immédiatement.

Apis boucle son ceinturon en hâte.

— Vite, allons aux nouvelles. Il faut tout savoir. Cela paraît avoir marché comme sur des roulettes. Peut-être Artamanoff est-il informé.

Ils ouvrent la porte quand la sonnette du téléphone résonne. Apis prend le récepteur.

— Lui et elle? Quoi, la Duchesse aussi? Personne d'autre?... Le criminel est arrêté? Ils sont plusieurs? Vivants?... Bon, merci. — Il pose le récepteur. — Tu entends, Voja? La Duchesse aussi, et morts tous les deux. Voilà ce qui arrive, quand les femmes se mettent entre les hommes...

— Et Potiorek, ce bourreau, ce cochon?

— Il nous a échappé comme toujours!

— On te dit qu'on tient les criminels, vivants?... Mais le poison? — Tankositch a pâli. — Que va-t-il nous arriver? Il s'agit de nous tenir sur nos gardes!

— Attendons, attendons...

— Si ces garçons parlent, Apis, Patchitch nous livrera aux Autrichiens. Il ne laissera pas échapper une si belle occasion de se venger de nous.

— Pachitch?... Il n'osera pas. Mais viens, allons voir ce qu'on dit en ville.

Sur l'escalier, ils croisent le général Pierre Misitch de la « Main Blanche ». Apis lui adresse un salut sec. Le général le fixe un instant, il semble qu'il va dire quelque chose, mais il se ravise, se mord les lèvres et passe dans un cliquetis d'éperons.

— Vois-tu, Voja, il a la frousse comme en 1903. S'il osait, il

me ferait arrêter tout de suite. Si nous étions tous aussi lâches que cet individu, la Serbie serait encore une province autrichienne gouvernée par le glorieux Alexandre Obrenovitch et voisine respectueuse et obéissante des Turcs!

Dehors, les rues sont inondées de soleil. La foule revient du Kalimegdan où s'est faite la dissolution du cortège de la Saint-Guy. La Terazije est noire de monde. Les musiques militaires résonnent dans les rues. Des groupes se forment autour des crieurs de journaux, autour de gens qui pérorent en brandissant les feuilles. Belgrade est informée, cela ne fait aucun doute. Mais personne ne montre d'enthousiasme, personne ne semble se réjouir. Il règne le même calme oppressant qu'il y a dix-huit mois, lors de la déclaration de guerre à la Turquie. La même tension, la même attente, la satisfaction calme de l'assoiffé à qui l'on tend un verre d'eau fraîche... Quelques étudiants s'embrassent, quelques officiers poussent des vivats, mais ils sont l'exception. Un lourd silence angoissé pèse sur Belgrade en ce soir de la Saint-Guy.

Quand Apis passe, les gens s'écartent, lui laissent le trottoir, le suivent fixement des yeux et le montrent du doigt. Il sent tous ces regards posés sur lui et frissonne. Calme en apparence, il va vers le Kalimegdan, monte sur le rempart d'où le regard domine le confluent de la Save et du Danube. Voici la limite de sa patrie. Il s'appuie avec force contre le vieux mur crénelé, il semble que de ses poings, il pousse en avant cette vieille forteresse, qu'il la refoule par-dessus les fleuves jusqu'à la vaste plaine, qu'il rompt la ceinture trop serrée des frontières, ébranlant, sur l'autre rive, à Semlin, le monument du millénaire de la Couronne de Saint-Étienne!

BRUNO BREHM

(Traduit de l'allemand par G. GUILLEMOT-MAGITOT.)

(Fin.)

1. L'opposition entre la Main Noire (dirigée par le colonel Dimitrievitch, dit Apis) et le gouvernement de Patchich devait s'aggraver par la suite. Accusé de préparer une sédition militaire, Apis, le 28 décembre 1916, fut arrêté à Salonique, — où il se trouvait dans les rangs de l'armée serbe. — Ses compatriotes le fusillèrent, ainsi que deux autres membres de la Main Noire, le 26 juin 1917.

SEIZE ANS
DE SOCIÉTÉ DES NATIONS

Au moment où l'opinion anglaise paraît si divisée sur la question de la Société des Nations, il nous a paru particulièrement intéressant de publier une étude d'une haute personnalité qui, en Grande-Bretagne, figure au premier rang des adversaires de l'institution de Genève. Le professeur Charles Sarolea, d'Edimbourg, a rassemblé dans les pages qu'on va lire des arguments précis contre l'action de la Société génevoise. Son attitude, on ne saurait le nier, relève de la politique expérimentale.

Tout le monde prétend que les méthodes nouvelles du contrôle de la politique étrangère par la démocratie et la nouvelle politique de coopération internationale universelle pratiquée par la Société des Nations, même lorsqu'elles n'apportent pas de solution infaillible en ce qui concerne la suppression de la guerre, sont, sans aucun doute, incomparablement plus efficaces que les vieilles méthodes de diplomatie secrète et l'ancien système d'alliances militaires et d'équilibre des puissances.

La diplomatie secrète, explique-t-on, créait une atmosphère de suspicion, tandis que la diplomatie nouvelle fait naître au contraire une atmosphère de confiance. L'ancien système d'alliances militaires menait inévitablement à la guerre; le nouveau système de coopération internationale établissant un contact entre les nations, conduit au contraire à une meilleure compréhension des peuples entre eux.

La guerre reste encore une dangereuse possibilité, mais

puisque le nouveau système est basé sur la « sécurité collective », la guerre sera, dit-on, lentement mais sûrement éliminée. D'après l'ancien système, cette « sécurité collective » était, *a priori*, impossible et la guerre était en fin de compte une certitude.

Ces deux affirmations, avancées avec tant de confiance par les champions du mécanisme de la Société des Nations sont-elles prouvées par les récentes expériences? Est-il historiquement vrai que la nouvelle diplomatie ait créé un nouvel esprit et une atmosphère plus favorable et que la Société des Nations se soit vraiment montrée un instrument de conciliation internationale? Voilà ce que nous nous proposons d'examiner.

LE CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET LES MÉTHODES NOUVELLES DE LA DIPLOMATIE

Il s'est répandu une idée qui, par la loyauté, la droiture dont elle s'inspire, exerce une irrésistible séduction sur la « conscience morale » du citoyen anglais moyen ; c'est que, lorsque surgit un conflit, il convient de le discuter en pleine lumière et de jouer cartes sur table. Au contraire, l'ancienne diplomatie secrète porte avec elle le souvenir de sinistres complots, de sombres intrigues et évoque l'atmosphère des romans policiers, où le traître est invariablement un agent secret à la solde d'un ambassadeur ou d'un ministre étranger. On pense aux géants de l'histoire diplomatique, à un Talleyrand doublé d'un Fouché, à un Bismarck doublé d'un von Holstein. On pense aux politiciens corrompus par les marchands de canons, aux journaux payés par Krupp, Skoda et Zakharoff.

Le progrès politique avait éliminé le secret de l'administration de la justice, dans la conduite de tous les services gouvernementaux. Jusqu'à l'établissement de la Société des Nations, les ministères des Affaires étrangères, seuls, gardaient la survivance d'un triste passé, ils demeuraient la dernière forteresse de la réaction.

Cette foi dans les « négociations publiques » et dans les

vertus du « contrôle démocratique » est basée sur deux postulats. Le premier énonce que les masses sont nécessairement plus portées vers la paix que les partis. Le second tend à démontrer que la meilleure façon de régler les conflits internationaux, c'est de leur donner une publicité universelle. La première affirmation est fausse, la seconde est non seulement fausse, mais encore une formidable duperie. Toutes deux sont en contradiction avec toute l'histoire de l'humanité et avec la connaissance des faits élémentaires de la vie.

Il est absolument faux que les démocraties soient toujours pacifistes et que les monarchies absolues soient toujours belliqueuses. L'histoire prouve qu'il y a eu autant de tyrans pacifiques que de tyrans guerriers. Le Roi-sergent, père de Frédéric le Grand, qui passa sa vie à former une magnifique armée, comprenant même un régiment de géants, n'entreprit pas une seule guerre, parce qu'il n'aurait pas voulu exposer cette splendide armée aux risques du champ de bataille. D'autre part, il y a eu plus de démocraties belliqueuses que de démocraties pacifiques. Depuis la Révolution française et l'aube des gouvernements démocratiques modernes, nous constatons que les masses ont été tout aussi portées vers la guerre que n'importe quel gouvernement aristocratique ou autoritaire. Ce n'est pas Louis XVI qui déclencha la longue série de guerres qui débuta en 1792 pour ne finir qu'à Waterloo. Ce n'est pas Louis-Philippe qui souhaita les aventures militaires. Pendant dix-huit ans, il résista aux tendances belliqueuses du parti populaire et fut le seul roi de France qui ne s'engagea dans aucune guerre. Vraiment on pourrait presque affirmer que cette haine de la guerre lui coûta le trône. Les paroles de Lamartine, « *La France s'ennuie* » reflètent l'état d'esprit du peuple français. La démocratie française en avait assez de ce long et morne règne de paix et de prospérité et la Révolution de 1848 envoya le roi bourgeois en exil.

On ne peut pas dire non plus que son successeur Napoléon III aima la guerre : il était absolument sincère lorsqu'il déclarait : « L'empire c'est la paix. » Ce ne fut certainement pas Napoléon III qui souhaita la guerre avec la Prusse, c'est

le chauvinisme du populaire qui le poussa à la catastrophe aux cris guerriers de : A Berlin! A Berlin!

Les guerres ont souvent été faites, non par la volonté des chefs d'État, mais par la volonté du peuple. On dit que les despotes et dictateurs provoquent généralement la guerre pour distraire l'attention du peuple de leurs conflits intérieurs. Ceci, il est vrai, est l'interprétation que l'on donne au geste qui jeta Mussolini dans l'aventure abyssine. Mais n'est-il pas évident que, si cette interprétation était vraiment juste, elle serait un argument plutôt contre la démocratie que contre la dictature?

Le fait que la guerre peut être considérée comme un moyen infaillible de distraire et de flatter les masses n'est certainement pas la preuve que ces masses aient la passion instinctive de la paix.

Ce sont souvent les animosités nationales qui lâchent les chiens de la guerre. La guerre contre les Turcs fut toujours populaire sous le tsarisme. La dernière guerre contre l'Espagne fut populaire auprès des foules américaines. Et la guerre contre la France fut souvent populaire en Angleterre. Même aujourd'hui, il est probable qu'une guerre contre l'Italie fasciste serait bien accueillie par les masses ouvrières anglaises, s'il faut en juger les deux millions de votes du dernier Congrès du Labour Party à Brighton. La plupart des chefs de partis, M. Lansbury, lord Ponsonby, sir Stafford Cripps, le Dr Salter étaient contre la politique des sanctions.

Une écrasante majorité de 95 p. 100 des travailleurs vota pour les sanctions, sachant bien pourtant qu'une telle attitude pourrait mener à la guerre.

L'idée que les négociations publiques et les polémiques *urbi et orbi* sont le meilleur moyen d'arriver au règlement pacifique d'un conflit international est en contradiction avec tout ce que nous savons de la nature humaine. Même dans les discussions habituelles entre les citoyens d'un même pays, on n'a jamais observé que le meilleur moyen d'apaiser une querelle soit de la rendre publique. Lorsque deux parties désirent loyalement éviter un procès, lorsqu'elles souhaitent en arriver à un arrangement à l'amiable et sont décidées à régler le différend sans l'aide des tribunaux, il n'a jamais été

d'usage d'en référer au monde extérieur ni de laver son linge sale en public. Au contraire, les parties contestantes et leurs représentants discutent leurs différends à huis clos. Ils font tout leur possible pour sauvegarder le secret de leurs démarches, parce qu'ils savent bien que, dès que leur désaccord serait rendu public, c'en serait fait de toute possibilité de conciliation et d'accord.

Si la discrétion, le secret, l'absence de publicité sont les conditions nécessaires de tout arrangement à l'amiable dans le cas des discussions individuelles, combien ces conditions sont plus nécessaires encore en cas de conflits internationaux! Car les conflits internationaux sont infiniment plus délicats, plus compliqués et plus difficiles à résoudre.

Les nations sont séparées par les différences de langage, de tempérament et de traditions et elles sont généralement divisées par des intérêts opposés. Voilà pourquoi elles ont encore plus de peine à se comprendre que les particuliers. Il est beaucoup plus facile d'éveiller leur méfiance que de la dissiper. Et supposer que le meilleur moyen de dissiper cette méfiance est de donner aux conflits la plus grande publicité possible est un défi au sens commun. L'expérience a prouvé, maintes et maintes fois, que lorsque la nouvelle de quelque conflit international était diffusée par les journalistes ou les politiciens, la situation s'aggravait immédiatement, le conflit s'envenimait et la difficulté de s'entendre devenait instantanément plus grande.

Maintes et maintes fois, il est arrivé que des différends qui auraient pu se régler au Conseil Privé ou en des négociations secrètes entre diplomates, s'aggravaient dès que les passions populaires avaient été soulevées par les lourds phraseurs de la presse à effets, par les orateurs de réunions publiques ou les rhéteurs des congrès politiques. La désastreuse révolution de 1848 ne fut-elle pas la conséquence d'une campagne de banquets politiques suivis de discours incendiaires?

Vouloir exercer par l'intermédiaire de la S. D. N. un contrôle démocratique sur la politique extérieure de tous les pays, et prétendre établir ainsi la paix mondiale avec plus d'efficacité que par les méthodes diplomatiques d'avant-guerre : c'est là une utopie absurde. Le seul fait de donner à un conflit interna-

tional la publicité mondiale de Genève et de prendre de force 57 nations à témoin atteste la faiblesse de la nouvelle diplomatie. La Société des Nations transforme ainsi automatiquement en un problème mondial ce qui aurait pu rester un incident local.

Mais plus absurde encore est cette affirmation universellement admise, que le système de coopération internationale apporte une garantie de paix plus grande que l'ancien système des alliances et de l'équilibre des puissances. Celui-ci parvint à maintenir la paix en Europe pendant quarante-quatre ans, ce qui n'était jamais arrivé au cours des quatre siècles de l'histoire moderne. Et cette ère de paix fut une ère de construction, d'effort créateur, de progrès ininterrompus, dans toutes les sphères de l'activité humaine, une période de prospérité universelle sans précédent. Au cours de ces quarante-quatre années il y eut beaucoup de petites guerres, comme la guerre des Balkans. Il y eut beaucoup de guerres coloniales, mais il convient de remarquer qu'entre 1870 et 1914 il n'y eut pas de conflit armé entre les cinq grandes puissances européennes. Et le maintien de la paix fut d'autant plus remarquable et d'autant plus miraculeux qu'il coïncidait avec une période de développement économique sans précédent et que pendant cette période, la pression des forces économiques et politiques et la tension entre les puissances semblaient rendre la guerre inévitable. Entre 1870 et 1914 il y eut bien une douzaine de circonstances, au cours desquelles les pessimistes et les alarmistes déclarèrent la guerre « inévitable ». Des crises diplomatiques aiguës se succédèrent sans interruption. La guerre fut soi-disant « inévitable » entre l'Angleterre et la Russie à la fin de la guerre russo-turque en 1878. Elle fut encore « inévitable » entre l'Angleterre et la Russie lorsque la Russie occupa l'oasis de Merv et que le peuple anglais fut pris d'un accès de « nervosité ». Il y eut la « guerre inévitable » entre la Russie, l'Autriche et l'Allemagne lorsque l'Autriche annexa la Bosnie et l'Herzégovine, et encore lorsque les États balkaniques prenant en mains leurs destinées politiques, essayèrent de régler entre eux la question du péril turc. Il y eut la « guerre inévitable » entre l'Angleterre et la France, lorsque celle-ci menaça d'affirmer son influence au Siam et lors-

qu'une colonne d'explorateurs français occupa les avant-postes de Fachoda sur le Nil. Il y eut enfin la « guerre inévitable » entre la France et l'Allemagne lorsque l'Allemagne envoya un bateau de guerre au Maroc et que le Kaiser apparut armé de pied en cap à Tanger.

Aucune de ces crises incessantes et répétées n'eut pourtant d'issue fatale. Aucune de ces soi-disant « guerres inévitables » ne se réalisa. Ce n'est pas grâce aux conférences mondiales, ni aux « négociations publiques », ni aux « congrès des trade-unions », ni au contrôle démocratique de la politique étrangère, que la paix fut maintenue, mais grâce aux conversations tranquilles et aux négociations secrètes entre les « diplomates perfides, machiavéliques et intrigants ».

La bonne issue des négociations fut due en partie à l'habileté et à la bonne volonté d'experts professionnels déterminés à en venir à un arrangement pacifique, et surtout parce que les forces internationales étaient si bien équilibrées que les puissances qui voulaient la guerre étaient tenues en échec et craignaient d'affronter l'épreuve de la bataille. La triple alliance, Allemagne, Autriche et Italie, faisait face à l'alliance franco-russe. Et si l'alliance franco-russe avait été renforcée en temps voulu par l'appui de la Grande-Bretagne, si le peuple d'Angleterre avait consenti à « se compromettre » pour jeter son poids dans la balance de la paix, il est pour ainsi dire certain, de l'aveu même des Allemands, que la guerre de 1914 n'aurait pas eu lieu.

On a décrit le vieux système comme un système d'anarchie internationale. La phrase qui fut, je crois, lancée d'abord par M. Lowes Dickinson est devenue un des lieux communs du nouveau pacifisme. Mais cette phrase ressassée et banale traduit une profonde méconnaissance des faits. L'ancien système était le contraire même d'un système d'anarchie internationale. C'était un système de défense organisée contre les forces d'anarchie internationale, c'était un système d'ordre basé sur la raison et le bon sens. Tant que les intérêts, les ambitions et les aspirations des grandes puissances s'opposeront les uns aux autres, tant qu'il existera des puissances qui considèrent la force comme un instrument de politique nationale, il n'y a qu'un seul moyen possible... d'éviter la

guerre : c'est que les forces au service de la paix soient supérieures aux forces qui veulent la guerre.

L'ancien système était non seulement plus rationnel que le nouveau, mais aussi plus efficace, car il était construit sur le rocher solide des faits. Le système actuel n'est ni rationnel, ni efficace; il est basé, non sur les faits, mais sur de vagues théories, sur les passions populaires, sur les illusions démocratiques qui n'ont aucun rapport avec les faits. Loin de ramener l'ordre, le système actuel crée la confusion. Au lieu de créer l'unité, il fait naître la division. Au lieu de tendre vers la paix, il tend vers la guerre. Malgré les conditions d'épuisement de toutes les nations qui ont pris part à la Grande Guerre, non seulement les guerres ont été plus nombreuses depuis 1919 qu'avant 1914, mais le monde entier est devenu une vaste poudrière. Le monde entier est armé jusqu'aux dents; il n'y a qu'une seule différence entre l'Europe de 1914 et celle de 1936, c'est qu'aujourd'hui les nations qui croient à la guerre sont plus fortement armées que celles qui veulent la paix.

LE CHAOS EN EUROPE

Je n'envie pas l'infortuné et héroïque historien qui entreprendra la tâche de démêler l'écheveau embrouillé des relations internationales d'après-guerre. Il devra non seulement dégager les faits d'une masse désespérément confuse et nous donner un clair et méthodique exposé de la politique extérieure de l'Europe, mais encore justifier ou tout au moins expliquer cette politique. Ce malheureux historien sera obligé d'étudier à fond trois activités entièrement différentes, qui loin d'être coordonnées ou même correspondantes sont presque invariablement contradictoires.

D'abord, il se trouvera en face de politiques menées séparément par les puissances, telles que le mystérieux traité entre l'Allemagne et la Pologne, ou le Pacte naval entre sir John Simon et Hitler, ou les accords récents entre la France et l'Italie, entre la France et la Russie soviétique, entre la Russie soviétique et la Tchéco-Slovaquie.

En second lieu, il se trouvera en face de politiques menées

par un ou plusieurs groupes de puissances : Pacte à Quatre ou Pacte à Trois entre l'Angleterre, la France, l'Italie tel que l'accord de Stresa en 1935.

Et, troisièmement, il lui faudra affronter les politiques menées à la Société des Nations, par les 57 membres des nations représentées. Soit que les puissances fussent individuellement engagées, soit que la Société des Nations fût choisie comme truchement diplomatique, les négociations prirent presque invariablement la forme de conférences internationales ou mondiales. De fait, les conférences internationales sont devenues la méthode favorite et presque le cliché de la nouvelle diplomatie d'après-guerre. Ces conférences eurent généralement lieu dans quelque coin pittoresque de la Riviera italienne, ou des lacs italiens, à San Remo, à Rappallo, à Gênes, à Stresa, à Locarno, afin que les hommes d'État surmenés pussent trouver dans le soleil et les sports la détente indispensable à la difficulté harassante de leur tâche.

D'innombrables conférences eurent lieu ainsi en toutes sortes de circonstances — favorables ou défavorables, — des conférences économiques, politiques et militaires. Tous les types d'hommes d'État, toutes les couleurs politiques y furent représentées, de l'extrême droite au plus farouche bolchevisme. Mais quelle qu'ait été la nature de la conférence ou la composition de ses membres, le résultat fut toujours le même : ce fut un sinistre et total échec. La conférence navale qui vient de se terminer à Londres est le dernier en date de ces échecs.

Et l'échec n'a pas été seulement « négatif », mais, si j'ose dire, ce fut un échec positif, un échec du second degré. En d'autres termes, les conférences, loin d'atteindre les buts qu'elles s'étaient proposés, sont généralement parvenues au point diamétralement opposé.

Les premières discussions sur les sanctions, qui, d'après le traité de Versailles, devaient être appliquées contre les responsables des guerres, eurent pour résultat de convaincre toute la nation allemande que c'était elle, et non le peuple belge, qui avait été, en 1914, victime d'une agression. C'était elle la douce et innocente victime. Cette conviction fut

solennellement réitérée par le Führer à Cologne dans son dernier discours électoral.

Les discussions au sujet des réparations et des indemnités, le plan Young et le plan Dawes, n'aboutirent qu'à annuler ces indemnités et ces réparations et paradoxalement, à obtenir ensuite pour l'Allemagne, sous forme de crédit et d'emprunts qui ne furent jamais remboursés des sommes plus importantes que celles qu'elle verse pour les indemnités et les réparations.

La conférence des dettes de guerre n'eut pour effet que la répudiation de toutes les dettes de guerre sauf celles qui étaient dues par l'Angleterre aux États-Unis.

Les conférences du désarmement ne firent que provoquer le réarmement de l'Allemagne et de la Russie qui sont redevenues les deux plus grandes puissances militaires du monde. Elles se terminèrent enfin par une rivalité frénétique et générale des armements entre toutes les puissances navales et militaires sur les deux hémisphères.

Nous voyons se répandre continuellement dans les journaux anglais cette étrange théorie que, dans l'étonnante confusion des relations internationales, la Grande-Bretagne, seule, a constamment suivi une ligne droite et à cause de cela est seule capable de jouer moralement et politiquement le rôle de médiateur mondial. Cette prétendue stabilité de la politique extérieure anglaise est une vaste illusion basée sur l'ignorance complète des faits récents de l'histoire. Il est vrai que dans les jours lointains de l'avant-guerre, la politique extérieure anglaise fut caractérisée par la continuité et la stabilité, qu'elle sut se tenir au-dessus et en dehors des partis, et qu'il lui importait peu que le gouvernement fût conservateur, libéral ou radical ou que le ministre des Affaires étrangères s'appelât lord Salisbury, ou lord Rosebery, ou sir Edward Grey. Ce temps-là est déjà bien loin. Depuis la guerre, la conduite des Affaires étrangères, en Grande-Bretagne, a été encore plus incohérente, si possible, que celle de n'importe quelle autre puissance européenne.

Nous avons été tour à tour pro-allemands, et anti-allemands, pro-français et antifrançais, pro-grecs et anti-grecs, pro-bolchevistes et anti-bolchevistes.

La politique anglaise a suivi une route en zigzag. Elle a été capricieuse, peu sûre et imprévisible. Et l'épithète de « perfide Albion » que nous attribuait la France d'avant-guerre est redevenue actuelle, bien que la presse française soit plus portée à dénoncer la perfidie galloise que la perfidie anglaise. Notre politique a varié d'année en année, non seulement à chaque changement de gouvernement, mais souvent au cours du même gouvernement. *De fait, il est arrivé souvent que le même gouvernement suivît simultanément deux politiques radicalement différentes.*

Lord Curzon, ministre des Affaires étrangères et M. Lloyd George, premier ministre, avaient pour ainsi dire pris l'habitude de tirer chacun dans une direction opposée. Ainsi M. Lloyd George poussa la Grèce à attaquer la Turquie et à envahir l'Asie Mineure et Smyrne, qui, d'après les traités de Londres et de Saint-Jean-de-Maurienne, avaient été promis à l'Italie. Le résultat fut une des plus grandes tragédies de la récente histoire. Les colonies grecques qui avaient été établies avant l'époque d'Homère et d'Hérodote furent anéanties et un million de réfugiés grecs furent chassés de leurs foyers. Cette même ligne en zigzag, qui a été la caractéristique de notre diplomatie d'après-guerre, s'est poursuivie jusqu'à ces dernières semaines. Elle a conduit à la création d'un Ministère des Affaires étrangères à deux têtes et à la tragicomédie des propositions de paix de la France. Pendant que sir Samuel Hoare poursuivait une politique à Paris, M. Eden, à Genève, en poursuivait une autre. Pendant que M. Eden était censé présenter un accord définitif aux délégués français, cet accord était présenté au gouvernement allemand comme une simple proposition provisoire, et la base de discussions postérieures.

Cette façon fantasque, capricieuse, de conduire notre politique est le résultat inévitable de la diplomatie d'après-guerre et de l'existence de la Société des Nations. Et ses résultats néfastes ont été encore sérieusement aggravés par le fait que le peuple anglais a dû affronter des difficultés aussi grandes, sinon plus, que celles de n'importe quelle autre puissance. La conséquence de notre terrible crise industrielle chronique a été qu'un unique problème a toujours dominé l'esprit de tous

les hommes d'État anglais. Le règlement de nos difficultés intérieures était plus essentiel encore pour nous que celui de nos relations internationales. C'est pourquoi toute notre politique étrangère fut marquée par la nécessité de soulager le chômage qui menaçait l'existence même de la nation. Il était plus nécessaire d'assurer la cohésion de la politique intérieure que d'assurer celle de la politique extérieure. Pour la même raison il pourrait être plus important à un moment donné, même pour un gouvernement conservateur, de se concilier la Russie bolcheviste plutôt que la République allemande. En une autre occurrence, il pourrait être plus souhaitable de se concilier l'Allemagne nazi, que nos alliés français. La conséquence inattendue du « contrôle diplomatique » de notre politique étrangère est la nécessité de se concilier les trade-unions, de combattre le fascisme plus impitoyablement que le communisme, de prévenir les grèves générales, de maintenir la stabilité de la livre, d'entretenir le mouvement des affaires, de rétablir des relations normales avec nos meilleurs clients, et *par-dessus tout d'assurer au gouvernement une fallacieuse victoire à chaque élection générale.* Ce n'est pas notre politique étrangère qui règle notre politique intérieure. C'est notre politique intérieure qui fait dévier notre politique étrangère.

Sous ce rapport, il ne peut y avoir le moindre doute : ce fut la nécessité d'obtenir une majorité prépondérante aux dernières élections et de maintenir l'union dans le pays qui causa dans notre politique étrangère les bouleversements qui ont surpris et stupéfié le monde. Le scrutin de la paix qui fut l'œuvre des trade-unions, l'horreur du parti radical et des travaillistes pour le fascisme, une succession savante de campagnes de presse, une méfiance générale contre l'Italie et, par-dessus tout peut-être, la pression constante des Trade-Unions et leur formidable vote en faveur de l'intervention abyssine : tous ces facteurs intérieurs vinrent s'ajouter les uns aux autres. Le gouvernement fut obligé de prendre une attitude ferme contre l'Italie, alors qu'il avait jusqu'ici mené une politique de faiblesse vis-à-vis de l'Allemagne; il fut obligé de suivre la ligne de l'action collective, alors qu'il avait jusqu'ici suivi la ligne de l'action isolée.

Je suis forcé d'admettre pourtant que les raisons par les-

quelles j'ai essayé d'exposer et d'expliquer la politique anti-italienne ne la justifient pas. Cette politique anti-italienne est véritablement une illustration frappante des risques qui accompagnent inévitablement la nouvelle méthode du contrôle démocratique. Quels que puissent être les droits et les torts dans le conflit italo-abyssin, notre conversion de la dernière heure à une politique intransigeante a la valeur d'un coup d'épée dans l'eau. Considérant la situation européenne comme un tout, cette politique ne peut nous mener qu'au désastre. Et ses conséquences ne sont pas une simple question théorique. Elles sont inévitables, inexorables, et peuvent être formulées et établies ainsi :

1° La politique des sanctions est venue trop tard pour prévenir la guerre ou pour l'abréger. Elle l'a plutôt prolongée en provoquant le ralliement de tous les partis, et de toutes les classes en faveur du gouvernement fasciste.

2° La politique des sanctions a non seulement prolongé la durée de la guerre, mais elle a encore augmenté l'étendue du malaise politique. Ce qui aurait pu demeurer une expédition coloniale, a eu de profondes répercussions sur toute l'Europe.

3° La politique des sanctions, au lieu de contribuer à la sécurité collective de l'Europe, a largement augmenté le sentiment général d'insécurité. Elle a encore renforcé la rivalité des armements déjà alarmante et transformé l'Europe entière en un véritable arsenal.

4° La politique des sanctions a rompu l'unité et la paix en Europe en éloignant pour longtemps l'Italie, dont la coopération en Europe est plus que jamais essentielle au maintien de la paix, et, finalement, en divisant et en mécontentant la France.

5° La politique des sanctions, même si elle avait triomphé, n'aurait pas empêché l'Allemagne nazi (sans parler du Japon) de poursuivre ses buts nationalistes, parce qu'une politique identique dirigée dans le prochain avenir contre l'Allemagne se trouverait être risiblement inefficace. Car une alliance incertaine, aléatoire et instable entre l'Angleterre et la France serait incapable de résister à un Reich réarmé et épaulé par l'Italie, la Hongrie, la Bulgarie et peut-être la Pologne. Par la politique des sanctions issue de la Société des Nations et

qui résulte elle-même de la pression démocratique ou plutôt démagogique — les forces bellicistes ont été augmentées, les forces pacifistes ont été dangereusement affaiblies. Le pacifisme belliqueux de la Société des Nations est devenu l'agent le plus efficace du militarisme et c'est lui le principal responsable de la tragique situation actuelle.

6° La politique des sanctions a sérieusement compromis les échanges commerciaux entre de nombreux pays, elle a étouffé dans l'œuf le faible réveil des affaires et par là a ajouté à l'instabilité politique du monde.

7° La politique des sanctions a soulevé sous sa forme la plus aiguë la question dangereuse des Noirs contre Blancs que M. Bernard Shaw fut le premier à signaler dans une lettre prophétique au *Times*.

8° La politique des sanctions aurait bien pu sans doute provoquer la chute du fascisme et par conséquent plonger l'Italie dans le chaos. Mais cela n'eût réussi qu'à renforcer encore le bolchevisme. Il reste encore à prouver que la substitution d'un régime bolcheviste à un régime fasciste puisse être un gain appréciable du point de vue du rétablissement et de la stabilité de l'Europe.

Les laborieuses négociations des puissances locarniennes, provoquées par le coup de force allemand, ont révélé une fois de plus le désarroi, l'incohérence et l'instabilité de l'opinion britannique, elles ont démontré une fois de plus combien il est difficile pour un gouvernement démocratique de mener une politique étrangère conséquente et continue. Elles ont révélé en même temps l'abîme qui sépare l'état d'esprit et le point de vue des deux peuples « amis et alliés ». Des deux côtés de la Manche nous constatons une impressionnante unanimité. Seulement en France l'opinion est unanimement hostile au plan de paix allemand. En Angleterre, au contraire, l'opinion lui est presque unanimement favorable.

Il semble bien que la Grande-Bretagne soit revenue à sa vieille tradition germanophile. M. Lloyd George et lord Rothermere sont aujourd'hui ce qu'était lord d'Abernon en 1920. Hitler a eu une presse admirable et d'une complaisance qui ne laisse rien à désirer. Le *Times*, organe du ploutocrate

anglo-américain lord Astor, a donné le ton. Aussitôt, presque tous les journaux à gros tirage, le *Daily Mail*, le *Daily Express*, le *Daily Herald* ont fait écho à l'organe de la Cité. Représentants de tous les partis et de toutes les églises, pacifistes du vicomte Cecil et de la « League of Nations Union », socialistes extrémistes et modérés, prélats de l'Église anglicane établie et prédicants des églises dissidentes, tous se sont trouvés d'accord pour proclamer et applaudir la volonté de paix du chancelier Hitler et pour regretter l'intransigeance coutumière de la France. Le poste émetteur de Berlin constate avec une satisfaction non déguisée et très légitime que l'ambassade d'Allemagne à Londres est inondée de lettres enthousiastes de loyaux citoyens britanniques, de braves gens qui spontanément approuvent sans réserve la politique du tout-puissant dictateur.

Pour ma part je suis tout disposé à croire à la volonté de paix de Hitler. Il s'agit seulement de s'entendre sur le sens des mots. Il est possible, il est même probable que l'Allemagne désire la paix tout aussi ardemment et tout aussi sincèrement que la France. Mais les conditions de paix qu'impose l'Allemagne ne sont pas tout à fait les mêmes que celles que propose la France. La paix que désire l'Allemagne est la paix qui assurera dans le plus bref délai possible l'hégémonie allemande dans les Deux Mondes et qui réalisera, par la voie diplomatique plutôt que par la force des armes, les aspirations légitimes et les ambitions séculaires des patriotes et des pangermanistes.

Le plan hitlérien est présenté par l'Allemagne et accepté par la Grande-Bretagne comme un plan grandiose de *reconstruction* européenne. Il est pourtant difficile de ne pas voir, même à travers des lunettes britanniques, que ce grand dessein *constructif* commence par des démolitions plutôt que par des constructions. Les seules constructions que l'on nous propose dans un avenir immédiat, comme le fondement de la paix européenne, ce sont de nouvelles et formidables fortifications rhénanes, que l'on déclare être tellement urgentes qu'il ne saurait être question d'en retarder l'achèvement, fût-ce de quelques semaines. D'autre part l'Allemagne déclare qu'après l'édification de cette nouvelle ligne de forti-

fication, la tâche la plus urgente pour la consolidation de la paix est la refonte de la constitution actuelle de la Société des Nations, l'abolition de tous les traités existants, depuis le traité de Versailles jusqu'au traité de Locarno y compris le Pacte franco-soviétique.

La seule critique sérieuse que se permette la presse britannique, c'est que les propositions allemandes sont, sur bien des points, vagues et gagneraient à être précisées. Il me semble, au contraire, que la plupart des exigences de l'Allemagne sont d'une clarté aveuglante. Quand Hitler demande que le *Covenant* soit dissocié et détaché du traité de Versailles, la portée exacte de cette demande ne prête à aucune équivoque. Il ne s'agit évidemment plus ici des clauses militaires du « Diktat » de Versailles, puisqu'elles ont cessé d'exister. Il ne s'agit pas davantage de ses clauses économiques puisqu'elles sont toutes abrogées. Il ne peut donc être question que des clauses territoriales. Ce qu'exige Hitler, c'est la revision intégrale, c'est le remaniement de la carte de l'Europe d'après le plan pangermaniste et la nouvelle géographie. Pour ne laisser aucun doute sur ses intentions immédiates, il vient de faire un « geste » symbolique. Ou plutôt, puisque le chancelier nous a prévenus qu'il n'aime pas les « gestes symboliques », disons qu'il a fait un geste *prophétique*, c'est-à-dire annonçant et même *engageant* l'avenir : en constituant son nouveau Reichstag, il a désigné pour siéger dans cette auguste assemblée, outre le chef-fondateur de la Ligue pangermaniste d'avant-guerre[1], cinq députés, sujets tchéco-slovaques et autrichiens, représentant les douze millions d'Allemands d'Europe Centrale, destinés à être incorporés dans le Vaterland de demain.

Ayant démoli les traités, ayant démoli la Cour de la Haye, arbitre suprême des litiges entre les peuples et gardienne du droit, l'Allemagne se déclare prête à rentrer dans la Société des Nations. Cette promesse de reprendre sa place à Genève nous est présentée par la presse britannique comme une *concession* du plus heureux augure pour l'avenir et comme la preuve irréfutable de la volonté de paix et de la sincérité de

1. Le fameux docteur N. Class.

l'Allemagne. Mais est-il vraiment permis de dire que le retour du Reich à Genève est une « concession » et un sacrifice à la cause sacrée de la paix dont il faudrait savoir un gré infini à l'Allemagne? Ne semble-t-il pas au contraire que le Reich a un intérêt primordial à se servir de cet admirable instrument du *Covenant* pour la réalisation « pacifique » de ses projets? Bien certainement si le *Covenant* n'existait pas, une fois détaché du mauvais traité, l'Allemagne devrait l'inventer. Car elle trouvera dans l'idéologie wilsonienne de la « self-determination » et dans le « principe des nationalités » les moyens idéalement appropriés au plan pangermaniste. Au nom du principe des nationalités, Hitler pourra exiger le retour au Vaterland de toutes les tribus germaniques séparées et dispersées au cours des siècles tout le long des marches du Saint-Empire : Allemands de l'Autriche, Allemands de Tchéchoslovaquie, Allemands du Holstein danois, Allemands d'Eupen et de Malmedy, incorporés à la Belgique, Allemands de Dantzig, de Memel et du Corridor polonais, Allemands du Tyrol italien.

Pour réaliser cette incorporation des provinces perdues, l'Allemagne n'aura pas à user du droit brutal de la guerre, elle pourra invoquer un dogme qui est à la base même du *Covenant* et des quatorze points wilsoniens. Elle n'aura pas à employer la violence, elle se servira de l'instrument qui est prévu, inscrit et prescrit par le Pacte de la Société des Nations, l'instrument éminemment juridique et éminemment démocratique du plébiscite. Déjà à trois reprises, en Prusse orientale, en Silésie et dans la Sarre, ce providentiel instrument du plébiscite a été mis au service des revendications allemandes. L'Allemagne ne doute pas qu'il donnera dans l'avenir les mêmes heureux résultats que dans le passé.

La foi du gouvernement du troisième Reich dans la consultation populaire et dans les méthodes plébiscitaires est si absolue qu'il exige d'ores et déjà son emploi pour la réalisation de son plan de paix. En fait, le nouvel ordre international ne deviendra définitif que quand il aura été ratifié *par un double plébiscite en France et en Allemagne.* Comme le dit explicitement le chancelier « Hitler » : *seul le plébiscite et la volonté populaire pourront donner au nouveau traité un caractère sacré.*

La méthode plébiscitaire appliquée à la France républicaine présentera sans doute quelques difficultés. Car cette méthode, qui évoque pour un Allemand les souvenirs les plus glorieux du troisième Reich, évoque au contraire pour un Français les plus sinistres souvenirs du Second Empire. En outre, avant de l'employer il faudrait violer ou réformer la Constitution de la République. Même si pareille réforme pouvait être votée, il resterait toujours le risque de la guerre civile. Enfin et surtout, le résultat d'un double plébiscite pourrait révéler le contraste déplaisant de l'unanimité germanique et de la discorde gauloise. Un vote allemand unanime et un vote français divisé ne trancheraient-ils pas la question à l'avantage de l'Allemagne? Le Reich se considérerait-il juridiquement engagé par un simple vote majoritaire français? Et dans ces conditions le traité ne perdrait-il pas son caractère sacré?

Il reste à souligner en terminant une stipulation qui n'est pas la moins étrange de toutes les propositions du memorandum allemand. Pour créer en faveur du plan de paix hitlérien une atmosphère de conciliation, l'Allemagne propose que la liberté de la presse soit suspendue pendant la durée des négociations. La stipulation sera d'une exécution très facile et même automatique pour l'Allemagne, puisque la liberté de la presse y est déjà supprimée. Elle sera d'une exécution beaucoup plus difficile du côté français.

Car il est entendu que des deux côtés du Rhin il sera défendu d'attaquer la politique des gouvernements. Critiquer la persécution des juifs, la persécution des églises chrétiennes, dénoncer les lois d'exception, les lois de stérilisation, les camps de concentration ou les abus de la justice, tout cela deviendra un crime contre la paix. Et ces délits de la presse seront déférés à la juridiction d'un tribunal spécial créé *ad hoc* par la Société des Nations, tribunal sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Il n'y aura plus de Cour Suprême de la Haye, mais il y aura en revanche une Cour d'exception, une nouvelle Inquisition pour juger les crimes de lèse-majesté, les blasphèmes contre la religion raciste.

Il est absolument évident que si le chancelier Hitler avait osé proposer au gouvernement britannique des mesures

restrictives de la plus ancienne et de la plus essentielle de toutes les libertés politiques, ce gouvernement aurait rejeté avec mépris cette immixtion dans les droits du citoyen. Mais vraisemblablement le chancelier Hitler espère plus de complaisance de la part du gouvernement français. Et son attente n'est-elle pas légitime? Le triomphe du plan de paix germanique n'est-il pas autant dans l'intérêt de la France que dans l'intérêt du Reich? Le Führer n'a-t-il pas le droit d'exiger du peuple français un minime et provisoire sacrifice qui a déjà été joyeusement consenti par le peuple allemand, le sacrifice de la liberté de penser? Après tout, qui veut la fin doit vouloir les moyens.

Nous sommes avertis, c'est notre dernière chance de paix. Si l'Europe veut la conciliation avec le nouveau Saint-Empire germanique, elle acceptera les conditions du Chancelier. Aujourd'hui, ces conditions nous sont proposées. Demain, elles nous seront imposées. Aujourd'hui, nous sommes libres. Demain, le Destin décidera.

PROFESSEUR CHARLES SAROLEA

PÉTROLE ET CARBURANTS DE REMPLACEMENT

I

Que fait-on pour pourvoir, en tout temps, à l'alimentation de nos moteurs?

Placé en face de cette question, hier sans objet, aujourd'hui d'une actualité permanente et pressante, il n'est tel, pour en saisir de prime abord l'inquiétante étendue et pour mesurer le tragique de son interrogation, que de considérer le chiffre de notre consommation en essence.

En 1934, cette consommation s'est élevée à 2 300 687 tonnes. Traduirait-on ce chiffre en hectolitres, voire en litres, qu'on le rendrait plus accessible aux communes mesures familières, plus impressionnant aussi, car 3 milliards de litres ne suffiraient pas à l'équivalence. Plus expressif? non. Car les chiffres ne tiennent leur sens que de la comparaison. C'est celui de notre production dans la même année 1934, soit 14 000 tonnes environ (tirées de 83 613 tonnes de brut) qui éclaire la situation en faisant ressortir l'énorme écart qui sépare notre production de notre consommation. C'est encore celui du tonnage des produits pétrolifères importés qui atteint 6 155 169 tonnes, sur lesquelles 4 321 869 tonnes de brut, chiffre dont la traduction en numéraire, soit 1 434 244 000 francs, exprime la douloureuse saignée qu'une telle importation inflige au pays.

Veut-on pousser l'information plus avant? Les statistiques

en procurent le moyen, qui révèlent d'une part la quasi stagnation de la production française et, d'autre part, la vertigineuse progression de la consommation : en dix ans la production française est passée de 75 000 à 83 000 tonnes de brut, tandis que la consommation a sensiblement triplé.

Tourne-t-on les yeux vers le futur? Sans jouer les prophètes, on peut prédire que la consommation continuera d'aller croissant à belle allure et tout donne hélas! la certitude que, sauf intervention miraculeuse, nous ne sommes pas à la veille de tirer de notre sol des ressources beaucoup plus importantes que celles de nos gisements métropolitains actuels.

Pour mémoire, rappelons que ces gisements sont : Péchelbronn en Alsace (production de brut en 1934 : 78 078 tonnes d'où l'on a tiré environ 13 000 tonnes d'essence) et Autun où l'exploitation des schistes bitumineux a donné en 1934, pour une extraction de 73 606 mètres cubes de schistes, 5 535 tonnes d'huile brute d'où l'on a tiré 652 tonnes d'essence. Gabian, dans l'Hérault, dont les débuts avaient paru prometteurs, n'est plus qu'un souvenir.

En gros, en dix ans, la production de brut s'est accrue, à Péchelbronn de 15 000 tonnes et à Autun d'un millier de tonnes.

A supposer que la même progression se poursuive, et rien n'est moins certain, on voit que nous ne devons pas trop compter sur notre propre fonds pour faire tourner nos moteurs.

La clef du miracle est entre les mains des détenteurs de permis de recherches. Ils sont nombreux, sans cesse accrus, renouvelés et dispersés en tous points du territoire métropolitain et colonial.

Aux derniers renseignements, de grands espoirs seraient venus du Maroc.

Mais de l'espoir à la réalité, le fossé est parfois profond!

En fait, d'immenses besoins à satisfaire avec un produit que notre indigence propre nous oblige à importer de fort loin, telle est notre situation.

D'autres pays : Italie, Allemagne, Angleterre ne sont pas mieux partagés. A l'actif de ce dernier pays, il faut toutefois inscrire un bénéfice, celui d'avoir tôt pressenti l'importance qu'allaient prendre les produits de distillation du pétrole sur

un échiquier économique dont le moteur à explosion devait bouleverser les valeurs. De bonne heure, l'Angleterre a eu une politique du pétrole; résultat : le contrôle de sources importantes de pétrole; est entre les mains de ses nationaux, ce qui lui procure, en temps de paix au moins, une certaine aisance sur le marché.

Suivie — même avec un sérieux retard — la même méthode nous a été assez profitable.

L'occasion de mettre en mouvement notre action diplomatique s'est rencontrée lorsque fut réglé le statut de la Mésopotamie, pays dont il était connu que le sous-sol renfermait de riches gisements de pétrole.

La question que le comte de Fels posait ici même il y a quatorze ans : *Aurons-nous une politique du pétrole?*[1] n'est pas restée sans réponse.

Alors (1922), l'accord de San Remo, dont le memorandum est du 24 avril 1920, pouvait au gré d'un patriotisme vigilant paraître ou obscur, ou trop clair.

Mais les tractations — non dépourvues de tiraillements — menées, dans la suite, à Londres, poursuivies plus tard entre la Grande-Bretagne, l'Irak et la Turquie (traité d'Angora 1926) ont pris une tournure favorable. Que le son d'alarme, rendu par le remarquable article que nous venons de citer, n'ait pas été étranger à l'action diplomatique au bout de laquelle apparaît la reconnaissance du droit de la France sur le quart de la production du gisement, il est bien permis de le penser.

C'est aux fruits, finalement, qu'on juge l'arbre. Ce droit reconnu, que les efforts de notre politique étrangère sont parvenus à maintenir intact, procure aujourd'hui un substantiel soulagement à notre sujétion en matière de carburants.

En effet, depuis le mois de janvier 1935 une pipe-line relie le lieu d'extraction (Kirkuk en Irak) aux ports méditerranéens de Tripoli en Syrie (sous mandat français) et de Haïffa en Palestine (sous mandat anglais) et dans cette pipe-line coulera dorénavant 4 millions de tonnes de pétrole chaque année.

Janvier a vu l'inauguration de cette pipe-line, mais en

1. Comte de Fels, « Aurons-nous une politique du pétrole? » la *Revue de Paris*, 1er août 1922.

réalité le trafic avait devancé la mise en route officielle. Dès le 15 août 1934, un premier navire citerne entrait dans le port du Havre avec un chargement de 14 596 tonnes de brut irakien et depuis lors les expéditions se sont succédé régulièrement d'abord uniquement par Tripoli, ensuite après achèvement et mise en service de ce gigantesque ouvrage, par les deux ports que nous avons cités.

Que l'on veuille bien retenir le chiffre précédent de 4 millions de tonnes — qui est celui du tonnage de brut dont l'extraction annuelle est assurée et pour l'écoulement duquel la pipe-line est calculée — prendre le quart de ce chiffre, rapprocher le résultat de cette opération des chiffres précédents et conclure. La conclusion apportera un premier élément de réponse à la question posée au début de cet article : depuis un an, la France dispose d'un million de brut — soit le quart de ce qu'elle importe, sous cette forme, en produits pétrolifères — disponible dans un port méditerranéen sous mandat français, à une distance des ports métropolitains qui en rend le transport plus court, partant moins onéreux et éventuellement plus facile à protéger que celui du pétrole en provenance des États-Unis.

Si le Havre a reçu les premiers chargements — ce qui allongeait le trajet, c'est à Martigues que doit normalement aboutir, et qu'aboutit dès maintenant, le pétrole irakien.

Un million de tonnes de pétrole français, c'est un résultat, et dont, il faut bien le dire, aucun autre n'approche dans le domaine technique dont j'ai dessein d'esquisser plus loin les efforts en vue de créer des carburants de remplacement.

De ce résultat, il est juste de faire mérite d'abord à notre diplomatie.

***

Verra-t-on dans cet afflux de pétrole français l'unique contribution que l'industrie pétrolifère ait apportée à la solution du problème des carburants de remplacement?

Un autre événement, lui aussi récent, est venu, par un jeu cette fois de politique intérieure, améliorer notre position. Je veux parler de la résurrection de l'industrie du raffinage ou plus exactement de la distillation du pétrole en France.

Qui dit résurrection, dit mort. Et, en effet, l'industrie de la distillation du pétrole qui s'était implantée en France, dès avant la guerre de 1870, avait été tuée, et tuée méthodiquement, par un régime fiscal absurde dont il n'est pas opportun d'évoquer la misère.

Ayant la latitude d'importer soit le brut, c'est-à-dire la matière première, soit les produits de consommation extraits de celle-ci par distillation, on sert l'intérêt du pays en donnant la préférence au brut et en réservant pour soi, sur son propre territoire, les opérations de transformation dont le bénéfice ira ainsi à l'économie nationale. Mais pour que le jeu s'institue et dure, pour qu'une industrie du raffinage puisse vivre, il faut qu'un écart suffisant sépare les droits de douane perçus sur le brut et sur les produits raffinés. C'est dans la marge de ces droits que l'industriel trouve l'intérêt de ses opérations de transformation. Si elle s'amenuise au-dessous du prix de revient, l'intérêt s'évanouit et l'industrie disparaît.

Or, l'écart entre les droits sur les produits raffinés et sur le brut qui était de 12 fr. 25 aux 100 kilos en 1873 (raffiné 37 francs, brut 24 fr. 75), était, de lois fiscales en lois fiscales, tombé à 7 francs en 1881, à 3 fr. 50 en 1893 pour arriver en 1903 — c'est-à-dire au moment même où l'automobilisme apparaît comme autre chose qu'une fantaisie d'imprudent — théoriquement à 2 fr. 25; et pratiquement à 1 fr. 11. Dans une marge aussi serrée, l'industrie devait étouffer.

La loi du 30 mars 1928, qui est la base du régime actuel, a évité cet écueil. Elle procure aux raffineurs des possibilités d'existence pour leur industrie, dont ils démontrent la vitalité à la manière dont on prouve le mouvement : en marchant.

Aux termes de cette loi, quiconque veut importer du pétrole en France, doit en faire la déclaration et obtenir une autorisation d'importation[1]. Si les importations sont supérieures à 300 tonnes par mois, ces autorisations sont valables pour vingt ans en ce qui concerne le brut, pour trois ans seulement en ce qui concerne les produits finis.

1. La loi de 1928 dispensait de cette autorisation les importateurs de moins de 15 tonnes par mois. Le décret-loi du 8 août 1935 (art. 4) a aboli cette dispense, sauf pour l'importation des huiles minérales lourdes en fûts ou emballages d'origine.

Le simple jeu de cette clause était déjà de nature à inciter les détenteurs d'autorisations à édifier chez nous des installations de raffinage, mais les conditions dans lesquelles s'opéreront les renouvellements d'autorisation et éventuellement leur retrait sont une autre sollicitation à créer de puissants établissements.

Par ailleurs, ces raffineries sont des usines « exercées », ce qui veut dire qu'elles reçoivent le pétrole en franchise, les droits de douane n'étant perçus qu'à la sortie de leurs établissements. Et le tarif qui frappe les produits sortant de ces usines est moins élevé que celui qui frappe les mêmes produits importés directement. Ainsi, pour l'essence, l'écart est de 11 fr. 05 à l'hectolitre (importation directe 48 fr. 85, sortant d'une usine exercée 37 fr. 80); pour les huiles de graissage il est de 39 fr. 70 à l'hectolitre (importation directe 93 fr. 05; sortant d'une usine exercée 53 fr. 05).

Autant de dispositions qui concourent à encourager le raffinage en France.

En fait, 14 raffineries bien équipées fonctionnent maintenant sur le territoire. Un capital de 3 milliards de francs a été investi dans la construction et l'équipement de ces usines. L'opération a valu un milliard de francs de commandes de matériel à nos entreprises de constructions mécaniques, procuré du travail à l'industrie du bâtiment et infusé une vie nouvelle au commerce des régions où elles se sont fixées. En ordre de marche, elles assurent l'existence de 5 à 6 000 ouvriers; et environ 300 ingénieurs, que la dureté des temps aurait peut-être laissés sans emploi, y ont trouvé des situations de leur rang. Enfin, par leur consommation d'acide sulfurique, de soude, de plombite de soude, et d'autres produits chimiques, ces entreprises sont pour l'industrie chimique, un client assuré et permanent.

L'influence de cette activité sur la balance commerciale commence à être sensible. On estime, en effet, qu'en 1934, s'il avait fallu acheter à l'étranger les produits qui ont été raffinés en France, l'exportation de capitaux qui en serait résultée aurait dépassé de 400 millions ce qu'elle a été.

Enfin, toujours par le jeu de cette loi de 1928, la défense nationale se trouve assurée — sans aucune contribution du

Trésor — d'un stock important. En effet, les raffineurs sont tenus de constituer une réserve égale au quart de leur production. C'est, à toute éventualité, une sûreté qui n'est pas méprisable.

Et maintenant, revenons au pétrole de Mésopotamie. Par le seul fait qu'elles existent et qu'elles constituent un groupe à l'outillage imposant dont les navires pétroliers, partis de Haïffa ou de Tripoli d'Asie et faisant route vers l'Europe, ne peuvent pas rencontrer ailleurs d'équivalent, ces raffineries sont, dès cette année, assurées de recevoir de cette provenance, non pas seulement le million de tonnes de brut qui est français comme nous venons de le voir, mais deux autres millions de tonnes, c'est-à-dire les trois quarts de la production du gisement irakien écoulable par la pipe-line de Mossoul.

Que l'on ne manque pas de rapprocher ceci de ce qui précède, relativement à l'obligation du stockage au profit de la défense nationale et l'on tiendra un nouvel élément de réponse à la question posée.

Sans doute, peut-on objecter que tout approvisionnement par mer n'offre, en temps de guerre, qu'une sécurité relative. Combien, pourtant, apparaît moins précaire qu'à travers l'Océan, un transport dans l'intérieur de « notre » Méditerranée, où — et c'est ici qu'apparaît le grand rôle dévolu encore à la diplomatie — notre pavillon ne devrait en tout temps rencontrer que des forces amies.

Bornera-t-on à cela la contribution de l'industrie du pétrole à la solution du problème qui nous occupe?

Ce serait méconnaître l'importance d'une opération par laquelle les raffineurs augmentent le tonnage d'essence livré à la consommation et qui réclame quelques développements techniques. Il s'agit du « cracking ».

Le mot est anglo-saxon, ce qui est justifié par l'origine de la chose. Il s'est imposé dans le langage technique.

L'essence qui procède de cette origine devrait être appelée schizogénique (du grec σχιζειν). Elle naît, en effet, par brisure, coupure, fragmentation. Fragmentation de quoi? Des molécules d'hydrocarbures dont le mélange forme cette fraction semi-lourde des pétroles, à laquelle, de consentement unanime, mais à tort, on donne, comme à l'ensemble du pétrole lui-même, le nom d'huile.

Comment? Par le jeu combiné de la chaleur et de la pression agissant sur ces hydrocarbures.

Il n'est pas question d'entreprendre ici, même très sommairement, une description technique des procédés en usage; mais il est bien possible d'éclairer la nature de l'opération.

Pour en pénétrer le mécanisme, il suffit de se faire l'œil à cette architecture que les chimistes prêtent aux molécules.

Ces hydrocarbures, dont sont formés les pétroles, à supposer qu'ils soient de la catégorie dite « saturée », il faut en concevoir l'édifice comme formé d'atomes de carbone enchaînés linéairement les uns aux autres. Des atomes d'hydrogène s'articulant latéralement sur les atomes de carbone, respectivement par trois à chacune des extrémités de la chaîne, par deux à chacun des anneaux médians complètent l'édifice. Ainsi doit-on voir ces molécules sous l'aspect de chenilles plus ou moins longues formées d'anneaux (carbone hydrogéné) réunis les uns aux autres, chacune tenant sa personnalité du nombre de ces anneaux.

N'y a-t-il qu'1, 2, 3, 4 atomes de carbone, les molécules sont légères, très légères même, le composé est gazeux, ce sont le méthane, l'éthane, le propane, le butane. La chenille s'allonge-t-elle de quelques anneaux, le nombre des atomes de carbone augmente-t-il de quelques unités, les composés sont liquides. Ce sont d'abord des liquides très volatils, ces « éthers de pétrole » si commodes pour dégraisser les chevelures féminines et faire sauter les boutiques de coiffeur. Ensuite, la chenille s'allongeant toujours, nous voici sur les essences ou gazolines, les plus légères convenant à l'aviation, les moins légères à l'automobilisme, bref, il y a là tout un aliment du moteur à explosion.

Avec une grosseur moléculaire de 11, 12, 13, 14, 15 atomes de carbone, on atteint le « kérosène », ou pétrole lampant, qui a disparu de nos demeures, mais auquel les phares, les signaux de chemin de fer, qui ne peuvent s'accommoder de la capricieuse électricité, sont restés fidèles pour leurs éclairages spéciaux.

Et puis la molécule s'enrichissant toujours en carbone, la chenille s'allonge, on arrive aux huiles lourdes dans lesquelles la terminologie pétrolière distingue le « gas oil » partie plus légère, aliment des moteurs Diesel, et enfin le « fuel oil » que les

Russes appellent « mazout », dont sont faites les huiles de graissage et qui sert aussi de combustible.

La discrimination par ordre de nombre d'atomes de carbone croissant dans la molécule, que nous venons de faire par le langage, les alambics des raffineurs l'opère par l'action d'une chaleur douce et progressive qui, d'échelons en échelons, à mesure que la température s'élève, sépare, par distillation, les uns des autres les constituants de ce mélange d'hydrocarbures qu'est le brut, d'abord en groupes formant encore des mélanges comme nous venons de l'indiquer, puis, si l'opération est poussée assez loin (raffinage), en espèces chimiques définies. Le tout sous l'égide de cette vieille loi de la physique qui veut que chaque corps ayant une température d'ébullition qui lui est propre, passe et passe seul à la distillation lorsque cette température est atteinte. C'est le département raffinerie.

Mais que la température vienne à s'élever brusquement, qu'en même temps la pression intervienne et, de physique qu'il était jusqu'ici, l'effet devient chimique. Dans la molécule bousculée, des ruptures d'attelage se produisent, la chaîne se brise fragmentant des petits paquets d'atomes — des anneaux de notre chenille — qui se séparent les uns des autres, chacun acquérant une individualité, une personnalité chimique nouvelle, celle-là même que lui assigne le nombre d'atomes de carbone subsistant sans sa molécule. A une grosse molécule lourde se sont substituées deux ou plusieurs petites molécules légères, des molécules d'essence. Le « cracking », c'est cela.

Ainsi par « cracking » transforme-t-on chimiquement en essence les constituants lourds du pétrole, ceux en particulier dont les usages sont raréfiés.

Le hasard, ou plus exactement la négligence d'un ouvrier américain qui, environ 1851, ayant à surveiller une chaudière de distillation, avait imprudemment laissé monter le thermomètre au delà de la température qui ne devait pas être dépassée, est à l'origine de la découverte de ce phénomène qui, depuis lors, a suscité la prise d'un nombre très respectable de brevets et dont on peut dire qu'elle fut une trouvaille de génie. En effet, d'un pétrole naturellement riche en essence comme celui de Pennsylvanie, on ne retire pas par distillation plus de

20 à 25 p. 100 de fractions légères, du pétrole russe pas plus de 10 p. 100. Par le « cracking », ce pourcentage peut être repoussé aussi loin qu'on veut.

Ainsi, par une utilisation de la matière première plus complètement adaptée aux besoins du moteur, on augmente le tonnage d'essence livrée à la consommation. C'est de l'essence succédané... de l'essence. D'ores et déjà, 65 p. 100 des produits consommés en France sortent des raffineries installées sur le territoire et la proportion d'essence de « cracking » débitée par les pompes n'est pas inférieure à 50 p. 100 de la consommation, une bagatelle de 620 millions de bidons.

Ce n'est pas tout, l'utilisation du gas oil dans les moteurs Diesel sur poids lourds se développe. Il n'y a pas de « station » de quelque importance qui n'aligne maintenant sa pompe à gas oil à côté des autres spécialités du pompiste. Que le nombre de véhicules consommant du gas oil ne soit pas négligeable, il suffit de courir les routes pour s'en convaincre. Je ne dis pas que l'odorat soit toujours flatté de leur rencontre, mais il leur est beaucoup pardonné, en considération des résultats dont ils sont la preuve.

Ces résultats probants, on comprend que les automotrices puissent en faire leur profit; aussi voit-on que l'Automobile Club de France a institué un concours de moteurs à gas oil destinés à la propulsion de ces véhicules sur rails.

II

Faire, à partir d'une matière première autre que le pétrole, des carburants dont le moteur veuille bien s'accommoder, voilà le problème des succédanés. Étudié en tous sens et dans tous les pays, il a livré plus d'une solution.

Mais son aspect est bien différent, suivant qu'on l'envisage sous l'angle de la défense nationale ou sous celui d'un approvisionnement du temps de paix plus clément à la balance commerciale.

En temps de guerre, le prix de revient ne compte pas. Approvisionner en un carburant accepté par le moteur, au mieux sans rien changer à celui-ci, à la rigueur en adaptant

l'un à l'autre par un réglage convenable, voilà le problème, il est purement technique.

En temps de paix, le carburant doit, en outre, satisfaire aux épreuves de l'examen économique, épreuves d'autant plus redoutables pour lui que l'essence est un produit de grand rendement dans le pressoir fiscal.

Par les soins que les « pompistes » ont mis à l'afficher chacun sait l'écart qui sépare le prix réel de l'essence de son prix de vente, grevé qu'est celui-ci des droits.

Qu'un carburant débutant ne puisse pas supporter ces droits, c'est bien compréhensible. Qu'il en soit exonéré, c'est de justice élémentaire autant que de bonne et patriotique politique économique.

A cette politique, notre pays a souscrit par la loi de 1926 dont les dispositions vont au-devant de l'invention en instituant à l'avance une protection qui s'étend à tous les procédés de production de carburants nationaux susceptibles de se manifester utilement. Ceux-ci sont dispensés de tous les droits qui existaient alors. Des dispositions spéciales ont, en outre, dans certains cas, étendu l'exemption à telles taxes de remplacement instituées depuis, celle par exemple qui a frappé l'essence en contre-partie de l'impôt sur les automobiles, supprimé en 1933. Certains carburants bénéficient ainsi d'une protection qui atteint 155 francs à l'hectolitre pour une marchandise qui en vaut 20. On accordera que c'est une marge dans laquelle une solution saine et viable doit pouvoir se manifester et se défendre. Au surplus, récemment, un crédit de 300 000 francs a été mis à la disposition du Ministère des Travaux publics pour que celui-ci fasse étudier par le service des Mines le coefficient d'exploitabilité de procédés qui sont, ou pourraient être, proposés.

***

A la recherche d'une matière première d'où tirer des succédanés de l'essence, on devait fatalement songer à la houille. Fatalement, puisque les carburants sont des composés du carbone.

En fait, le problème admet, à partir de la houille, plusieurs

solutions; les unes procurées par la carbonisation (effet physique de la chaleur) les autres se réclamant du traitement chimique (obtention d'essences synthétiques).

Pour un moteur à explosion, le gaz de ville, produit volatil de la carbonisation, n'apparaît-il pas comme le carburant le plus rationnel? Il l'est à ce point que le premier moteur à explosion, celui de Lenoir, fut un moteur à gaz. Dès cette époque (1862) on songea à en faire un engin de traction et l'on assure qu'une voiture ainsi équipée, fit alors, entre Vincennes et Paris, du 5 kilomètres à l'heure.

Plus démonstrative fut l'expérience d'Édouard Delamare-Deboutteville, ce filateur de coton rouennais qui, dans son usine de Montgrimont, près Fontaine-le-Bourg, s'appliquant à résoudre le problème des transports, déjà! s'était avisé d'installer sous la caisse d'un vieux break de chasse un moteur de 8 chevaux au gaz de ville. A l'étonnement des populations de 1883, on le vit, en cet équipage, circuler sur la route. La première voiture actionnée par un moteur à explosion était créée. Elle roula à une allure que le cheval ne soutenait pas... oh! pas très longtemps, car certain tuyau de caoutchouc qui reliait les deux cylindres ayant éclaté, une violente explosion s'ensuivit qui mit fin pour un temps à la tentative de ce précurseur.

Or, tout ceci retrouve une actualité nouvelle lorsqu'on voit résolue, comme elle l'est aujourd'hui, la question du gaz carburant. Le fait auquel on veut arriver est celui-ci : En 1934, au cours d'engagements contrôlés, on a vu 8 cars, camions ou autobus, équipés de bouteilles contenant du gaz comprimé à 200 kilogrammes par centimètre carré, subir une épreuve d'endurance sur route de 2 500 kilomètres et une épreuve de vitesse et de consommation dans l'intérieur de Paris.

Ces épreuves, le général Maurin, compétence reconnue en matière de motorisation, les a jugées concluantes. « La question technique de l'emploi du gaz, a-t-il déclaré à ce propos, est aujourd'hui parfaitement résolue : les détendeurs et les mélangeurs sont au point. Seules font défaut les stations de compression; aussi le gaz comprimé ne convient-il encore que pour les voitures qui rentrent le soir au bercail; mais, dans ce cas,

son emploi est extrêmement économique, surtout lorsqu'il s'agit de camions. »

A l'actif de l'économie dont il est question ici, il faut d'abord inscrire l'exonération complète des charges fiscales, y compris la taxe au poids et à l'encombrement. Autre élément fixe du calcul : l'équivalence entre 1,7 à 1,8 mètre cube (au maximum) de gaz pour un litre d'essence. Ce qui veut dire que, mû par le gaz, un omnibus d'une trentaine de places, par exemple (5 tonnes de charge utile, force 13 C.V.) économisera à son propriétaire 1 200 francs de taxes par an et que, s'il consommait 35,2 litres d'essence « tourisme » aux 100 kilomètres, il consommera, pour le même parcours, 59,5 mètres cubes de gaz.

Le prix du gaz variant d'une localité à une autre et les frais de compression devant varier, eux, avec l'intensité du trafic qui aura recours aux bons offices du compresseur on ne saurait prétendre donner de cette économie un calcul exact, applicable partout. En choisissant un cas moyen et en estimant de 0 fr. 20 à 0 fr. 25 les frais de compression par mètre cube, on peut cependant évaluer cette économie entre 25 et 30 p. 100. Il faut y ajouter les avantages techniques : combustion complète, d'où pas d'encrassement des bougies, démarrage sans effort par les temps les plus froids, gaz d'échappement sans odeur, enfin accroissement de la sécurité, car mélangeur et détendeur fonctionnent comme autant de coupe-flamme interdisant la propagation aux bouteilles d'un retour de flamme au carburateur; remplissage et vidange se font sous pression, par conséquent en canalisation parfaitement étanches, enfin la résistance des bouteilles au choc en cas de collision, a été démontrée par des expériences très sévères qui ont été faites à la poudrerie de Sevran-Livry.

Actuellement, nous avons en France 38 véhicules à gaz en service. Ce n'est évidemment qu'un début et l'on sait par ce qui précède à quoi est subordonné la suite : il faut des stations de compression. De telles stations existent, d'autres sont en construction. Quel développement prendra la chose?

Cela dépend du succès que vont avoir certains essais poursuivis en ce moment. Sur l'initiative d'un comité que préside le général Maurin, un convoi formé de 2 véhicules lourds

et d'un poste de compression s'est mis en route pour Cambrai le 3 septembre dernier. Là, le tout a été mis à la disposition des industriels, commerçants, agriculteurs pouvant avoir à faire des transports régionaux réguliers de marchandises pesantes. Le bilan de l'opération, ce sont les usagers eux-mêmes qui vont l'établir et, si comme tout le fait prévoir, il est favorable, l'industrie gazière locale se trouvera par là même incitée à faire, pour ce débouché nouveau, les frais d'installation d'un compresseur.

Après Cambrai, le convoi a poursuivi son destin vers Valenciennes, Lille, Douai. Ultérieurement, il gagnera toute localité où il paraîtra opportun de poursuivre l'expérience.

Qu'elle soit importante, on en jugera en réfléchissant que la production du gaz, déjà de l'ordre de 1 800 000 000 mètres cubes, pourrait être considérablement augmentée, tant par accroissement de la carbonisation, que par le mécanisme qui sera développé plus loin. D'autre part, aucune affectation spéciale ne confisquant le gaz à la mobilisation, ce carburant national serait tout entier disponible.

Mobilisé dans les formations de deuxième ligne ou d'étapes des armées, il n'en continuerait pas moins à « servir » à l'intérieur pour les besoins civils. Alors son utilisation sera d'autant plus facile que sa situation, en temps de paix, aura été mieux assise.

Tout ceci concerne le gaz de ville (usines à gaz ou fours à coke) de pouvoir calorifique 4 500 calories, pour lequel le calcul montre qu'un poste de compression tous les 100 kilomètres serait souhaitable.

Mais l'industrie métallurgique, l'industrie de l'ammoniac synthétique produisent du méthane, ou un mélange de méthane et d'autres gaz dont le pouvoir calorifique n'est pas inférieur à 8 000 calories et qui est un résidu pour elles. Ce gaz, utilisé comme carburant, permet à un véhicule lourd un parcours double, toutes conditions égales, de celui précédemment indiqué. Il sera donc recommandé de le réserver aux longs trajets en ligne droite. Sur un tel trajet, on vient de l'expérimenter avec succès sur une voiture de tourisme de modèle courant au cours d'une épreuve longue et dure.

Ce n'est pas tout. Le « cracking » laisse aux pétroliers un

résidu gazeux. D'une fraction condensable de ce résidu — le butane — on sait quel usage ils font. Composé de méthane, d'éthane, d'un peu de propane, d'autres carbures encore que les chimistes appellent « non saturés » tous gaz dont les pouvoirs calorifiques vont de 9 500 à 16 000 calories, le reste n'a pas reçu jusqu'ici l'usage noble auquel il peut prétendre. Aussi les pétroliers, cherchant à lui donner plus de valeur, s'ingénient-ils présentement, en collaboration avec l'industrie gazière, à le transformer en gaz de ville, pour le rendre accessible aux usages de celui-ci. Un ultime cracking des fractions les plus légères (méthane, éthane), dans un appareil de gaz à l'eau, ou bien, pour la partie la plus dense (propane), une manipulation qui aboutit à l' « air carburé », permettent de ramener tous ces produits gazeux au pouvoir calorifique convenable de 4 500 calories. Prochainement des usines à gaz absorberont vraisemblablement une certaine quantité de ces gaz de raffineries qu'elles incorporeront à leur production.

Mais que les pétroliers songent — et pourquoi n'y songeraient-ils pas — à utiliser leurs gaz directement comme carburant, et la première de ces opérations devient inutile. Il n'est pas interdit d'escompter cet appoint et on voit l'extension qui semble réservé au gaz carburant, dont l'approvisionnement est assuré.

***

De la carbonisation de la houille procède aussi le benzol, qui remplace l'essence avec avantage. Tous les usagers connaissent aujourd'hui les qualités de ce carburant. Il est antidétonant, c'est-à-dire qu'il favorise l'élévation du taux de compression[1], partant le rendement. Ce taux de compression qui ne dépasse pas 4,5 avec l'essence américaine de distillation, atteint 7 avec le benzol.

Aussi bien, les essences de cracking, dont on a dit plus haut l'importance croissante sur le marché français, sont-elles, elles aussi, plus antidétonantes que les essences courantes.

Et comme les voici entrées dans la pratique journalière,

1. Il s'agit du rapport du volume occupé par les gaz en fin de compression au volume de la chambre de combustion.

ceci a permis de relever le taux de compression des moteurs, par conséquent d'améliorer leur rendement. Le gaz admet, lui aussi, ce taux de compression plus élevé, l'alcool, dont on va voir que, bon gré mal gré, les automobilistes absorbent un tonnage respectable, se comporte de même; il résulte de tout cela qu'aujourd'hui on peut alimenter indifféremment avec l'un ou l'autre de ces carburants tout moteur de construction récente sans lui infliger la plus légère retouche. On conçoit l'importance, et d'un tel nivellement sur le plan supérieur, et de la latitude qui en découle dans l'éventualité où ces divers carburants seraient brusquement appelés à se remplacer les uns les autres.

Par ailleurs, il est démontré que le benzol donne plus de calories au litre et qu'il est homogène, ce qui est très appréciable pour une marche régulière du moteur.

Mais en temps de paix il est rare; en temps de guerre, la fabrication des explosifs le réclame impérieusement. Comme le benzol communique, aux essences auxquelles on le mêle, les propriétés avantageuses dont nous venons de parler, comme il stabilise les mélanges d'essence et d'alcool incomplètement déshydratés, on doit le tenir, en temps de paix, pour un carburant de complément et l'employer en bonificateur des mélanges. C'est ce qu'on fait.

***

Arrivons à la contribution que la chimie — par fabrication d'essences synthétiques — peut être en état d'apporter. Une analyse sommaire des résultats procure, à ce sujet, un élément d'information.

Fixer de l'hydrogène sur la houille, telle est l'idée qu'on retrouve à l'origine d'un grand nombre de brevets, dont le « procédé » Bergius est le type, si tant est que le « procédé » ait jamais été autre chose que l'habileté d'un financier à faire admettre par l'« Interessen Gemeinschaft » la validité des brevets qu'elle lui a achetés, moins semble-t-il pour les suivre que pour éviter leur barrage.

A l'heure actuelle, en Allemagne, une usine d'hydrogénation de la houille produit 350 000 tonnes d'essence par an, mais le prix de revient de celle-ci reste entouré de mys-

tère. Une autre entreprise, en Saxe, escompte d'un procédé d'hydrogénation des lignites une production prochaine de 400 000 tonnes d'une essence dont le prix de revient laisserait une marge de 10 à 25 pfennigs au kilo sur le prix actuel de l'essence en Allemagne.

Sur le même procédé, une usine d'État s'équipe pour une production de 15 000 à 20 000 tonnes d'essence par an.

En Angleterre, la *National Coke Oil Cy* fait édifier en ce moment deux usines, l'une à Glasgow, l'autre aux environs d'Édimbourg, dans lesquelles on projette de traiter 50 000 tonnes de houille environ par an. Une troisième usine d'une capacité de traitement de 150 000 tonnes par an doit être édifiée à Manchester.

Par ailleurs, les *Imperial Chemical Industries*[1] ont équipé à Billingham une usine pour une production de 136 millions de litres, soit environ 100 000 tonnes d'une essence dont, tout calcul fait sur la base du dollar à 16 francs, le prix de revient ressortirait à 49,5 centimes français. Le gouvernement anglais a accordé pour dix ans, à partir du 1er avril 1934, sous forme d'exonération de droits, une protection de 8 pence par imperial gallon (4,5 litres) à cette essence; ce qui, la livre mise à 75 francs, va chercher 71 francs l'hectolitre.

Que des possibilités de bénéfice soient plausibles à Billingham, c'est de bon augure pour nous. En effet, en France, l'essence synthétique, dont la fabrication a été mise au point par deux procédés — celui des mines de Béthune et celui de la Société nationale des recherches à Liévin — bénéficie d'une protection de 91 francs sur 155 qui frappent l'essence à l'hectolitre, ce qui paraît plus substantiel que la protection anglaise. Par ailleurs, 75 millions de francs ont été affectés à l'équipement d'une usine qui constituera une « cellule » industrielle type susceptible d'extension par multiplication et dont le premier avantage sera de permettre la fixation d'un prix de revient, lequel varie notamment avec le prix de l'hydrogène.

La mise en marche de la « cellule » de Béthune, laquelle est

1. Un accord est d'ailleurs intervenu entre les *Imperial Chemical Industries*, l'*I. G. Farben industrie*, la *Royal Dutch Oil Cy*, la *Standard Oil Cy* pour mettre en commun leurs brevets respectifs se rapportant à l'hydrogénation de la houille. De cet accord est née une société dont le siège est à La Haye : l'*International Hydro Patents*.

équipée pour traiter 50 tonnes de houille par jour a eu lieu le 9 décembre dernier. L'expérience industrielle de Liévin doit être terminée dans le courant de l'année.

En se basant sur l'expérience de Billingham, on peut évaluer à 300 millions la dépense à engager pour grossir son approvisionnement de 100 000 tonnes d'essence par an. Mais la même somme, investie ailleurs, ne procurerait-elle pas des résultats plus tentants? Appliquée, par exemple, à l'armement d'une flotte pétrolière d'une quinzaine de navires supplémentaires, c'est un appoint d'un million à 1 500 000 tonnes d'essence dont elle permettrait d'accroître annuellement notre approvisionnement.

De quelque variante dans le détail technique que procède l'hydrogénation, on admet que 4 tonnes de houille sont détruites pour faire une tonne d'essence. Ce sont 4 tonnes de charbon perdues pour la carbonisation. De la tonne d'essence fabriquée, un bilan précis voudrait donc que l'on retranchât la valeur des carburants extractibles par carbonisation, et nous venons de voir qu'elle n'est pas négligeable et le sera moins encore dans un avenir prochain.

C'est pourquoi il convient, semble-t-il, d'attacher la plus sérieuse attention à la synthèse de Fischer montée par la « Ruhrchemie » où l'on voit que l'union directe de l'oxyde de carbone et de l'hydrogène donne par réduction catalytique un produit brut nommé « Kogasin » d'où par distillation et cracking des fractions lourdes on retire 75 à 80 p. 100 d'une bonne essence tourisme.

Ici, la matière première est le coke, c'est-à-dire un sous-produit de la distillation de la houille. La fabrication de ce produit de synthèse serait actuellement de 3 à 5 tonnes par jour. Ce n'est assurément pas encore un tonnage impressionnant, mais le prix de revient serait économiquement défendable et la possibilité de production extrêmement étendue.

***

Avec l'alcool, voici la contribution de l'agriculture. En quantité, elle est appréciable : 3 500 000 hectolitres, — dont un million, environ, d'alcool de vin, le reste étant de l'alcool industriel, spécialement de l'alcool de betteraves, — sont

allés l'année dernière à la carburation. Cela doit faire dans les 275 000 tonnes.

En qualité, cette contribution n'est pas méprisable. Quoi qu'on en ait dit, en effet, l'alcool déshydraté est, en mélange avec l'essence, un aliment fort convenable pour le moteur.

Si la déshydratation n'est pas parfaite, tout peut encore aller, à condition que le pourcentage d'alcool ne soit pas inférieur à 10 p. 100. Au-dessous de cette proportion le mélange n'est plus stable.

C'est la clef des ennuis que connurent les automobilistes au moment où les distributeurs commencèrent à introduire une faible proportion d'alcool (10 à 15 p. 100) dans l'essence tourisme.

Cet aliment nouveau eut sur le moteur un effet inattendu. Dissolvant gommes et dépôts, décapant réservoir et canalisations, l'alcool fit un grand nettoyage, que l'on a comparé à une cure des voies urinaires par certaines eaux minérales; c'était bien; ce qui l'était moins, c'est que le tout, arrivant au filtre, provoquait une panne qui, pour être classique, n'en est pas moins fâcheuse.

C'est alors qu'on vit partout surgir les pancartes « essence sans alcool », dont on sait qu'un récent décret-loi a interdit la pratique.

La cure terminée, notre automobiliste continuait-il à consommer de l'essence-alcool, tout allait bien; s'avisait-il, au contraire de ne plus vouloir s'approvisionner qu'à la pompe « sans alcool » tout se gâtait. En effet, de l'essence pure s'ajoutant au mélange à sa limite de stabilité, faisait un mélange dilué au-dessous de cette limite, d'où mauvaise carburation tant que toutes traces d'alcool n'avaient pas disparu.

En tout état de cause, il est bien entendu que l'énergie au litre de l'essence alcoolisée étant inférieure à celle de l'essence, la consommation aux 100 kilomètres augmente, sauf si, réalisant un mélange ternaire, on ajoute du benzol qui augmente la valeur antidétonante et l'énergie au litre.

Mais si l'on relève la proportion d'alcool, en employant le carburant poids lourds qui admet 30 p. 100 d'alcool, il est bien possible aussi que l'aggravation de consommation aux 100 kilomètres, ne trouve une compensation dans le prix moins

élevé du bidon. Que d'astucieux automobilistes s'en soient avisés, la chose ne serait pas pour surprendre.

Ainsi l'alcool s'impose tout doucement. Comment? Par le jeu de l'obligation faite aux pétroliers d'acheter au monopole de l'alcool au moins 10 p. 100 de la moyenne de leurs mises à la consommation au cours des trois dernières années. On entend bien qu'il s'agit, en entretenant la production, par une consommation forcée, de parer à une disette éventuelle, dangereuse pour la défense nationale puisque l'alcool est la matière première de la fabrication des poudres; ce qui, soit dit en passant, l'exclurait, en temps de mobilisation, des moteurs.

Mais où le problème prend un aspect paradoxal, c'est à l'instant où on l'envisage sous l'angle de l'économie nationale. Voici les faits : le monopole de l'alcool achète au producteur l'alcool 276 francs l'hectolitre; exactement, pour la campagne 1933-1934 : 276 fr. 821, car ce prix, fixé chaque année par le Ministre des Finances, à la parité des cours du sucre, est d'une précision mathématique; et cette précision — au millime près — est d'un haut comique quand on la rapproche de ce qui va suivre.

Le monopole revend cet alcool aux pétroliers au prix de l'essence suivant catégorie, savoir 155 francs s'il s'agit d'essence tourisme, 112 francs s'il s'agit de carburant poids lourds.

Dans la campagne 1934-1935 la répartition des 3 500 000 hectolitres d'alcool passés à la carburation s'est faite de la façon suivante : 2 300 000 hectolitres à 155 francs, soit 356 500 000 francs, et 1 200 000 hectolitres à 112 francs, soit 134 400 000 francs. Ce qui fait un total de 490 900 000 francs.

En retranchant ce nombre de celui correspondant au prix d'achat, soit 966 000 000 francs (pour 3 500 000 hectolitres payés 276 francs), on voit que le bénéfice négatif du monopole ressort à 475 100 000 francs,

Ce n'est pas tout, ces 3 500 000 hectolitres d'alcool carburant n'acquittent pas la taxe de l'essence, c'est autant de moins pour la caisse du Trésor. Si bien qu'on évalue, sans aucune exagération, la perte totale annuelle qui résulte de cette opération à un milliard et demi de francs. Tel est le paradoxe, l'explique qui voudra.

***

Restent les gazogènes qui apportent le concours de la forêt. D'immenses ressources sont en réserve de ce côté, du côté du carburant « solide » comme on dit assez improprement, alors qu'il s'agit, en réalité, de gaz pauvre fabriqué sur le véhicule par cette usine en miniature qu'est le gazogène.

Définies qu'elles ont été par feu le professeur Matignon au Congrès du Carbone végétal à Lyon en 1929, les conditions chimiques optima de l'opération sont connues lorsque le combustible est le bois ou le charbon de bois. Depuis lors, l'anthracite — contribution de la forêt carbonifère — s'est mis sur les rangs, gagnant tout de suite la place que lui assignait *a priori* sa « réactivité ».

Au surplus, des camions à gazogènes circulent. Cependant leur nombre qui avait atteint « dans le civil » un plafond de 1 000 unités est tombé à 600 environ : c'est l'indice qu'industriellement la lutte est sévère.

Mais il y a le point de vue militaire. On ne peut dénier sa qualité de remplaçant au carburant forestier et les véhicules à gazogènes sont appelés a être utilisés sur une grande échelle dans l'armée, au moins dans les formations où de grandes capacités manœuvrières ne sont pas indispensables.

La question qui peut se poser est de savoir s'il est expédient d'en favoriser la construction en temps de paix, alors que six mois suffiraient, en cas de besoin, à en construire 50 000.

***

Cette revue passée, on voudrait conclure. Ce n'est pas le plus aisé. Devant les solutions actuelles, le difficile est de s'orienter.

Sans doute l'invention laisse-t-elle planer une inconnue dont il serait téméraire de mésestimer la valeur. Il ne semble pas cependant que, sauf attractions sporadiques des fantaisistes, elle doive réserver de bien bonnes surprises. La technique a fait son étape, ou l'achève. L'économique tend son écheveau de fils embrouillés. Sera-ce un nœud gordien?

GEORGES KIMPFLIN

CE QUE LES RICHES PAIENT

La façon dont, en politique, on utilise les faits et les idées, ne prouve certes pas la perfectibilité de l'intelligence humaine, si l'on croit que celle-ci est destinée avant tout à rechercher et à connaître la vérité, mais elle constitue par contre un progrès remarquable dans l'art de présenter les choses, ou, si l'on veut, de duper les hommes, ce qui est synonyme.

Un éditeur, qui fit fortune, déclarait qu'il avait été le premier à lancer un livre comme on lance un produit pharmaceutique, par la puissance de la publicité. Ce n'est pas très flatteur pour le discernement des lecteurs, et cela suppose également un jugement assez méprisant sur la qualité des auteurs. Mais pour ceux dont le seul critérium est la réussite, il faut convenir que le moyen est bon. Aussi est-il de plus en plus employé. Comme elle semble loin la définition classique selon laquelle la politique est l'art de gouverner les nations! Les événements récents prouvent que c'est surtout l'art de séduire l'opinion par une publicité adroite et suggestive. Ce n'est plus en lisant les livres d'Aristote que l'on se prépare à la conduite des affaires, mais bien en utilisant les procédés commerciaux les plus modernes. En ce sens, il faut admirer la perfection des slogans qui viennent de se faire plébisciter.

Les « deux cents familles » sont une formule de premier ordre, qui ouvre des voies nouvelles dans l'utilisation de la crédulité humaine. Il est évidemment admirable de s'adresser à 40 millions de personnes en déclarant que, pour faire le bonheur de 39 999 800, il suffit d'en sacrifier 200. Puis-

qu'on cherche le suffrage de la majorité, on ne saurait souhaiter que cette dernière fût plus large... De même, « faites payer les riches » nous paraît, dans sa brièveté éloquente, désigner son auteur pour un premier prix au prochain concours destiné à récompenser les formules commerciales faisant image. Chacun pensant que le riche est son voisin et non pas soi-même, ce programme résumé ne peut qu'emporter la totalité des suffrages.

***

On pourrait rechercher la définition des « riches ». Mais ce serait perdre son temps, car l'opinion ne s'arrête pas à de semblables précisions. La « richesse », considérée du point de vue politique, est d'ailleurs moins une question de fortune qu'une question d'opinion; voire même de costume ou d'éducation. Une laïcité résolue peut par exemple neutraliser une fortune considérable; tandis qu'un homme qui épargne sur son logement pour choisir l'éducation qu'il fait donner à ses enfants, est rangé d'autorité parmi les classes possédantes. A vrai dire, les Français seraient stupéfaits s'ils voyaient dans leur vérité toute simple et toute unie, les problèmes que de vieux ferments de haine périmée continuent à envenimer. Il serait si facile de s'entendre si l'idéologie passionnée cédait le pas à la bonne volonté réalisatrice. Pourquoi faut-il que ce vœu soit encore une utopie?

Personne, espérons-nous, ne voudrait défendre un régime dans lequel les riches ne paieraient pas leur part. Et si nous adoptons, en le retournant, le titre d'une affiche communiste, ce n'est pas le moins du monde pour prendre le contrepied d'un programme si sensé, mais pour montrer comment il a été appliqué avant la lettre, tellement, au surplus, il est naturel et entré dans les mœurs d'un pays qui a fait depuis plusieurs années les plus profondes révolutions économiques et sociales.

Pour apprécier la fortune nationale, il faut considérer séparément le capital et les revenus annuels des Français.

En 1914, l'annuité successorale s'élevait à 5 milliards. En 1930, alors que la monnaie avait été amputée des 4/5, elle a été de 15,9 milliards. En 1933, dernière année dont les chiffres soient connus, elle n'était plus que de 14,5 milliards.

La première chose qui frappe est donc la baisse régulière du « capital » français. Cela tient sans doute à un certain appauvrissement, tel que la disparition des créances françaises sur l'étranger. Mais beaucoup plus encore à la dégradation de notre système économique. La valeur « en capital » n'est en effet pas une valeur d'échange, mais une valeur d'estimation, qui monte ou baisse suivant la prospérité générale, et suivant l'indice qui exprime le mieux la confiance d'un pays dans son avenir, c'est-à-dire le taux de capitalisation. Le prix d'un immeuble, d'un jardin, d'une action, d'une obligation, d'une collection de tableaux, résulte d'une opération intellectuelle délicate, dont le jeu suppose un certain état capitaliste. La plus grande erreur que commettent ceux qui jonglent imprudemment avec le crédit public consiste à traiter les capitaux comme des valeurs réelles permanentes, alors que la plupart sont affectées d'un coefficient psychologique considérable. La baisse régulière de l'annuité successorale est un phénomène de « décapitalisation » beaucoup plus que d'appauvrissement. Les biens demeurent, leurs revenus subsistent plus ou moins, leur valeur disparaît.

Les impôts de succession en 1933 se sont élevés à 1 816 millions, représentant environ 12,5 p. 100 du capital sur lequel ils portaient. Ce taux déjà élevé représente le prélèvement opéré sur les fortunes au moment de leur transmission par décès.

La répartition de l'annuité successorale, c'est-à-dire du montant total des successions ouvertes au cours d'une année, est fort intéressante. En 1930, sur 15,9 milliards, les successions dépassant 2 millions représentaient 4,4 milliards. En 1933, sur un total de 14,5, les mêmes fortunes ne représentaient plus que 2,9 milliards, c'est-à-dire qu'en trois ans les successions importantes sont tombées de 27,5 p. 100 de l'ensemble des fortunes déclarées, à 20 p. 100. Tel est en trois ans le chemin qui a été fait dans la voie d'une répartition plus large des capitaux. Nul doute que le mouvement ne se soit encore accentué depuis lors.

Il n'y aura guère de rapport entre la fortune nationale et les revenus nationaux : la plus grande partie des capitaux est

stérile, ce qui est un des phénomènes les plus frappants et les moins connus de l'évolution présente du monde. Au contraire, la plupart des revenus nationaux sont obtenus indépendamment de la mise en œuvre de capitaux évaluables. On sait que les revenus français sont taxés d'abord par des impôts cédulaires à taux proportionnel, qui saisissent chaque catégorie de revenus en particulier; et ensuite, par un impôt général à tarif progressif qui reprend, en les groupant, toutes les catégories de revenus préalablement imposés. On négligera la contribution mobilière qui est un troisième impôt direct sur le revenu, mais qui est établi à raison du loyer d'habitation occupé et qui ne se prête pas à des comparaisons chiffrées qui soient inattaquables. Les statistiques de 1934 permettent d'examiner la répartition du revenu national entre les divers contribuables français et les ressources que le fisc en retire.

Il existe 1 920 000 contribuables payant l'impôt général sur le revenu. Ce premier chiffre est à considérer par rapport à celui des électeurs, qui est de 11 925 000. Ainsi 16 p. 100 de ces derniers seulement sont frappés de l'impôt général.

La somme des revenus nets de ces 1 920 000 Français s'élève à 54 658 millions de francs. Parmi eux les revenus nets inférieurs à 30 000 francs représentent à eux seuls 32 848 millions.

Admettons que l'on appelle « riches » les gens ayant un revenu global net supérieur à 200 000 francs. Il existe dans ce cas 9 870 contribuables de cette espèce, dont le revenu total est de 4 033 millions de francs. Ces deux chiffres doivent retenir tout particulièrement l'attention.

Le premier montre le très petit nombre de personnes que l'on peut qualifier de riches, si l'on se réfère aux revenus et aux gains dont elles disposent. Cela va évidemment contre l'opinion générale, mais la vérité n'a pas à se soucier des réactions qu'elle peut susciter. Il est certain, en effet, qu'il existe un assez grand nombre de fortunes dont le chiffre en capital est élevé, comme on peut s'en rendre compte par l'examen de l'annuité successorale, mais celles-ci produisent généralement des revenus très faibles. Plus exactement, la fortune acquise constitue sans doute une sécurité, mais elle représente souvent plus une charge annuelle qu'une recette, du fait de dépenses d'entretien ou d'amortissement égales ou supérieures aux

revenus des capitaux. Quoi qu'il en soit, en France, pays riche, il n'y a pas 10 000 personnes ayant un revenu supérieur à 200 000 francs. On dira peut-être que les revenus importants ne sont pas déclarés. Mais cela correspond à une idée traditionnelle et inexacte de la fraude en matière financière. Les très gros revenus sont précisément les plus difficiles à dissimuler. Si la très grosse majorité des Français ne paie pas l'impôt général, cela tient moins à la fraude qu'à l'institution d'un minimum non imposable qui, avec les déductions de charges de famille, peut être assez élevé, et aussi à l'insuffisance des impôts cédulaires qui laissent échapper de nombreuses sources de revenus, comme les bénéfices et les commissions des intermédiaires.

Le second fait à retenir, c'est que les gens dits « riches » ont à eux tous un revenu total de 4 milliards sur 54 milliards de revenus imposables qui, eux-mêmes, ne sont pas l'intégralité du revenu national, mais seulement la fraction appartenant aux Français assujettis à l'impôt général. Sur ces 4 milliards, le fisc en prélève 1 dans l'état actuel de la législation.

Quels que soient les appétits fiscaux, ils ne peuvent pas prendre plus qu'il n'existe. On réalisera toute la force de cet état de fait en constatant que si la loi confisquait intégralement tous les revenus supérieurs à 200 000 francs, ce qui serait, on en convient, une mesure radicale, cette opération ne rapporterait, dans les circonstances optima, que 3 milliards au budget...

Pour parler des très grosses fortunes, on constate qu'en 1931 il y avait 702 revenus supérieurs à 1 million, et cette tranche privilégiée représentait 1 458 millions. En 1934, ce nombre est tombé à 349 et les revenus correspondants ont baissé à 736 millions. Ainsi, en trois ans, le nombre des revenus « millionnaires » a baissé de moitié et leur valeur a également baissé de 50 p. 100.

L'examen des tarifs existants permet facilement d'expliquer l'écrasement fiscal dont les chiffres qui viennent d'être cités donnent les conséquences d'ensemble. L'impôt est tout différent, suivant qu'il s'agit du revenu du travail ou du revenu du capital. Mais puisque la campagne communiste a

précisément porté sur le fait que 200 familles dirigeaient à leur profit la fortune mobilière de la France, on entrera dans ses vues en prenant comme exemple les rémunérations d'administrateurs. Et ce n'est pas nous qui forcerons les faits, pour obtenir des conclusions bien frappantes, si nous prenons un cas que nous-mêmes déclarons exceptionnel par son élévation, c'est-à-dire celui d'un contribuable célibataire, touchant 1 million de tantièmes ou de jetons de présence. Le cas est en effet très rare, mais puisqu'on fait croire au pays qu'il est fréquent, encore convient-il de voir comment le fisc le traite.

Sous le régime actuel des impôts, un premier prélèvement est fait au taux de 24 p. 100 des sommes distribuées, ce qui fait 240 000 francs. Après quoi, l'impôt général, y compris la majoration des décrets-lois, représente 340 000 francs. Ce prélèvement, au seul titre des deux impôts sur le revenu qui se complètent, s'élève donc à 580 000 francs.

Sur ce revenu fabuleux et désirable de 1 million, l'amputation fiscale laisse 420 000 francs à celui qui l'a touché. Ces chiffres sont accablants, d'autant plus qu'aucune fraude n'est possible en cette matière, la déclaration étant faite par les sociétés elles-mêmes qui, au surplus, sont soumises au contrôle de l'administration.

S'il est un impôt qui ne donne lieu à aucune évasion fiscale, c'est l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et ce sont l'impôt cédulaire et l'impôt global qui atteignent les traitements et salaires ou les rémunérations payées par les sociétés.

Nous préférons prendre des exemples moins exceptionnels, mais à condition de remarquer qu'au moment même où l'on rentre dans la vérité on s'éloigne du monde fictif que dessine l'imagination révolutionnaire et où il a bien fallu la suivre.

Sur une rémunération de 200 000 francs, les deux impôts sur le revenu, avant les décrets-lois de 1935, représentaient 51 560 francs et 64 500 francs après ces décrets. On voit qu'une majoration de plus de 25 p. 100 de ces impôts déjà lourds, a été décidée en dehors du Parlement et à un moment où l'on annonçait généralement qu'aucun accroissement fiscal ne pouvait être effectué et que seuls les dégrèvements étaient à l'ordre du jour.

A vrai dire, le fait a passé presque inaperçu et nous l'avons nous-mêmes loué ici, tant il semble naturel à certains esprits d'accepter et même de recommander des sacrifices durs quand ils sont faits dans l'intérêt du pays.

De tels prélèvements sont tellement considérables qu'on se demande s'ils ont été directement voulus par la loi. Ils proviennent du jeu combiné de la progressivité rapide dans le taux de l'impôt et des majorations diverses dont il est affecté. C'est ainsi que les derniers décrets-lois ont majoré de 50 p. 100 l'impôt général sur le revenu au-dessus de 100 000 francs. Le principe de la progressivité n'est en lui-même pas discutable. Nous avons de la solidarité humaine une notion qui nous oblige, pour que des sacrifices soient proportionnels, à ce qu'ils s'opèrent suivant une échelle croissante. Au moins faut-il avoir le bénéfice de cette situation et ne pas laisser croire qu'il existe des privilèges fiscaux, qui seraient en effet plus odieux que beaucoup d'autres et que personne ne devrait tolérer.

On aura une idée approximative des effets de la progressivité en examinant ce qui se passe lorsqu'un revenu de riche disparaît pour être remplacé par une série de revenus ordinaires, mais d'un total égal. On a calculé qu'un revenu de 600 000 francs, en une seule main, paie 57 fois plus d'impôts que 20 revenus de 30 000 francs ayant une composition analogue. Si l'éparpillement de ce revenu de 600 000 francs allait au delà, la matière imposable finirait même par disparaître complètement, puisque les revenus nets tomberaient au-dessous de la limite d'exemption. Par un phénomène qui n'a rien de surprenant, et nous dirons même rien d'illogique, mais qu'il faut mettre en pleine lumière, l'existence d'un « riche » ou d'un homme prétendu tel, a donc pour effet de diminuer les charges fiscales de ses concitoyens et sa disparition, en tout cas, nécessiterait un accroissement important des charges portant sur ses voisins.

On ne saurait terminer ce tour d'horizon sans examiner les impôts payés au titre des bénéfices industriels et commerciaux, et d'autant plus que les sociétés anonymes sont considérées comme des organismes tentaculaires, travaillant au profit du capital.

Une enquête portant sur 130 sociétés appartenant aux branches les plus diverses de la production, a permis de résumer ainsi la répartition de leurs charges : les salaires payés à la main-d'œuvre se sont élevés à 2 040 millions; les actionnaires ont touché 303 millions; les obligataires 117 millions, et l'État 700 millions, sous forme d'impôts; en plus, la part patronale dans les charges sociales s'est élevée à 253 millions. Il en résulte que l'ensemble fiscal ou social est plus de trois fois supérieur au dividende, ce qui permet de conclure que les sociétés travaillent pour le fisc deux jours sur trois.

Une étude curieuse portant sur la patente, a permis de tirer des enseignements extraordinaires du jeu de cet impôt. Un individu exploitant lui-même un grand magasin ayant diverses spécialités et employant une centaine d'ouvriers de façon à faire un bénéfice de 1 million, paierait une patente de 425 000 francs, qui, s'ajoutant aux autres existants, ferait un total de 668 000 francs, laissant 330 000 francs seulement de bénéfices pour couvrir tous les risques d'une entreprise ayant laissé théoriquement 1 million de bénéfices... Il ne serait pas difficile de trouver même des cas dans lesquels l'impôt soit largement supérieur au bénéfice lui-même.

***

On voit à quel point la passion politique peut déformer les événements. Il serait peut-être même plus juste de dire qu'il n'existe presque aucun contact entre deux domaines malheureusement isolés. Celui des réalités économiques et financières, et celui de la politique. Dans l'un et l'autre, on retrouve les mêmes éléments, mais réfractés suivant les lois de la physique particulière qui sont en vigueur ici ou là.

Le problème posé par la taxation des grosses fortunes existe de toute évidence. Les solutions simplistes relèvent ou de l'illusion ou du goût de la destruction. L'exploitation de l'idéologie qui les nourrit écarte malheureusement les intelligences de la recherche des seules solutions qui seraient vraiment pratiques et profitables à tous. La prospérité nationale résulte d'une hygiène particulière des capitaux et du crédit

qui obéissent à des lois mal connues mais aussi rigoureuses que celles régissant les phénomènes naturels.

Il est évidemment regrettable que, trop souvent, un égoïsme étroitement conservateur s'abrite derrière ces nécessités pour paralyser les forces vivantes du pays, et leur faire redouter toute expansion comme un désordre intérieurement vicié par un germe de mort. Mais on ne combat pas utilement cette inertie regrettable en adoptant l'attitude opposée, qui consiste à jongler avec des idées pures sans admettre les servitudes psychologiques et physiques que nous impose le milieu dans lequel nous vivons.

On ne peut pas ne pas être frappé par les quiproquos constants au milieu desquels nous vivons. Les plus beaux exemples dans le domaine financier sont ceux qu'offre l'intervention de l'État dans le régime capitaliste. Tous les gens qui réfléchissent sont d'accord pour condamner les accumulations excessives de capitaux qui conduisent à l'anonymat de la fortune, et à l'absence de responsabilité effective qui en résulte. Or c'est précisément l'État qui constitue par les Caisses d'assurances sociales, la Caisse des Dépôts, les Caisses d'Épargne, les masses les plus formidables de capitaux confiés à la plus irresponsable des gestions. On a vu, par des exemples retentissants, qu'il ne suffisait pas que des banques fussent baptisées « populaires » pour éviter les accidents normaux dans une industrie aussi difficile et qui s'est avérée au contraire être plus aventureuse encore quand il s'agit d'organismes plus ou moins étatisés. L'État est en passe de devenir détenteur de la plus grosse fortune nationale et, malgré cela, on continue à alimenter l'idéologie politique de tous les désirs qui étaient valables lorsque l'État était pauvre au sein d'une fortune privée insolemment indépendante.

Le principal effet des mesures économiques des dernières années a consisté à créer des « riches d'État », si l'on peut dire. De même que l'institution de la loterie nationale suscite des « millionnaires de loterie » qui sont provisoirement encore entourés de la faveur populaire parce que leur richesse paraît d'une essence d'autant plus démocratique qu'elle est moins fondée.

Ces contradictions tiennent probablement à la survie d'idées

et de dogmes que la plus récente histoire a pourtant complètement vidés de toute substance.

Les partis politiques ont déjà proclamé inconsciemment qu'ils appartenaient au passé par l'échange réciproque qu'ils ont fait de leurs programmes. Faire payer les riches n'est pas le monopole d'un parti. Tous sont d'accord pour le faire et on voit dans quelle mesure ils le font déjà. Cette concordance dans les effets prouve ce qu'il y a de paradoxal à poursuivre par routine des contradictions doctrinales qui peut-être même ne s'exaspèrent que pour compenser, dans le verbalisme, ce qu'elles ne trouvent pas dans la réalité. On commence à avoir perdu le goût des discussions sur le libre-échange ou le protectionnisme. Il a bien fallu convenir, sous la force des événements, qu'il ne servait à rien de discuter des points de vue théoriques. On aimerait que cette détente inévitable gagne d'autres domaines, et qu'elle ne soit pas freinée par ceux qui, conservateurs, radicaux, socialistes ou communistes, préfèrent encore l'idée qu'ils se font des choses aux choses elles-mêmes. Tous ceux qui en sont encore à ce stade appartiennent au passé, quelque avancés que paraissent leurs programmes.

L'avenir est à ceux qui sauront se débarrasser des formules pour étreindre le réel. Le réel, c'est le développement de la richesse générale et de toutes les sources de prospérité économique. Il faudrait être criminel pour les tarir et frapper à travers elles, involontairement mais sûrement, les masses laborieuses de la nation.

ED. GISCARD D'ESTAING

L'EXPOSITION CÉZANNE

De tous les peintres de l'époque des impressionnistes, Cézanne est probablement celui qui a suscité le plus grand nombre de livres et d'articles. Sait-on combien de pages comporte la bibliographie publiée en tête du catalogue de l'exposition de ses œuvres qui s'est récemment ouverte à l'Orangerie? Quinze, en texte serré; et Cézanne n'est mort qu'en 1906[1].

De plus il est, de sa génération, l'artiste dont la génération suivante a le plus invoqué l'exemple. On a tiré de son œuvre non seulement des leçons mais des théories — théories fort diverses et parfois contradictoires.

Si l'on veut se donner une idée de son art, la première chose à faire est de négliger toutes ces théories (auxquelles il ne pensait guère) et d'effacer un moment de sa mémoire les ouvrages contemporains qui se recommandent de lui ou qui décèlent son influence. L'histoire de l'action qu'il a pu exercer est une chose, l'histoire de son œuvre en est une autre. Un peintre original et puissant agit toujours sur ses successeurs, mais — le passé nous l'enseigne, — il est impossible, sans le

1. L'exposition a naturellement été l'occasion de publications nouvelles. Il faut signaler en particulier — outre le catalogue excellemment rédigé par M. Charles Sterling que précèdent une étude de M. J.-E. Blanche et une de M. Paul Jamot — le livre de M. René Huyghe (chez Plon), qui est une analyse remarquablement précise et impartiale de l'évolution du peintre, et la thèse de doctorat que vient de soutenir M. John Rewald sur « Cézanne et Zola » (éd. Ledrowski) : elle contient des renseignements d'un vif intérêt, spécialement sur la jeunesse de Cézanne.

recul du temps, de mesurer l'importance réelle de cette action immédiate. Les peintres doués eux-mêmes d'une forte personnalité ne tardent pas à se libérer pour frayer leur propre route. Les autres peuvent avoir leurs mérites; au bout d'un siècle, on s'aperçoit qu'ils n'ont dans l'histoire de l'art aucune importance véritable.

Tâchons donc d'aborder Cézanne avec un œil neuf et un esprit non prévenu. Oublions même, pour un instant, les propos de lui que nous ont rapportés quelques admirateurs. Il se reflète dans leurs livres comme en autant de miroirs déformants et diversement inclinés. Je ne dis pas que ces images juxtaposées ne nous apprennent rien sur son art, tout au contraire; seulement il est sage de ne les consulter qu'après avoir revu ses tableaux.

***

L'exposition de l'Orangerie nous offre, je crois bien, pour la première fois, l'occasion d'embrasser l'œuvre de Cézanne dans son ensemble. Malgré l'absence de quelques belles toiles qu'on eût aimé revoir, le choix a été très bien fait par les organisateurs et aucun trait important de l'artiste ne demeure caché.

Les premiers ouvrages qui nous sont montrés datent des environs de 1866 : Cézanne avait alors vingt-sept ans. Chacun sait probablement aujourd'hui que son père, d'abord chapelier à Aix, y était devenu banquier et banquier assez heureux en affaires pour que le jeune homme n'eût pas à gagner sa vie. Cézanne avait fait de bonnes études classiques : jusque dans sa vieillesse il se plaisait à lire les auteurs latins. Ce n'était nullement le personnage un peu ridicule et primaire qu'on nous a parfois présenté : il avait l'esprit ouvert et cultivé. Décidé à faire de la peinture, il finit par obtenir l'assentiment paternel. A partir de 1861, il est allé plusieurs fois travailler à Paris, attiré par Zola, son intime ami depuis le collège. Sensible, renfermé, à la fois violent et timide, obstiné dans ses convictions, il fit son instruction lui-même : l'Académie où il fréquenta lui offrait des modèles, point de professeurs. Il étudiait les anciens au Louvre, les contemporains où il pouvait. Il admirait alors surtout Delacroix, Daumier et Courbet, desquels

on est pas sans apercevoir chez lui l'influence. Son dessin est un peu emphatique, sa peinture, étalée au couteau, extrêmement épaisse; il use beaucoup du noir et du blanc. En dépit de ses tâtonnements, il atteint une incontestable vigueur : qu'on voie les portraits de son père, de ses amis, un paysage comme *la Neige fondant à l'Estaque*, une composition comme l'*Idylle*. Mais déjà, si l'on veut le juger équitablement, il faut distinguer entre les ouvrages peints d'après nature et ceux qui sont le fruit de son imagination. Dans ces derniers, à la fois romantiques et sensuels, il lui manque une connaissance assez approfondie du corps humain pour inventer sans peine; il est faible et il achoppe. Dans les autres, au contraire, il montre bientôt une force singulière. Ses paysages, traités dans une gamme sombre, ont encore quelque chose d'approximatif; ils révèlent cependant un sentiment sincère. Quant à ses natures mortes, ce sont déjà des chefs-d'œuvre. Deux toiles, où l'on a justement signalé une influence de Manet, le *Potvert* et surtout la *Cheminée de marbre noir* (vers 1870) sont admirables. Dans la seconde, l'extraordinaire vigueur des noirs et des blancs, la hardiesse de leurs rapports, la qualité que prennent auprès d'eux le jaune d'un citron, le rose et le rouge vif d'un coquillage, n'ont d'équivalent chez aucun peintre. La particularité de la vision, la force presque brutale de l'exécution communiquent à ce tableau une telle puissance qu'auprès de lui, tout, sauf une toile de Cézanne lui-même, s'affaiblit et s'éteint.

Il était difficile d'aller plus loin dans cette voie sans se répéter. Une orientation nouvelle devenait presque nécessaire. Ce fut l'amitié de Pissarro qui la fit découvrir à Cézanne.

***

Grâce à Zola, qui défendait les impressionnistes dans ses articles, moins par compréhension réelle (car il était fort peu sensible à la peinture) qu'en réaction contre l'art officiel, Cézanne était entré en contact avec le groupe. Inquiet, irritable, il se liait difficilement; mais avec Pissaro il s'entendit. Très sensible, Pissaro avait aussi l'esprit sérieux et raisonnait volontiers sur son art. Il convainquit son nouvel ami de ne jamais s'écarter de la nature et, d'autre part, il l'initia à la

technique impressionniste, lui enseignant ce qu'on pouvait tirer de la décomposition des tons. Cézanne fut si bien touché de ces conseils qu'il copia soigneusement une *Vue de Louveciennes* de Pissaro — on peut voir cette copie à l'Orangerie — et qu'il s'installa près de lui à Auvers-sur-Oise. Il y passa deux années, de 1872 à 1874; années fécondes.

Désormais, plus de rhétorique, et peu de romantisme : il y en a encore dans de petites scènes allégoriques comme *la Nouvelle Olympia* et l'*Éternel féminin*, d'ailleurs médiocres; bientôt il disparaît : le *Déjeuner sur l'herbe* (1878), qui a tant de grâce, n'est plus qu'un essai de construction pictural. Devant la nature, soumission aussi complète que possible à l'objet. Cézanne use toujours de forts empâtements, mais ce ne sont plus les empâtements un peu sommaires qui évitent de serrer la forme de près. Il peint par touches juxtaposées, de couleurs différentes, sur lesquelles il revient par d'autres touches destinées à renforcer les premières et à atteindre plus exactement le ton local. On peut mesurer le chemin parcouru en peu de temps devant la *Maison du Pendu* ou l'*Arbre et la maison*, tous deux de 1873, devant la nature morte de la collection Doucet (1874) ou l'admirable *Nature morte aux biscuits* de 1875.

Tout en maintenant dans sa peinture une fraîche lumière, il atteint, par ces juxtapositions et ces superpositions de tons clairs, à un éclat de couleurs, à une solidité de matière qui ne vont qu'à lui. Petit à petit, la main se fait plus légère. Le peintre laisse souvent entre les touches des vides où un peu de blanc de la toile apparaît, ce qui donne au tableau je ne sais quel frémissement singulier.

Cézanne a découvert désormais le principe fondamental de son art, celui qui en fait la véritable originalité. Dès sa jeunesse, il cherchait à saisir le relief et à le fixer par de vives oppositions : il s'est aperçu qu'il pouvait obtenir plus sûrement le modelé (qu'il s'agisse de natures mortes, de figures ou de paysages) sans du tout se préoccuper des « valeurs », c'est-à-dire des rapports de l'ombre et de la clarté : simplement par l'exactitude de la couleur. « La justesse du ton, dit-il, donne à la fois la lumière et le modelé. » C'est une grande nouveauté.

Rein de tel, en effet, chez ses prédécesseurs. Corot, placé devant la nature applique, il est vrai, parfois ce principe, sans le savoir, parce qu'il a gardé en face du réel la fraîcheur de sensation d'un enfant et qu'il cherche, sans autre préoccupation, à rendre le plus délicatement possible ce qu'il voit : les tons se diversifient, construisent le paysage, par le seul fait que son œil est extrêmement sensible et qu'il varie la couleur à l'infini, sans céder à la tentation d'inventer des valeurs qui n'existent pas ni d'harmoniser son tableau par des rappels de tons artificiels. Mais dès qu'il réfléchit, tout change : il cherche les « valeurs » et, de son propre aveu, n'accorde à la couleur qu'une place accessoire ; la beauté de l'étude directe en est aussitôt altérée. Rien de tel non plus chez un Monet, par exemple, qui s'intéresse à la surface mobile des choses, à l'air, à la lumière. Il saisit les apparences changeantes : le fond solide échappe.

Cézanne, au contraire, s'efforce de trouver en chaque point le ton qui donnera la sensation de la réalité, non seulement en surface, mais aussi en épaisseur. Une pareille manière de faire exige une sensibilité de vision assez vive et assez permanente pour ne pas s'émousser au cours d'un lent travail et, en même temps, une faculté d'analyse peu commune. L'association de ce don naturel et de ce pouvoir intellectuel est le secret de l'art de Cézanne — un secret qu'il n'est pas facile de lui dérober. C'est grâce à elle qu'il a pu, selon le mot célèbre recueilli de sa bouche par Maurice Denis, « faire de l'impressionnisme quelque chose de solide et de durable comme l'art des musées ».

***

Il a bien pu dire un jour qu'il faut « traiter la nature par le cylindre, la sphère et le cône », entendant par là qu'elle est réductible à des volumes géométriques ; cet axiome a fait fortune après lui (un système est si commode !) ; on ne le lui voit pas souvent appliquer lui-même. L'effet s'en découvre dans certaines figures, et plus particulièrement dans l'*Italienne accoudée* de 1894 ; mais ailleurs, s'il garde au fond de soi la conviction que la nature repose sur une sorte de géométrie,

il ne cherche à suggérer cette construction géométrique que par ce qu'il appelle « la justesse des contrastes et des rapports de tons ».

Il est préoccupé parfois, il est vrai, d'accentuer le sentiment de la profondeur par quelques lignes horizontales, verticales ou obliques; mais il n'est jamais arbitraire. Il est fidèle à ce qu'il voit, scrupuleusement; et c'est sans doute à cette fidélité qu'il faut attribuer certaines déformations qui, après avoir paru jadis très gênantes ne choquent plus guère aujourd'hui, parce qu'on s'est habitué à sa façon de voir. On a dit qu'elles étaient volontaires et l'on a tiré de là tout une théorie de l'art. Je pense que M. Huyghe a raison de les considérer plutôt comme le résultat d'un certain angle de vision et de les attribuer à la sincérité presque excessive de Cézanne. « L'équilibre et la verticale, écrit-il, ne sont qu'un redressement intellectuel de ce que perçoit notre œil... Notre raison redresse des images que nous percevons toujours au gré de notre angle de vision, avec un biais et une inclinaison. » Qu'on regarde sans idée préconçue, en vue plongeante, des objets disposés sur une table comme il le sont dans un Cézanne, on verra que les choses s'y présentent à peu près comme il nous les montre, dans une sorte de déséquilibre. Si une personne est assise, un peu penchée, sur une chaise, devant un mur dont la perspective fait fuir les lignes, elle nous apparaît telle que sont figurés certains personnages de l'artiste. On n'a pas coutume d'y prêter attention, parce qu'en fait on ne « regarde » pas et qu'on est intuitivement convaincu de l'horizontalité et de la verticalité des lignes.

Ces déformations n'existent d'ailleurs chez Cézanne que pendant quelques années. Elles ne sont nullement constantes; et, passé 1895 on n'en trouve plus. C'est qu'un nouveau progrès s'est fait dans son esprit. L'exactitude de la sensation ne lui suffit plus; il ambitionne de la soumettre à un ordre logique.

La chose n'était pas très difficile à faire dans une nature morte, dont il pouvait toujours modifier ou déplacer les éléments; elle ne l'était pas non plus extrêmement lorsqu'il s'agissait de peindre des figures qu'il était libre encore de poser et de grouper à son idée : on le voit, par exemple, au travers des

diverses versions des *Joueurs de Cartes*, arriver peu à peu à une sorte d'agencement symétrique par rapport à une verticale, en même temps qu'à une grande simplification dans les couleurs et les formes; la toile de la collection Pellerin, avec ses deux seules figures attablées de part et d'autre d'une bouteille, avec ses colorations grises, brunes ou rouges, est un aboutissement magnifique.

Mais, dans le paysage, la liberté du peintre était moindre. Il avait besoin d'avoir la nature sous les yeux pour « réaliser », comme il disait, et c'est devant elle qu'il prétend construire son tableau. Problème ardu, qu'il a énoncé lui-même clairement en disant qu'il voulait « faire du Poussin sur nature ».

Poussin, on le sait, ne prenait en plein air que des croquis de détail; il observait et il méditait. Il se pénétrait de la structure des terrains et des arbres et de leur aspect dans la lumière. Il enfermait dans sa mémoire les observations faites et, une fois à l'atelier, créait un paysage imaginaire composé d'éléments vrais. Mais Cézanne, faute d'une éducation suffisante de la mémoire, ne pouvait procéder de même. Peut-être ne l'aurait-il pas voulu, décidé à ne rien sacrifier de la sensation directe, pour laquelle le contact de la nature est nécessaire. Dans sa solitude d'Aix, où il habite maintenant presque toute l'année, il s'applique avec acharnement à une conciliation qui semble presque impossible entre analyse et synthèse, aidé sans doute par le caractère du paysage provençal, plus stable, plus « construit » que le fluide paysage de l'Ile-de-France.

Il ne réussit pas toujours. Combien de toiles inachevées! Combien d'autres détruites! Mais plusieurs vues de la montagne Sainte-Victoire — un de ses motifs préférés — particulièrement celle de la collection Courtauld (qui n'est pas à l'Orangerie) et celle « au pin parasol » de la collection Pellerin, le *Viaduc* du musée de Moscou, pour ne citer que peu d'exemples, témoignent qu'il a plus d'une fois obtenu ce qu'il cherchait.

***

Il aurait désiré faire davantage et peindre de grands tableaux où le paysage et la figure humaine seraient unis. Mais là, il se heurte à un obstacle qu'il n'a pu franchir. Dans

ses petites toiles de *Baigneurs* (au baron Gourgaud, à lord Ivor Spencer Churchill, à M. Maurice Denis) la beauté des couleurs composant une précieuse harmonie de bleus, de verts, de blancs, de beiges rosés, et leur merveilleuse disposition, dissimulent l'incertitude de la forme. Dans les *Grandes baigneuses*, au contraire, vaste toile à laquelle il a travaillé dix ans et jusqu'à la veille de sa mort, cette incertitude paraît en pleine clarté. L'artiste a effacé, repris, modifié son œuvre; elle n'en est pas moins demeurée dans un état d'inachèvement non seulement matériel, mais spirituel. De loin, on admire les lignes convergentes des arbres, la guirlande que composent les corps groupés des femmes, l'harmonie des tons répartis dans une atmosphère d'un bleu ravissant. Qu'on s'approche, les formes des corps n'existent plus et la beauté entrevue s'évanouit. On pense au « chef d'œuvre inconnu » de Balzac.

Cézanne, je l'ai dit plus haut, ne pouvait peindre une scène imaginaire. Depuis l'époque lointaine où il dessinait le nu dans une académie parisienne, il n'avait plus eu de modèle féminin sous les yeux. Il n'en voulait pas chez lui. Scrupule? Crainte de céder à la séduction toujours redoutée de la femme et de perdre son indépendance? On ne sait au juste; mais le fait demeure. Ayant complètement cessé d'exercer sa mémoire, dès qu'il voulait inventer, l'essentiel lui manquait. Comment s'étonner qu'il n'ait pu donner corps à son rêve?

On a coutume de mettre sur le compte de l'inquiétude qui tourmente tout grand artiste, les propos où il se plaint sans cesse de ne pouvoir, dans la figure, « atteindre à la réalisation ». Je crois qu'il y a dans ces plaintes une vérité plus pathétique. Très perspicace, d'une lucidité aiguisée par la solitude, il connaissait aussi bien sa faiblesse que sa force. Il savait ce qui lui faisait défaut. Je trouve très émouvante le passage d'une lettre écrite à Roger-Marx un an avant sa mort, qu'on peut lire dans une vitrine : « Je serai toujours reconnaissant au public d'amateurs intelligents qui ont eu à travers mes hésitations l'intuition de ce que j'ai voulu tenter pour renouveler mon art.

» Dans ma pensée, on ne se substitue pas au passé. On y ajoute seulement un nouveau chaînon. Avec un tempérament de peintre et un idéal d'art, c'est-à-dire une conception de

la nature, il eût fallu des moyens d'expression suffisants pour être intelligibles au public moyen et occuper un rang convenable dans l'histoire de l'art. » Ces derniers mots sont trop modestes — et sûrement il ne l'ignorait pas — mais ce qui les précède, je suis convaincu qu'il le pensait.

***

La part qui lui reste est assez belle. Ses derniers ouvrages, exécutés lorsqu'il était déjà gravement malade, sentent parfois la fatigue; mais lorsqu'un trop long travail ne les a pas alourdis, ils sont d'une éclatante beauté. Le *Château noir*, qui (malgré son titre) est un puissant contraste entre des murs d'un ocre éblouissant, des verdures profondes et un ciel fouetté d'outremer, dépasse peut-être, pour l'intensité de la couleur et pour la poésie du sentiment qu'on a justement qualifié de « lyrique », ce qu'il avait peint jusque-là.

Aucun art ne se prête moins à la description, car les mots sont bien incapables de suggérer la sensation de la couleur, sur laquelle, chez Cézanne, tout repose. Comment faire sentir ce que sont les beiges rosés et les verts tendres de la *Côte du galet*, les verts vifs du *Petit pont* ou les bleus de l'*Estaque* du musée de New-York? Il est inutile d'essayer. Ces paysages sont vrais, et cependant dépassent la vérité; car on se tromperait grandement en prenant Cézanne, à cause de sa fidélité à la sensation, pour un réaliste. Tout chez lui est, au contraire, transposé. Les rapports de tons sont parallèles à ceux qu'il a découverts, dans la nature, mais portés sur un autre plan. C'est par là surtout qu'il atteint à la poésie.

Qu'on se place au milieu de la grande salle de l'Orangerie, à l'heure où les visiteurs se font rares, qu'on regarde les tableaux qui vous entourent, on aura le sentiment que Cézanne a bien produit, comme il le voulait, « quelque chose de solide et de durable comme l'art des musées » et que sa place est parmi les maîtres.

PAUL ALFASSA

LE THÉÂTRE

M. Jean Sarment : *Le voyage à Biarritz.* — Deux reprises : *L'indiscret*, de M. Edmond Sée et *Les noces d'argent*, de M. Paul Géraldy (Comédie-Française). — Molière : *L'école des femmes* (Athénée). — M. Fernand Gregh : *Les amants romantiques* (Odéon). — Madame Margaret Kennedy : *Tu ne m'échapperas jamais*, adaptation de M. Pierre Sabatier (Mathurins, Compagnie Pitoëff). — Reprise de *Mon père avait raison*, de M. Sacha Guitry (Théâtre de la Madeleine).

La représentation du *Chant du berceau*, à la Comédie-Française, est accompagnée du *Voyage à Biarritz*, un acte de M. Jean Sarment, qui termine le spectacle. C'est une très jolie réussite, où je ne vois qu'à louer, tant en ce qui concerne l'ouvrage que sous le rapport de l'interprétation et de la mise en scène. Le décor, brossé par Bertin, est d'une vérité que l'art du peintre a su baigner de poésie. Il représente le jardinet attenant à une petite station de chemin de fer. Sur la droite, le bâtiment de la gare, et la voie qu'on devine derrière des verdures. Le même mélange de réalisme et de rêverie se retrouve dans le dialogue, ou plutôt c'est de ce mélange inhérent au dialogue que le décorateur s'est heureusement inspiré pour composer, avec un dessin exact et de fraîches couleurs, l'atmosphère de ce menu drame tout simple, « quotidien », comme on disait il y a trente ans. Si je cherche à analyser le mélange dont je parle, en quoi réside le ton et, par conséquent, l'essence de l'œuvre, je note un trait comique voisin de Cour-

teline, moins gros, plus fin, moins fort, plus tendre, des ironies voilées de douceur. Le pur auteur comique est impitoyable, impitoyable aussi pour soi, car il ne s'épargne pas plus que son prochain, et c'est sur l'observation de lui-même que sa peinture des ridicules repose bien souvent. Exemple Molière peignant Arnolphe. La tendance courtelinesque est visible, au début de l'acte, dans une scène épisodique entre le chef de gare et un bourgeois de l'endroit, venu pour faire une réclamation au sujet d'un colis expédié à son adresse et qui s'est égaré, un jeu de croquet, jugé par le réclamant indispensable au succès d'une réception dont le jour approche. La disproportion entre l'émoi du bonhomme (le rôle est très bien tenu par M. Le Goff) et la futilité du motif qui cause son inquiétude, sa timidité, son insistance, qui se heurte à l'indifférence joviale, à la rondeur dédaigneuse du chef de gare (incarné par M. Brunot avec une admirable justesse), tels sont ici les éléments du burlesque. Mais, dans les scènes suivantes, ce ton cru ne tarde pas à se rompre en demi-teintes : moquerie apitoyée, mélancolie désabusée, songerie sentimentale, toutes nuances qui composent la palette originale de l'écrivain. Chez M. Sarment, la partie semble toujours se jouer sur un *court* où la satire et l'élégie sont de part et d'autre du filet. Ce chef de gare qui n'a jamais bougé de sa station (comme le chef de gare de M. Jacques Chabannes dans *Voyage circulaire*) rêve depuis des années d'un voyage en famille à Biarritz. Or, justement, la famille est aujourd'hui réunie. Le fils, qui est employé à Londres, vient d'arriver chez ses parents. La table est dressée sous les arbres pour le repas du soir. Une jeune fille, orpheline, dont le père, un cheminot, a péri autrefois dans un accident, et qui a été recueillie par ces braves gens, fait partie de la maison. Elle aussi sera du voyage. Ainsi l'a décidé le chef de gare, et il développe son projet. Mais le fils demeure distrait, évasif. Bientôt il déclare que ce voyage est impossible, qu'il doit repartir le lendemain. Il est fiancé à la fille de son patron et doit rejoindre sa future belle famille à Biarritz, précisément. L'orpheline, secrètement amoureuse du jeune homme, accueille cette révélation par un triste silence. Mais le chef de gare n'abandonne pas son rêve si facilement. On se retrouvera tous à Biarritz, voilà tout. Cette solution n'agrée pas au garçon.

Bientôt, le père comprend que son fils veut écarter les siens, qu'il aurait honte d'être vu en leur compagnie, peut-être. La bonne humeur, dans son âme simple, le cède à la colère. Cependant, un train rapide est annoncé, et comme la voie est en réparation, le chef de gare doit manœuvrer une aiguille qui déclenchera le signal de « Ralentir ». Dans sa fureur, il laisse passer l'heure. Le rapide survient, dans un tintamarre très bien imité. C'est la catastrophe .. Non, le convoi a freiné, stoppé. Surgit, noir de suie, un mécanicien furieux, qui traite le coupable « comme du poisson pourri ». L'homme, par bonheur, avait été prévenu au départ, mais, s'il ne l'avait pas été, que serait-il arrivé? Le chef de gare baisse la tête. C'est alors que l'orpheline prend sur elle la responsabilité de la faute commise : elle a, dit-elle, oublié de transmettre le message qui ordonnait la manœuvre. Le furieux s'apaise, s'en va. Cet intermède dramatique, où une ombre épouvantable l'a frôlé, rejette le malheureux chef de gare au renoncement. Le voyage à Biarritz n'aura jamais lieu, son rêve est brisé, tout espoir s'effondre, sa vie s'achèvera dans la tristesse. Et le jeune homme rejoindra sa fiancée, et il ne restera à l'orpheline, dans la monotonie des jours, que ce petit point lumineux : le souvenir de son beau mouvement. Peut-être, au reste, n'y pensera-t-elle même bientôt plus, car elle est de la race des douces créatures à qui se sacrifier semblera toujours naturel.

J'ai dit mon admiration pour M. Brunot. Jovialité, colère, abattement, trois registres, où il brille successivement dans la plénitude de ses dons. Madame Dussane est magnifique de simplicité vraie, dans le rôle de la mère : la comédienne capable d'interpréter avec la même perfection la Marie Leczinska de *Madame Quinze* et l'humble bonne femme du *Voyage à Biarritz* est une artiste d'un haut rang. Quant à M. Ledoux (le mécanicien furibard), il ne paraît que durant quelques instants, mais son irruption est extraordinaire. Je suis heureux que mes pronostics, déjà bien anciens, se vérifient de plus en plus : Ledoux monte à l'horizon. Mademoiselle Casadessus et M. Martinelli (l'orpheline et le fils du chef de gare) sont un peu faibles, mais encore très convenables.

***

Lors de la précédente reprise de l'*Indiscret*, j'ai eu le plaisir d'analyser ici même les mérites exceptionnels de cette pièce, une des rares comédies de caractère du répertoire moderne. Elle date de 1903. Trente-trois ans, c'est la jeunesse pour un homme (et presque l'adolescence encore, pour une femme d'aujourd'hui), mais ce pourrait être, pour une pièce de théâtre, la décrépitude profonde — ou la mort depuis longtemps déjà. L'*Indiscret* n'a pas une ride. M. Escande, en Rivolet, montre un beau feu ingénu, mademoiselle Rouher, infiniment de sensibilité.

C'est je crois la deuxième fois qu'on reprend *Les Noces d'argent*, depuis la création en 1917. L'œuvre est d'une finesse qui rend le son des choses durables. On a beaucoup parlé, ces temps derniers, à propos de deux romans : *La chute d'Icare*, de M. Edmond Jaloux et *Tout va finir*, de M. Émile Henriot, des conflits qui divisent les générations. C'est un débat très ancien, je veux dire qui se renouvelle périodiquement. Mais si les antagonismes entre jeunes et vieux, sur le terrain de l'idéologie de la morale, ne sont pas chose nouvelle, il est, dans le cercle familial, une cause de mésentente qui, ayant son origine dans la nature même, est plus universelle encore, c'est l'ingratitude des enfants à l'égard des parents. M. Paul Géraldy a pris texte de ce sentiment pour construire sa comédie sur un fond éternel.

Il apparaît qu'on s'est souvent trompé sur le compte de M. Géraldy. Certes, sa carrière est heureuse, il a connu de grands succès, mais, en raison même de ces succès, l'a-t-on toujours très bien compris? Il arrive aussi qu'on prête aux œuvres d'un auteur les manières de sa personne. L'extrême courtoisie de M. Géraldy a peut-être empêché que l'on ne s'aperçût tout de suite combien son théâtre a d'âpreté. Retournez voir *Les Noces d'argent*, vous constaterez que tout y est fin, mais dur, flexible, mais comme le jeu d'une lame qui cherche un passage à sa pointe. Rien d'élégiaque, jamais, rien de la chanson que je notais, par instants, chez M. Sarment. Le retour de Suzanne, au troisième acte, le regard de commissaire-priseur qu'elle jette sur le mobilier de ses parents,

l'enlèvement symbolique du bahut, au baisser du rideau, ou encore les dernières scènes du quatrième acte, vraiment terribles, tout le personnage de Max enfin, d'un égoïsme si naturellement implacable, autant d'exemples d'une observation et d'un art où n'ont place ni les réflexions consolantes ni la plus légère atténuation de la cruelle vérité.

Vous remarquerez que, dans la pièce, les parents sont seuls à s'expliquer sur leurs sentiments, seuls à vouloir comprendre, à disserter de la situation. Les enfants, eux, se bornent à être ce qu'ils sont, à se manifester par leur conduite ou leurs gestes. Il est vrai que le jeune âge est renfermé, rétractile, toujours mystérieux pour les vieilles gens. Un des caractères de Max, ce qui le fait paraître à nos yeux si vivant, c'est qu'il ne dit presque rien. Jusqu'à la fin, il reste énigmatique pour le spectateur lui-même. Nous ignorerons toujours tout de ses histoires, de ses « embêtements ». Lorsque sa mère veut le confesser, il se met sur la défensive et, comme elle insiste, lâche des propos obscurs, cyniques, inquiétants, qui font qu'elle regrette d'avoir voulu pénétrer ses secrets. Rappelons-nous : à vingt ans, nous avions horreur des questions.

L'auteur a marqué la préférence de la mère pour le fils et du père pour la fille. Nulle influence freudienne ici, mais un simple trait d'humanité générale. Il y a, dans la révolte de madame Hamelin, lorsqu'elle apprend que Marraine, son amie, est la maîtresse de son fils, autre chose que le sentiment de la morale outragée. Marraine ne se gêne pas pour le lui dire : « — Ce n'est pas un dégoût de moi qui te rend si impitoyable. — Qu'est-ce que c'est donc? — La jalousie. » Or, n'oublions pas la date de la pièce. La France, à cette époque, n'avait pas encore été initiée au fameux « complexe d'Œdipe », dont les ravages (littéraires) furent si grands, quelques années plus tard. L'originalité de M. Géraldy, sur ce point particulier, reste donc, comme ailleurs, entière.

Les Noces d'argent, par le nombre des personnages, l'animation des scènes, le mouvement des entrées et des sorties, la part enfin laissée aux circonstances extérieures, font contraste avec les œuvres suivantes de l'auteur, qui tendent vers la concentration, l'élimination de tout élément autre que psychologique. Peut-être est-il permis de regretter que, dans sa

sévérité croissante, M. Géraldy ait volontairement dépouillé tout ce qui lui parut trop facile dans ses heureux débuts, car cette facilité n'était due qu'à son habileté scénique et non à la matière même. Bref, elle n'existait que pour lui, l'ouvrage étant de qualité. La preuve en est faite aujourd'hui.

L'interprétation est excellente : Madame Béatrice Bretty compose le personnage de madame Hamelin avec une justesse, une sûreté remarquables, un mélange sensible de réserve, de pudeur, de passion, de souffrance. Madame Mary Marquet prête à la figure de Marraine, la belle rose d'automne, une sorte de mélancolie éclatante, d'où rayonne un charme profond. M. Ledoux (Hamelin), M. Jean Veber (Max), mesdemoiselles Casadessus et Gabarre (Suzanne et son amie Jeanne) sont parfaits.

***

L'École des femmes, à l'Athénée, remporte un succès qui se confirme chaque jour comme le plus grand de cette fin de saison. Une entreprise de ce genre soulevant une foule de questions, sur lesquelles beaucoup de critiques ont d'avance leur siège fait, il était inévitable qu'à l'applaudissement se mêlât quelque rumeur d'objections. C'est pourquoi il importe d'enregistrer avant tout le fait de la réussite. Non seulement par loyauté, mais parce que l'événement prend en lui-même, à lui seul, une signification considérable. En effet, si l'on envisage le problème sous sa forme la plus simple, quel était le but de Jouvet? Dégager un vieux chef-d'œuvre d'une mise en scène poussiéreuse, l'arracher aux routines qui se parent du nom de traditions, faire en sorte enfin que le public, qui ne cherche, comme c'est son droit, que son agrément, y prît goût comme à une nouveauté. Ce but, Jouvet l'a-t-il atteint? Oui, sans contestation possible. L'ouvrage fait recette tous les soirs. Est-ce bien l'ouvrage, dira-t-on, n'est-ce pas plutôt le spectacle? Argutie! l'un et l'autre sont ici confondus. Une présentation brillante ne suffit jamais pour gagner la faveur du public; une présentation brillante qui ne s'appuie pas sur une œuvre ne provoque que des bâillements, ne rencontre bientôt plus que le vide horrible de ces salles où, sur

les neuf heures, grâce à la mise en circulation d'innombrables billets de faveur, une trentaine de fantômes ennuyés se traînent vers leurs fauteuils. Or, il se trouve, cette fois, que l'œuvre qui appuie le spectacle et que le spectacle met en valeur, est une comédie admirable, d'un suc puissant et nourrissant.

M. Jacques Arnavon qui, depuis des années, consacre une série d'études très documentées à l'interprétation de la comédie classique, s'est appliqué, dans un livre récent : *l'École des femmes de Molière*[1], à rechercher dans le texte de l'ouvrage toutes les indications susceptibles de lui fournir les éléments d'une mise en scène nouvelle. Il a ainsi établi sur le papier un projet de décor très curieux. Mais la minutie des recherches crudites ne remplace pas l'invention. La méthode suivie n'aboutit qu'à composer, par juxtaposition des détails concrets qu'une lecture attentive permet de relever, un décor d'un modernisme très désuet, entendez non point un décor fidèle à la mise en scène en usage au XVIIe siècle, devenue impossible aujourd'hui et que d'ailleurs nous connaissons mal, mais un décor selon la formule « naturaliste », en faveur il y a trente-cinq ans. Peut-être M. Arnavon ne s'est-il même, pas rendu compte qu'il se bornait à adapter les suggestions du texte au système préconçu qu'il avait dans l'esprit. M. Christian Bérard, qui a dessiné pour le théâtre de l'Athénée les maquettes du décor de *l'Ecole des femmes*, et M. Jouvet lui-même, lequel sans doute n'est pas étranger à la conception générale de la présentation matérielle, ont procédé tout autrement. Négligeant le détail, ils ont imaginé un dispositif central, entièrement nouveau, totalement imprévu et imprévisible, et qui cependant réunit le double avantage d'être en accord avec la marche de l'action et de rendre le jeu des acteurs plus immédiatement compréhensible aux spectateurs. De là ce mur à angle aigu qui, fermé, représente un coin de rue, mais qui, lorsqu'il s'ouvre en éventail, devient un jardin. La simplicité de la manœuvre, avec les deux rosiers qui, à chaque fois, s'avançent le long d'une glissière, amuse et ravit par son ingéniosité, comme la solution élégante d'un problème difficile. De même, à l'arrière-plan, ce pavillon Louis XIII, rose, étroit et tout en hauteur, joint au

1. Plon, éditeur.

pittoresque cette commodité que l'étage et son balcon demeurent visibles de la salle, même quand, le mur rapprochant ses deux faces, les rosiers se retirant vers le fond, l'angle de la rue reparaît. Certes, ce n'est pas en scrutant studieusement la lettre du texte qu'on eût trouvé cela. Encore moins y eût-on découvert les lustres couleur de corail, suspendus, comme par enchantement, dans le ciel bleu, et dont les longues cires font trembloter leurs petites flammes pâles dans l'intense lumière d'un beau jour. Cette féerie pourtant, loin de trahir l'ouvrage ou d'attenter à la dignité de Molière, nous rappelle discrètement que nous sommes au théâtre, où la vérité elle-même est magie.

M. Louis Jouvet est un grand comédien, dont les interprétations demeurent toujours en partie discutables. Cela tient à ce que, malgré une pratique des planches qui ne date pas d'hier, quelque chose du métier de l'acteur (du métier au sens élevé, technique et nécessaire du mot) semble encore lui manquer. Chez un autre que lui, ses défauts (diction saccadée, articulation défectueuse, penchant à quelque artifice dans les rythmes) seraient insupportables. Cependant, je le répète, c'est un grand comédien. Qu'est-ce donc qui fait le grand comédien? C'est une puissance expressive, inhérente à l'être même, le mystère d'une personnalité forte qui transparaît dans le jeu, dans le regard, dans le comportement de tout le corps. Quand j'aurai dit que M. Jouvet a l'épaule, les jambes éloquentes, plus encore que les lèvres, peut-être me comprendra-t-on. Pour mon goût, il pousse Arnolphe trop à la farce dans la première partie du rôle. Sans doute Arnolphe doit faire rire. Tout Molière est comique, mais il y a des degrés dans ce comique, depuis le Misanthrope jusqu'à Pourceaugnac. Or, Arnolphe se place entre les deux. Ce serait une erreur de rejeter des comédies comme *l'École des femmes* dans la grimace, dans les ressorts mécaniques de la foire. Question de nuance. Dans la seconde partie du rôle, la partie où le comique frôle le tragique, M. Jouvet est admirable : il a des pâleurs mortelles, des mimiques hagardes, des silences où l'être entier s'effondre dans une sorte de muet délire. Combien le rire de Molière est dur! S'il est vrai, comme il y a lieu de le penser, qu'il n'a pu peindre les souffrances d'Arnolphe sans songer à

son propre cas, comme il s'est peu ménagé, comme il s'est puni!

Je ne trouve qu'à louer chez mademoiselle Madeleine Ozeray dans Agnès. D'aucuns estiment qu'Agnès est et ne peut être, une fois pour toutes, qu'une fillette à la belle santé, toute ronde et toute rose. Tel n'est pas mon avis. Mademoiselle Ozeray nous offre une Agnès mélancolique, voire malade de langueur. Pourquoi pas, du moment que tout est juste dans ses intonations et que tout est plausible dans son apparence? On peut fort bien admettre qu'une enfant séquestrée, et qui se meurt d'ennui, dont les courtes promenades au jardin ressemblent à celles d'une prisonnière dans un préau, ait les membres graciles et le teint transparent. La tyrannie d'Arnolphe ne nous en semble que plus atroce. Vivre recluse sous la surveillance de ce maniaque et garder les joues fraîches, c'est plutôt cela qui serait surprenant. On me dit que mademoiselle Suzet Maïs, naguère, au Théâtre Antoine, lors des spectacles classiques inaugurés par André Rocher, était excellente dans le rôle. Je ne l'y ai pas vue, mais je n'ai pas de peine à le croire, sachant les mérites singuliers de cette jeune comédienne. La composition de mademoiselle Ozeray n'en est pas moins jolie et émouvante. Lorsqu'elle lit, au troisième acte, les dix Maximes du mariage (dans leur texte intégral, sans la coupure indiquée par Molière lui-même) sa faiblesse, son accablement progressif, sa défaillance finale font éclater la vérité de sa nature et de son « emploi », qui sont dans le pathétique. Soit dit par parenthèse, cette progression si touchante de la fatigue et de la souffrance n'est possible que parce qu'Agnès lit les Maximes jusqu'au bout. La coupure du texte eût aussi coupé court à l'effet. A cette minute, Arnolphe apparaît comme véritablement odieux, ce qu'il est. Nous ne le plaindrons aucunement par la suite, quand il aura le cœur déchiré, et le regard de haine que lui jettera alors Agnès nous semblera pleinement justifié. Mademoiselle Ozeray traduit à merveille cette revanche de la victime, cette insensibilité implacable aux supplications du tortionnaire, à son tour torturé.

M. Julien Bertheau joue Horace avec beaucoup d'art, de fougue, de chaleur, de conviction. Un peu trop de conviction,

peut-être. Horace n'est pas violemment épris. Il est plutôt « emballé ». Son ardeur est celle de la folle jeunesse, plutôt que celle d'un cœur profondément amoureux. Et puis il y a cette perruque « aile de corbeau ». Je sais bien que le mot « blondin », qui revient plusieurs fois dans le texte, a dans Molière le sens de « galant ». N'empêche que ce blondin noir comme l'Erèbe a l'air d'une plaisanterie facile — trop facile — du metteur en scène. Mademoiselle Raymonne (Georgette) et M. Romain Bouquet (Alain) montrent une fantaisie agréable, quoiqu'un peu trop traditionnelle. Tous les valets de Molière devraient faire l'objet d'une étude spéciale sous le rapport de l'interprétation. Le metteur en scène avide de renouvellement trouverait à accomplir là un sérieux nettoyage. Je n'ai pas aimé le petit clerc bossu, ni les coups réitérés que lui donne le notaire. Recettes, sans doute. Mais tant qu'à faire, puisque M. Jouvet avait entrepris un ravalement complet, que n'a-t-il porté la brosse dans tous les coins!

Certains ont jugé que la mise en scène du dénouement excédait le cadre de la comédie. Je n'ai pas cette impression. D'abord le dénouement en soi est tout « postiche », comme a dit Voltaire. Ensuite, les « cérémonies » occupent, dans la dramaturgie moliéresque, une place importante. Molière lui-même en a organisé de bien plus extravagantes. Il aimait l'évasion brusque, l'irruption dans la folie. Ici, rien de si démesuré : une belle note de couleur, une petite procession pour finir. C'est parfait. En somme, toutes réserves faites dans le détail, je me résume en deux mots : magnifique soirée.

***

Je n'arrive pas à comprendre pourquoi l'on a cherché querelle à M. Fernand Gregh à propos du vers dramatique, puisqu'il est de toute évidence qu'il a conçu *les Amants Romantiques* comme un poème dialogué et n'a pas entendu écrire un drame. Cela est patent dès le premier acte, dans la manière dont il a délibérément écarté toute action proprement dite, pour ne conserver de la situation qu'il pose que ce qui peut être matière à lyrisme. Jusqu'à la fin, les personnages ne cesseront de se confesser ou de se raconter. Il leur arrivera

même constamment de rapporter des événements que l'auteur eût aussi bien pu nous montrer, si le procédé d'expression directe, qui est celui du drame, ne lui répugnait absolument. C'est que tout récit, toute confession, transposés sur le plan poétique, le seul qui intéresse M. Fernand Gregh, y deviennent des effusions où sa sensibilité personnelle, son penchant à extraire des faits particuliers des réflexions philosophiques d'une portée générale, son goût enfin du pittoresque descriptif, trouvent un terrain favorable. Dans ce dédain de l'anecdote, le poète a été jusqu'à dépouiller l'histoire amoureuse qu'il retrace, ou plutôt qu'il a choisie comme point de départ, de toutes les violences, de toutes les brutalités, disons même de toutes les vulgarités, que nous savons qui n'y manquèrent pas. C'est ainsi que la trahison de Venise nous est seulement suggérée par allusion. Le beau Pagello ne paraît point. La présence de ce grossier, de ce sanguin eût détonné, sans doute. Elle eût apporté une couleur, une épaisseur réalistes parmi des évocations, des variations musicales d'où le réalisme était par avance exclu. Ce mode de composition ne vise pas à faire agir des personnages, mais à orchestrer des thèmes. Dans le cadre d'une aventure connue, celle des amours de Musset et de George Sand, le poète a fait entrer les espoirs, les élans, les caprices, les mensonges, les désillusions, les regrets, les souvenirs de l'aventure éternelle.

La conception purement lyrique de l'œuvre exigeait que les interprètes fussent d'excellents « diseurs ». Je n'ose pas affirmer que cette condition fut entièrement remplie à l'Odéon.

Les décors de M. Fernand Ochsé étaient une merveille de goût.

***

Qu'on ne vienne pas nous dire que les adaptateurs et les interprètes ne sont pas capables de modifier la coloration et la résonance d'une pièce de théâtre. Dans la mesure où ils sont eux-mêmes doués d'une forte personnalité, ils métamorphosent l'ouvrage entièrement. Il n'est, pour s'en rendre compte, que de comparer le souvenir qu'on a gardé de *Tessa*, la pièce adaptée naguère par M. Jean Giraudoux, pour l'Athé-

née, avec l'impression que vous laisse *Tu ne m'échapperas jamais*, la pièce jouée actuellement par les Pitoëff. Les deux œuvres sont tirées de deux romans de miss Margaret Kennedy, dont le deuxième, celui que M. Pierre Sabatier a adapté pour la scène, est une suite du premier et a paru ici même sous le titre de *l'Idiot de la famille*. « L'idiot de la famille », c'est Sébastien Sanger, qui, dans *Tessa*, n'est encore qu'un enfant, et qui, dans *Tu ne m'échapperas jamais*, est devenu le principal héros du drame. Mais miss Margaret Kennedy elle-même, dans tout cela, que devient-elle? *Tessa* baignait dans Giraudoux. J'engage vivement les lecteurs de *l'Idiot de la famille* à aller voir *Tu ne m'échapperas jamais*, non pas précisément pour y retrouver Gemma, l'héroïne du roman, mais pour y admirer madame Pitoëff dans Gemma. Ce sont là de curieuses dépossessions et substitutions, où les plus profonds mystères de l'art sont impliqués. Bref, *Tessa* était lumineuse et diaprée. *Tu ne m'échapperas jamais* plonge dans une ombre souffrante, une ombre de roman russe.

Sébastien Sanger (qui s'est lui-même beaucoup assombri sous les traits de son interprète, M. Georges Pitoëff) est un musicien, type de bohème, égoïste, généreux par élans, impitoyable, ou plutôt indifférent à la peine qu'il peut causer quand la passion l'entraîne, au fond uniquement attaché à son art, en dépit de ses désordres. Un jour, il a recueilli, à Venise, une petite créature singulière, qui était grosse d'un enfant. L'enfant est né. Sébastien a recueilli aussi l'enfant. Ainsi Gemma et son bébé sont entrés dans la vie de Sébastien. Et Gemma, c'est Ludmilla, hardie et tendre, railleuse et fière, têtue, retorse, dissimulée, avec une vocation extraordinaire à l'attachement, des facultés inépuisables d'amour et de désolation. A Venise, le frère de Sébastien, Caryl, musicien lui-même, a rencontré une demoiselle anglaise, Fenella, qui s'est toquée de lui. Les parents de Fenella, outrés de cette aventure, partent avec leur fille pour l'Engadine. Les Sanger décident de rejoindre Fenella. Ils donneront des concerts en route et gagneront ainsi de quoi poursuivre leur voyage. Mais Gemma s'est arrangée pour que Sébastien les emmène, elle et son bébé. A l'hôtel où Fenella est descendue avec ses parents, les musiciens ambulants logent dans une chambre située au-

dessus du garage. C'est dans le garage que Caryl retrouve la demoiselle. Mais Fenella plaît à Sébastien, et Sébastien plaît à Fenella. Gemma observe leur manège. Elle tâche à ramener Fenella vers Caryl. Peine perdue! Fenella semble avoir oublié Caryl. Et Sébastien se moque bien de son frère! Fenella déjà lui inspire l'idée d'un ballet qu'il intitule *Primavera* et dont les premières mesures chantent dans sa tête. N'importe! il ne se débarrassera pas si vite de Gemma : « Tu ne m'échapperas jamais ». Aux tableaux suivants, la scène est transportée à Londres. Le dénuement de Sébastien, que Gemma et son enfant n'ont pas quitté, est extrême. Comme il se refuse à tout autre travail que la composition musicale, c'est Gemma qui pourvoit à leurs besoins en faisant des ménages dans le quartier. Mais elle doit, durant ses absences, confier son bébé à une voisine. Elle s'exténue à cette besogne, et l'enfant, mal soigné, tombe malade. Au milieu de ces tribulations, Sébastien est devenu l'amant de Fenella, car celle-ci n'a pas tardé à le suivre à Londres. Il a enfin terminé son ballet, et voici que l'Opéra a monté l'ouvrage. C'est dans le moment où il s'habille pour se rendre à la première représentation de *Primavera* que Gemma trouve une lettre de Fenella qui lui apprend la trahison de Sébastien. Le même soir également, le bébé brûlant de fièvre a dû être conduit d'urgence à l'hôpital. Ludmilla-Gemma triomphe sous ces coups répétés du destin; plus Gemma est frappée et chancelle, plus Ludmilla nous bouleverse par le spectacle de son angoisse et de son déchirement. Cependant, Sébastien est arrivé au théâtre, où il a une discussion avec la première danseuse, quand Gemma paraît, livide et trébuchante. Elle murmure on ne sait quoi, que Sébastien, excédé, se refuse à entendre. La voici seule errant par les rues. Elle avait appris à l'hôpital que son enfant était mort, et c'est cela qu'elle était venue dire à Sébastien dans les coulisses de l'Opéra. Mais la représentation de *Primavera* a été un désastre, et Sébastien découragé est rentré à la maison. Il a, de surcroît, une dispute avec Caryl à propos de Fenella, et les deux frères en viennent aux mains. Gemma arrive juste à temps pour les séparer. Lorsque Caryl est parti, elle s'approche de Sébastien et le console. L'échec de *Primavera* n'a-t-il pas brisé les derniers liens qui

unissaient le musicien à Fenella? Gemma, de son côté, a perdu son enfant. Elle appartient désormais toute entière à l'artiste; c'est elle qui soutiendra son effort, et déjà elle entrevoit la symphonie que ne peut manquer d'inspirer à Sébastien le souvenir de leurs communes souffrances.

***

Je ne puis malheureusement que signaler, faute de place, la très belle reprise de *Mon père avait raison* au Théâtre de la Madeleine. L'œuvre, qui fut représentée pour la première fois en 1919, a gardé tous ses prestiges. Ce n'est pas sans une profonde émotion, j'en suis sûr, que M. Sacha Guitry a repris, au deuxième et troisième actes de la pièce, le rôle de Charles Bellanger, qui fut créé d'inoubliable façon par Lucien Guitry. Mais, à la vérité, lui-même, Sacha, ne pouvait que se sentir à l'aise dans la peau du Charles Bellanger quinquagénaire, car le personnage est l'expression d'une philosophie commune aux Guitry, père et fils. Avec cette légère différence, toutefois, qu'il semble que Sacha soit moins vulnérable encore et encore mieux armé que ne l'était Lucien. Sacha, écrivain, a poussé au style et, par conséquent, approfondi, développé, enrichi la conception de la vie qui était, peut-on dire, celle de la famille, et dans laquelle avait baigné son enfance. Chez le père, ce dur scepticisme brillait dans la conversation, par éclairs, par traits d'esprit dispersés; chez le fils, il s'est concentré dans l'œuvre dramatique dont il est la substance même, il y a trouvé sa formule définitive.

FRANÇOIS PORCHÉ

LES DÉBUTS DU MINISTÈRE BLUM

Il est des plats qu'on doit laisser mijoter longtemps au coin du feu, il en est d'autres qu'il faut préparer et servir rapidement. On le saura, l'attente ne vaut rien pour une combinaison ministérielle. M. Léon Blum doit s'être fort bien aperçu que son omelette surprise a raté son effet : l'enveloppe est tiède, le dedans fondu, le premier gouvernement socialiste de la France n'est qu'un cabinet comme tous les autres, avec une nuance un peu plus accentuée de médiocrité. Sur les trois douzaines d'excellences et de demi-excellences dont M. Léon Blum s'est entouré, il n'y en a pas plus de quatre ou cinq dont le standing personnel et parlementaire réponde au poste qui leur est confié. La liste du cabinet porte les traces des hésitations et des repentirs du Président du Conseil; de sa conception initiale d'un cabinet restreint où dix ministres, tout au plus, accéderaient au Conseil, et où des Secrétaires et Sous-secrétaires d'État géreraient les départements ministériels, il ne reste qu'une équipe incohérente et trop nombreuse, avec des fantômes de comités institués au sein du gouvernement, polysynodie falote et désuète, qui, au moment où il faudrait qu'une main de fer reprenne toutes les commandes de l'État, apparaît comme un véritable anachronisme.

La présentation du Cabinet devant les Chambres a été accomplie selon les rites, le 6 juin. Une majorité de 384 voix contre 210 a accordé sa confiance au nouveau Gouvernement : les spécialistes de la petite histoire parlementaire noteront que le cabinet Herriot avait obtenu exactement le même nombre de suffrages il y a quatre ans. Nous nous garderons de tirer de cette coïncidence une conclusion quelconque quant à la durée probable du nouveau gouvernement, encore que l'on

n'ait pas manqué de le faire dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Cette séance du 6 juin, que M. Herriot a présidée dans un grand style, n'a donné à aucun moment l'impression d'une bataille sérieuse. Combat d'avant-postes, tout au plus, où l'opposition n'a jamais cherché à mettre la majorité dans l'embarras et où le président du Conseil n'a apporté aucune réponse précise aux questions qui étaient dans l'esprit de tous ceux qui réfléchissent, mais que personne n'avait nettement posées. Cette nouvelle Chambre, dont la tenue est jusqu'ici plus correcte que l'on ne pouvait s'y attendre, sera probablement fort lente à se décanter et à s'affranchir de la phraséologie et des attitudes simplistes de la campagne électorale. Une chose cependant est déjà visible : il n'y a pour soutenir le cabinet Blum rien de comparable à la vague d'enthousiasme qui portait en 1924 et en 1932 les deux cabinets Herriot; à aucun moment, la parole du Président du Conseil n'a soulevé d'élan dans les rangs des partis, qui, d'avance, avaient décidé de voter pour lui. Aussi faut-il beaucoup de prudence dans l'examen du scrutin du 6 juin : les radicaux, par exemple, ont apporté au Gouvernement l'unanimité de leurs voix, à l'exception d'une abstention et d'un congé, mais à la réunion des valoisiens où la question de discipline a été posée, la moitié du groupe s'est abstenue sur la motion de confiance. De même, parmi les groupes intermédiaires entre les radicaux et les socialistes unifiés, il n'a pas manqué un bulletin au cabinet, pourtant, on serait surpris que M. Léon Blum, après avoir écarté de son ministère tous les hommes de valeur siégeant dans ces groupes, puisse espérer garder longtemps cette unanimité du premier jour. Mais nous aurions tort de nous attarder longtemps à des réflexions dont l'intérêt ne dépasse pas la salle des Pas-Perdus; en réalité, le gouvernement n'a pas encore commencé son existence parlementaire, il fera ses vrais débuts la semaine prochaine et sa vie sera conditionnée par ce qu'il aura fait en face de l'agitation ouvrière.

***

Depuis l'aggravation de la crise économique en France le monde du travail s'était montré fort calme : sauf les incidents

de Brest et de Toulon, l'été dernier, aucun conflit social sérieux ne s'était produit. Vers la fin de l'année 1934, dans le Nord, on avait cependant observé pour la première fois une forme nouvelle de grève : les ouvriers, cessant le travail, n'abandonnaient pas leurs ateliers, et attendaient, en occupant les usines, le résultat de leurs revendications. On n'avait guère vu là qu'un fait divers, de quoi faire trois ou quatre photographies pittoresques et une manchette de bonne humeur, le mouvement n'ayant pas pris grande extension. Ces petites grèves du Nord apparaissent aujourd'hui comme une date, elles ont inauguré en France une tactique nouvelle des groupements ouvriers, tactique dont l'application massive a posé brusquement ces jours-ci un problème d'une exceptionnelle gravité pour l'État français.

Nous indiquions dans le dernier numéro de la *Revue de Paris* les inconvénients d'un long interrègne ministériel où l'opinion publique s'énervait et où aucun problème ne pouvait recevoir de solution. Ce qui était simple malaise le 20 mai, est devenu crise aiguë, quelques jours plus tard, sans qu'il soit possible de discerner clairement et de mettre en pleine lumière les origines et le développement du mouvement ouvrier dont la prompte extension place la France dans une situation quasi-révolutionnaire.

La grève est née dans les usines de métallurgie de la banlieue parisienne, et plus particulièrement dans deux branches travaillant pour la défense nationale : d'une part l'aviation, d'autre part les armes et munitions. Des cahiers de revendications, préparés, semble-t-il, depuis longtemps, ont été remis aux directeurs; en même temps, on *débrayait*, selon l'argot du milieu, c'est-à-dire qu'on cessait le travail, mais en restant *sur le tas*, c'est-à-dire en occupant les locaux professionnels. Bien vite, le mouvement s'étendait à toute la métallurgie, notamment aux fabriques d'automobiles. Les efforts de M. Frossard, ministre du Travail du cabinet Sarraut, aboutissaient le 30 mai à une reprise partielle de l'activité, mais la grève recommençait la semaine suivante pour prendre le 5 juin une ampleur menaçante. Dans toute la banlieue le travail était arrêté, et la grève de certaines corporations, d'effectifs pourtant peu nombreux, touchait certaines fonctions vitales de Paris : plus d'essence, par la

grève des conducteurs de citernes, difficultés de ravitaillement par la cessation du travail nocturne aux Halles; aussitôt, certaines images de 1914 redevenaient actuelles, la ruée sur les paquets de bougies, de nouilles et de sucre, sur les boîtes de légumes et de sardines, les queues devant les crémeries pour obtenir à grand peine un demi-litre de lait. L'annonce que le gaz allait manquer dans deux ou trois localités de banlieue faisait naître à Paris la crainte d'une grève des services concédés, et la raréfaction de l'essence accréditait le bruit que les autobus allaient s'arrêter! Exagérations où se manifeste une fois de plus la nervosité de la ville dont Maxime du Camp décrivait jadis les convulsions!

Dans la journée du 5, cette situation ne paraissait guère préoccuper les milieux politiques, où l'on daubait sur deux ou trois nouveaux ministres, et où l'on discutait pour savoir si l'on élirait ou non un quatrième questeur; mais, le lendemain, il en était déjà autrement, et toute la séance de la présentation du ministère a été dominée par la question des grèves dont on ne parlait guère, mais auxquelles tout le monde pensait.

Le premier contact du Cabinet avec la Chambre n'a été qu'un lever de rideau, la semaine qui s'ouvre risque au contraire d'être décisive : de deux choses l'une, en effet, ou bien les occupations d'usines cesseront et le gouvernement socialiste aura une existence normale, présentera des projets au Parlement et administrera le pays, ou bien l'ampleur de la grève n'aura pas diminué, et dans ce cas, je pense, pesant bien tous mes mots, que toutes les craintes, sont possibles. En ce dimanche froid et pluvieux du 7 juin où j'écris, nul ne peut prévoir avec certitude l'évolution du conflit, mais la tâche du ministre de l'Intérieur, M. Salengro, qui paraît résolu, comme c'est son devoir, à maintenir l'ordre, ne sera guère facile, en face de grévistes que le Congrès socialiste de Pentecôte assurait de toute sa sympathie, et qui, certes, n'ont jusqu'ici commis aucune violence, mais se sont néanmoins engagés dans une action de caractère nettement révolutionnaire.

***

Que faut-il penser de ce mouvement, de ses origines, de ses buts? Les hypothèses les plus subtiles et les plus invraisem-

blables ont circulé. Tel journaliste bien renseigné cherchait dans la grève la main de l'Allemagne, tandis qu'un de ses confrères y voyait un mot d'ordre du gouvernement de Moscou, désireux de liquider immédiatement les socialistes, pour soutenir ensuite un gouvernement radical, dont la politique militaire serait plus rassurante pour la force de la France! Non moins fantaisiste était la thèse de certains socialistes, accusant les Croix de Feu de jouer le rôle d'agents provocateurs; mais si nous faisons de toutes ces élucubrations le cas qu'elles méritent, nous devons avouer notre embarras pour donner une explication satisfaisante du mouvement.

Cependant, si l'on rapproche les événements de ces derniers jours avec les débuts de la révolution russe, ou avec les désordres qui conduisirent finalement l'Italie au fascisme, la tactique que nous y retrouvons permet de déceler l'action d'éléments communistes. Tout d'abord, le terrain a été indiscutablement préparé par la campagne démagogique qui a valu au parti communiste plus de 30 élus dans la région parisienne, en outre, l'action des cellules d'usine est indéniable sur plus d'un point. Il semble bien que le parti communiste et la C. G. T. soient débordés par leurs éléments les plus avancés : syndicats unitaires, et trotzkystes. Qu'un plan d'action existe, plan préparé d'avance et minutieusement exécuté, nul ne peut le nier, mais sur les buts du mouvement l'incertitude règne, aussi bien, croyons-nous, chez ceux qui y participent que sur ceux qui l'observent.

S'agit-il de remplacer Léon Blum par Cachin? S'agit-il de remplacer un gouvernement politique par un gouvernement syndicaliste? S'agit-il au contraire d'une répétition générale, pour montrer aux droites ce qui arriverait si elles reprenaient le pouvoir? Nous ne choisirons pas entre ces hypothèses, qui d'ailleurs sont simultanément vraies dans une large mesure.

Quoi qu'il en soit, l'agitation ouvrière a encore assombri les perspectives qui s'ouvraient devant le nouveau gouvernement socialiste. Vu des tribunes, le spectacle de la séance du 6 juin était significatif à cet égard. 384 députés ont voté pour le Gouvernement, mais 250 tout au plus ont applaudi M. Léon Blum. C'est que, ni dans sa déclaration ministérielle, ni dans son discours, ils n'ont senti l'accent d'autorité qui force la confiance dans les temps difficiles; beaucoup même ont eu

l'impression que le Président du Conseil en personne doutait du succès de son entreprise. A dire vrai, on se demande comment un homme aussi intelligent que M. Léon Blum pourrait s'imaginer que la politique financière par lui esquissée a la moindre chance de succès : croit-il trouver aisément comme il l'a dit, dans « le large crédit que le pays s'ouvrirait à lui-même » le moyen de financer les projets de loi dont il a annoncé le dépôt, et dont le coût peut atteindre vingt-cinq milliards? Pense-t-il sérieusement que sa promesse de supprimer les principaux décrets-lois puisse se concilier avec sa promesse de diminuer les impôts?

Homme de parti, et non de gouvernement, tel est apparu le nouveau Président du Conseil et ses paroles n'ont fait que prolonger une campagne électorale qu'il était grand temps de clore. La veille cependant, M. Herriot dans son discours inaugural avait su, tout en s'exprimant en homme de gauche, s'évader des querelles de partis et donner à ses paroles un accent national. M. Blum ou n'a pas pu ou n'a pas voulu secouer la phraséologie de la politique de classes. M. Paul Reynaud lui a reproché avec raison cette attitude : « Ce gouvernement a dit que, plutôt que de se trouver en conflit avec la classe ouvrière, il quitterait le pouvoir. Jusqu'à présent on avait estimé que le Gouvernement était au-dessus des classes et qu'à toutes il devait appliquer la loi. Quel retour à l'Ancien Régime que de distinguer entre elles! »

Je ne sais si M. Léon Blum qui a publié, jadis, en un spirituel pastiche, de *Nouvelles Conversations de Gœthe et d'Eckermann*, a eu le temps, ces dernières années, de relire les vrais entretiens de Gœthe. S'il l'avait fait, il aurait trouvé, à la date du 9 juillet 1827 cette admirable formule : « Un parti n'a jamais entièrement raison, par cela même qu'il est un parti. » Maxime que tout homme d'État devrait toujours avoir présente à l'esprit, lorsque, du service de son parti, il passe pour un temps au service de la France, mais qui est plus impérieusement vraie aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été, en présence de tous les périls qui menacent ce pays.

FRANÇOIS LEUWEN

HENRI DE RÉGNIER

« On ne voyait pas la mer, de la maison où je suis né, mais le port n'en était pas loin avec ses quais, ses bassins, sa jetée, et la mer était intimement mêlée à la vie de cette petite ville normande dont je revois encore dans mon souvenir les rues étroites et pittoresques où les coiffes paysannes se croisaient avec les bérets marins. » — Croyons, puisqu'il nous le dit, que l'enfance de Henri de Régnier à Honfleur a dessiné dans son imagination cette image de la mer qui ne doit plus s'effacer. Que de fois dans son œuvre reparaîtront la grève, l'horizon où s'évoque une ombre et le vent de la mer qui tord la chevelure de la voyageuse.

« Cet attrait pour la mer, dit-il encore, je l'ai emporté en moi quand j'ai quitté le petite ville normande pour le Paris où s'est achevée mon enfance et où s'est écoulée ma jeunesse. Paris avait pour moi sa mer intérieure : son bassin des Tuileries où voguait toute une flottille minuscule... » Quand il eut passé l'âge d'y suivre passionnément les croisières de goélette, celui de rêver au musée de la Marine était venu. Là se sont gravées dans son esprit les galères aux cent paires de rames. « Que de fois je m'y suis embarqué en pensée, tandis qu'aux angles de la salle les grandes figures de proues en bois doré se cambraient aux sons muets des conques torses où soufflaient à pleines joues des Tritons écailleux! »

A l'appel de la mer répondait l'appel de la forêt. Le poète a expliqué lui-même comment se forme dans son esprit ce nouveau décor. Il était à l'âge de l'adolescence inquiète, des

désirs vagues, des regrets indéfinis. Ses pensées se détachaient comme des feuilles mortes. Il leur construisit un paysage. Tantôt c'étaient les étendues d'eau qui stagnent sur une terre marécageuse, tantôt la forêt. Des liens le rattachaient aux Ardennes. Sa pensée y errait sans quitter tout à fait la mer. « J'ai hanté les solitudes de cette forêt d'Ardenne où l'on rencontre Jacques le Mélancolique. J'ai bien souvent conversé avec lui, assis à ses côtés sur quelque tronc d'arbre renversé, tandis que, sur nos colloques, flottait la rumeur des hautes futaies où parfois il me semblait entendre le bruit de la mer, mais lointain, si lointain qu'il était comme le souvenir d'un songe... »

Mer, marais, forêt profonde : ainsi naissent dans l'âme d'un poète ces grandes formes où il intégrera tout l'univers. C'est parmi elles qu'il conduira Pégase :

J'ai conduit le cheval à travers les marais,
Dit-il; l'automne avec les feuilles des forêts
Avait jonché la route et comblé les fontaines...
Et la route était longue à travers le bois noir.

***

En 1885 il publia, comme faisaient alors les jeunes gens, un mince livret de vers, *les Lendemains*; en 1886, *Apaisements*; en 1887, une plaquette de sonnets, *Sites*; en 1888, *Épisodes*, où il a reconnu lui-même sa première collaboration au symbolisme.

C'en est en effet le décor; et c'en est l'esprit, si le propre du symbolisme a été au délà des signes connus et du monde extérieur, de forcer les portes d'un autre univers, fait de songe et de légende. Adolphe Retté dans un livre paru en 1903, en a évoqué les jardins chatoyants. « Les paons et les cygnes, oiseaux très chers aux symbolistes, pavoisent les pelouses et voguent sur les bassins. Des licornes ruant du feu galopent dans les allées. Assis sous les bosquets, parmi des touffes sans cesse renaissantes de grands lys, ce ne sont que princesses, aux doigts gemmés de rubacelles, chevaliers aux blanches armes élevant un astre à la pointe altière de leur glaive, agitant un rameau d'or taché de sang, héros grecs... Puis la nuit monte,

bleue, chargée d'aromates, parée de nébuleuses qui luisent sourdement, comme des opales. Et des cortèges de mages défilent... »

Ce monde rêvé, ce monde surgi d'un passé fabuleux, Régnier l'a reçu en présent, comme tous les poètes de sa génération; on le retrouve tout entier dans les *Poèmes anciens et romanesques* qui ont paru en 1890.

Reine des seuils sacrés et des villes murales,
Salut à ta splendeur, par le glaive et le cor!
En tes cheveux, en tes robes, en tes opales,
En ton passé divin tout incandescent d'or...

Voici les cygnes :

Et ta chair palpitait comme un cygne endormi.

Voici les mains et les lis :

O Mains, vous cuillerez au bout des fleuves calmes
Les grands lis de la rive et les roseaux du bord.

Je n'ai pas trouvé les paons; je n'ai trouvé que les cacatoès.

Les beaux oiseaux pourprés dorment sur leurs perchoirs.

Voici la Licorne :

Et l'essieu s'est brisé dans l'ombre sans étoiles;
La Licorne, vers la forêt, d'un bond a fui.

Voici le héros : Heraklès lui-même est celui de *Prélude*, et Ariane attend dans son île de fleurs et d'astres, celui qui la reconduira au palais natal. Voici le mage. Le poète en revêt volontiers la robe noire.

Au vieux livre à fermoirs de griffes et d'émaux,
Studieux d'être maître en l'ordre des magies,
J'ai dédié mon âme et toutes énergies
A savoir la vertu diverse des joyaux.

Quant à l'astre élevé à la pointe du glaive, c'est purement un vers d'*Épisodes*, et d'ailleurs magnifique :

Des temps, signe céleste, au firmament, j'élève
Parmi les astres clairs qui constellent l'Azur,
Une Étoile à la pointe altière de mon glaive.

Tel est le lot du Temps. On trouvera encore dans ces vers, des sonorités qui sont des vers de Rimbaud et d'autres qui sont des vers de Mallarmé. Voici du Mallarmé pur :

L'orgueil, l'amour, l'or triste et la vieille Chimère
... Un mensonge d'oiseaux longtemps crus une voile.
... Sur d'autres horizons que ton désir présume.

On citerait cent vers de cette sorte, qui par une modulation insensible conduisent des tonalités de Mallarmé à celles de Régnier. Mais ce qui est déjà propre à celui-ci, c'est ce rythme large et souple comme une vague de beau temps, ce balancement géminé et ce don de la grande image.

Tout cela apparaîtra, avec une grâce et une splendeur singulières, en 1897, dans les *Jeux rustiques et divins*. Le poète a trente-trois ans. *Nel mezzo del cammin*... non seulement il a la pleine maîtrise de son art; non seulement son vers a une vigueur souple qu'il ne dépassera pas : mais ce qui dans les premières œuvres était encore littérature chatoyante est maintenant mêlé à l'esprit, et substance de la pensée. Cette évolution est bien visible dans le thème d'Orphée : le poète l'a reçu de Gustave Moreau, dont les tableaux de pierres précieuses, comme on disait alors, ont rayonné dans toute la poésie du temps. La pièce d'*Épisodes*, dédiée au peintre, représente la figure du Luxembourg. Les Ménades ont déchiré le poète. Une épouse dont nous ne savons pas le nom porte la tête exsangue :

Pour quel amour, ô toi qui n'es pas Eurydice,
Faut-il que ta fatigue chancelle à jamais
Et que ton bras d'enfant se crispe et se raidisse
A tenir à plein poing la tête aux yeux fermés.

Cependant la donnée se transforme dans l'esprit du poète. Déjà il a quitté le peintre et le mythe lui-même. Dans le poème des *Jeux*, ce n'est plus Eurydice qui baisera vainement la tête inanimée, c'est le héros vivant qui descendra chez les Ombres, tenant au poing la tête saignante encore d'Eurydice, devenue l'emblème de la vie.

Car à vaincre ces morts mon geste te dédie,
Avec ta bouche mûre et ton sang parfumé,
Tête mystérieuse et sainte de la vie,
Qui crispe à mon poing nu ta face aux yeux fermés.

Le vers est presque le même, mais quel changement! Le poète ne demande plus de sujets aux tableaux et aux légendes. Il n'en garde que les lumières, les ombres et le large dessin. Mais c'est de son propre génie que naissent les mythes. Il accomplit sa mission. Il dit sa vérité profonde.

***

En même temps qu'il publiait ses premiers vers, Henri de Régnier donnait ses premiers contes, et, dans les jeunes revues, ses premiers articles. En juillet 1889 avait commencé de paraître la seconde *Vogue*[1]. Dans le livre que nous avons cité, Retté a sauvé l'article que Régnier fit, en août, sur les spectacles en plein air de l'Exposition. C'est une jolie peinture de ces Peaux-Rouges, conduite par le capitaine Cody, et dont les mustangs faisaient rêver notre enfance. Nous apprîmes ensuite, avec amertume, que Buffalo-Bill, comme on le nommait, avait acheté un lot important de chevaux de fiacre. Mais jusqu'à cette révélation, quel émoi passionné devant ces galops sauvages! « Leur équitation est intéressante et logique, écrivait Régnier, en ce sens qu'elle incorpore bien l'homme à la monture et qu'elle est vraiment centauréenne, et tendant à l'illusion qu'un seul être géminé évolue, fuit ou se cabre, au rebours de l'adresse niaise des écuyers de cirque qui sont gymnastes et dont la méthode est de juxtaposer le cavalier et la cavale avec soin de montrer indépendance de part et d'autre en laissant, par une voltige ou une cabriole, libre le dos dompté. Eux, grâce aux plumes qui les parent de légèreté, semblent être la cause de la vitesse, et prolongent l'agréable équivoque de voir jouer là une sorte de bête pégasienne, pédestre et ailée, ambiguë. » — Mais l'auteur voit avec chagrin les derniers refuges de la poésie, Prairie américaine, Orient, et la verte Java qui dormait au fond des songes, profanés par tout un public, qui ne tirera de ces exhibitions qu'un complément de sécheresse. « En agissant ainsi, on délivre l'âme du bourgeois du préservateur mystère qui l'inquiétait encore, savoir qu'en dehors de lui il

1. La première avait paru en 1886-87. Verlaine, Moréas, Laforgue, Kahn y collaboraient. C'est elle qui publia *Illuminations* et *Une saison en enfer*.

existait de l'inconnu sous une forme quelconque, mais maintenant comment lui persuader qu'il n'a pas tout vu et qu'il n'est pas vraiment le centre du monde? »

Cet article élégant et juvénile, cette revendication des droits de la poésie sur la vie est le plus ancien texte en prose que je connaisse d'Henri de Régnier. Bientôt parurent les *Contes à soi-même, le Trèfle noir*. C'est à peu près la même matière que celle des premiers vers, avec seulement une tendance plus marquée encore à l'allégorie. Tandis que les poèmes dessinent sur le ciel une fresque de figures à qui notre fantaisie seule découvre un sens, ici le sens, sans être écrit en caractères nets, est proposé par l'écrivain lui-même, non pas comme une morale, mais comme une énigme. Henri de Régnier feindra bientôt de n'ajouter que peu d'importance à ces sens ésotériques. « Un roman ou un conte, écrira-t-il, peut n'être qu'une fiction agréable. S'il présente un sens inattendu au delà de ce qu'il semble signifier, il faut jouir de ce surcroît à demi intentionnel sans y exiger trop de suite et en le considérant comme né fortuitement des circonstances mystérieuses qu'il y a, malgré tout, entre toutes choses. » Je doute que le jeune homme, instruit dans la magie des mots, qui écrivait les *Contes à soi-même*, ait été aussi détaché qu'il le dit des significations en profondeur et des évocations de l'invisible. Que la Barbe-Bleue ait tué ses cinq premières femmes à cause de ses robes magnifiques, pieusement conservées toutes tachées par le meurtre, et qu'il ait laissé vivre la dernière, une simple bergère épousée nue, ce conte n'est pas là un simple divertissement. Ces images étincelantes ont un sens. J'imagine même qu'il est tout littéraire, et qu'il annonce la revanche de la simple nature sur les brocarts et les orfrois, préfigurant ainsi *l'Homme et la Sirène*. Le poète ne chérit dans ses rêves parés de splendeurs légendaires que cette splendeur même; il les tue pour garder leur vêtement; mais qu'un de ces rêves s'en vienne sans parure, vêtu des seules roses de sa beauté songée, et c'en est assez pour qu'il devienne un poème immortel. Dans *l'Homme et la Sirène*, le mythe est transposé. C'est le poète lui-même qui impose à son rêve nu la robe, la lampe sage et les clefs; c'est lui qui ayant la nature, a voulu en faire la femme, et qui en meurt. Ce symbole renie le symbolisme.

Il y a quelque chose d'analogue dans l'étonnante histoire dédiée à Jean Lorrain, de licornes, d'ægipans et de nymphes assiégeant de leur tumulte pressé les fenêtres derrière lesquelles, dans un château désert, une jeune fille, ses robes tombées, se mire entre des parois de miroirs. Mais ce qui nous touche plus que ces allégories, c'est la perfection unique de cette prose, flexible, pleine de sève, offerte comme un rameau chargé de fruits. La promenade sur la rivière de Quimperlé, dans *Le sixième mariage de Barbe-Bleue*, est une suite de paysages étonnants de sensibilité : « Le soir était venu moins peut-être que je n'étais allé vers lui. Il habitait la forêt et y paraissait congénère des lourds feuillages riverains. Le lien était taciturne, et le bateau s'obstina sédentaire à un endroit où la rivière, élargie en lac, semblait finir noire, informe et stable, et, sans continuer son cours, s'approfondir indéfiniment, superposant ses ondes à elles-mêmes et s'accumulant en soi. »

Ces premiers contes furent réunis dans *la Canne de jaspe*, qui parut en 1897, année décisive. Mais c'est seulement avec *la Double Maîtresse* que l'écrivain commencera la suite de ses grands romans. Cette fois, c'en est bien fait des sens secrets et de la littérature divinatoire. « Je n'ai guère cherché autre chose, dit-il, qu'à faire défiler sur les verres de ma lanterne quelques ombres à la française et, si j'avais voulu mettre au frontispice le portrait de mon héros, croyez que c'eût été à la manière de ces petites figures de jadis qu'on appelait des silhouettes et qui découpent à plat sur le papier blanc leurs profils à l'encre noire. »

Ne le croyez pas entièrement sur parole. Il est vrai qu'il s'amuse à nous montrer des « vues » comme faisaient les peintres d'autrefois. Il y en a de fort plaisantes. Qui ne se rappelle le conclave des singes du cardinal Lamparelli, vêtus en cardinaux, tandis que leur maître ratatiné et griffu leur ressemble? « Tout ce petit monde ambigu, grotesque et mélancolique, montrait des visages hargneux ou mornes, presque humains en leur caricature à peine animale. Il y en avait de pygmées, empêtrés dans leurs robes, avec des faces poilues à joues bleuâtres... Plusieurs, accroupis en rond, au centre de la vaste cage, s'observaient avec une gravité narquoise, tandis que deux d'entre eux se triaient, tour à

tour leur vermine en la faisant craquer sous l'ongle avant de se l'offrir réciproquement, avec cérémonie et délicatesse, pour régal. » — Il est vrai aussi que le romancier, amusé lui-même par ce portefeuille d'aquarelles, nous les montre dans un ordre ingénieux, mais fantasque. Il commence par la mort de M. de Galandot, continue par sa naissance, l'oublie et ne revient à lui qu'au milieu du second volume, pour nous raconter sa vie à Rome. Mais cet ordre surprenant, plus calculé qu'il ne semble, cache un dessein. Galandot, qui dans son adolescence était fort simple, allait se déniaiser, aux frais de sa cousine Julie de Mausseuil, étendue à demi nue sur une table de marbre et égrenant une grappe, quand sa terrible mère est apparue. La cousine expédiée, l'indignation et la fureur ont bientôt paralysé cette mère tyrannique et jalouse. Galandot prisonnier de son courroux, puis gardien de sa vieillesse infirme, n'a plus pensé aux femmes, ou a cru n'y plus penser. Déjà mûr, il est venu à Rome, tout occupé de l'antiquité. Mais il a suffi qu'un jour, à un balcon, il voie une courtisane, le corsage ouvert, refaire le geste de Julie et sucer du raisin; et l'image où sa vie s'était arrêtée, soudain ranimée, devient l'aimant et la loi de son existence. Il revit, auprès d'Olympia, la minute où il a failli devenir un homme. Mais ne l'étant pas devenu, et le temps s'étant alors arrêté pour lui, il ne peut dépasser cette minute. Olympia lui est nécessaire, mais par sa seule présence. Elle est surprise d'une continence à laquelle les voyageurs ne l'ont pas accoutumée. Faute d'être son maître, Galandot devient son esclave. La retenue le précipite dans la servitude et nous assistons à sa mort misérable.

Voilà de quels malheurs la nature menace les nigauds, les benêts, et les Jean-Jean divers, inattentifs à ses charmes. « C'est un pauvre homme que M. de Galandot, écrit l'auteur. J'ai eu soin de lui composer une histoire qui lui convient. » Ainsi ce roman a, lui aussi, sinon un sens secret, du moins une intention. Elle est assez marquée par la dernière scène, où sur la tombe et sur l'urne du bon abbé Hubertet, qui recueillait les petites filles pour en faire des danseuses, on voit la jolie Nanette ajouter au crépuscule une frise de jeux indécents. Ce que M. de Régnier nous avait dit, dans *l'Homme et la Sirène*,

avec un éclat lyrique, il nous le redit, dans *la Double Maîtresse*, avec une grâce indulgente et un sourire d'amateur d'estampes. De ces estampes, il composera en 1903 la plus gracieuse dont il ait jamais fixé le libre trait. Ce sera la vie même, que je n'ose appeler celle de notre temps, car pour la distinguer au milieu des images que le temps nous offre en effet, il faut ce pouvoir qui les rend charmantes et plaisantes, cette lumière qui simplifie, accentue, adoucit, cette magie qui fait la nature ordonnée et dansante. Ce tableau enchanté de l'adolescence s'appelle les *Vacances d'un jeune homme sage*.

***

Voici Henri de Régnier au seuil de la quarantaine. Il est le maître parfait d'un art éclatant et souple, qui a la mollesse de la vie et la fierté du plus beau dessin. La poésie française lui doit des vers aisés et magnifiques, de grandes images, et un langage harmonieux qui paraît respirer. De l'artifice orfévré des années symbolistes, il est venu à la science dionysienne de garder flexible une branche de pampre. Il a créé deux mondes : l'un, sur un ciel pourpré et devant un bois noir, de centaures, d'hippogriffes, de satyres, de nymphes, de joueuses de flûte et de héros; l'autre, dans une brillante lumière, d'originaux à perruques, de beaux fils parés de dentelles, de capitaines de galères et de jolies filles qui cèdent comme des pêches. Neuf volumes de poésie et vingt romans prolongeront cette œuvre au cours des années. La poésie plus sereine deviendra seulement plus sage, comme un cheval qu'on met au pas en arrivant au bout de la route. Et la prose deviendra plus inquiète, comme le cœur de l'homme qui ne s'apaise point à mesure que son destin s'allonge. Parvenu au terme, il laisse la mémoire la plus pure et la plus émouvante. Quand le public si bassement ingrat avait un peu détourné de lui son attention frivole, on ne l'avait vu marquer aucune impatience. Il jugeait les livres nouveaux avec le sens le plus subtil, mais avec la plus noble bienveillance. Ces distractions subites de la Renommée, ces pâleurs momentanées de la gloire sont une des conditions de la survie des grands hommes. Ils survivent cependant,

ou plus exactement ils renaissent. Peut-être en ce moment un enfant obscur, un adolescent sous la lampe, comme le jeune Régnier aimait à les imaginer, relit les vers immortels de la *Corbeille des Heures*. Sa jeunesse, tressant l'osier au saule, prépare les fleurs de ses belles années et les poèmes nouveaux, tandis qu'au loin le temps martèle déjà la corbeille d'or. Telles sont les belles destinées. Heureux le bon ouvrier qui a rempli la sienne.

HENRY BIDOU

TABLEAUX DE PARIS

Avec Henri de Régnier. — Je l'avais retrouvé, à la fin de l'hiver, devant la cage d'un ascenseur qui ne redescendait pas. Le visage changé, de l'habituelle pâleur tourné au blême, les épaules soudain voûtées. Un air de craindre une rafale glacée, que les gens bien portants ne sentent point passer et qui donne aux regards de ceux qui sont gravement atteints une angoissante expression de frayeur et d'équilibre perdu. Je ne sais exprimer quoi encore d'effacé déjà dans le regard et qui voulait être aimable, affectueux, m'avertit que le grand départ était désormais fixé, que nous ne verrions bientôt plus cette haute silhouette, ce grand menton, ce monocle sympathisant, cet œil clair dont la froideur dans le commerce de l'amitié s'adoucissait, comme le ciel de l'estuaire de la Seine, se voile, sans cesser de demeurer bleu encore, au-dessus d'Honfleur où il était né. L'élégance de l'âme se traduisait par une affabilité de manières constante et simple, dont la mesure semblait toujours parfaite et, cependant, toujours surveillée.

Nous venions assister à une réunion du comité du *Jardin de la Comtesse de Noailles*, qu'il présidait. Et, invinciblement, je mesurais la course du temps, en voyant paraître ce mourant déjà presque assez blafard pour le tombeau et qui accomplissait le devoir de contribuer à l'hommage des vivants à cette morte que j'avais connue dès ma grande jeunesse, si frémissante, si avide de participer à tout ce qu'elle pouvait approcher des

vaines agitations d'un monde que dans ses poèmes elle paraissait considérer de si haut.

La première fois que je rencontrai monsieur et madame Henri de Régnier, avec les yeux des moins de vingt ans, ce fut chez la comtesse de Saussine, née Torcy, rue Saint-Guillaume. Le rez-de-chaussée, fort élevé de plafond, ouvrait sur un large quadrilatère de pelouse dont les arbres se confondaient avec ceux des jardins voisins et donnaient la vue du ciel. Un ménage qui fut éphémère, élégant, brillant, qui tenait au monde et aux lettres, les Robert de Bonnières, avait dîné avec nous. Après le repas, madame de Régnier et madame de Bonnières s'étaient allongées à demi de chaque côté de la cheminée sur des méridiennes et divans Empire, d'une pièce presque atelier, tendue de bleu sombre et où le portrait d'Henri de Saussine par Jacques Blanche mettait une tâche claire. Mesdames de Régnier et de Bonnières étaient drapées dans des écharpes, alors à la mode, mais que madame de Régnier ne semblait avoir jamais quittées et qui faisaient valoir la taille longue, les tombantes épaules, les mouvements des mains, et lui conservaient la frileuse apparence de la créole dans le charme d'une Parisienne espiègle, à la répartie prompte avec un rire charmant, léger qui faisait, semblait-il, en montant, frémir et scintiller à leur soutien de laiton les cristaux du lustre.

Madame de Bonnières préludait volontairement aux minceurs exagérées de tant de nos contemporaines et mourut assez atrocement de s'être trop fait maigrir. Elle ne remuait guère, se plaisait à porter des gants très courts, arrêtés au poignet et à tenir, pour paraître, presque du bout des doigts, un petit bouquet dans la manière Louis-Philippe. La tête semblait d'un volume un peu excessif pour l'étroitesse du buste, mais l'effet voulu se trouvait réalisé. Le contraste entre les deux femmes était charmant, élégant, ajoutait à la qualité de la conversation qui semblait prendre un éclat renouvelé par alternatives dans le brusque éclair passant sur les monocles du maître de la maison et d'Henri de Régnier et je ne jurerais pas que Robert de Bonnières lui-même n'en eût porté un.

M. de Régnier paraissait né pour l'habit noir, sans doute parce qu'il était grand et ne connut jamais l'empâtement

et ces proéminences que se permet fréquemment, de profil, le ventre des quadragénaires. Et puis, parce qu'il n'y apportait aucune préoccupation vestimentaire et, si l'on peut dire, transportait avec soi des écharpes de nonchalance. Les mains reposaient à plat de chaque côté de lui s'il s'asseyait, ou bien tenaient, sur ses genoux croisés, une cigarette dont la fumée montait droite et symbolique. Il se penchait fréquemment des épaules du côté de la dame avec laquelle il prolongeait une conversation, sans la regarder, les yeux vers le fond des chambres, l'air heureux de se trouver où il était comme d'improvisation. Mais cette froideur et cette nonchalance, cette rêverie, ne dissimulaient pas un mort. Non moins que Barrès, qui promenait, dans le même temps, lui aussi, une apparence détachée et réfrigérante au regard des indifférents et des superficiels, Henri de Régnier ne méprisait la vie, les vivantes, les douceurs de l'intimité, du confortable. Mais bien plus que Barrès, là-dessus fort peu soucieux de s'exprimer, il goûtait la délicatesse des travaux anciens, des objets précieux; il parlait ravissamment des portraits de ces femmes que les maîtres se complurent à fixer pour nous dans une sorte de minute d'apothéose exquise. Il savait comment elles étaient vêtues et l'on devinait qu'il les voyait aussi nues. Il nous procurait le sentiment, très rarement éprouvé auprès de contemporains, de pouvoir errer à l'infini en notre compagnie, à travers autant de salons dont il nous plairait de lui ouvrir les portes et qu'il s'y trouverait toujours quelque radieuse habitante, quelque mystère errant derrière les paravents et dormant dans les ombres, et des trésors offerts à son érudition, à ses plaisirs, à ses regrets et à ses rêves.

Longtemps, il fréquenta chez madame Lucien Muhlfeld, sa presque voisine, — la rue Boissière où il demeurait étant proche de la rue Galilée, où celle-ci connut les plus doux triomphes que puisse remporter une femme qui reçoit chaque jour et désire étendre le cercle, non peut-être de ses intimes, mais de ceux (nous pourrions dire les « numéros », comme au music-hall) qui défileront à leur intention, dans toute la fraîcheur de leur succès et de leur vogue éphémère.

Lucien Muhlfeld, critique dramatique de l'*Écho de Paris*, auteur d'un roman qui connut sa saison, l'*Associée*, roman que

l'épouse avait probablement inspiré, ami de Rostand, lequel, alors, avait dû se retirer de Cambo pour échapper à une de ces gloires univer selles et quotidiennes, qui font des esclaves de ces génies que le théatre a commercialisés, Lucien Muhlfeld avait peu vécu. On ne sait s'il mourut brûlé de sa propre vie ou du désir d'être aussi, à sa manière, un Rostand, de briller dans un de ces vastes appartements de l'ouest de Paris (avenue du Trocadéro) d'où l'emprise, en quelque sorte obligatoire des tapissiers, chasse la personnalité de ceux qu'ils installent, pour leur substituer la leur, qui est coûteuse et vaine.

Veuve, madame Muhlfeld, après avoir appelé les Paul Adam, son beau-frère et sa sœur, au dangereux privilège de partager le trop vaste et somptueux logis de l'avenue du Trocadéro, madame Muhlfeld s'était retirée dans un petit troisième de la rue Galilée aux salons exigus. Les intimes se serrèrent les coudes. Henri de Régnier et madame de Régnier devinrent un attrait de premier ordre et grâce à leur présence assurée dans ce salon, il sembla bientôt que tout Paris voulût venir s'y écraser. On s'y écrasait, en effet, dans les débris de l'avenue du Trocadéro. Ce fut une époque charmante pour M. de Régnier. Il régnait là sur une jeunesse intellectuelle qui l'admirait, parmi des visiteuses dont le choix s'améliorait sans cesse, grâce à l'art que nul ne contestait de la maîtresse du logis. Boni de Castellane, tombé de ses marbres de l'avenue Malakoff, avec une élégance qui l'avait grandi, René Boylesve, Jean-Louis Vaudoyer, la princesse Lucien Murat, étaient parmi les plus familiers, plus tard Valéry vint. Mais madame Muhlfeld s'en alla vers des murs élargis, rue Georges-Ville et les Henri de Régnier s'effacèrent.

M. de Régnier avait trouvé des maisons, peut-être moins brillantes, mais sans doute plus intimes, où venir causer vers la fin du jour entre personnes élues.

Une amie de toujours, chez laquelle il se plut, dont le yacht lui fit faire, en compagnie de madame de Régnier et de quelques amis, des croisières dont Venise était le but preferé est madame de Béhague, à laquelle (« *et pourquoi pas à vous, Martine!* ») madame de Régnier dédia l'un de ses romans. Dans les salles, dans la bibliothèque, dans les petites pièces où la

comtesse de Béhague s'est plu à créer, jour à jour, l'un des plus parfaits musée d'une existence qu'il nous soit donné de connaître, Henri de Régnier se sentait librement et délicieusement vivre. Les yeux et les mains y goûtaient pareils plaisirs. Les objets et les meubles y offrent même qualité, révèlent un goût toujours supérieur, en ce que l'éclectisme n'en altère point l'homogénéité. Chez madame de Béhague, véritablement, je retrouvais auprès d'Henri de Régnier, cette impression de pouvoir voyager en sa compagnie à travers les salles d'un palais sans qu'il fût jamais à court de son érudition et de son plaisir. Il est heureux que des caractères d'une qualité si rare rencontrent toujours quelques femmes, quelques amitiés, quelques milieux où s'épanouir et goûter à leur plus cher plaisir.

Le véritable Henri de Régnier, celui des *Rencontres de M. de Bréot*, de *la Pêcheresse*, dans laquelle il déploya ses dons les plus délicats, ne se désavouait point, comme bien d'autres, et persévérait dans ses prédilections; deux de ses derniers livres furent consacrés à Venise, où il s'était rendu pendant si longtemps, chaque année. Beaucoup ont pris Venise, comme Barrès, pour thème à leurs constructions cérébrales, ils s'en firent un décor et s'y montraient, sous divers aspects, plus qu'ils ne peignirent l'objet de leur amour.

Henri de Régnier, dans son cabinet de travail, nous persuadait à l'instant que ce qu'il prisait dans Venise c'était d'y vivre. Les meubles, les objets y étaient de ce XVIIIe siècle décoré, contourné, cambré, léger, frivole, qui semble avoir assis ses personnages, fugitivement, sur des sièges incommodes et multiplié autour d'eux les miroirs étroits, qui reflétaient leur visage fardé sous la noire baüta entre des bougies aux flammes dansantes, dans un carnaval à peine interrompu par les jours d'été.

Il semblait plus grand encore et plus indifférent à un présent qu'il ne dédaignait point, mais où il paraissait ne vouloir être que spectateur, au milieu de ces meubles et de ces objets en exil et qui plutôt que le klaxon des autos dans la rue Boissière, semblaient entendre encore l'appel des gondoliers, à l'angle des canaux étroits...

***

Propos de toutes les couleurs. — *Ce qu'on entend, après dîner, soir de juin, devant le bois brûlant dans la cheminée :*

— Je m'étonne de votre surprise que des hommes, que vous rejetez peut-être bien promptement en leur appliquant la qualification d'esprits trop « avancés », puissent allier quelque admiration de l'art, au vif désir de voir améliorer les conditions d'existence du peuple, de l'ouvrier, de l'employé...

— Les œuvres d'art appartenaient à l'élite, qui les commandait.

— Certes, leur destin les vouait à l'ornement des demeures fortunées et nobles. Elles avaient pour mission de dérober le monde réel et sa misère, à ceux qui jouent le rôle d'hommes heureux, parce qu'ils poursuivent la recherche d'un bonheur de convention que, d'ailleurs, Dieu leur refuse toujours.

— L'élite n'a cessé d'encourager les artistes. Elle les a fait vivre.

— Mais, depuis plus d'un siècle, depuis l'avènement d'une certaine bourgeoisie, elle n'a, de première inspiration, presque jamais cessé de les mal choisir. Elle n'a évolué — avec quelle modération! — que sous l'influence, difficile à exercer, de critiques, d'amirateurs fanatiques, mais humbles pour la plupart, dont elle mit parfois un demi-siècle à entendre la voix. Quelles femmes, dites du monde, commandèrent leur portrait à Manet, à Renoir, à Degas? Qui achetait de leur vivant Corot, Cézanne, Sisley, Monet, — ou même les simples fleurs de Fantin? PERSONNE.

Baudelaire est condamné. Flaubert est condamné. Stendhal demeure quarante ans inconnu, les Goncourt, Verlaine... Debussy est sifflé à la première de *Pelléas*, — je ne veux retenir que les exemples les plus frappants, les plus connus, les moins discutables. Ne parlons ni de Wagner, ni même de la chute de *Carmen* à son apparition.

— Où vois-je, dans les meilleures maisons, un buste du père ou de la mère par Rodin? Je cherche. Et le portrait du fils par Vuillard?

— Pourtant, le monde, ce qu'on appelle le monde, a évolué.

— Avec quelle prudence, quelles restrictions!

— Les artistes, les novateurs, qu'il s'agisse de meubles anciens, d'œuvres d'art, de simples objets du XVIIIe siècle sont, presque toujours, sortis du peuple. L'aristocratie les encourageait, les flattait, la bourgeoisie du XVIIIe siècle leur tourna le dos!

Watteau, qui crée et fait se survivre l'élégance du XVIIIe siècle, est le fils d'un couvreur. De Carpeaux à Rodin ou à Bourdelle, ces génies naquirent et vécurent longtemps misérables.

— Chateaubriand, Vigny, Victor Hugo, dont le père était général, Musset, sont des fils de famille.

— Je vous accorde Chateaubriand, Vigny, Musset... Mais donnez-moi Michelet, donnez-moi Balzac.

— Stendhal que vous admirez tant est un bourgeois.

— C'est, avant tout, un « cas » exceptionnel.

— Cézanne et Corot, fils de boutiquiers, restent indifférents à leurs contemporains. Jadis, Rembrandt ou Chardin, Fragonard ou Perronneau travaillaient d'emblée pour l'élite. Et pensez à Gainsborough, le peintre de toutes les élégances.

— Mais Dostoïevsky, le peintre de toute la misère humaine, cède de son vivant toute la gloire à Tolstoï.

Les novateurs sortent presque toujours du peuple; l'intelligence de l'élite, ce fut longtemps de les découvrir et de les aider. Mais elle est maintenant dépassée, remorquée par une masse qui à première apparence se soucie fort peu d'œuvres d'art.

— Mais cependant beaucoup plus éclectique que celle qui l'avait précédée! Elle admet Van Eyck ou Brueghel comme elle admet Corot et Cézanne, et prise Renoir, à l'égal de Fragonard, ou Guardi à l'égal du Douanier. Des bibliothèques considérables se créent. Il est injuste de nier son temps et particulièrement le nôtre.

— Le Communisme est exécrable!

— Je vous prie de croire que je ne songe pas à le nier... Mais vous-même avez saisi de surprenantes analogies entre les déclarations du chef d'un groupement considérable de natio-

naux qui sont légion et celles du nouveau président du Conseil S. F. I. O... Alors?

— Je redoute, et je dirais plus, j'exècre le mot révolution.

— Mais il en contient un autre qui marque la vie, le grand cheminement, et que l'on ne doit point méconnaître sans crainte de périr. Il ne s'agit que de retrancher une lettre à ce mot brutal et presque toujours sanglant ou ensanglanté de révolution, — c'est...

— Révo... quoi?

— Non, pas révo... Évo...

— Évolution?...

— Mais oui... Un mot qui aurait dû rassembler toutes les énergies et faire l'union, l'union sans laquelle rien n'est possible. Et qui, en fondant ensemble bien des partis, eût supprimé peut-être ce qu'on appelle, depuis trop longtemps, la politique, et dont les uns et les autres, pour vivre heureux, nous ne devrions guère avoir à nous soucier que tous les quatre ans.

— Vous demandez l'impossible à des Français.

— C'est, alors, ce qui les perdra. La politique les rend aveugles et sourds. Devrions-nous voir aujourd'hui figurer aux réclamations de certains ouvriers, l'amélioration des W.C. ou l'installation d'un réfectoire dans des usines employant des milliers d'hommes?... Je vous assure que les plus « conservateurs » reconnaissent l'erreur de n'avoir pas prévu quelques jours de vacances, en des temps où les sports d'hiver et d'été, les croisières, les voyages en autocars, les bains de mer sur des sables renommés nous ennuient parfois de leur snobisme et de leur outrancière publicité. Bien des gens refusent de croire que des hommes qui travaillent à longueur d'année, pères de famille ou même sans enfant, ne puissent rêver à ce mot merveilleux de *vacances*, partout affiché, partout imprimé, qu'il s'agisse de Noël, de Pâques, du 14 juillet ou de la canicule, et n'aient point huit ou quinze jours de congé assuré.

— Cette halte est, en effet, plus nécessaire encore à l'esprit, qui la caressera pendant onze mois, qu'au corps, qui n'en bénéficiera que pendant des jours comptés et dont la sérénité demeure toujours aléatoire.

— Mais les métallurgistes qui ne gagnent que 2 1/2 p. 100,

ne pourraient tenir, s'il leur fallait accorder cette faveur, en apparence si aisée et qui représenterait pour certains une douzaine de millions de dépenses supplémentaires. Il y a des centres de travail où les ouvriers possèdent habitation, petit jardin, hôpitaux, salle de récréation, terrains de jeu, piscine... A Roubaix, j'ai visité, voilà des années déjà, d'admirables pouponnières...

— On connait, en effet, bien des exemples.

— Mais que trop peu d'entrepreneurs ou d'usiniers nouveaux ont suivi.

— La fortune de quelques-uns a sans doute si rapidement grandi que le temps leur manqua d'en faire l'usage qu'ils souhaitaient...

— La richesse demande un apprentissage et c'est, je pense, une étude beaucoup plus difficile et hasardeuse que de savoir devenir pauvre dignement.

— Mais qu'il finisse par n'exister que des pauvres, ne saurait créer ni maintenir la grandeur d'un peuple, ni installer le bonheur de l'humanité. Notre temps, qui a détruit la Tendresse, comme exigeant bien des soins, — notre temps a détruit, avec bien d'autres douceurs, la Charité...

— Aurons-nous du gaz et de l'électricité demain?

— J'ai fait acheter cinq kilos de bougies.

— Prenez garde d'être réduite à les manger!

***

Le ballet Cézanne. — Ces vastes expositions quasi-totales de grands peintres, celles qui nous ont offert depuis peu d'années, Manet, Corot, Monet, Renoir, procurent un plaisir que n'offrent point les rassemblements d'artistes différents. Avec ceux-ci, nous nous trouvons, à peu de différences près, dans une réunion de choix, mais où tout le monde parlerait à la fois, où l'obligation de passer d'un sujet à l'autre, sans transition, sans volonté de notre part, au hasard des interlocuteurs, empêche de se former une impression vraiment forte, diverse et cependant exacte.

Dans une sélection de toiles d'un même peintre, embrassant

depuis les débuts jusqu'à la dernière période, nous parcourons le journal d'une existence, le roman d'une passion, d'une chimère. Parfois encore, nous assistons à un spectacle, à une sorte de ballet, aux entrées réglées par un metteur en scène unique et dont la musique est écrite par le même compositeur, à différentes périodes de sa vie, ce qui ajoute une variété, un piment qu'offrirait rarement une partition écrite dans un temps donné.

A l'Orangerie, le « ballet » Cézanne est un de ceux qui marquent le plus dans le souvenir par l'unité et la diversité des dons, leur originalité, leur intransigeance, leur aboutissement et leur infini. Avec Cézanne, nous sommes entrés dans un domaine qui donne l'apparence de l'illimité, avec une sorte de géhenne constante ou presque, une difficulté à vaincre les possibilités de ce qui deviendrait un métier, pour imposer un art nouveau, inconnu, aussi dangereux d'ailleurs par sa violence que par ses faiblesses, aussi brillant de ses impuretés que de ses parures les moins contestables.

Dans l'indifférence de ses contemporains, le solitaire d'Aix enfante secrètement une (ou dix) générations de peintres. Les visiteurs de l'Orangerie, même peu familiarisés avec la peinture contemporaine, retrouvent dans son œuvre ceux qui l'ont suivi ou qui furent ses derniers contemporains. Cézanne serait aisément à la peinture ce que Verlaine doit être à la poésie.

Greco surgit dans le premier comme Watteau dans l'autre.

En somme, ce qui nous apparaît aujourd'hui de plus direct dans l'œuvre de Cézanne, c'est que l'art de la peinture est d'évoquer. Il ne nous contente plus, chez nos artistes contemporains, lorsqu'il ne vise qu'à se maintenir dans la figuration la plus absolue du réel.

Nous aimons chez les anciens ce que nous ne tolérons plus chez les vivants. Nous admirons Holbein et van Eyck; mais sommes-nous certains, que ceux qui mènent le goût leur feraient aujourd'hui la place considérable qu'ils méritent.

Hélas! ce n'est qu'une supposition, car il n'est que de visiter le Salon pour se convaincre que nous ne possédons aucun peintre qui égale Holbein ou Van Eyck. — Ou Cézanne!

Il y a des feux d'artifice chez Cézanne, tirés par un fantaisiste enchanté; il veut parfois des arbres bleus, des terres

roses, des nuées mollement tendues comme un écran pour refléter son rêve. Il s'évade de l'objectif pour exécuter une transposition qui reste essentiellement dans le domaine de la peinture.

Et puis il s'enferme devant une pendule de marbre noir, la plus banale, la plus vulgaire, la moins artiste des pendules, une sorte de socle funèbre qui paraît attendre son Barbedienne, son génie ou sa nymphe de bronze. Le cadran est planté au milieu, cerclé d'une mauvaise dorure. Cézanne pose un citron devant la pendule, on ne sait s'il prend véritablement la peine de le « peindre » ou s'il n'a point pressé un tube de chrome sur sa toile; une banale tasse à café complète cette nature morte auprès d'un de ces coquillages rapportés par les navigateurs, rose et sanglant sur la courbe de sa fente obscure, qui recèle le lointain bourdonnement des mers. Cézanne a jeté quelque torchon sur le devant pour dissimuler le noir de la cheminée ou de la table et même en partie celui de la pendule. L'empâtement du torchon est brutal, le *lisse* du marbre noir est si parfait que je n'ai pu résister à le frôler légèrement du revers de la main. C'est un chef-d'œuvre qui ne pourrait demeurer indifférent à personne. Je me demande, cependant, si la collaboration du temps (un demi-siècle déjà passé), n'a pas donné à cette toile une harmonie que, nouvelle, elle n'eût pas offerte. C'est le miracle de la peinture et qui excuse bien des erreurs que leurs contemporains ont commises dans le jugement qu'ils portent sur les peintres.

Les bons gagnent presque toujours à cette collaboration des années. Les mauvais y perdent. Mais les « amateurs » qui la prévoient sont rares et, s'ils ne se trompent point pour certains, ils sont parfois demeurés étrangement insensibles à d'autres.

***

Henri-Robert. — Me Henri-Robert ne précéda que de quelques jours dans la tombe son confrère à l'Académie, M. Henri de Régnier. Peu d'hommes se ressemblaient moins ou paraissaient offrir moins de ressemblance dans le caractère que ces deux Henri. L'un était poète, l'autre avocat; sans doute, serait-ce beaucoup dire, déjà, mais ne serait point tout.

L'un offrait l'image d'une grande nonchalance, l'autre (je ne parle pas des dernières années de cécité quasi absolue), d'une dévorante activité. L'un écrivait *la Sandale Ailée*, dans le même temps que l'autre plaidait aux assises avec retentissement.

Henri-Robert était un des hommes les plus aimables qui fût, dans cette rapidité à comprendre, saisir, traduire, exprimer, qui précipite le mouvement d'une plaidoirie, fait s'étendre le bras, se poser la main, jaillir l'humeur, gronder la colère, se contracter les muscles de l'homme qui veut, innocent ou coupable, arracher un homme au bourreau. Il excellait à ces effets qui paraissent tenir du théâtre autant que de l'audience criminelle; mais les acteurs ne connaissent point là de texte convenu; leur tempérament et l'inexorable fatalité les conduisent. Le public, qui le sait, témoigne d'un intérêt analogue dans ses frémissements, ses répercussions à celui qu'on le voit prendre aux courses de taureaux ou aux matches de boxe et de foot-ball.

Je n'ai jamais été attiré, comme certaines gens, par les spectacles de la Cour d'assises ou de la Correctionnelle. Il me semble y être abreuvé de ce que peut offrir, dans le lot des misères morales et de l'abjection, tout ce que je prise le moins. Pourtant, à un âge où le scandale amuse et où l'on n'a pas encore eu les loisirs de se pénétrer de l'immense inutilité que répand sur la vie la pratique du mal, j'avais été prendre chez lui Henri-Robert, à l'instant où il achevait de déjeuner brièvement, sur un plateau placé à l'extrémité du bureau. Grâce à lui, je connus, — de loin, — dans les ombres et les clartés non mêlées du prétoire, des monstres oubliés déjà, comme la femme Weber qui avait étranglé cinq ou six enfants, peut-être davantage j'entends encore Henri-Robert m'assurer, dans la voiture qui nous emmenait au Palais de Justice avant les débats, qu'il était certain de l'innocence de cette femme. Il me le jurait, preuves à l'appui, comme pour s'entraîner à l'assaut qu'il se préparait à livrer.

Quelques mois plus tard, il m'avouait qu'il aurait voulu que le Palais de Justice eût brûlé pendant la nuit ou que la femme Weber eût été trouvée morte dans sa cellule. Il dissimulait bien son angoisse. Pourtant, lorsqu'un de ses secré-

taires m'eut placé derrière les juges et que l'accusée pénétra dans le box où les gardes l'amenèrent, il me parut impossible qu'il ait pu se méprendre sur l'atroce mentalité de la femme qu'il allait arracher à la peine de mort. Les spectateurs s'étaient dressés dans un de ces frémissements irrésistibles qui se changeraient promptement en tumulte et laissent peu d'illusions sur la dignité d'une assemblée de cette sorte.

Vêtue de noir, sans linge apparent, coiffée d'un chapeau plat d'où tombait un voile de crêpe, la femme aux joues rondes et congestionnées, aux traits mous, avec cet air de bestiale insignifiance où ne se marquent ni intelligence, ni bonté ni rudesse, faisait penser à une manière de larve à forme humaine.

Acquittée, grâce à la volonté qu'Henri-Robert avait dépensée pour se persuader et convaincre juges rouges et jurés de son innocence, la femme Weber étrangla, un an plus tard, peut-être moins, un autre enfant.

Dès avant la guerre, Me Henri-Robert semblait s'être blasé de ces audiences qui réunissaient un public de répétitions générales. Il avait évolué, sans préméditation peut-être, et se plaisait à recevoir fréquemment, boulevard Pereire, à des dîners nombreux qui réunissaient une élite plus disparate que n'eût pu le croire, au premier abord, un spectateur non prévenu, une « élite » qui surprit d'abord ceux qui avaient connu le petit hôtel de la rue Condorcet. Mais le maître de la maison faisait des frais; son regard brillait du plaisir de réussir; il avait une moustache hérissée, une voix prenante, colorée, chaude, qui ravissait les invitées. Il fit dîner à la même table des dames que la société, au faîte de laquelle elles se voyaient, ne conviaient jamais ensemble, dans l'impossibilité de donner à l'une ou à l'autre la place d'honneur; il s'en sortait en plaçant devant lui, de l'autre côté du couvert, un personnage considérable dont la droite devenait un « honneur » égal à celui que représentait la « droite » de l'hôte.

L'hermine de la plus haute magistrature, frayait avec les ministres d'hier et de demain, les généraux avec les académiciens. Public très français, car Henri-Robert était national, avant que ce mot ne devînt une étiquette politique. L'élection à l'Académie parut bientôt indispensable, obligatoire.

Conférencier aux *Annales*, il ne pouvait que réussir brillamment.

Nous l'y avons vu, — nous pourrions dire récemment, — *se jouer* de sa cécité avec héroïsme, opposant à l'épreuve un courage de lieutenant qui charge contre l'ennemi. C'était un spectacle émouvant, noble, qui étreignait. Henri-Robert refusait l'âge, il refusait l'infirmité, il refusait l'épouvante. Et la voix demeurait vivante, vibrante, nuancée. Et le voyant s'éloigner accompagné d'un secrétaire ou de madame Paul Reynaud sa fille, qui lui rendait l'amour qu'il lui avait voué, je revoyais, naguère, aux jours de la Merelli, descendant de voiture devant le Palais de Justice le futur bâtonnier, — le *Bâtonnier de la Guerre*, — et dont les moins recommandables peut-être, parmi ceux qui le regardaient passer, étaient les plus empressés à lui tendre la main.

... Je songeais aux brillants dîners, où se succédaient les ambassadrices, et auxquels madame Greffulhe ou madame Jean de Castellane semblaient à quelques-uns se dévisager, avec les plus beaux yeux du monde, comme deux souveraines qui auraient beaucoup entendu parler l'une de l'autre, mais dont les royaumes recevaient les vagues et les navires de mers qui ne communiquaient que par des détroits surveillés.

ALBERT FLAMENT

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

La Bourse de Paris a fait front, jusqu'ici, avec un sang-froid dont on ne saurait trop la louer, aux épreuves que, depuis plus d'un mois, les événements lui infligent.

Certes, suivant le terme consacré, la Bourse a « baissé ». Non seulement nos rentes, mais aussi toutes les valeurs nationales, actions et obligations, ont vu leurs cours rétrograder, parfois dans une mesure très importante. Toutefois, cette retraite générale, entrecoupée, ici et là, de petites reprises éphémères, s'est opérée — tout au moins jusqu'à l'heure ou j'écris ces lignes — sans désordre.

A vrai dire, la spéculation professionnelle a disparu à peu près complètement. Tout au plus peut-on noter quelques modestes opérations quotidiennes de tout petits spéculateurs dont l'ambition se borne à jouer la tendance au jour le jour, défaisant le lendemain ce qu'ils avaient fait la veille et quelquefois même changeant leurs positions plusieurs fois dans une seule séance. Ce petit trafic boursier n'offre aucun intérêt et n'a aucune importance. Par contre, le comptant, c'est-à-dire l'épargne, n'a pour ainsi dire pas cessé de vendre. Ces ventes, du reste, ne trouvaient généralement aucune contre-partie, hormis, la plupart du temps, les applications temporaires que pouvaient effectuer à leur profit quelques commis du marché. Bref, durant toute cette période troublée, les remous constants de la Bourse ont été de surface, tout en aboutissant, par un dépérissement intérieur continu, à une dépréciation considérable de la fortune mobilière du pays. C'est exactement le cas d'une cuve remplie d'eau qui se viderait par le bas tandis que l'on agiterait sa surface.

Le nouveau gouvernement, qui vient de prendre le pouvoir alors que s'étend un vaste mouvement de grèves, sera-t-il à même de redresser rapidement une situation qui s'est promptement aggravée? A la Bourse on le souhaite autant que nulle part ailleurs.

Indépendamment du retour urgent à l'ordre social, les préoccupations du marché financier et, d'une façon générale, des

capitaux sont complexes et, en même temps, lancinantes. Il est nécessaire de trouver sans retard une solution au problème de la trésorerie ainsi qu'à celui de la monnaie. La Bourse, en dépit de sa prescience ou de sa subtilité raditionnelle, ne paraît pas encore avoir pressenti ce qui pourrait advenir. Si, à certains jours, elle a semblé vouloir s'orienter vers les valeurs étrangères, considérées comme un refuge, elle n'a pas persisté nettement jusqu'ici dans cette tendance. A d'autres moments elle a paru encline à favoriser les valeurs actives nationales, prête à s'engager, ainsi, dans ce que l'on a appelé, en d'autres temps, dont le souvenir n'est pas complètement perdu, une « hausse de misère »; mais, là aussi, l'élan n'a pas été soutenu.

Cette sorte de désarroi, ou d'inadaptation, se retrouve d'ailleurs, dans les décisions précipitées se multipliant parmi nos grandes entreprises industrielles, qui estiment qu'il est prudent de procéder à une distribution de réserves entre leurs actionnaires. On a vu des cas où des conseils d'affaires de grande envergure à qui la question était nettement posée, se sont complètement contredits à huit jours d'intervalle. Rien ne saurait mieux caractériser l'incertitude et la confusion présentes. Comment les épargnants pourraient-ils manœuvrer avec sûreté pour défendre leur patrimoine quand les grands dirigeants de puissantes affaires sont eux-mêmes aussi hésitants, aussi versatiles?

Bien conduire son patrimoine nécessite plus que jamais l'utilisation judicieuse d'une documentation précise et d'une expérience éprouvée.

Chaque cas étant un cas d'espèce, j'étudierai, avec la plus scrupuleuse attention, les problèmes qui me seront soumis. Car il faut pourtant essayer de sauvegarder, dans l'ensemble d'un avoir, d'un patrimoine, ce qui peut encore être sauvé de la déchéance. La plus raisonnable tactique semble être de pratiquer la division des risques. Je l'ai conseillée depuis longtemps. Elle paraît s'imposer plus que jamais dans les conjonctures aussi déconcertantes que graves qui nous sont actuellement imposées.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union industrielle française.

Toute demande de renseignements détaillée concernant cette chronique doit être adressée directement à son rédacteur, M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).

FERNAND AUBIER, ÉDITIONS MONTAIGNE, 13, QUAI DE CONTI, PARIS

VIENNENT DE PARAITRE :

LOUIS LAVELLE

LE MOI ET SON DESTIN

Nul individu aujourd'hui ne peut se mettre à l'abri dans une vie exclusivement contemplative ; et la contemplation n'est jamais que la récompense de l'action la plus pure. Le moment est venu de rassembler toutes les forces de la vie spirituelle, de retrouver en nous cette participation à l'absolu qui permet à tous les hommes de reconnaître la communauté de leur destin. Puissent-ils apprendre, en les méditant, que les plus grands de tous les biens, ceux que chacun doit chercher à obtenir pour soi et à partager avec tous, sont la lucidité, le courage et la douceur.

Un vol. : **15** fr.

JEANNE PAULHAN

LE SORTILÈGE HINDOU

Œuvre de début, mais on y trouve des accents neufs, un visage insoupçonné de l'amour et le conflit véhément d'un couple. Autant d'attraits, autant d'occasions de méditer sur l'Éternel Féminin et sur le Fugitif Masculin.

Un vol. avec couverture illustrée : **12** fr.

GEORGES LUBIN

CHANGER DE PEAU

On avait remarqué le premier roman de ce jeune auteur sérieux, soucieux d'accomplir son métier d'écrivain avec un soin et une honnêteté profonde dont beaucoup, même parmi les illustres sont loin d'offrir toujours l'exemple. Après « La Terre a soif » ce nouveau roman va consacrer un écrivain dont le début avait été particulièrement remarqué.

Un vol. : **15** fr.

Le Temps

PARIS — 5, Rue des Italiens, 5 — PARIS

Registre du Commerce Paris n° 76,728

6 ou 8 PAGES GRAND FORMAT

TÉLÉPHONE (CINQ LIGNES)

Taitbout 76.60 - 76-61 - 76-62 - 76-63 - 76-64

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : TEMPS-PARIS

Directeurs : JACQUES CHASTENET et ÉMILE MIREAUX

Le plus grand journal d'information
Rend compte de toute l'activité
politique, intellectuelle, artistique
et économique du monde entier

Services Télégraphiques et Téléphoniques
POLITIQUES, COMMERCIAUX, ET FINANCIERS PARTICULIERS
DE TOUTES LES CAPITALES
ET DE TOUS LES DEPARTEMENTS FRANÇAIS

		Trois mois	Six mois	Un an
PARIS, DÉPARTEMENTS et COLONIES FRANÇAISES		30 fr.	58 fr.	110 fr.
ÉTRANGER	Pays accordant une réduction de 50 0/0 sur les tarifs postaux.	52 fr.	102 fr.	200 fr.
	Autres pays	75 fr.	147 fr.	290 fr.

LES ABONNEMENTS DATENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS

Par abonnement le numéro ne coûte pas même 25 centimes

Pour la publicité, le " Temps " s'impose par sa diffusion, sa présentation et la qualité de ses lecteurs

ÉDITIONS " JE SERS " PARIS

Vient de paraître :

MAX BROD

LE ROYAUME ENCHANTÉ DE L'AMOUR

Roman traduit de l'allemand par M. METZGER

Préface de D. DE ROUGEMONT

La joyeuse SOLANGE, l'infortunée LENA, CHRISTOF et son angoisse, RICHARD et sa dure vérité, voici des noms qui ne seront pas oubliés, car, du vieux Prague romantique aux communautés juives de Palestine, c'est tout le drame de notre époque que vivent les héros de Max Brod.

I vol. 300 pages . . . **15** fr.

Vient de paraître :

SELMA LAGERLÖF

ANNA SVÄRD

LA FIN DES LÖWENSKÖLD

Roman traduit du suédois par T. HAMMAR et M. METZGER

Avec ce troisième volume s'achève la " Triptyque des Löwensköld " qui compte désormais parmi les meilleures œuvres de S. Lagerlöf et constitue une véritable " somme " romanesque, d'une richesse et d'une ampleur assez rares dans la littérature de notre temps.

I vol. 325 pages . . . **15** fr.

CHEZ PLON

ROBERT SPEAIGHT

•

LE HÉROS ÉGARÉ

Roman traduit de l'anglais par J. BENOIST, MÉCHAIN

Collection "Feux croisés" (460 pages) .. .. **20 fr.**

NAPOLÉON A BORD DU NOTHUMBERLAND

DOCUMENTS RÉUNIS ET TRADUITS PAR HENRY BORJANE

Collection "Les Témoins de l'Épopée"

Après le "Bellerophon", le "Northumberland" sur lequel commence, par une navigation de plus de trois mois, le CALVAIRE DE L'EMPEREUR.

15 fr.

VERSAILLES

TEXTE D'ANDRÉ CHAMSON

Conservateur-adjoint au Musée de Versailles

Le château et le parc de Versailles, la plus haute réalisation de l'art français classique.

Un volume in-4° de 64 pages, comprenant 60 illustrations en héliogravure, broché sous couverture illustrée. .. .. **15 fr.**

ODETTE DU PUIGAUDEAU

•

PIEDS NUS A TRAVERS LA MAURITANIE

PRÉFACE DU GÉNÉRAL GOURAUD

« Et voici que deux jeunes filles n'ayant d'autres armes que leur courage et leur bonne grâce, ont traversé ce pays si connu sous le nom de "PAYS DE LA PEUR". (Général GOURAUD.)

In-8° avec 32 photos hors texte, 2 croquis.. .. .. .. **20 fr.**

DANIEL-ROPS

•

RIMBAUD

LE DRAME SPIRITUEL

"Ange en exil" ou "Satan adolescent?"

12 fr.

RENÉ HUYGHE

Conservateur-adjoint au Musée du Louvre

•

CEZANNE

"Avec la magnifique exposition du Musée de l'Orangerie, Cézanne, expose jusqu'ici aux partialités de la polémique ou de l'hagiographie, entre dans la sérénité de l'histoire".

René HUYGHE.

Un volume in-4° de 64 pages comprenant 60 illustrations en héliogravure, broché sous couvertur illustrée.. .. .. **15 fr.**

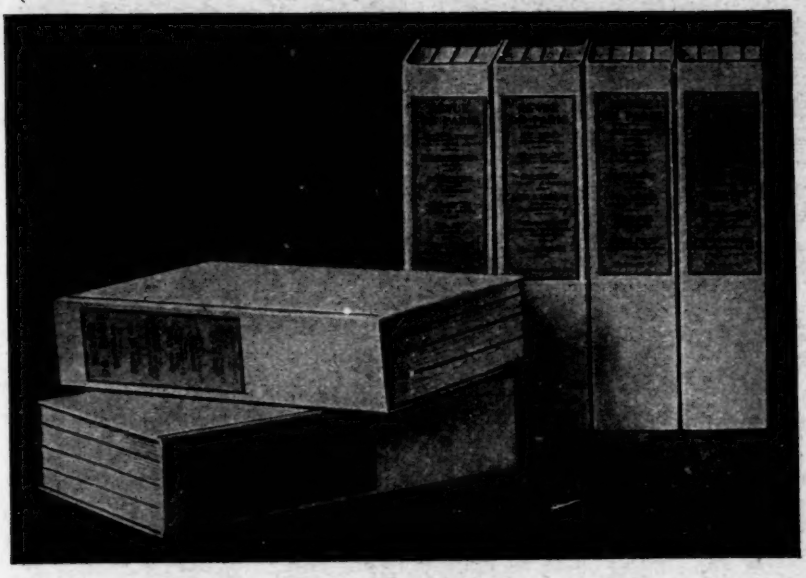
CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

Imprimerie BRODARD ET TAUPIN. Coulommiers-Paris

REVUE DE PARIS, 3, Rue Auber, PARIS-IX•

Pour classer vos livraisons de la Revue de Paris

Achetez nos cartonnages spéciaux



Plats et dos de la même couleur que la couverture de la Revue.
Étiquettes rouges collées sur le dos du cartonnage.

Chaque carton-classeur permet de réunir quatre livraisons **rognées**.

L'étiquette collée indique les principales publications contenues dans les quatre numéros ainsi rassemblés.

Grâce à ces classeurs vous pourrez facilement retrouver dans votre bibliothèque les romans, mémoires, études, etc..., publiés par la *Revue de Paris* et les collections de livraisons se présenteront, sur vos rayons, sous l'aspect de véritables volumes.

Prix du cartonnage, permettant de réunir 4 numéros : **5 francs.**

Les abonnés qui en feront la demande recevront dorénavant six fois par an le classeur bimensuel pour la somme globale de **30 francs.**

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

—:—

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

PRIX DE L'ABONNEMENT

		UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE		100 »	51 »	26.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES		106 »	54 »	28 »
ÉTRANGER	Demi-tarif postal	130 »	66 »	34 »
	Plein tarif	160 »	81 »	41.50

LA LIVRAISON — 240 pages — 7 francs.

On s'abonne à la Revue de Paris, *3, rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, n° 360-50, *Paris.*

Correspondants à l'étranger :

Alep : Djanji, 24, Bd de France; *Alexandrie* : Librairie Hachette, S. A. 16, Bd de Ramleh; *Amsterdam* : Meulenhoff et Cie; Feikema, Caarelsen et Cie; *Anvers* : La Grande Librairie; *Athènes* : Eleftheroudakis; *Barcelone* : Librairie Française, 8, Rambla del Centro; *Belgrade* : Henri Soubre; *Berlin* : Asher et Cie, Behrenstrasse 17; *Beyrouth* : Bugnard, 5, Av. des Français; *Bruxelles* : Agence Dechenne; Office de Publicité; Lebègue; *Bucarest* : Cartea Romaneasca S. A.; *Budapest* : Caerapfalvi, Vaci-Utca 10; *Buenos-Ayres* : Libreria Hachette S. A., 49, Maipù; *Cologne* : Ausland Zeitungshandel, Disch Haus; *Copenhague* : Vilhelm Tryde; *Damas* : Makki, rue Salhie; *Elisabethville* : Desclée, Av. Royale; *Florence* : B. Seeber; *Genève* : Naville et Cie, Agence des Journaux; Charles Dürr; *Irun* : Sociedad Gal Española de Libreria, 20, Calle de Los Martires de Jaca; *La Havane* : La Casa Belga, René de Smedt, O'Reilly; *Lausanne* : Payot et Cie; *Le Caire* : Librairie Hachette S. A., rue du Télégraphe; *Liége* : V. Bourguignon; *Lisbonne* : Torrès et Cia; *Londres* : Librairie Hachette, 34, Maiden Lane Bedford Street, W. C. 2; *Madrid* : Libreria internacional de Romo, Alcala 5; *Milan* : Bocca; *Montevideo* : Libreria « El Correo », Maximino Garcia; *Montréal* : Déom Frères; *Neuchâtel* : Delachaux et Niestlé S. A.; *New-York* : G. E. Stechert et Cie, 31 East 10 th. Street; *Port-Saïd* : Librairie Hachette; *Rio de Janeiro* : Soria et Boffoni, 157, Avenida Rio Branco; *Rome* : Modernissima; *Salonique* : Molho, 19, rue Tsimiski; *Shang Haï* : Librairie Extrême-Orient, 2, route de Vallon; *Sofia* : J. Carasso et Cie; *Stamboul* : Librairie Hachette, succursale de Turquie; B. P. 2219; *Tirana* : Guga et Cie; *Turin* : Fratelli Bocca, S. Lattès et Cie; *Varsovie* : Jean Nowicki, 17, Krakowskie-Przedmiescie; *Zagreb* : Soubre, Juriciseva ulica 6; *Zurich* : Paul Morisse.

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Prière de joindre la somme de 1 *franc et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er *ou du* 15 *de chaque mois.*

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, *3, rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Tables décennales : (1894-1903); (1904-1913). — *Chaque livraison* . . . . . 10 fr.
Tables (1914-1933) . . . . . 20 »

BRODARD et TAUPIN, Coulommiers-Paris.